

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°260

NOVEMBR 2006

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **SADDAM HUSSEIN CONDAMNÉ À MORT PAR LE HAUT TRIBUNAL PÉNAL IRAKIEN ALORS QUE LES KURDES CONTINUENT D'APPORTER LEURS TEMOIGNAGES DANS LE PROCÈS DE L'OPÉRATION ANFAL**
- **LE PRÉSIDENT IRAKIEN JALAL TALABANI EN VISITE OFFICIELLE À PARIS ET À TÉHÉRAN**
- **OCTOBRE : MOIS LE PLUS MEURTRIER POUR LES CIVILS EN IRAK**
- **GEORGE BUSH RENCONTRE LE PREMIER MINISTRE IRAKIEN À AMMAN**
- **ANKARA : LE PREMIER MINISTRE IRAKIEN EN VISITE OFFICIELLE EN TURQUIE.**
- **UE-TURQUIE : LA COMMISSION EUROPÉENNE RECOMMANDE LA SUSPENSION PARTIELLE DES NÉGOCIATIONS AVEC ANKARA DEVANT LA PERSISTANCE DU REFUS TURC DE RECONNAÎTRE CHYPRE.**
- **VISITE DU PAPE BENOÎT XVI EN TURQUIE, FORMELLEMENT LAÏQUE, MAIS QUI APPLIQUE UNE POLITIQUE OUVERTEMENT DISCRIMINATOIRE CONTRE SES MINORITÉS.**
- **SUR FOND DE TENSION CROISSANTE AUTOUR DU PROGRAMME NUCLÉAIRE, L'IRAN LANCE DE GRANDES MANŒUVRES MILITAIRES.**
- **AINSI QUE...**

SADDAM HUSSEIN CONDAMNÉ À MORT PAR LE HAUT TRIBUNAL PÉNAL IRAKIEN ALORS QUE LES KURDES CONTINUENT D'APPORTER LEURS TEMOIGNAGES DANS LE PROCÈS DE L'OPÉRATION ANFAL

MICHAEL Trimble, qui dirige le département d'enquête sur les fosses communes du Haut tribunal pénal irakien, a, le 30 novembre, synthétisé deux ans de recherche au cours d'un témoignage détaillé et atroce, lors de la 26e audience du procès de

Saddam Hussein : « Dans cette fosse commune de la province de Ninive, 123 corps ont été exhumés. Tous avaient été tués par balles. Il y avait 25 femmes adultes et 98 enfants ». « Des cours d'eau asséchés ont dans la plupart des cas été utilisés pour dissimuler les fosses communes et les

mêmes techniques sont employés d'un site à l'autre », a poursuivi Michael Trimble, membre du corps des ingénieurs de l'armée américaine. « 90% des enfants découverts dans les trois sites témoins étaient âgés de moins de 13 ans au moment de leur mort », a-t-il poursuivi. « La majorité des blessures par balles de ces enfants se situaient à la tête. Pour les adultes, 76% des corps présentent des impacts de balles dans la tête. Les 24% restants ne portent la trace d'aucune balle, mais des marques d'armes

contondantes. Nous en déduisons qu'ils ont été frappés à coups de bâtons ou de crosses de fusil », a affirmé Michael Trimble. Il a longuement expliqué ses méthodes de travail, tant sur le site pour exhumer les corps, que dans le laboratoire, pour recréer les causes de la mort des victimes. « Voici un crâne portant la trace d'un impact de balle au sommet. Elle a traversé le cerveau et se trouve maintenant dans le bas de l'oeil gauche », a-t-il ainsi déclaré.

Michael Trimble a projeté de nombreuses photos des restes découverts dans ces fosses communes, dont celui d'une femme enceinte et de son fœtus. Il s'est arrêté sur la photo du corps d'un enfant âgé de 6 à 12 mois, tué d'une balle dans la nuque. « Le tribunal se demande peut-être pourquoi une main adulte figure sur cette photo. En fait, quand nous avons exhumé le corps de l'enfant, nous avons aussi déterré la couverture qui l'enveloppait. Nous ne savions pas que la main de sa mère, la droite je crois, se trouvait à l'intérieur, jusqu'à ce que nous commencions à analyser le corps au laboratoire », a souligné le scientifique.

Michael Trimble est le troisième expert à témoigner au procès. Des dizaines de Kurdes ont auparavant décrit en détails les bombardements chimiques de leurs villages, les viols des femmes et les exécutions sommaires et massives. Le 28 novembre, un premier expert en médecine légale avait témoigné, devant des photos montrant squelettes et crânes de Kurdes victimes d'exécutions sommaires, au cours de la 24^e audience du procès de Saddam Hussein. Le docteur Clyde Collins Snow, un spécialiste américain en médecine légale, a raconté devant le Haut tribunal pénal irakien l'exhumation de 27 personnes

enterrées dans une fosse commune, après avoir été fusillées par un peloton d'exécution, dans le village de Koremi, au Kurdistan. « J'ai vu que les os étaient encore en excellent état, quatre ans après les faits. Nous avons dénombré 87 impacts sur les 27 corps », a-t-il expliqué, détaillant une visite dans ce village en 1992. « Nous n'avions pas les moyens d'enquêter sur tous les cas identiques, mais nous pensons que Koremi est emblématique de ce qui s'est passé dans d'autres villages de la région », a estimé M. Snow. Des traces de gaz moutarde ont également été identifiées par un laboratoire britannique sur des morceaux de terre où ont été découverts les corps d'un petit garçon et d'un vieil homme, morts sans cause apparente. Saddam Hussein est alors intervenu.

Parmi les Kurdes qui ont témoigné au tribunal, le survivant d'une exécution collective de villageois kurdes a, le 28 novembre, témoigné devant le Haut tribunal pénal irakien. Khudhur Qadir Mohammed, un ancien peshmerga, âgé de 36 ans, a raconté le bombardement chimique de son village par l'aviation irakienne, en mai 1988, puis sa capture en novembre de la même année. « J'ai été conduit avec d'autres détenus devant une tranchée, et un peloton d'exécution a ouvert le feu sur nous. J'ai été protégé des balles par les corps de mes compatriotes et j'ai feint d'être mort », a-t-il témoigné.

Un autre témoin, Taimor Abdallah Rokhzai, âgé de 30 ans, a raconté la veille comment les habitants de son village avaient été capturés par l'armée irakienne en avril 1988. « Les femmes et les enfants ont été séparés des hommes. J'avais 12 ans, j'étais donc avec les premiers. Nous avons été emmenés d'un camp à un autre, deux petites filles sont mortes pendant ces

déplacements », a-t-il témoigné. « Nous avons été chargés dans un véhicule, puis on nous a fait descendre dans un endroit reculé. Il y avait une tranchée. On nous a alignés, puis un soldat a ouvert le feu, j'ai été touché à l'épaule », a-t-il ajouté. « J'ai vu des balles déchirer le crâne d'une femme et répandre son cerveau sur le sol, j'ai vu une femme enceinte abattue. C'était horrible », a poursuivi Taimor Abdallah Rokhzai. « Les soldats ont continué à tirer, puis le silence est soudain revenu. Je m'attendais à mourir. Mon corps était couvert de sang. Je me suis extirpé de la tranchée », a-t-il encore indiqué.

La précédente audience avait eu lieu le 8 novembre. Le juge Mohammed al-Oreibi al-Khalifa avait ensuite ajourné le procès au 27 novembre, pour donner à la défense le temps nécessaire pour présenter ses témoins. Lors des 22 premières audiences du procès, ouvert le 21 août, plusieurs dizaines de témoins ont raconté les bombardements chimiques de leurs villages et les exécutions sommaires de villageois kurdes. Le tribunal avait, le 8 novembre, entendu Asia Tahir, une femme de 64 ans portant un foulard orné de drapeaux kurdes, qui a raconté le « bombardement chimique » de son village de Cuiza en août 1988. « Les soldats sont arrivés trois jours après et ont brûlé notre village. Ils nous ont assuré que nous n'avions rien à craindre, que Saddam lui-même avait promis d'épargner nos vies, alors nous avons abandonné nos refuges dans des grottes et nous nous sommes rendus », a-t-elle expliqué. « Ils ont séparé les hommes des femmes et des enfants. Je n'ai jamais revu mon mari, mon neveu et les 28 membres de ma famille arrêtés avec moi. Nous avons ensuite été abandonnés pendant un an et demi dans une région désertique

près d'Erbil, manquant de tout. Une vingtaine d'enfants sont morts de diarrhée avant que nous n'ayons la permission de rentrer chez nous », a-t-elle ajouté. « Je dénonce Saddam et Ali le chimique pour ces crimes. Je demande compensation pour le sang de mon mari et de mon fils », a-t-elle conclu.

Auparavant, deux anciens combattants kurdes ont fait des récits similaires. Le premier d'entre eux, Ayoub Abdallah Mohammed a raconté le bombardement chimique de son village de Bergie, le 24 août 1988. « Les oiseaux ont commencé à tomber du ciel, puis nos nez se sont mis à couler », s'est-il souvenu. Un second témoin, Tawfiq Abdelaziz Moustafa, a raconté comment il avait découvert « les corps brûlés d'un villageois, de sa femme et de leur enfant », après l'attaque contre son village. « J'ai perdu une bonne partie de ma vision après cette attaque », a-t-il ajouté.

Lors de la 21e audience du procès, le 7 novembre, en l'absence des avocats de la défense qui protestaient contre le choix du juge, Saddam Hussein avait rejeté le témoignage d'un rescapé kurde sur des exécutions sommaires dont les habitants de son village du Kurdistan irakien et ses proches avaient été victimes en 1988. « Qui peut vérifier ces faits », avait-il lancé le dictateur déchu en affirmant qu'il aimait les Kurdes « comme les Arabes ».

Le témoin, Qahar Khalil Mohammed avait raconté la venue le 25 août 1988 de l'armée irakienne dans son village du Kurdistan. Les militaires irakiens « nous ont emmenés hors du village et ont séparé hommes, femmes et enfants. L'armée a rassemblé 37 hommes et a commencé à

tirer sur nous sans distinction », avait déclaré ce rescapé. « Au total, 33 personnes ont été tuées, j'ai perdu mon père et mes deux frères. Quant à moi, j'ai reçu une balle au dos et au front », avait ajouté le témoin, ôtant son turban et son habit pour montrer les traces. « Je veux que le monde entier voie mes cicatrices (...) Nous étions blessés, un médecin militaire est venu nous voir, il nous a hurlé dessus: « Je vais vous soigner au tournevis ». Il a enfoncé un tournevis dans la blessure à la jambe d'un autre villageois », a décrit Qahar, qui a été libéré après trois ans de prison. Le second témoin, Abdul Karim Nayif Hassan, du même village, a lui aussi survécu à l'exécution programmée. « Quand nous sommes revenus chez nous, le village avait été détruit. Je suis retourné à l'endroit où on nous avait fusillé et j'ai trouvé quatre fosses communes », a-t-il raconté. « Plus tard, des étrangers de l'organisation Human Rights Watch sont venus exhumer les victimes, ils ont trouvé les corps de 27 personnes », a-t-il expliqué, tandis que des images montrant l'exhumation de fragments de squelettes étaient projetées.

Le dictateur déchu et six anciens dirigeants, dont son cousin Ali Hassan al-Majid, dit « Ali le chimique », sont jugés pour avoir ordonné et mis en oeuvre les campagnes militaires d'Anfal en 1987-1988 dans le Kurdistan, qui ont fait plus de 180.000 morts. Seuls Saddam Hussein et Ali le chimique sont accusés de génocide, mais tous risquent la peine de mort. Les accusés, tous présents dans leur box, sont restés impassibles, de même que leurs avocats. Seuls ceux de Saddam et d'Ali le chimique boycottent le procès depuis l'éviction de l'ancien juge, pour des motifs politiques. Saddam Hussein

a été condamné à mort par pendaison le 5 novembre dans un autre procès, pour l'exécution de 148 villageois chiites de Doujaïl, dans les années 1980, en représailles à un attentat contre le convoi présidentiel. Une procédure d'appel automatique a été engagée.

Si le verdict est confirmé par la Cour d'appel du Haut tribunal pénal, la peine doit être appliquée dans un délai de 30 jours. Le Premier ministre Nouri al-Maliki avait indiqué peu après le verdict qu'il s'attendait « à ce que l'exécution se déroule avant la fin de cette année ». L'organisation de défense des droits de l'Homme Human Rights Watch a publié mi-novembre un rapport de 97 pages sur le procès de Doujaïl, selon lequel le procès a été marqué par tellement d'irrégularités que le verdict de condamnation à mort ne repose pas sur des bases solides et devrait être annulé. L'ONG a dénoncé l'attitude du gouvernement irakien qui a, selon elle, affecté l'indépendance des juges, souligné que nombre de preuves et éléments clé n'ont pas été présentés à la défense à l'avance, et regretté que témoins et accusés n'aient pu être confrontés, ce qui est « une violation des droits élémentaires des prévenus ». Les Kurdes, au premier rang desquels le président irakien Jalal Talabani, estiment que Saddam Hussein ne devrait pas être exécuté avant la fin du procès Anfal. Le décret d'exécution devra être signé par le président de la République ou ses vice-présidents. Le président Jalal Talabani, opposé à la peine de mort, a fait savoir qu'il s'absenterait pour ne pas signer le décret, qui devra alors l'être par ses vice-présidents, le chiite Adel Abdel Mehdi et le sunnite Tarek al-Hachémi.

La condamnation à mort de Saddam Hussein a largement été saluée par les chiïtes. Majoritaires mais opprimés par le régime de l'ancien dictateur, les chiïtes ont manifesté leur joie à travers le pays, voyant dans la condamnation à mort de Saddam Hussein, un événement qu'ils attendaient de longue date. En revanche, les sunnites, la communauté à laquelle appartient Saddam Hussein et qu'il a toujours favorisée, ont crié au complot, promettant des journées sombres aux Américains et à leurs alliés irakiens. Kamal Kerkouki, vice-président du parlement du Kurdistan irakien, a quant à lui affirmé que « *la condamnation de Saddam Hussein peut réduire les opérations terroristes, car avec le verdict, les partisans du président déchu perdent tout espoir de son retour au pouvoir* ». « *Les partisans de Saddam rêvent de son retour au pouvoir, mais avec cette condamnation, il n'y a plus d'espoir qu'il gouverne de nouveau ce pays, ce qui peut les dissuader* », a-t-il ajouté.

Aux Etats-Unis, le président américain George W. Bush s'est félicité de la condamnation à mort de Saddam Hussein, survenue deux jours avant des élections parlementaires difficiles pour son parti. « *C'est une réussite majeure pour la jeune démocratie irakienne et son gouvernement constitutionnel* », a-t-il déclaré. Même satisfaction à Londres: « *Je salue le fait que Saddam Hussein et les autres accusés ont été présentés devant la justice et ont eu à rendre compte de leurs crimes* », a déclaré la ministre des Affaires étrangères Margaret Beckett. Moscou en revanche a mis en garde contre les « *conséquences catastrophiques* » qu'aurait pour l'Irak la pendaison de Saddam Hussein, qui « *divisera encore un peu plus la société irakienne* ». La

France « *prend acte* » de la condamnation à mort et espère que cette décision n'entraînera pas de nouvelles tensions en Irak, a déclaré le ministre français des Affaires étrangères Philippe Douste-Blazy dans un communiqué.

Au Moyen-Orient et Proche-Orient, le verdict a suscité des réactions partagées. Au Koweït, occupé par l'armée irakienne il y a 16 ans, applaudissements, youyous et pleurs de joie ont accueilli la nouvelle. L'Iran, qui a lourdement

souffert des huit années de guerre contre l'Irak de Saddam Hussein (1980-88), « *accueille favorablement la sentence* », selon le ministère des Affaires étrangères. Mais pour les Frères musulmans égyptiens, les « *innombrables crimes commis* » par Saddam sont moindres que ceux « *commis par les occupants* ». Et dans les territoires palestiniens, un porte-parole du mouvement islamiste Hamas a affirmé: « *Nous (...) soutenons quiconque soutient notre peuple, et le président Saddam Hussein était de ceux-là* ».

LE PRÉSIDENT IRAKIEN JALAL TALABANI EN VISITE OFFICIELLE À PARIS ET À TÉHÉRAN



ALAL Talabani, président d'Irak depuis mars 2005, est arrivé en France le 1^{er} novembre sur invitation du président français pour une visite destinée à réchauffer les relations entre Bagdad et Paris, qui s'était opposée à l'intervention militaire américano-britannique début 2003. La visite de M. Talabani, accueilli à Orly par le ministre des Sports Jean-François Lamour, est la seconde d'un chef de l'Etat irakien depuis la chute du régime de Saddam Hussein en 2003. Après avoir passé en revue des détachements de la garde républicaine qui rendaient les honneurs, M. Talabani a été accueilli au pied du perron du palais présidentiel par M. Chirac. Les deux dirigeants se sont serrés la main devant les nombreux photographes et cameramen, avant de débiter leur entretien. M. Talabani était accompagné des ministres des Affaires étrangères Hoshyar Zebari, de l'Industrie Fawzi Al-Hariri, de l'Education Khodair Al-Khouzaï et des Sciences et de la Technologie, Raid

Fahmi Jahed pour une visite d'une semaine en France. « *Le but de ma visite est de donner un nouvel élan à nos relations* », a-t-il expliqué dans un entretien publié le lendemain dans *Le Figaro*. « *Le passé est le passé* » et « *j'appelle les Français à observer l'Irak avec un regard neuf* ».

A l'issue d'une heure et demie d'entretien avec Jacques Chirac à l'Elysée, M. Talabani a expliqué avoir voulu donner au président français « *une image vraie de la situation en Irak aujourd'hui* »: « *ce n'est pas une image toute rose* », mais « *elle n'est pas non plus aussi sombre que ne le présentent les médias parfois* ». « *Nous avons parlé des aspects négatifs et des aspects positifs, des progrès qui ont été réalisés dans les divers domaines en Irak et des problèmes dont nous souffrons* », a-t-il ajouté. « *Nous avons demandé au président Chirac de continuer à soutenir le peuple irakien dans tous les domaines* » et « *exprimé notre désir d'améliorer et d'approfondir les relations entre l'Irak et la France* ». Le président français a de son côté «

confirmé que dans cette période difficile pour l'Irak, la France apporte son appui à la politique de réconciliation nationale, de dialogue inclusif et d'action en faveur de l'unité de l'Irak et de sa reconstruction », selon son porte-parole Jérôme Bonnafont. Le président Jacques Chirac a rappelé le 2 novembre à son homologue irakien Jalal Talabani que la France jugeait « important de fixer une perspective de retrait » de la force internationale en Irak. La résolution 1546 sur le mandat de la force internationale en Irak doit être rediscutée fin 2006. Lors d'une conférence devant l'Institut français des relations internationales (IFRI) le même jour, le président irakien a estimé qu'« Il faudra deux ou trois ans pour construire nos forces de sécurité et dire au revoir à nos amis » américains. Le président irakien a moqué les adversaires du conflit, en soulignant que « sans cette guerre, ce n'est sans doute pas comme président que je serais devant vous aujourd'hui, mais peut être comme un réfugié ». Le président irakien a de plus appelé les Français à « investir davantage dans le nouvel Irak ». Il a à ce sujet rencontré les dirigeants du groupe pétrolier Total.

Le président Talabani a prolongé sa visite officielle de deux jours par un séjour privé afin notamment de rencontrer les media, les intellectuels et les personnalités politiques françaises. Il a, en compagnie de son épouse et des ses ministres, rendu visite à Mme Mitterrand, à son domicile de la rue de Bièvre pour lui réitérer la reconnaissance des peuples kurde et irakien pour son soutien à la résistance contre la dictature de Saddam Hussein. Venue adresser à M. Talabani « un message d'amitié entre les peuples », Ségolène Royal, candidate à

l'investiture socialiste pour les élections présidentielles, a exprimé son souhait « d'une reconstruction rapide dans ce pays qui a été ravagé par la dictature que l'on sait », pour que « le peuple irakien qui a tellement, tellement souffert puisse retrouver notamment la dignité, la confiance en lui-même et l'envie de redresser la pente ». Au terme de sa rencontre avec le président irakien, Ségolène Royal, a, le 3 novembre, estimé que la situation en Irak « n'est pas encore totalement stabilisée » mais « le pays est en train de se redresser » malgré une « forme de terrorisme ». Interrogée sur le calendrier de retrait de la force internationale, la présidentiable socialiste a estimé que « le moment sera venu lorsque le gouvernement irakien estimera qu'il est venu, c'est-à-dire lorsque toutes les conditions de sécurité et du bon fonctionnement démocratique seront là ». « Ce n'est pas aux autres à l'extérieur du pays de décider les formes de cette transition ». « Il y a à la fois des éléments de lumière » et « en même temps encore le poids des désordres, d'une forme de terrorisme et donc la situation n'est pas encore totalement stabilisée ».

De plus, Laurent Fabius et Dominique Strauss-Kahn, les deux autres candidats socialistes se sont également entretenus avec le président irakien. Une rencontre entre Jalal Talabani et Nicolas Sarkozy a eu lieu le 3 novembre à 8h30 à l'hôtel Meurice, puis un dîner a été organisé en l'honneur du président irakien par le ministre français des Affaires étrangères Philippe Douste-Blazy. Le porte-parole du Quai d'Orsay, Jean-Baptiste Mattéi, avait, le 30 octobre, rappelé que Paris avait décidé d'annuler 80% de sa part de la dette extérieure irakienne, soit un effort de quatre milliards d'euros, et qu'elle avait

accueilli l'an dernier 500 stagiaires irakiens au titre de la coopération culturelle, scientifique, technique. Un nouveau bureau de l'ambassade de France en Irak devrait par ailleurs être ouvert l'an prochain à Erbil, dans le Kurdistan irakien.

Trois semaines après son retour de Paris, le président Talabani, accompagné du ministre de l'Industrie et de la Technologie et du chef de la diplomatie, Hoshyar Zébari, a entamé le 27 novembre une visite officielle très attendue en Iran. La télévision d'Etat iranienne, très mobilisée par l'événement, a annoncé que le président irakien était arrivé à Téhéran « à la tête d'une délégation de haut rang ». Ce déplacement est le quatrième à Téhéran pour Jalal Talabani depuis sa prise de fonction. Outre son homologue Mahmoud Ahmadinejad, qui l'a accueilli avec faste dans son palais présidentiel, il a également rencontré l'ancien président Hachémi Rafsandjani puis, mardi 28 novembre, le Guide suprême de la révolution, l'ayatollah Ali Khamenei. Jalal Talabani, qui parle farsi, était très proche des responsables iraniens avant la chute de Saddam Hussein. A son arrivée, le président irakien avait expliqué que son pays avait « besoin de l'aide étendue de l'Iran pour lutter contre le terrorisme et rétablir la sécurité et la stabilité en Irak ».

M. Talabani avait reçu il y a un an un engagement similaire d'aide des dirigeants iraniens. Tous les responsables iraniens ont profité de la visite de M. Talabani pour répéter que les Etats-Unis étaient responsables de la situation en Irak et devaient quitter ce pays. Le 29 novembre, le chef du Conseil de discernement et ex-président Akbar Hachémi Rafsandjani lui a

répété ce message, en déclarant que « *les ennemis du peuple irakien essaient de créer une guerre civile, en faisant s'affronter les chiïtes, sunnites et Kurdes* ». M. Rafsandjani a encore accusé les Etats-Unis de s'opposer à un éventuel rapprochement entre Téhéran et Bagdad: « *Le gouvernement et le peuple d'Iran ont répété plusieurs fois qu'ils étaient prêts à aider le peuple irakien, mais, dans l'ombre, on cherche en sous-main à diviser nos nations et on empêche cette aide* ». Le président irakien a pour sa part stigmatisé lors de son entretien avec M. Rafsandjani ceux qui ont « *pour but de monter les uns contre les autres différents groupes confessionnels* ». Le président irakien a insisté par ailleurs sur le fait que son pays à besoin, en matière de sécurité, de « *l'aide de tous les pays de la région, et particulièrement de l'aide de la République islamique d'Iran* ». Il a ainsi implicitement fait référence aux liens privilégiés entre Téhéran et les partis chiïtes influents en Irak.

Soucieux d'asseoir son statut de puissance régionale, l'Iran souhaitait initialement organiser un sommet à trois, auquel était également convié le président syrien Bachar al-Assad. Jalal Talabani a immédiatement accepté, ne reportant sa venue qu'en raison du couvre-feu en vigueur dans la capitale irakienne et de la fermeture de l'aéroport de Bagdad, mais Bachar al-Assad n'a pas répondu à l'invitation de Téhéran. Les autorités syriennes ont répondu par le silence à l'invitation lancée par l'Iran, vraisemblablement pour éviter au régime de Téhéran l'embarras d'un refus direct. Damas craint peut-être aussi d'irriter les Etats-Unis en appuyant ouvertement l'Iran dans sa volonté d'affirmer son influence en Irak. En gardant leurs distances,

les autorités syriennes laisseraient ouverte la possibilité d'un rapprochement avec Washington.

« *La nation iranienne et le gouvernement se tiendront assurément aux côtés de l'Irak, leur frère, et toute l'aide dont le gouvernement et la nation sont capables sera fournie. Nous n'avons pas d'objection à la coopération, quelle qu'en soit le domaine* », a déclaré le président iranien Mahmoud Ahmadinejad selon l'agence de presse iranienne officielle *Isna*. S'adressant aux Américains, il a ajouté: « *Je vous conseille de quitter l'Irak pour préserver le peu de réputation qui vous reste* ». « *Remettez les responsabilités au gouvernement irakien selon un calendrier précis, comme il l'a demandé. Les Irakiens sont capables de gérer la situation et rétablir la sécurité* », a-t-il ajouté lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue. « *Ce voyage a été un succès à 100%. Je dis au peuple irakien que bientôt les résultats de cette visite seront perceptibles* », a déclaré pour sa part M. Talabani, répondant à son « *vieil ami Ahmadinejad* ». « *Les deux pays ont condamné avec fermeté les actions criminelles et de sabotage des groupes terroristes et insisté sur la nécessité de lutter contre ces groupes* », selon un communiqué commun. L'Iran a réaffirmé sa « *disponibilité pour aider le peuple et le gouvernement ira-*

kiens » à « *renforcer et mettre fin aux affrontements internes* ». L'ayatollah Khamenei, le guide suprême iranien, a également reçu le président irakien et estimé que « *le départ des forces d'occupation est le premier pas pour régler le problème de l'insécurité* ». Le chef spirituel et plus haute autorité de l'Etat iranien a indiqué que « *la principale raison de la situation en Irak est la politique des Etats-Unis qui est appliquée par certains intermédiaires* », en pointant du doigt « *les terroristes et les baasistes* ».

L'Irak et l'Iran, qui se sont affrontés durant une longue guerre (1980-1988), ont renoué des liens après la chute du régime de Saddam Hussein en 2003. Six mois après son élection à la présidence en avril 2005, Jalal Talabani, a été le premier chef d'Etat irakien à effectuer une visite officielle en Iran, depuis celle de Abdel Rahman Aref, président de l'Irak entre 1966 et 1968. Les Premiers ministres irakiens (chiïtes) Ibrahim Jaafari et ensuite Nouri al-Maliki ont aussi fait le déplacement. Les partis chiïtes et kurdes, prééminents au gouvernement et à l'Assemblée irakienne, ont des liens historiques avec la République islamique, qui leur a fourni soutien, et parfois refuge, quand ils étaient dans l'opposition à Saddam Hussein.

OCTOBRE : MOIS LE PLUS MEURTRIER POUR LES CIVILS EN IRAK

LE dernier rapport bimensuel sur les droits de l'homme en Irak, publié, le 22 novembre, indique que le nombre de victimes de la violence intercommunautaire dont Bagdad est l'épicentre s'est établi en

octobre au niveau sans précédent depuis 2003: 3709 morts, contre 3.345 en septembre et 3.009 en août. Un pays livré au chaos, des habitants terrorisés qui transforment leurs quartiers en camps retranchés confessionnels et des

centaines de milliers d'autres civils sur la voie de l'exode: tel est le tableau sombre que brossent les Nations unies dans leur dernier rapport sur les droits de l'homme en Irak. Le rapport indique que l'aggravation de la violence en Irak a accru la pauvreté et provoqué des mouvements de population « sans précédent ». Depuis le bombardement en février d'un sanctuaire chiite à Samarra, 418.392 personnes ont dû abandonner leurs maisons pour fuir les violences interconfessionnelles. En outre, près de 100.000 personnes fuient chaque mois en Syrie ou en Jordanie, portant à 1,6 millions le nombre d'Irakiens qui ont trouvé refuge à l'étranger depuis le début de l'intervention militaire américaine en mars 2003.

Ce rapport soulève des questions sur l'action des 300.000 membres des forces de sécurité irakiennes formés par l'US Army et sur leurs allégeances religieuses. Le rapport de l'Onu fait état d'informations s'accumulant sur des milices et escadrons de la mort qui agissent sous le couvert ou avec la complicité de la police officielle et se livrent à « des enlèvements, tortures, meurtres, actes de corruption, extorsions et vols ». Le document jette le doute sur les affirmations récentes de M. Maliki voulant que les forces irakiennes soient en mesure de réduire la violence dans les six mois. 70% des violences, principalement entre chiites et sunnites, représentant 5.000 des 7.054 décès de civils enregistrés en septembre et en octobre, sont recensées dans la capitale, où la plupart des victimes portent des traces de tortures ou de blessures par balles, rapporte l'Onu. Les violences interconfes-

sionnelles en Irak se sont fortement aggravées cette année. Le 23 novembre, une série d'attentats suicides perpétrés à Sadr City, la grande banlieue déshéritée chiite de Bagdad, a fait plus de 200 morts et entraîné des actions de représailles contre des quartiers sunnites. Le représentant de l'Onu pour les droits de l'homme, Gianni Magazzeni, a toutefois concédé, lors d'une conférence de presse, que cette évaluation, fondée sur les chiffres de la morgue de Bagdad et du ministère de la Santé, ne faisait pas l'unanimité.

En octobre, la revue médicale britannique *The Lancet* avait déclenché une controverse en établissant sur la base d'une étude sociologique que 655.000 Irakiens étaient morts directement de la guerre - un chiffre jugé non crédible par de nombreux autres chercheurs. Le ministère irakien de la Santé a pour sa part avancé le chiffre de 150.000 mais un porte-parole du gouvernement l'a situé plus près de 40.000. Le ministre irakien de la Santé a, le 22 novembre, contesté les estimations de l'Onu, qu'il a accusée de « tromper le monde ». « Le véritable chiffre est quatre fois moins élevé » selon Ali al Chimeri, membre de la formation de l'imam chiite radical Moktada al-Sadr, qui a en outre accusé l'Onu de s'être procuré des données par des moyens « illégaux et indirects », via des médecins ou des infirmières. Les milices opèrent ouvertement et impunément au nom des factions politiques représentés au gouvernement et c'est cette impunité même qui nourrit le cycle des violences et des représailles, a pour sa part estimé M. Magazzeni.

D'autre part, La Corée du Sud, troisième force militaire en Irak, mais déployé principalement au Kurdistan irakien a, le 30 novembre, annoncé le retrait total de son contingent d'environ 2.300 soldats d'ici la fin de 2007. Après un premier envoi de non-combattants en 2003, Séoul avait porté un an plus tard son contingent à environ 3.500 militaires.

Séoul avait commencé à réduire la taille du contingent en avril. Il atteint actuellement environ 2.300 soldats, stationnés à Erbil, capitale du Kurdistan irakien où la sécurité est garantie. Londres a également annoncé une réduction de son contingent de plusieurs milliers de soldats d'ici à la fin 2007. La Pologne, quatrième pays en termes militaires, a de son côté annoncé que son contingent de 880 soldats aura quitté l'Irak « pas plus tard que vers la fin de 2007 ».

Le Conseil de sécurité de l'ONU a, pour sa part, décidé le 28 novembre, dans un vote unanime, de proroger d'un an le mandat de la force multinationale en Irak, qui compte 160.000 hommes. Le Conseil a ainsi répondu rapidement à la requête du Premier ministre irakien Nouri al-Maliki, qui avait réclamé cette prolongation, assurant que l'une des priorités de son gouvernement était d'assumer l'entière responsabilité de la sécurité dans le pays mais qu'il lui fallait pour cela davantage de temps. La résolution, préparée par les Etats-Unis, prolonge le mandat de la force multinationale d'une année à partir du 31 décembre et autorise une évaluation à la demande du gouvernement irakien d'ici le 15 juin.

GEORGE BUSH RENCONTRE LE PREMIER MINISTRE IRAKIEN Á AMMAN

RE président américain Georges W. Bush, a, le 29 novembre, entamé à Amman une visite axée sur la recherche, avec le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki, d'une stratégie pour contrer l'explosion de violence dans ce pays. George W. Bush a rencontré immédiatement après son arrivée en soirée le roi Abdallah II de Jordanie, mais la rencontre tripartite prévue avec M. Maliki a été annulée, « *faute de temps* ». Après l'entretien, le roi Abdallah II a offert un dîner en l'honneur du président américain, auquel M. Maliki n'était pas convié. Le président Bush a rencontré dès le lendemain M. Maliki au petit-déjeuner. Lors d'une conférence de presse donnée avec Nouri al Maliki, George Bush a déclaré : « *Nous avons intérêt à faire prévaloir la liberté au Moyen-Orient, et d'abord en Irak. C'est la raison pour laquelle l'idée d'une sortie élégante est totalement irréaliste* ». Le dirigeant américain a noté que le Premier ministre irakien et lui avaient exclu tout projet de division de l'Irak comme moyen de mettre un terme aux violences interconfessionnelles. « *Le Premier ministre a clairement dit qu'un partage de son pays, proposé par certains, ne correspondait pas à ce que veulent les Irakiens et que toute partition aboutirait seulement à une aggravation des violences de type religieux. C'est aussi mon avis* », a-t-il déclaré. George Bush a précisé qu'ils étaient aussi d'accord pour accélérer l'instruction des forces de sécurité irakiennes et le processus de délégation de la sécurité aux Irakiens. L'armée américaine, a-t-il déclaré, est en Irak pour « *que le*

travail soit fait » et y restera tant que le gouvernement de Bagdad le souhaitera. Le président américain George Bush a déclaré que le Premier ministre Nouri al Maliki était l'homme de la situation en Irak, en disant être convenu avec lui qu'une partition du pays aurait pour effet d'y exacerber les violences.

Les députés et ministres partisans du chef chiite radical Moqtada al-Sadr pro-iranien ont suspendu leur participation au Parlement et au gouvernement irakiens pour protester contre la rencontre entre le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki et le président américain George W. Bush. Dans un communiqué, les 30 parlementaires et cinq ministres concernés ont expliqué que leur décision était nécessaire car la rencontre entre Bush et al-Maliki à Amman constitue « *une provocation aux sentiments de peuple irakien et une violation de ses droits constitutionnels* ». Ils ont également critiqué la visite de George W. Bush en Jordanie, qui « *a piraté la volonté du peuple à une période où les fils d'Irak écrivent leur destin avec du sang et pas de l'encre* ». Dans leur communiqué, ils qualifient le président américain de « *criminel* ». Les partisans de Moqtada al-Sadr avaient initialement menacé de quitter définitivement le Parlement et le gouvernement si Nouri al-Maliki se rendait à Amman.

Dans un entretien avec la presse locale publié le 13 novembre, M. Maliki s'en était également pris à ses partenaires sunnites du Front de la Concorde (44 députés et 5 portefeuilles ministériels). « *Ils*

tiennent un double langage et je me demande comment ils peuvent être nos partenaires dans un processus politique dont ils n'assument pas la responsabilité », a estimé M. Maliki, reprochant aux dirigeants de ce bloc d'avoir menacé de quitter le gouvernement et de « *prendre les armes* » si les milices n'étaient pas démantelées et les pouvoirs mieux partagés. Le député kurde, Mahmoud Osmane, s'est dit sceptique sur la portée d'un tel remaniement. « *Un remaniement ministériel est suspendu à l'accord des différents blocs politiques et je ne crois pas qu'il puisse apporter des solutions aux problèmes* », a-t-il déclaré. « *La situation en Irak est trop compliquée pour être réglée par un remaniement ministériel. Depuis deux ans, nous réclamons des changements politiques en Irak, personne ne nous a écoutés* », a-t-il ajouté.

Pourtant, au lendemain de la condamnation à mort de Saddam Hussein, le gouvernement irakien avait, le 6 novembre, annoncé une concession majeure aux partisans du dictateur déchu: des milliers de membres du Baas, l'ancien parti au pouvoir, évincés de l'appareil d'État après l'intervention américaine, pourraient retrouver leur emploi. La Commission nationale suprême pour la débaassification a préparé une loi et l'enverra bientôt au Parlement, selon son directeur exécutif Ali al-Lami. Le texte de loi est en phase avec un plan de réconciliation nationale de 24 points annoncé en juin par le Premier ministre Nouri al-Maliki, dans lequel il appelait à un réexamen du programme de débaassification. Avant que le texte ne soit rédigé, la commission avait dressé une liste de 10.302 cadres du parti Baas qui devaient être congédiés, mais la nouvelle loi comporte seulement

1.500 noms. M. Al-Lami précise que 7.688 membres du parti ont été renvoyés depuis la création de la commission en janvier 2004. Les Etats-Unis ont dissous et interdit l'ancien parti au pouvoir en mai 2003, un mois après la chute de Saddam Hussein, mais ont plus tard assoupli leur position, invitant d'anciens officiers de l'armée démobilisée à rejoindre les forces de sécurité. Depuis sa création, la commission de débaassification a vérifié le profil de milliers d'anciens baassistes ayant repris le travail.

La reconstruction politico-économique de l'Irak est toujours le point d'achoppement. Daniel Speckhard, chef de mission adjoint à l'ambassade américaine à Bagdad, a, le 14 novembre, affirmé que l'administration de Bagdad dispose d'un milliard de dollars pour des projets de reconstruction dans la capitale irakienne. *« Plus d'un milliard de dollars a déjà été dépensé pour la reconstruction à Bagdad ces trois dernières années et un autre milliard de dollars est disponible pour poursuivre les projets existants ou en entamer de nouveaux »,* a-t-il souligné. *« Le plus grand défi aujourd'hui, c'est de savoir comment dépenser cet argent »,* a-t-il ajouté, en marge d'un atelier de travail sur la reconstruction en Irak, en présence du vice-premier ministre irakien Barham Saleh.

L'instabilité politique et la flambée de violences que connaît l'Irak depuis trois ans ont privé le pays d'une manne pétrolière de 24,7 milliards de dollars (19,1 milliards d'euros), selon un rapport de l'observatoire du pétrole irakien publié le 23 novembre. Les sanctions économiques imposées par les Nations Unies et la gestion

chaotique sous le régime de Saddam Hussein, puis le regain de violence constaté dans le pays depuis l'intervention militaire américaine en mars 2003 sont autant d'éléments qui expliquent l'actuel retard irakien dans la production d'or noir.

Des milliards de dollars doivent désormais être injectés pour développer le secteur, préconise le rapport réalisé par des services d'inspection du ministère irakien du Pétrole. *« Toutes les données confirment que le secteur pétrolier en Irak ne pourra pas se maintenir sans une participation des compagnies étrangères, afin de développer les champs pétrolifères et d'augmenter les volumes d'exportations ».* Mais la plupart des groupes étrangers attendent l'entrée en vigueur d'une loi sur le pétrole, en négociation depuis des mois, avant de procéder à tout nouvel investissement dans le pays.

L'Irak possède les troisièmes réserves de pétrole les plus importantes au monde. Sur les 80 champs pétrolifères du pays, à peine 17 sont exploités. Seuls 1.600 des 2.300 puits d'exploitation dans le pays fonctionnent. De nombreux puits situés sur le gisement de Rumaila, parce qu'ils ont été mal gérés et recouraient à des méthodes datées de forage et d'extraction, sont désormais à l'abandon. *« Des problèmes sur certains champs pétroliers ont provoqué une hausse du niveau des eaux dans les puits d'extraction, ce qui a entraîné des pertes dans la production sur un grand nombre de sites »,* souligne le rapport. Par ailleurs, l'oléoduc nord, qui relie l'Irak à la Turquie, est resté pratiquement hors d'usage depuis l'intervention américaine, en raison de plusieurs

actions de sabotage. Le rapport chiffre à 8,7 milliards de dollars les pertes liées à ces sabotages, du début de l'année 2004 au premier semestre 2006 inclus. Bagdad ne peut donc plus compter que sur son principal oléoduc, dans la province de Bassorah, pour ses exportations d'or noir. D'après les déclarations cette semaine d'un porte-parole du ministère du Pétrole, environ 1,7 million de barils sont acheminés chaque jour par cet oléoduc.

Par ailleurs, la Commission européenne et le gouvernement irakien ont donné le 20 novembre à Bruxelles, le coup d'envoi des négociations en vue de la conclusion d'un accord de commerce et de coopération (ACC) entre l'Union européenne (UE) et l'Irak. Ces négociations seront engagées par les commissaires Ferrero-Waldner et Mandelson, au nom de la Commission, et par le vice-premier ministre irakien chargé des affaires économiques, Barham Salih, au nom de l'Irak. L'ACC contribuera au renforcement progressif des relations entre l'Union européenne et l'Irak et à l'intégration de ce pays dans l'économie mondiale. Cet accord vise à améliorer le cadre des échanges entre l'Irak et l'UE et il couvre un large éventail de thèmes, dont le commerce des marchandises, les services, les mesures d'incitation à l'investissement, la douane, les droits de propriété intellectuelle et industrielle, et les règles de passation des marchés publics.

La coopération pourrait, quant à elle, porter sur plusieurs aspects clés touchant au domaine économique, ainsi qu'aux domaines du développement humain et de la réduction de la pauvreté, de

l'environnement, de la culture et de l'éducation. Par l'ouverture de négociations contractuelles avec l'Irak, l'UE entend faciliter l'engagement de l'Irak envers la communauté internationale au profit du processus de stabilisation interne et régional, stimuler et ancrer les réformes institutionnelles et socioéconomiques actuelles, contri-

buer au développement socioéconomique de l'Irak et à l'amélioration des conditions de vie dans le pays, promouvoir des relations commerciales bilatérales, et enfin garantir un niveau minimum de prévisibilité, de transparence et de sécurité juridique pour les opérateurs économiques.

de Bingöl après le déclenchement par l'armée d'une opération. Six soldats ont été blessés, trois par balles et les autres par l'explosion d'une mine. Lors d'un accrochage le 14 novembre près de la bourgade de Baskale, un soldat turc a également été tué. Trois membres du PKK ont été abattus dans des accrochages survenus entre les 6 et 11 novembre à Sirnak.

ANKARA : LE PREMIER MINISTRE IRAKIEN EN VISITE OFFICIELLE EN TURQUIE

R E Premier ministre irakien Nouri al-Maliki est, le 16 novembre, arrivé à Ankara pour rencontrer son homologue turc Recep Tayyip Erdogan. Les deux hommes ont discuté des relations bilatérales et de la lutte contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) installé dans les montagnes du Kurdistan irakien, près de la frontière iranienne. Le Premier ministre irakien était notamment accompagné de son ministre des Affaires étrangères Hoshyar Zebari au cours de son déplacement d'un jour. M. Maliki devait initialement effectuer cette visite le 16 octobre mais elle avait été reportée en raison d'une tempête de sable à Bagdad qui avait cloué son avion au sol ce jour là. « Nous avons parlé de la nécessité d'accélérer la coopération contre le PKK. J'ai indiqué à M. Maliki que des pas concrets devaient être faits pour obtenir un résultat » dans la lutte contre le PKK, a souligné M. Erdogan. Le Premier ministre irakien a assuré à son homologue turc que l'Irak ne serait pas un « sanctuaire » pour des éléments radicaux pouvant menacer les Etats voisins. Lors d'une conférence de presse avec Recep Tayyip Erdogan, Nuri al-Maliki, a affirmé que les ressources pétrolières de l'Irak

appartiennent à tous les Irakiens et doivent être distribuées équitablement sans profiter à une seule communauté. « Ces ressources doivent être distribuées équitablement aux citoyens », a-t-il indiqué. « Il ne faut pas en priver une communauté et en enrichir une autre », a-t-il souligné. Fin septembre, le Premier ministre du Kurdistan irakien, Nechirvan Barzani, avait affirmé que les Kurdes voulaient être maîtres de leur pétrole et averti que toute interférence extérieure ne pourrait que raviver les appels à l'indépendance du Kurdistan.

Ankara continue de menacer de mener cet été des opérations contre le PKK par delà la frontière kurde irakienne si Washington et Bagdad n'intervenaient pas. Le PKK de son côté se dit déterminé à résister aux menaces répétées des responsables irakiens et turcs de les déloger. L'organisation kurde a déclaré un cessez-le-feu le 1er octobre, mais comme les autres trêves qu'elle avait proclamées dans le passé, la Turquie l'a rejetée. En dépit d'un cessez-le-feu du PKK et même si les combats ont sensiblement diminué en intensité depuis, six combattants du PKK et un soldat ont, le 16 novembre, été tués dans des combats survenus dans la province

Afin d'éviter le risque d'une intervention militaire de la Turquie contre le PKK au Kurdistan irakien, deux anciens responsables américains ont, le 27 novembre, prôné le déploiement de forces de l'Otan dans le Kurdistan irakien. Dans un document rendu public avant le sommet de l'Otan à Riga les 28 et 29 novembre, Richard Holbrooke, ex-représentant permanent des Etats-Unis auprès de l'Onu, et Ronald Asmus, vice-secrétaire d'Etat adjoint chargé des Affaires européennes dans l'administration Clinton, affirment que les membres de l'Otan ont tout intérêt à éviter un basculement de l'Irak dans une guerre civile ouverte. « Déjà aujourd'hui, des voix s'élèvent en Turquie pour réclamer ouvertement une invasion du nord de l'Irak pour mettre fin aux raids constants effectués dans le sud-est de la Turquie par l'organisation terroriste connue sous le nom de PKK », déclarent les deux anciens responsables dans ce document rendu public par un centre de réflexion allemand. « Le meilleur moyen de réduire ce risque serait que l'Otan déploie des soldats dans le nord de l'Irak », ajoutent-ils. Une telle initiative semble toutefois hautement improbable en raison des profondes divisions provoquées au sein de l'Otan par l'intervention militaire américaine en 2003. La France, l'Allemagne, la Belgique et le Luxembourg s'étaient alors

opposés à cette invasion et ont depuis résisté aux tentatives de forte implication de l'Alliance atlantique en Irak. « *Cela n'a été ni*

discuté ni envisagé de manière officielle ou informelle au sein de l'Otan », a déclaré James Appathurai, porte-parole de l'alliance.

péen des 14 et 15 décembre avec ce sujet explosif qu'est toujours la Turquie.

UE-TURQUIE : LA COMMISSION EUROPÉENNE RECOMMANDE LA SUSPENSION PARTIELLE DES NÉGOCIATIONS AVEC ANKARA DEVANT LA PERSISTANCE DU REFUS TURC DE RECONNAÎTRE CHYPRE

RA Commission européenne a, le 29 novembre, recommandé de « *ralentir* » les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE, une recommandation que le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a qualifiée immédiatement d'« *inacceptable* ». Les ministres européens des Affaires étrangères vont devoir se prononcer le 11 décembre sur cette recommandation, qu'ils ne sont pas obligés de suivre. Des tractations difficiles s'annoncent avant d'arriver à une décision à l'unanimité, tant les dissensions entre les 25 sont fortes sur l'entrée dans l'UE — dans 10 à 15 ans, au plus tôt — de ce grand pays stratégique et musulman qu'est la Turquie.

La recommandation d'une suspension partielle des négociations avec la Turquie, douloureusement lancées en octobre 2005, paraissait inévitable depuis l'échec le 27 novembre d'une dernière tentative de la présidence finlandaise de l'UE pour convaincre les Turcs d'ouvrir leurs ports aux navires chypriotes grecs. Du fait de ce refus d'Ankara - étroitement lié à la division de Chypre dont seule la partie sud grecque non reconnue par Ankara est entrée dans l'UE en 2004 -, la Commission a préconisé de suspendre les discussions sur 8 des 35 chapitres thématiques qui

jalonnent les négociations Turquie-UE. Les chapitres visés touchent aux questions d'union douanière et plus largement aux relations Turquie-Chypre, de la libre circulation des marchandises au développement agricole en passant par les transports ou la politique extérieure. La Commission demande aussi à ce qu'aucun des autres chapitres qui pourraient être discutés ne puisse être conclu tant que la Turquie n'aura pas rempli ses obligations envers Chypre. « *L'Europe a besoin de la Turquie et la Turquie a besoin de l'Europe. Il n'y a pas de gel ou d'hibernation (dans les négociations), le train continue à avancer mais il ralentit. L'Union européenne est une communauté de droit, et il doit y avoir des conséquences lorsque des obligations ne sont pas remplies* », a expliqué le commissaire européen à l'Elargissement Olli Rehn. « *C'est une décision soigneusement calibrée* » et juridiquement « *très solide* », a ajouté le commissaire, en reconnaissant néanmoins que les discussions entre les 25 risquaient d'être compliquées. « *Il y a des positions très différentes parmi les Etats membres* », a concédé M. Rehn. « *C'est précisément pour cela que nous voulions faire une recommandation dès maintenant car nous voulons guider le débat des 25 et les aider à trouver une unité sur cette question* » dès le 11 décembre. Cela permettrait d'éviter de polluer le sommet euro-

Preuve que les discussions seront délicates, certains dirigeants européens présents mercredi au sommet de l'Otan à Riga ont, avant même l'annonce officielle de la recommandation de la Commission, entamé des consultations pour désamorcer une crise potentielle avec la Turquie. Le Premier ministre britannique Tony Blair, soulignant que « *l'intérêt stratégique à long terme de l'Europe et du reste du monde* » est « *d'avoir la Turquie à l'intérieur de l'Union européenne* », a averti que « *ce serait une erreur grave d'envoyer un signal défavorable à la Turquie* ». Alors que la France est de plus en plus réticente à une entrée à terme de la Turquie dans l'UE, le président Jacques Chirac a lui défendu la Commission lors d'un entretien à Riga avec M. Erdogan, estimant qu'elle « *n'avait pas d'autre choix* ». Un porte-parole du gouvernement de la République chypriote grecque, clairement hostile à une adhésion de la Turquie, a lui estimé que « *le gel de quelques chapitres n'était pas une sanction* » et confirmait « *le privilège dont jouit la Turquie pour ne pas respecter ses obligations* ».

Chypre est divisée depuis 1974 et l'invasion de la Turquie. La partie Sud de l'île, qui a intégré l'UE en 2004, est peuplée majoritairement d'habitants de culture grecque. Uniquement reconnu par Ankara, qui a déployé 40.000 soldats sur place. Le Nord fait l'objet d'un embargo international depuis de nombreuses années. Les Turcs ont signé en juillet 2005 un protocole qui étend son union douanière avec l'UE aux dix Etats entrés dans

le bloc européen en 2004. Mais ils refusent toujours de l'appliquer aux Chypriotes grecs, exigeant au préalable la levée de l'embargo qui frappe la République turque de Chypre du Nord (RTCN, reconnue uniquement par Ankara). Les autorités turques sont particulièrement sensibles à la question chypriote, chasse gardée de l'armée turque.

Ainsi, deux journalistes de la chaîne de télévision franco-allemande ARTE ont-ils été, le 5 novembre, arrêtés pour avoir filmé la ville fantôme de Varosha, située dans une zone militaire de la « République turque de Chypre du Nord » (RTCN). Le journaliste David Muntaner et son cameraman Frederic Bak ont été arrêtés après avoir filmé une zone civile accolée à la barrière qui entoure Varosha, a indiqué le syndicat de journalistes Basin-Sen, un syndicat de journalistes chypriotes-turcs, dans un communiqué. Accusés d'avoir filmé une zone militaire, ils doivent comparaître devant un tribunal militaire. La ville fantôme de Varosha, près de l'ancienne station balnéaire de Famagoueste, a été vidée de ses habitants chypriotes-grecs depuis l'invasion turque de 1974. Le plan de l'UE présenté par la Finlande proposait le transfert à l'ONU de la ville-fantôme de Varosha. Mais la République turque de Chypre du Nord, entité reconnue par la seule Turquie, a indiqué qu'elle n'accepterait pas de rendre cette ville contre une reprise du commerce avec l'UE.

Outre la question chypriote, Bruxelles réclame à la Turquie des efforts en matière de lutte contre la torture et de protection de la liberté d'expression et des minorités en Turquie. La recommandation de la Commission européenne a coïncidé avec le veto du président turc

Ahmet Necdet Sezer à un projet de loi accordant des droits de propriété aux minorités religieuses de Turquie, ainsi que le réclame l'Union européenne. Le président turc a demandé au parlement de réexaminer neuf articles du projet, qui ne répond par ailleurs pas pleinement aux souhaits de l'UE. M. Sezer s'est opposé à ces dispositions, qui, selon lui, leur confèrent des droits économiques qui vont au delà de l'objectif d'un travail caritatif, a, le 29 novembre, annoncé la présidence. L'objectif principal du texte, voté par le parlement au début du mois de novembre, était de préparer la voie aux Fondations communautaires (principalement grecques, arméniennes et juives) pour qu'elles récupèrent les biens saisis par l'Etat depuis 1974 aux termes d'une décision de justice controversée. Les nationalistes reprochent à ce projet de renforcer la position des minorités religieuses en Turquie.

Le Premier ministre turc, Tayyip Erdogan, avait annoncé le 5 novembre que son pays était prêt à amender l'article 301 du Code pénal permettant de poursuivre les écrivains et journalistes, suite à de vives critiques sur le sujet émises par l'Union européenne. Une scientifique turque de 92 ans, Muazzez Ilmiye Cig, une prolaïque convaincue, a été acquittée le 1^{er} novembre à l'ouverture de son procès controversé et médiatisé à Istanbul pour ses écrits sur le port du voile. L'éminente spécialiste de l'époque sumérienne, civilisation mésopotamienne du IV^e millénaire avant J-C, s'est exposée à la colère des cercles islamistes pour ses écrits sur ce premier peuple antique, selon elle, à avoir utilisé le voile chez la femme comme signe de distinction, des milliers

d'années avant l'apparition de l'islam. Dans un livre publié l'an dernier, Mme Cig avait affirmé que le foulard avait été porté pour la première fois par des « femmes publiques » sumériennes. Il s'agissait de prêtresses qui initiaient les jeunes hommes à la vie sexuelle dans des temples, tout en n'étant pas des prostituées. Son procès fait suite à ceux d'écrivains, journalistes et universitaires, dont les écrivains Orhan Pamuk et Elif Shafak, qui ont suscité des protestations internationales. Les charges contre le prix Nobel de littérature 2006 Orhan Pamuk, poursuivi pour avoir évoqué le génocide arménien, ont été abandonnées tandis que la romancière Elif Shafak a été acquittée. Contrairement à Orhan Pamuk ou Elif Shafak, poursuivis dans le cadre de l'article 301 du code pénal turc, qui prévoit des sanctions pour insulte à la République turque, ses institutions ou l'identité turque, l'archéologue est accusée d' « incitation à la haine religieuse ».

Un sondage publié le 14 novembre dans le journal pro-gouvernemental *Yeni Safak*, indique qu'une majorité de Turcs restent favorables à l'entrée de leur pays dans l'Union européenne, en dépit des tensions actuelles entre les deux parties, mais ils n'y croient plus vraiment. Selon cette étude de l'institut ANAR, 54,1% des personnes interrogées voteraient « oui » aujourd'hui à un référendum sur l'intégration de la Turquie à l'UE, contre 37,1% qui se prononceraient contre. Mais, près de deux tiers du même échantillon de Turcs sollicités du 17 au 25 octobre dans tout le pays, prédisent que la Turquie ne sera jamais admise dans l'Union, contre moins de 30% qui croient encore à cette hypothèse. Ces

résultats contredisent un autre sondage, récent, qui tendait à indiquer que les partisans de l'entrée dans

l'Union avait chuté de 60% il y a deux ans à 32%.

VISITE DU PAPE BENOÎT XVI EN TURQUIE, FORMELLEMENT LAÏQUE, MAIS QUI APPLIQUE UNE POLITIQUE OUVERTEMENT DISCRIMINATOIRE CONTRE SES MINORITÉS

RE pape Benoît XVI, dont les propos sur l'islam en septembre dernier ont déchaîné la colère chez certains musulmans est arrivé, le 28 novembre en visite officielle en Turquie. Le voyage du souverain pontife à Ankara, Ephèse et Istanbul, qui avait à l'origine pour thème central les relations entre les églises catholique et orthodoxe, apparaît aujourd'hui comme l'occasion de clore la polémique suscitée par les déclarations du pape à Ratisbonne. Les dirigeants turcs ont réservé un accueil poli mais glacé au pape Benoît XVI pour son premier voyage dans un pays musulman. Environ 15.000 personnes scandant des slogans antioccidentaux avaient manifesté le 26 novembre à Caglayan, sur la rive européenne d'Istanbul, contre la visite de Benoît XVI. Le nombre des participants était cependant bien inférieur au million de personnes prédit par le parti Saadet (SP-Félicité-islamiste), organisateur de la manifestation dont le mot d'ordre était « *le pape n'est pas le bienvenu* ». Sur une affiche montrant des photos de victimes de la guerre en Irak, était posée la question: « *Qui a fait cela ?* ». Une autre bannière demandait: « *qui est le responsable du terrorisme ? Les Etats-Unis, Israël et l'Union européenne, ou l'Irak et les Palestiniens ?* » L'édition dominicale du quotidien islamiste

Milli Gazete, qui soutient le SP, titrait: « *ici, c'est Istanbul, pas Constantinople* ». Dans ce contexte tendu, trois mille policiers patrouillaient donc dans la capitale turque pour éviter tout incident, des tireurs d'élite étaient postés sur les toits et des véhicules blindés stationnaient aux principaux carrefours. Les rues étaient pratiquement vides, illustration du peu d'intérêt que suscite la visite du pape parmi la population. Contrairement à ses visites dans des pays chrétiens, aucune foule en délire ne l'a reçu à Ankara, première étape de sa visite du 28 novembre au 1er décembre qui le mena aussi à Ephèse (ouest) et à Istanbul. Seule une rangée de soldats turcs lui a rendu les honneurs dus au chef d'Etat du Vatican, car c'est à ce titre là qu'il a été reçu pendant près d'une heure par le président turc, Ahmet Necdet Sezer. Les journalistes turcs n'ont pas manqué de souligner que le Pape avait même pris le soin de dissimuler sa croix à sa descente de l'avion.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan et son ministre des Affaires étrangères devant assister au sommet de l'Otan les 28 et 29 novembre à Riga n'ont reçu le Pape que dans la salle VIP de l'aéroport. De l'avis des commentateurs, M. Erdogan pour des raisons de politique intérieure et en tant

que chef d'un parti issu de la mouvance islamiste, rechignait au départ à figurer dans le même « *cadre* » photographique que le chef de l'Eglise catholique. 2007 est une année de double élections en Turquie -présidentielle en avril et législatives en novembre- et M. Erdogan nourrit des ambitions présidentielles dans un contexte déjà très controversé à cause de ses convictions politiques et religieuses. Toujours à Ankara, le pape s'est rendu au mausolée d'Ataturk, puis s'est entretenu avec le président du Directorate turc des Affaires religieuses Ali Bardakoglu, chef du clergé musulman turc, qui n'a pas manqué de lui reprocher ses propos de septembre à Ratisbonne sur les liens entre islam et violence. Pour le journal *Sabah*, le grand mufti a en quelque sorte « *fait la leçon* » au pape sur la véritable nature de l'islam.

Après une première journée très politique, Benoît XVI a célébré une messe en plein air à Ephèse, dans l'Ouest du pays, où la Vierge Marie aurait passé les dernières années de sa vie. Il a également rendu hommage à un prêtre catholique tué en février à Trébizonde au moment des manifestations contre les caricatures de Mahomet. Les vestiges de cette petite maison de pierre, dont les fondations les plus anciennes remontent au premier siècle de l'ère chrétienne, sont devenus un lieu de pèlerinage populaire depuis les années 50, visité tant par les chrétiens que les musulmans. Après la messe, le pape a gagné Istanbul, où Kadir Topbas, maire AKP d'Istanbul s'est également absenté. Essentiellement consacré à sa rencontre avec Bartholomée 1er, Patriarche de Constantinople et chef spirituel de 300 millions de chrétiens ortho-

doxes, son séjour a Istanbul également été controversé. Le pape a profité de l'occasion pour utiliser le titre oecuménique pour le Patriarche, une appellation honnie pour Ankara, qui lui refuse tout rôle politique et administratif.

Les deux branches majeures de la chrétienté, l'Eglise catholique romaine héritière de l'Eglise d'Occident et les églises orthodoxes issues de l'Eglise d'Orient sont séparées depuis le schisme de 1054, dû à un conflit sur les pouvoirs du pape et des divergences liturgiques. Le souverain pontife a également pris la parole à l'église patriarcale Saint-Georges et visité le musée Sainte-Sophie, l'ancienne basilique de Constantinople, puis la cathédrale arménienne. Toujours à Istanbul, il a rencontré le métropolitain syro-orthodoxe et le grand rabbin de Turquie, puis les membres de la conférence épiscopale catholique.

Dans un pays à 99% musulman, la communauté chrétienne de Turquie, divisée en diverses obédiences -orthodoxe, syriaque, jacobite, arménienne grégorienne, catholique- ne dépasse guère aujourd'hui les 200.000 âmes mais ses frontières actuelles ont abrité dès les premiers temps du christianisme d'importantes communautés. Aujourd'hui, Ankara refuse de rouvrir l'unique séminaire orthodoxe de Turquie, sur l'île stambouliote de Heybeli, et de rendre les biens immobiliers confisqués appartenant à des fondations chrétiennes. L'organisation de défense des droits de l'Homme Minority Rights Group (MRG) a, à l'occasion de la visite en Turquie du pape Benoît XVI, dénoncé les discriminations dont sont victimes les chrétiens et les autres minorités reli-

gieuses dans ce pays. « *La visite du pape en Turquie est une rare opportunité de porter sur le devant de la scène les difficultés énormes auxquelles font face les chrétiens et les autres minorités religieuses en Turquie* », a, le 28 novembre, déclaré dans un communiqué Nurcan Kaya, responsable du programme de MRG concernant la Turquie. MRG constate l'existence de « *lois discriminatoires* » alors que la Turquie est un Etat officiellement laïc qui garantit en théorie des droits substantiels aux minorités religieuses. L'organisation cite l'exemple de la loi adoptée cette année visant à améliorer le régime de propriété des fondations non musulmanes.

Cette loi, souligne MRG, « *ne fait aucune tentative pour restituer les terres confisquées par l'Etat aux établissements chrétiens par le passé* ». « *Les chrétiens font aussi face à des restrictions pour l'ouverture de centres théologiques et ont des opportunités limitées pour la formation des prêtres et séminaristes* », ajoute le communiqué. MRG dénonce également le sort fait à la minorité assyrienne, une communauté chrétienne orthodoxe confrontée à « *de considérables violations de ses droits* ». « *Les Assyriens ne sont même pas reconnus comme une minorité religieuse* », remarque Nurcan Kaya. « *De même, certains groupes musulmans n'ont pas cette reconnaissance et donc pas les droits* ». « *L'Union européenne a fait de la liberté religieuse un critère important que la Turquie doit remplir dans le cadre de sa candidature à l'adhésion (à l'UE) et elle a besoin d'accélérer son processus de réforme* », a affirmé Nurcan Kaya.

Benoît XVI est le troisième pape à visiter la Turquie, après Paul VI en 1967 et Jean Paul II en 1979. La visite du Pape a été marquée par

des déclarations et des gestes de bonne volonté de part et d'autre, en particulier le soutien de Benoît XVI à l'adhésion d'Ankara à l'Union européenne. Il y a quelques années, alors qu'il n'était encore que le cardinal Josef Ratzinger, le pape avait suscité la colère de la Turquie en se montrant plus que réticent à une éventuelle adhésion de ce pays à l'Union européenne. « *Une surprise de la part du pape: Benoît, qui s'était déclaré hostile à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne, a tenu un autre langage à Ankara* », a écrit le 29 novembre le quotidien kémaliste *Cumhuriyet*. Prié de préciser la position du Vatican, le porte-parole du Saint-Siège, le père Federico Lombardi, a déclaré que le pape ne peut prendre de position politique mais « *encourage et voit de façon positive la Turquie s'engager sur la voie du dialogue, du rapprochement, de la participation à l'Europe, sur la base de valeurs et de principes communs* ». « *Ça a commencé de belle manière. A Ankara, le pape a dit au monde que l'islam était une religion de paix* », se réjouit le quotidien *Hurriyet*. La télévision nationale turque TRT, ayant la diffusion exclusive de la visite papale, a, pour sa part, ouvert une enquête sur la couverture par la chaîne de télévision de cette visite. Suivi par une caméra fixe, le Pape a été constamment dissimulé par un militaire turc en garde à vous.

Après une messe à la cathédrale du Saint-Esprit le 1^{er} décembre, Benoît XVI regagnera Rome, alors qu'un livre sous-titré « *Qui va tuer le pape à Istanbul?* » et montrant le pape visé par un tireur barbu sur fond de croix enflammée, est déjà un best-seller avec 10.000 exemplaires en Turquie.

SUR FOND DE TENSION CROISSANTE AUTOUR DU PROGRAMME NUCLÉAIRE, L'IRAN LANCE DE GRANDES MANŒUVRES MILITAIRES

SUR fond de crise autour du nucléaire, l'Iran a, le 2 novembre, lancé de grandes manoeuvres militaires avec des tirs de missiles. « *Des missiles Shahab, avec une charge à fragmentation, capables d'avoir une portée de 2.000 km, ont été tirés du désert situé dans les environs de Qom* », à 120 km au sud de Téhéran, a rapporté la télévision Al-Alam. Une charge à fragmentation détonne à proximité du sol en dispersant une grande quantité d'éclats sur un large périmètre. Les missiles Shahab-3 ont une portée annoncée par les Iraniens de 2.000 km, ce qui met à leur portée tant les bases américaines dans le Golfe, qu'Israël et le sud de l'Europe. Cette arme est utilisée pour la première fois dans le cadre de manoeuvres et non plus lancée individuellement dans le cadre de simples essais. Les manoeuvres iraniennes ont duré dix jours, dans 14 provinces d'Iran, dont celles bordant le Golfe et la mer d'Oman. Le missile Shahab-2, dérivé du Scud-C d'origine soviétique, a une portée théorique de 500 km, qui permettrait de viser des cibles sur le territoire irakien mais aussi sur les pays de la péninsule arabe bordant le Golfe.

Par ailleurs, la Russie a commencé à livrer des systèmes de missiles sol-air TOR-M1 à l'Iran dans le cadre d'un accord conclu plus tôt, ont rapporté le 24 novembre des agences de presse russes. « *Les livraisons de TOR-M1 à l'Iran ont commencé, les premiers systèmes ont déjà été livrés à l'Iran* », a-t-on appris auprès d'une source au sein

du complexe militaro-industriel russe, citée par l'agence de presse Interfax, ajoutant que les troupes iraniennes qui vont faire fonctionner les systèmes étaient soumises à un entraînement en Russie. Selon la compagnie russe d'exportation d'armements, Rosoboronexport, les responsables russes ont affirmé que « *l'Iran est un Etat souverain, un membre de l'ONU ainsi que de la Ligue des Etats arabes, et aucune sanction internationale lui interdisant de recevoir des armes offensives n'a été imposée* ».

La livraison des TOR-M1, impliquant de l'armement conventionnel, ne viole aucun pacte international selon les responsables russes qui ont souligné que les missiles ne sont que des armes défensives à courte portée. Selon l'agence Interfax, le système TOR-M1 peut identifier 48 cibles au maximum et tirer simultanément sur deux cibles à une hauteur de 6.000 mètres.

Le tout s'inscrit sur fond de tension croissante autour du programme nucléaire iranien. Gregory L. Schulte, ambassadeur américain à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), a, le 27 novembre, déclaré que les services secrets américains estiment que l'Iran pourrait être capable de produire une bombe nucléaire à l'horizon 2010. « *Cela nous donne du temps, mais nous sommes en 2006, quatre ans avant. Donc cela nous donne du temps pour la diplomatie, mais cela nous ne donne pas le temps d'être complaisants* », a-t-il ajouté. Les commentaires de M. Schulte

reflète largement ceux tenus par le directeur des services secrets américains, John Negroponte, qui avait expliqué en juin dans un entretien à la radio BBC que l'Iran pourrait développer une arme nucléaire d'ici 4 à 10 ans. Selon M. Schulte, le processus reste cependant compliqué, et il y a de nombreuses incertitudes à prendre en considération, notamment l'assistance étrangère dont bénéficiera l'Iran, si Téhéran parviendra à faire fonctionner des centrifugeuses, et l'importance accordée par le pays à la possession de l'arme atomique. Pour le moment, il semble que les dirigeants iraniens aient fait de l'arme nucléaire « *leur priorité la plus haute* », a-t-il noté.

Le Conseil des gouverneurs de l'Agence internationale de l'Énergie atomique a, le 23 novembre, refusé d'accéder à la demande d'expertise formulée par l'Iran pour un projet de réacteur, craignant qu'il ne puisse être utilisé pour produire de l'uranium à des fins militaires. Mais la décision prise par l'AIEA, après plusieurs jours de débats entre les pays industrialisés et les pays en développement, laisse la possibilité à l'Iran de reformuler sa demande à l'avenir. L'AIEA a en revanche accepté de fournir une expertise à l'Iran pour sept autres projets d'énergie nucléaire qui ne présentent pas à ses yeux de danger.

Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a, le 20 novembre, déclaré que son pays comptait installer 100.000 centrifugeuses pour enrichir l'uranium, chiffre bien supérieur à celui présenté jusqu'alors. « *Nous avons l'intention d'installer 100.000 centrifugeuses et, si Dieu le veut, l'Iran sera en mesure de répondre à ses besoins en combus-*

tible nucléaire d'ici l'année prochaine», a déclaré le président, cité par l'agence de presse iranienne *Isna*. Les centrifugeuses servent au processus d'enrichissement d'uranium, lequel peut servir à la fabrication d'armes nucléaires. Téhéran maintient que son programme atomique est purement civil, mais les Etats-Unis sont persuadés que les Iraniens cherchent à se doter de l'arme atomique. M. Ahmadinejad avait, le 14 novembre, déclaré que l'Iran projetait d'installer 60.000 centrifugeuses, afin, selon lui, de produire du combustible pour centrales nucléaires.

L'Iran compte mettre en service sa première centrale nucléaire, qui a déjà subi plusieurs retards, en 2007. Jusqu'à présent, l'Iran dispose de deux cascades de 164 centrifugeuses. Ces cascades, en l'état, mettraient plusieurs années avant de produire suffisamment de matériaux pour fabriquer une bombe atomique. Les Nations unies exigent de l'Iran qu'il suspende ses travaux d'enrichissement d'uranium. Les diplomates occidentaux se demandent pourquoi l'Iran poursuit ses activités d'enrichissement alors même que le pays ne dispose toujours pas d'une centrale nucléaire. Selon eux, il serait plus rentable pour les Iraniens d'acheter du combustible nucléaire sur les marchés mondiaux. Plus de deux mois après la date butoir -le 31 août- fixée à l'Iran par le Conseil, dans sa résolution 1696, pour suspendre cet enrichissement sous peine de sanctions, il n'est toujours pas possible de dire quand le Conseil passera à l'acte. Les cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Etats-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne) et l'Allemagne examinent toujours un projet de résolu-

tion préparé par les Européens et visant à imposer des sanctions contre les programmes nucléaire et balistique de l'Iran. Mais les six grands peinent à s'entendre sur un texte en raison de l'opposition de la Russie et la Chine.

Entre le 13 août et le 2 novembre, l'Iran a alimenté ses centrifugeuses de Natanz (centre) avec « un total d'environ 34 kg » de combustible d'uranium, ce qui a permis de produire une petite quantité d'ura-

nium enrichi, selon ce rapport confidentiel de l'AIEA. Le rapport de l'AIEA précise également que les inspecteurs de l'agence ont trouvé des traces de plutonium dans des conteneurs sur une décharge à Karaj, ouest de Téhéran. L'Iran fait actuellement de l'enrichissement à un niveau inférieur à 5%, nécessaire pour le combustible d'une centrale nucléaire. Il faut l'amener à 90% pour obtenir un effet optimal pour une bombe atomique.

AINSI QUE...

- SYRIE : LE FILS DE L'OULEMA KURDE ASSASSINÉ PAR LES AUTORITÉS SYRIENNES LIBÉRÉ. Les autorités syriennes ont, le 14 novembre, libéré le fils de l'ouléma kurde syrien assassiné en 2005 Mohammad Maachouk Khaznaoui. L'Observatoire syrien pour les droits de l'Homme (OSDH), une ONG proche de l'opposition basée à Londres, a déclaré dans un communiqué que « *cette libération a eu lieu après les actions intensives effectuées par l'OSDH. Elle constitue un pas dans la bonne direction* ». Les services de renseignements syriens avaient arrêté cheikh Mourad Khaznaoui la veille à la frontière syro-jordanienne alors qu'il se rendait en Jordanie, avait annoncé peu auparavant l'OSDH dans un communiqué en citant des informations fournies par son frère, Mourched Khaznaoui. « *L'OSDH appelle les autorités syriennes à former une commission d'enquête composée de juristes honnêtes sur l'assassinat de Mohammad Maachouk Khaznaoui, et de traduire les assassins devant la justice* », ajoute l'OSDH. « *L'OSDH demande aux autorités syriennes d'interdire les arrestations arbitraires et de faire cesser les ingérences des ser-*

vices de sécurité dans la justice afin de préserver l'unité nationale » du pays, selon le texte.

Mourched Khaznaoui a accusé « *des personnalités influentes du régime syrien d'avoir assassiné son père* ». Il a assuré que son père avait « *reçu des menaces des services de sécurité après un discours prononcé en avril 2005 dans lequel il avait rendu la sécurité syrienne responsable du meurtre de dizaines de Kurdes syriens en mars 2004* ». Des affrontements sanglants avaient opposé en mars 2004, pendant cinq jours, des Kurdes aux forces de l'ordre ou à des tribus arabes dans le nord de la Syrie, notamment à Qamichli et Alep, faisant 40 morts selon des sources kurdes, 25 selon les autorités syriennes. Vice-président du Centre d'études islamiques à Damas, le cheikh assassiné bénéficiait d'une grande popularité, y compris en dehors de sa communauté.

Les Kurdes représentent environ 9% de la population de Syrie et font l'objet d'une « *politique discriminatoire* ». Outre la reconnais-

ce de leur culture, ils demandent à être traités comme des citoyens à part entière en revendiquant des droits politiques et administratifs « dans le cadre de l'intégrité territoriale du pays ».

- IMPORTANTE DÉCOUVERTE PÉTROLIÈRE AU KURDISTAN IRAKIEN. Genel Enerji, la division énergétique du conglomérat turc Cukurova, et la société pétrolière helvétique Addax, ont, le 19 novembre, annoncé la découverte d'un gisement pétrolier prometteur sur le site de Taq Taq, situé à 60 kilomètres au Nord-Est de la ville de Kirkuk dans le Kurdistan irakien. Le seul puits de forage creusé par les deux partenaires vient de mettre à jour un débit de près de 30.000 barils quotidien d'un pétrole « léger » (47 degrés API) auquel se mêle « peu de gaz ». De tels niveaux atteints lors d'un forage de moins d'une centaine de mètres de profondeur laissent présager un gisement significatif. Mehmet Sepil, le PDG de Genel Enerji, s'est réjoui de devenir « la première compagnie pétrolière privée turque à développer un gisement pétrolier d'importance ». Ce puits est le premier d'une série de trois campagnes de forages prévues par Genel et Addax.

Ashti Hawrami, le ministre des ressources naturelles au sein du gouvernement du Kurdistan irakien, s'est réjoui en déclarant dans un communiqué « ce succès [nous] permet d'attendre le démarrage de nos premières exportations de pétrole du champ de Taq Taq en 2007 (...) Nous allons continuer notre programme d'exploration afin de réaliser notre objectif qui reste d'exporter un million de barils quotidien de la région du Kurdistan au cours des prochaines années, ce qui permettra de contribuer

de façon significative aux revenus pétroliers irakiens, destinés à être partagés par tout le pays ».

Basée à Genève, Addax Petroleum est la filiale de production fondée en 1994 par le groupe pétrolier Addax & Oryx. Cette société de négoce est devenue dans les années 90 un groupe diversifié très présent en Afrique de l'Ouest où il contrôle un réseau de stations-service, ainsi que des installations de stockage d'hydrocarbures et d'embouteillage de GPL. Son unité de production et d'exploration pétrolière tire l'essentiel de sa production -qui atteint les 80.000 barils par jour- des champs exploités au Nigeria. Début septembre, cette dernière a fait l'acquisition de la junior pétrolière canadienne Pan-Ocean Energy pour 1,6 milliard de dollars canadiens (1 milliard d'euros). La maison mère de Addax avait transformé son unité de production en société cotée qui a été introduite sur la Bourse de Toronto il y a quelques mois. La valeur boursière de Addax atteint aujourd'hui l'équivalent de 3 milliards d'euros.

- LE KURDISTAN IRAKIEN ÉTABLIT DES RÈGLES POUR PRÉVENIR UNE VAGUE DE DÉPLACÉS IRAKIENS. Épargné par la vague de violences confessionnelles qui secoue les autres provinces de l'Irak, le Kurdistan a établi des règles restrictives pour prévenir une vague d'arrivée de déplacés irakiens. Le commandant Hirche Khaled Aswahi, qui dirige le département des résidents à Erbil, capitale du Kurdistan irakien, a ainsi déclaré que « les familles arabes, chrétiennes, turcomanes ou même kurdes venant d'autres provinces, qui projettent de s'installer au Kurdistan, doivent trou-

ver un garant résidant déjà dans la région ». Selon lui, le garant doit être un fonctionnaire du gouvernement local. « Notre objectif est de préserver la sécurité du Kurdistan », épargné par les violences qui ensanglantent quotidiennement la majeure partie des autres provinces de l'Irak, affirme ce responsable. « Aucun pays ne restreint le droit de ses propres citoyens à s'installer sur une partie de leur territoire, mais nous voulons assurer la sécurité dans notre région et lutter contre l'infiltration de terroristes », admet le commandant Aswahi.

Le nombre de familles déplacées au Kurdistan reste relativement faible, par rapport à l'ensemble des déplacés en Irak. Selon le responsable, 2.054 familles kurdes, arabes et chaldéennes (chrétiennes) sont arrivées dans la région d'Erbil. Un millier d'autres se sont rendues à Souleimaniyeh et à Dohouk, les deux autres grandes villes du Kurdistan. D'après les chiffres publiés en octobre par le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), quelque 754.000 Irakiens ont été déplacés par la violence dans ce pays depuis l'invasion américaine en mars 2003. Près de la moitié d'entre eux ont dû fuir leur domicile au cours des huit derniers mois, à la suite de l'explosion des violences confessionnelles après la destruction, en février, du mausolée chiite de la ville sunnite de Samarra, au nord de Bagdad. Ces départs affectent principalement le centre du pays. Les déplacés se rendent dans des zones majoritairement sunnites ou chiïtes, où ils sont le plus souvent hébergés par des proches. Pour s'installer au Kurdistan, les déplacés doivent, outre justifier d'un garant, présenter leur demande avec un dossier familial. En cas

d'obtention d'une résidence, elle doit être renouvelée tous les trois mois. Les médecins, ingénieurs ou universitaires n'ont pas besoin de chercher un garant puisque ce sont leurs employeurs qui leur garantissent résidences et autres facilités, selon le commandant Aswahi. Le président irakien, Jalal Talabani, a maintes fois appelé ces cadres supérieurs à venir s'installer au Kurdistan, à l'abri de la violence. « *Nous préférons qu'ils viennent avec leurs familles s'installer chez nous et servir leur pays, plutôt qu'ils aillent à l'étranger* », a-t-il souligné.

- DÉCÈS DE L'ANCIEN PREMIER MINISTRE TURC, BULENT ECEVIT. L'ancien Premier ministre turc Bulent Ecevit est mort le 5 novembre à l'âge de 81 ans dans un hôpital militaire d'Ankara où il était hospitalisé depuis mai à la suite d'une hémorragie cérébrale. L'ancien homme politique de gauche nationaliste, qui a pris sa retraite il y a trois ans et demi, avait été victime le 19 mai d'une hémorragie cérébrale après avoir assisté aux obsèques d'un magistrat assassiné par un jeune avocat ultra-nationaliste pour des motifs islamistes. Il avait passé plusieurs mois dans le coma après avoir subi une opération au cerveau, dont il sortait progressivement après le débranchement de son respirateur artificiel en août. M. Ecevit avait tiré sa révérence après une longue carrière politique au lendemain de sa défaite aux dernières élections législatives en novembre 2002, lorsque son parti Démocratique de gauche (DSP) avait perdu tous ses sièges au Parlement. Sa santé chancelante et l'effondrement de la coalition gouvernementale qu'il dirigeait depuis 1999 ont sonné le glas d'une carrière de plus de 40 ans qui l'aura vu

cinq fois Premier ministre. Il débute dans le journalisme en 1950 dans la presse proche du Parti républicain du Peuple (CHP), le parti du fondateur de la République, Mustafa Kemal Atatürk. En 1959, il est élu chef régional du parti à Zonguldak, une région minière du nord-ouest, sur la mer Noire. Il grimpe vite les échelons du CHP, dont il devient secrétaire général en 1966 avant d'en prendre la direction en 1972, succédant à l'ex-Premier ministre et président de la République Ismet İnönü, camarade d'Atatürk et héros national de la guerre d'indépendance (1919-1922) qui l'avait fait entrer en politique. Chef charismatique, porté par la vague de gauche des années 70, il devient Premier ministre à la tête d'une coalition avec les islamistes du parti du Salut National de l'ex-Premier ministre Necmettin Erbakan. Sous cette coalition gouvernementale qui a duré dix mois, M. Ecevit ordonne l'intervention militaire à Chypre, en riposte à un coup d'Etat des nationalistes chypriotes-grecs visant à rattacher l'île à la Grèce. Il était à nouveau chef du gouvernement en 1999, lors de la capture au Kenya d'Abdullah Öcalan. Son prestige a toutefois gravement souffert de la crise économique qui a frappé le pays en 2000 et 2001, outre le fait qu'il avait été au pouvoir lors du massacre planifié de la ville de Maras du 24 décembre 1978 visant principalement les Alévis avec un bilan officiel de 113 morts - plus de 1.000 civils selon les témoignages - exécutés le plus souvent à l'arme blanche.

Né le 28 mai 1925 dans une famille bourgeoise d'Istanbul d'un père kurde, cet ancien journaliste, s'enorgueille pendant toute sa carrière de faire fi de sa kurdité. Au

nom de l'unité de l'État, il était même devenu l'un des adversaires les plus durs du nationalisme kurde. Il passe son baccalauréat en 1944 au prestigieux Robert College d'Istanbul, un lycée américain avant d'étudier la littérature anglaise à l'Université d'Ankara. Il a aussi étudié le sanskrit à Oxford et traduit en turc T.S. Eliot et Rabindranath Tagore. Il écrit de la poésie à ses heures perdues et, n'ayant jamais été tenté par les affaires, a conservé une réputation de probité, qualité plutôt rare dans une classe politique turque élaboussée par de multiples affaires de corruption. Sa modestie et son aspect chétif cachaient toutefois un caractère autoritaire et souvent intolérant en ce qui concerne la moindre opposition au sein de son parti. Depuis sa défaite aux urnes, M. Ecevit vivait quelque peu reclus avec son épouse, Rahsan, qui veillait jalousement à protéger son intimité.

Il a été inhumé le 8 novembre à Ankara avec un hommage d'Etat. « *La politique turque a perdu l'une de ses plus importantes personnalités* », a déclaré le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan tandis que le chef de l'Etat Ahmet Necdet Sezer a salué une « *figure de proue de notre histoire politique* » en soulignant particulièrement ses convictions pro-laïques.

- UN INDICATEUR DE L'ARMÉE TURQUE CONDAMNÉ À 40 ANS DE PRISON POUR SON IMPLICATION DANS L'ATTENTAT CONTRE UNE LIBRAIRIE À SEMDINLI. Un tribunal turc a, le 10 novembre, condamné à près de 40 ans de prison un transfuge du PKK devenu indicateur de l'armée turque. Veysel Ates a été reconnu coupable par une cour de Van

d'avoir commis le 9 novembre 2005 un attentat qui avait fait un mort et six blessés dans une librairie à Semdinli. Il devra purger 39 ans, dix mois et 27 jours de prison, une peine similaire à celle ayant frappé les deux autres auteurs de l'attentat, des sous-officiers de gendarmerie condamnés en juin à 39 ans et cinq mois de prison, et qui ont fait appel de leur jugement.

Dans l'acte d'accusation, le procureur avait considéré l'attentat comme une provocation visant à déstabiliser le Kurdistan de Turquie pour faire capoter le processus d'adhésion de la Turquie à l'Union européenne, entamé en octobre 2005. Le ministère public avait requis la prison à vie contre les trois hommes.

Le procès a été considéré par de nombreux observateurs comme un test de la volonté d'Ankara d'établir la suprématie du droit et de dénoncer les pratiques douteuses mises en oeuvre dans le passé par des éléments incontrôlables de l'armée dans leur lutte contre le PKK. L'attentat a été mentionné dans le rapport publié par la Commission européenne comme un exemple de l'insuffisance du contrôle civil sur les forces de sécurité et de l'influence persistante de l'armée en politique en dépit des réformes sensées limiter ses

pouvoirs, puisque le général Buyukanit, chef de l'armée de terre, avait été impliqué dans l'affaire.

-TÉHÉРАН PROTESTE CONTRE L'ÉMISSION PAR UN JUGE ARGENTIN D'UN MANDAT D'ARRÊT INTERNATIONAL CONTRE L'ANCIEN PRÉSIDENT RAFSANJANI. La radio nationale iranienne, a, le 19 novembre, rapporté que le ministère iranien des Affaires étrangères a convoqué le chargé d'affaires d'Argentine à Téhéran, pour protester contre l'émission d'un mandat d'arrêt par un juge argentin contre l'ancien président iranien, Akbar Hashemi Rafsanjani. Ce mandat d'arrêt est « *un acte irresponsable et ne se conforme pas à la procédure (normale) judiciaire et légale internationale* », a indiqué Safar Ali Eslamian, directeur du département des affaires latino-américaine au ministère iranien des Affaires étrangères, lors de l'entretien avec le diplomate argentin. L'Iran se réserve le droit de répondre à cette affaire par les canaux légaux et judiciaires, a affirmé M. Eslamian, ajoutant que « *les soutiens américain et israélien au juge argentin signalent un complot destiné à incriminer l'Iran* ».

Début novembre, un juge argentin, Roldolfo Canicoba Corral, avait lancé de nouveau un mandat

contre M. Rafsanjani et huit autres responsables pour implication dans l'attaque à la bombe perpétrée en 1994 contre un centre culturel juif à Buenos Aires (Argentine) qui avait fait 85 morts et plus de 200 blessés. Les procureurs de Buenos Aires avaient accusé les responsables du gouvernement iranien d'alors d'avoir comploté cette attaque, la plus meurtrière en Argentine, en imputant son exécution à la guérilla libanaise Hezbollah. Téhéran avait démenti toute implication dans cette affaire et menacé de rompre ses relations diplomatiques avec l'Argentine.

- L'ARMÉE IRANIENNE POURCHASSE LES KURDES AU KURDISTAN D'IRAK. Des soldats iraniens ont, le 25 novembre attaqué un camp du PKK selon les sources kurdes irakiennes. Moustapha Sayyed Kader, commandant adjoint des peshmerga de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), a indiqué que « *des membres des forces armées iraniennes ont attaqué un poste frontière du PKK, sans toutefois franchir la frontière* ». Un chef local du PKK, a pour sa part indiqué « *des soldats iraniens ont pénétré en Irak dans la région frontalière de Nowzang. Ils se sont heurtés à une unité du PEKAK (Parti pour une vie libre)* »

Bruxelles menace de rompre avec la Turquie

UNION EUROPÉENNE
La Commission a rédigé un rapport très critique sur la Turquie. Une réunion de crise est prévue ce week-end à Helsinki sur la question chypriote.

De notre correspondante à Bruxelles

À UNE SEMAINE de la remise d'un rapport très critique sur la Turquie, Bruxelles tente d'éviter la rupture des négociations avec Ankara. « C'est une mauvaise année pour la

Turquie », avoue en privé le commissaire à l'Élargissement, Olli Rehn. Non seulement « le rythme des réformes s'est ralenti », comme le souligne la Commission dans son rapport annuel d'évaluation (*lire les extraits ci-dessous*), mais le casse-tête chypriote n'est toujours pas

réglé. Le règlement de cette question technique est décisif sur le plan politique. En septembre 2005, les Vingt-Cinq avaient fixé un ultimatum à Ankara, lui intimant d'ouvrir ses ports et aéroports aux navires chypriotes avant la fin 2006, faute de quoi la poursuite des

pourparlers d'adhésion serait compromise.

L'ultimatum de l'UE touche à sa fin, sans qu'Ankara ait manifesté la moindre volonté d'obtempérer. Mercredi prochain, à l'occasion de la remise de son rapport stratégique, la Commission devra se prononcer sur ce sujet explosif. Favorable à l'élargissement en général, l'exécutif européen souhaite éviter la rupture avec Ankara. Mais la bataille fait rage, à Bruxelles, entre les « pro » et les « anti-Turquie ». Les commissaires eux-mêmes sont partagés, en fonction des sensibili-

tés politiques de leurs pays d'origine. En coulisse, les Français plaident pour une suspension partielle des négociations, c'est-à-dire sur les huit chapitres liés au non-respect de l'union douanière. Seul le commissaire chypriote exige une suspension totale des négociations avec la Turquie.

Exigences inconciliables

Dans ce contexte à risques, la présidence finlandaise de l'UE tente d'organiser une réunion dimanche prochain à Helsinki, avec le ministre turc des Affaires étrangères et son collègue chypriote. Les deux parties seront invitées à se prononcer sur un plan finlandais recommandant d'ouvrir Chypre du Nord au commerce avec l'UE, afin d'amener la Turquie à ouvrir ses ports. Jusqu'à présent, les consultations menées par la

présidence n'ont mené à rien, les deux parties s'arc-boutant sur des exigences inconciliables. « Laissons une chance au plan finlandais jusqu'en décembre, mais arrêtons dès maintenant les conséquences de son échec », suggèrent plusieurs commissaires.

La décision finale reviendra, comme toujours, aux chefs d'État et de gouvernement, réunis à Bruxelles le 16 décembre. Le Conseil se fondera sur les recommandations de la Commission, qui n'a jamais émis un diagnostic si sévère sur la Turquie, notamment en matière de liberté d'expression, de droits des femmes et du peuple kurde. Par oral, Olli Rehn a également fait part de son inquiétude face à « l'islamisation » de la société turque, un sujet que la Commission n'avait jamais osé aborder auparavant.

ALEXANDRINE BOUILHET

1^{er} novembre 2006

LE FIGARO

La Commission européenne adresse de nombreux griefs à Ankara

Les atteintes à la liberté d'expression et aux droits de l'homme figurent sur la liste des récriminations européennes.

De notre correspondante à Bruxelles

LE RAPPORT de la Commission épingle la Turquie sur les dossiers suivants :

► **Chypre** : « Aucun progrès n'a été accompli dans la normalisation des

relations bilatérales avec la République de Chypre » ; « la Turquie continue de refuser l'accès de ses ports aux navires battant pavillon chypriote ou ayant fait escale à Chypre » ; « ces restrictions constituent une violation de l'accord douanier entre l'UE et la Turquie. »

► **Liberté d'expression** : « L'article 301 a été utilisé, de manière répétée, pour poursuivre des opinions non violentes exprimées par les journalistes, écrivains, éditeurs ou défenseurs des droits de l'homme ». « Durant la

période, 301 personnes ont été condamnées à cause d'une interprétation restrictive de la loi » ; « les cas de délits d'opinion risquent de créer un climat d'autocensure dans le pays. »

► **Droits des femmes** : « Les droits des femmes ne sont pas respectés dans les régions les plus pauvres du pays » ; « les crimes d'honneur et les suicides de femmes ont toujours lieu, notamment dans l'est et le sud-ouest du pays. (...) » « Dans régions du Sud-Est, il arrive que les filles ne soient pas enregistrées à la naissance. »

► **Droit des minorités** : « Peu de progrès signalés » ; « la minorité grecque continue d'avoir des difficultés pour l'accès à l'éducation et à la propriété » ; « les livres d'écoles contiennent toujours des passages discriminants » ; « les émissions en kurde à la télévision connaissent des restrictions (...) »

► **Torture** : « Le nombre de cas de torture et de mauvais traitement a baissé, mais ils sont toujours signalés en prison, à l'extérieur des centres de détention et dans le sud-ouest du pays » (Kurdistan, NDLR).

► **Poids de l'armée** : « Les forces armées continuent d'exercer une influence politique importante » ; « aucun progrès n'a été accompli pour renforcer le contrôle parlemen-

taire sur les dépenses militaires » ; « un protocole secret datant de 1997 autorise la conduite d'opérations armées pour des raisons de sécurité intérieure sans demander l'avis des autorités civiles. »

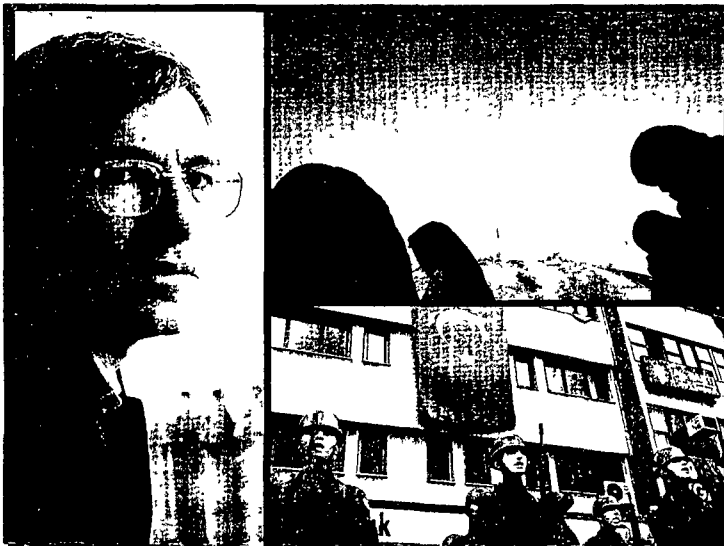
► **Corruption** : « La corruption est généralisée dans le secteur public et le monde judiciaire, malgré des efforts récents » ; « la Turquie doit améliorer sa législation sur le financement des partis politiques ». « Le champ de l'immunité parlementaire pose problème. »

► **Justice** : « Le système judiciaire ne fonctionne toujours pas de manière indépendante, partielle et efficace » ; « l'impunité pose problème » ; « les droits de la défense doivent être mieux respectés. »

► **Terrorisme** : « La nouvelle loi antiterroriste adoptée en juin 2006 peut compromettre la lutte contre la torture et les mauvais traitements et avoir un impact négatif sur la liberté d'expression (...) »

► **Kurdistan** : « La situation des droits de l'homme est préoccupante dans cette région, surtout depuis les émeutes de mars et avril dernier. Plus de 550 personnes ont été emprisonnées, à l'occasion de ces événements, dont 200 enfants (...) ».

A. BO.



La Turquie est critiquée par Bruxelles pour les restrictions à la liberté d'expression (à gauche, Orhan Pamuk, prix Nobel de littérature), le non-respect des droits des femmes et le poids des forces armées « qui continuent d'exercer une influence politique importante ». PixPalace, M.Mastrorillo, Panos.

Olli Rehn, commissaire européen à l'Elargissement, s'oppose à la rupture des négociations avec la Turquie:

«Nos relations avec Ankara sont schizophréniques»

Bruxelles (UE) de notre correspondant

Faut-il ou non geler les négociations d'adhésion avec la Turquie, celle-ci refusant toujours l'accès de ses ports et aéroports aux navires et avions chypriotes, en violation du protocole d'Ankara qu'elle a pourtant signé? La Commission européenne, qui va remettre aux vingt-cinq États membres de l'Union, début novembre, un rapport sur le sujet, n'est pas favorable, même si elle dénonce le «ralentissement des réformes» (lire encadré). Le Finlandais Olli Rehn, commissaire chargé de l'Elargissement, expliquait pour quoi à Libération dans une interview réalisée il y a quinze jours.

Faut-il suspendre les négociations?

Non, si la Turquie fait ce qu'elle doit faire. S'il faut être rigoureux avec Ankara, il faut aussi être juste. D'une part, nous devons exiger un strict respect des critères, en particulier sur les libertés fondamentales comme la liberté d'expression ou de religion, le droit pénal, etc. Mais, d'autre part, l'Union doit tenir parole: nous avons promis l'adhésion à la Turquie lorsqu'elle sera prête. Nos relations avec ce pays sont schizophréniques. Dans l'Union, nous sous-estimons son importance stratégique, alors qu'à l'inverse, en Turquie, on la place à un tel niveau qu'on estime possible d'obtenir une plus grande mansuétude dans

l'appréciation des critères. Ce ne sera pas le cas. A cela s'ajoute la spirale négative qui s'est enclenchée depuis quelque temps: en Turquie, il y a un sentiment de déception car on pense que «les Européens ne veulent pas de nous dans l'Union». L'Union, elle, est déçue par la lenteur des réformes, qui ne sont pas assez crédibles, ce qui suscite la méfiance des opinions publiques.

C'est un véritable cercle vicieux que je veux briser et il sera difficile de le faire si on suspend les négociations d'adhésion.

Que faire pour obliger la Turquie à respecter le protocole d'Ankara?

C'est la question clé de cet automne. En septembre 2005, les Vingt-Cinq ont déclaré que si la Turquie n'appliquait pas ce protocole il y aurait des conséquences négatives sur le processus de négociation. Or le gouvernement turc fait un lien entre cette question et celle du commerce direct entre l'Union et la communauté chypriote turque, que nous avons promis d'autoriser [mais que Nicosie bloque, ndr], lien que nous refusons. La présidence finlandaise, soutenue par l'ensemble de ses partenaires, négocie actuellement avec les deux communautés chypriotes ainsi qu'avec la Turquie afin de trouver une solution.

Les militaires turcs viennent de faire savoir

qu'il n'était pas question pour eux de rentrer définitivement dans leurs casernes, comme l'exige l'UE. Qu'en pensez-vous?

La démocratisation des relations entre les civils et les militaires a fait de formidables progrès. Par exemple, il y a désormais une majorité de civils au Conseil de sécurité nationale, et son président, en l'occurrence le chef du gouvernement, et le secrétaire général sont des civils. Mais il faut aller plus loin. Je respecte la compétence de l'armée turque en matière de défense, mais les militaires doivent être clairement soumis à l'autorité et au contrôle du pouvoir civil.

L'armée en Turquie occupe une place particulière puisqu'elle est la garante de la démocratie et de la

laïcité. En demandant que l'armée reste dans ses casernes, ne faites-vous pas le jeu des islamistes?

L'Union ne veut pas aider les islamistes, ça, je peux vous l'assurer. C'est une fausse garantie que prétend offrir l'armée: par exemple, chaque fois que l'armée est intervenue,

ça n'a pas empêché les écoles islamistes de se développer. On



Olli Rehn.

a trop tendance à oublier, en Europe, que les négociations d'adhésion sont un soutien offert aux forces modernisatrices à l'œuvre en Turquie, que ce soit

au sein du courant nationaliste et kémaliste (puissant dans l'armée, dans la justice et l'administration), du courant

postislamiste, actuellement au pouvoir, qui voit dans l'UE une garantie contre une intervention militaire, ou de la classe moyenne, sans doute la plus proeuropéenne pour le moment, même si elle n'a pas d'expression politique propre. Aussi longtemps que les négociations restent crédibles, on soutiendra les forces réformatrices. Sinon, le risque est grand que ces courants se détournent de l'Europe, avec les dangers que cela représente.

La reconnaissance du génocide arménien par la Turquie est-elle un préalable à l'adhésion?

Ce n'est pas un critère d'adhésion. Cela étant, il est tout à fait clair que la réconciliation est une valeur fondamentale en Europe, et c'est pour cela que j'ai régulièrement appelé la Turquie à mener un débat ouvert et sans tabou sur cette question. ◀

Recueilli par JEAN QUATREMER

1 ER NOVEMBRE 2006



Blair aide meets Assad on secret trip to Syria

Reuters

DAMASCUS: A senior adviser to Prime Minister Tony Blair has met President Bashar al-Assad on an unannounced visit to Syria, marking a change in British policy toward Damascus, diplomats and Syrian officials said.

Blair's foreign policy chief, Nigel Scheinwald, the highest-ranking British official to visit Damascus in years, had separate talks with Assad and with Foreign Minister Walid al-Moallem on Monday, they said.

"Scheinwald left Damascus this morning," a Syrian official said, declining to say what had been discussed.

"There is no denying that his has been a significant visit, proving that a Syrian role is key to Middle East stability."

In London, a Blair spokesman confirmed the visit but sought to play down its significance. "The prime minister has always made it clear that Syria has a choice — to play a constructive role in the international community or continue to support terrorism," he said.

The pan-Arab daily newspaper Al Hayat, which first reported the visit, said Scheinwald probably had discussed the crisis in the Palestinian territories, rising violence in Iraq and how to stabilize the Middle East.

Britain, along with France and other European countries, reduced contacts

with Syria to a minimum after the assassination last year of Rafik Hariri, a former prime minister of Lebanon.

A UN investigation found that the assassination could not have been carried out without knowledge of Syrian security officials. Syria denies involvement.

The isolation of the Baathist government, however, has eased since Israel invaded southern Lebanon in July in response to the capture of two Israeli soldiers by Hezbollah, which Syria backs.

Syria also is host to members of the Palestinian movement Hamas.

A delegation from the European Parliament said on a visit to Syria last month that Damascus was a key regional player that should not be ignored.

Iraq nearing chaos, U.S. Army says

By Michael R. Gordon

WASHINGTON: A classified briefing prepared two weeks ago by the U.S. Central Command portrays Iraq as edging toward chaos, in a chart that provides a rare glimpse of how the military command that oversees the war is trying to measure its trajectory.

A one-page slide from an Oct. 18 briefing shows how commanders look from behind closed doors at the sectarian bloodletting and identifies the trends officers regard as most telling.

A color-coded bar chart used to illustrate an "Index of Civil Conflict" shows a sharp escalation in sectarian violence since the bombing of a Shiite shrine in Samarra in February, and tracks a further worsening this month despite a concerted American push to tamp down the violence in Baghdad.

The index represents an effort by the Central Command's intelligence directorate to assess the intensity of the sectarian strife and its potential to devolve into a violent free-for-all. The factors the intelligence officials are weighing include indicators like the problem of ineffectual Iraqi police and the dwindling influence of moderate religious and political figures, rather than such traditional military measures as the capability of enemy units or territory controlled.

The conclusions the Central Command has drawn from these trends are not encouraging, according to a copy of

the slide from the brief that was obtained by The New York Times. The slide shows Iraq as moving sharply away from "peace," an ideal on the far left side of the chart, to a point much closer to the opposite end of the spectrum. As depicted in the command's chart, the needle has been moving steadily toward the far right of the chart, a red zone marked "chaos."

An intelligence summary at the bottom of the slide reports "Urban areas experiencing 'ethnic cleansing' campaigns to consolidate control" and "vi-

olence at all-time high, spreading geographically." According to a Central Command official, the index on civil strife has been a staple of internal command briefings for most of this year. The analysis is prepared by the command's intelligence directorate, which is overseen by Brigadier General John Custer.

General John Abizaid, who heads the command, warned publicly in August about the risk of civil war in Iraq but said then that he thought it could be averted. In evaluating the prospects for all-out civil strife, the command concentrates on several principal variables — what the briefing refers to as "key reads." According to the slide from the Oct. 18 briefing, they include "hostile rhetoric" by political and religious leaders, which can be measured by listening to the sermons at mosques and important Shiite and Sunni leaders, and the amount of influence that moderate

political and religious figures have over the population. The other main variables are assassinations and other especially provocative sectarian attacks as well as "spontaneous mass civil conflict."

A number of secondary indicators are also taken into account, including activity by militias, problems with ineffective police, the ability of Iraqi officials to govern effectively, the number of civilians who have been forced to move by sectarian violence, the willingness of Iraqi security forces to follow orders and Kurdish separatist tendencies, among other factors.

These factors are evaluated to create the index of civil strife, which has been steadily on the worrisome side of the spectrum for months. "Ever since the February attack on the Shiite mosque in Samarra, it has been closer to the chaos side than the peace side," said a Central Command official who asked not to be identified because he was talking about classified information.

In the Oct. 18 brief the index moved still another notch toward "chaos." That briefing was prepared three days before Abizaid returned to Washington to meet with President George W. Bush, Defense Secretary Donald Rumsfeld and General Peter Pace, chairman of the Joint Chiefs of Staff, for their stock-taking on Iraq.

A spokesman for the Central Command declined to comment on the index or other information in the slide. "We don't comment on secret material," the spokesman said.

One significant factor in the military's decision to move the scale toward "chaos" was the expanding activity by militias.

Another reason was the limitations of Iraqi government security forces, which despite years of training and equipping by the United States, are either ineffective or in some cases infiltrated by the very militias they are supposed to be combating.

The slide notes that "ineffectual" Iraqi police have been a significant problem and cites as a concern sectarian conflicts between Iraqi security forces.

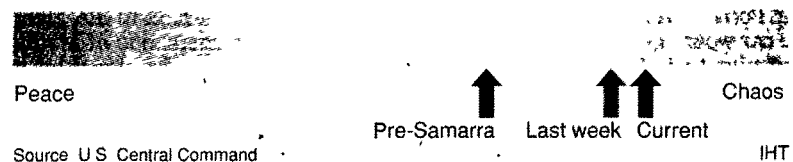
Other significant factors are in the political realm. One slide notes that the Iraq's political and religious leaders have lost some of their moderating in-



Kareem Raheem/Reuters

U.S. FORCES BACK OFF — Residents of Baghdad's Sadr City chanting slogans Tuesday after U.S. troops abandoned roadblocks. Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki ordered the lifting of joint U.S.-Iraqi military checkpoints around the Shiite militant stronghold in another apparent move to assert his authority with the Americans and appeal to his Shiite base of support.

Index of civil conflict (assessed)



fluence over their constituents or adherents.

Notably, the chart also cites difficulties the new Iraqi administration has experienced in "governance." That appears to be a shorthand observation for the frustration felt by American military officers about the Iraqi government's delays in engaging in a genuine political reconciliation between Shiites and Sunnis, undertaking reconstruction programs to restore essential services and job creation efforts to give young Iraqis an alternative to joining militias, as well taking firm action against militias.

The slide also lists other factors that are described as important but less sig-

nificant. They include efforts by Iran and Syria to enable violence by militias and insurgent groups and the interest by many Kurds in achieving independence. As a consequence of such factors, the slide notes, violence motivated by sectarian differences is described in the chart as being in a "critical" phase.

The chart does note some positive developments.

Specifically, it notes that "hostile rhetoric" by political and religious leaders has not increased. It also notes that there has been a drop in the refusal by Iraqi security force to take orders from the central government and in mass desertions.

Still, for a military culture that thrives on Power Point briefings, the shifting index was seen by some officials as a stark warning about the difficult course of events in Iraq and mirrored growing concern by some military officers.

The New York Times

U.S. troops must stay, Talabani says

By Katrin Bennhold

PARIS: President Jalal Talabani said Thursday that American-led troops should remain in Iraq for at least two more years to give the country time to build up its security forces.

His remarks, delivered at the start of a six-day visit in France, came as pressure in the United States and Britain is building to bring home the 150,000 soldiers currently on the ground in Iraq. Amid continuing violence and a rising death toll, the war has become the No. 1 issue for American voters ahead of next week's midterm elections.

"We need time," Talabani told a conference in Paris before meeting President Jacques Chirac. "I believe two to three years could be enough to build up our forces before we can say bye-bye and thanks to our friends."

Last week, Iraq's deputy prime minister, Barham Salih, urged the United States and Britain not to "cut and run."

Chirac told Talabani that he thought it was important to fix a date for troop withdrawal, his spokesman, Jérôme

Bonnafont, said after the talks. But some French diplomats voiced concern that two or three years seemed a long time. Last week, General George Casey

Jr., the top U.S. military commander in Iraq, suggested that Iraqi troops would be able to take on most tasks within 12 to 18 months.

Talabani's visit, the second official trip to France by an Iraqi head of state in as many years, is the latest sign that relations between Baghdad and Paris are on the mend after the friction caused by

panied by four senior officials, including Foreign Minister Hoshyar Zebari and Industry Minister Fawzi al-Hariri, to lobby for a French commitment to get more involved in reconstruction and to help train Iraq's police force to combat terrorists. Baghdad has said it needs almost \$100 billion over the next five years to rebuild its infrastructure.

"We asked President Chirac to contin-

ue to support the Iraqi people in all fields and we also expressed our desire to improve and deepen relations between Iraq and France in all fields," Talabani said, after meeting with Chirac for an hour.

"The response was positive," he added, without giving details.

French diplomats said that an offer to train Iraqi military police in Qatar, first made in 2003 and reiterated last year, was still on the table.

But they sounded reluctant to commit to reconstruction investments.

"For us, this visit has a political character rather than an economic or financial one," said Denis Simmoneau, a spokesman for the Foreign Ministry. "We want to show our solidarity with the Iraqi people and institutions."

But before France can get more invested in Iraq's reconstruction, "we need more information on the security situation and the judicial situation," he said.

As part of an EU effort, Paris has been training about 500 Iraqi judges, police officers, soldiers and academics. It has also forgiven about €5 billion, or \$6.4 billion, of Iraq's debt.

International Herald Tribune

Maia de La Baume of The New York Times contributed reporting.

'I believe two to three years could be enough to build up our forces.'

France's opposition to the U.S.-led invasion in 2003. At the time, Talabani, a Kurd, was a vocal critic of France.

This week, he came to Paris accom-



Benoit Tessier/Reuters

President Jalal Talabani of Iraq, being greeted Thursday in Paris by Jacques Chirac, said U.S.-led troops should stay in Iraq at least two more years.

Un fédéralisme bien maîtrisé, condition sine qua non de la survie de l'Irak

L'analyse
de Georges Malbrunot*

La France va ouvrir en janvier un consulat à Erbil, la « capitale » des trois provinces kurdes du nord de l'Irak. « *Le fait kurde est irréversible, il faut en prendre acte* », explique-t-on à Paris, où l'on a pourtant longtemps cherché à le contenir. Seule région stable dans un Irak déchiré par la violence, le « Kurdistan » a considérablement renforcé son autonomie depuis la chute de Saddam Hussein, en 2003.

Cette volonté sécessionniste signifie-t-elle que la marche vers l'éclatement de l'Irak est irrémédiablement engagée ? Autres candidats à l'autonomie, les chiïtes, majoritaires et implantés dans les principales zones pétrolières, ont accepté de reporter de 18 mois l'application de la loi sur le fédéralisme, adoptée le mois dernier par le Parlement. Cette concession montre qu'ils n'ont pas envie d'aller tout de suite à l'affrontement sur ce dossier décisif pour l'avenir de l'Irak. Le répit pourrait être mis

« La dissolution de l'identité nationale inquiète dans un pays où les milices bafouent le pouvoir »

à profit pour colmater les brèches d'un fédéralisme mal maîtrisé, antichambre d'un partage entre chiïtes, sunnites et Kurdes, partition à laquelle s'oppose George Bush, car cela causerait un « *désordre encore plus grand que celui qui sévit actuellement* ».

Parmi les idées évoquées pour conjurer ce scénario catastrophe, celle du « fédéralisme asymétrique » retient l'attention de certai-

nes chancelleries. Elle consiste à reconnaître la spécificité (non arabe) des Kurdes en leur offrant une très large autonomie. Et, pour les chiïtes et les sunnites, à les faire vivre ensemble dans une entité arabe, centralisée. Ainsi, l'État irakien aurait-il encore un sens, alors qu'aujourd'hui la dissolution de l'identité nationale inquiète dans un pays où les milices bafouent l'autorité d'un pouvoir qui ne réunit plus son Conseil des ministres.

Dans cette épure, reste à trouver un accord acceptable par tous sur Kirkouk, cité pétrolière arabisée sous Saddam et revendiquée par les Kurdes. Un statut spécial, calqué sur celui de certaines villes de Bosnie, pourrait être envisagé.

Mais les Kurdes, qui ont massivement repeuplé Kirkouk depuis 2003, tiennent au référendum prévu fin 2007 pour régler, en leur faveur, ce différend. Enfin, autre litige au cœur du fédéralisme, la gestion des ressources pétrolières (par l'État central ou les régions ?) devra être tranchée. Autant dire que cette idée de fédéralisme asymétrique, « *intellectuellement séduisante* », selon Kendal Nezan, le président de l'Institut kurde de Paris, est loin de faire l'unanimité. Elle se heurte à l'hostilité des chiïtes, qui ne veulent pas moins que leurs alliés kurdes.

N'est-il pas, de toute façon, trop tard pour parler d'un Irak uni ? Dans toutes les communautés, les faits accomplis se multiplient. La confessionnalisation du pouvoir est sans doute allée trop loin pour que des passerelles puissent être encore lancées. Sur le fédéralisme, par exemple, les sunnites et le leader chiïte radical Moqtada al-Sadr se retrouvent pour s'y opposer. « *Nous essayons de convaincre Sadr de parler aux sunnites* », explique un diplomate. « *Mais après les massacres d'al-Qaida contre des chiïtes, il ne peut le faire, sa communauté le prendrait pour un traître* ». Chez des chiïtes, travaillés par les dé-

mons de la division, la voix modérée de l'ayatollah Ali Sistani se perd au milieu des fatwas radicales. Depuis son retour de Londres pour régler la crise de l'été 2004 à Nadjaf, le vieux sage est marginalisé. « *Regardez qui le protège depuis, c'est l'Asrii (Assemblée suprême de la révolution islamique en Irak, la principale faction chiïte, NDLR)* », constate ce diplomate. Passé sous les fourches caudines de ses rivaux chiïtes, l'ayatollah Sistani a perdu son indépendance.

Côté sunnites, l'heure est également au refus du compromis. Persuadé que le temps travaille pour eux, le Comité des oulémas, l'une des principales organisations sunnites, refuse toujours d'entrer dans le jeu politique tant qu'un calendrier de retrait américain n'aura pas été établi. Tandis qu'al-Qaida s'implante durablement, au risque de devenir un courant politique terroriste à l'objectif à peine dissimulé : l'établissement d'un émirat djihadiste dans le triangle sunnite, après le départ des Américains.

Acculés, ceux-ci ne peuvent sans doute plus longtemps encore manier la méthode Coué. Parler de « *challenges* » plutôt que de « *problèmes* ». Minimiser les violences (80 attaques actuellement chaque jour à Bagdad, au lieu de la cinquantaine annoncée). À l'heure où l'on évoque un changement d'approche à Washington, « *la seule solution*, poursuit un expert, est que

les Américains ne gèrent plus seuls le dossier, mais qu'ils en partagent la responsabilité. Cela peut provoquer un déclic dans la communauté internationale, et surtout en Irak. »

Les dirigeants américains doivent lâcher du lest pour ne pas nuire à leurs partenaires irakiens. « *Quand les Saoudiens ont offert des chars aux Irakiens, les Américains ont exigé que les canons soient enlevés* », se souvient un

autre diplomate, qui stigmatise le « *dirigisme* » de leurs représentants à Bagdad et la tutelle des conseillers américains maintenus dans les ministères clés, trois ans après la guerre.

La communauté internationale, Washington en a un besoin urgent pour renflouer les caisses de la reconstruction. Mais « *avant de nous demander de l'argent*, ajoute ce diplomate, *il faut savoir où est allée la vingtaine de milliards de dollars dépensés depuis 2003. Personne n'acceptera de mettre de nouveau de l'argent tant que la corruption n'aura pas été sérieusement combattue.* »

Il faut enfin dessiner une perspective de retrait, en évitant un départ précipité des troupes américaines, qui conduirait à la pire des guerres civiles. D'où la nécessité de bien « *ficeler* », d'ici là, le dossier du fédéralisme de l'Irak.

*Grand reporter au service étranger du Figaro

L'Iran teste pour la première fois des missiles balistiques Shahab-3

Téhéran organise dix jours de manœuvres militaires dans le golfe Persique pour montrer sa « puissance » et sa « volonté de se défendre »

L'Iran a commencé, jeudi 2 novembre, des manœuvres militaires d'envergure qui doivent durer une dizaine de jours et se concentrer dans la région du Golfe et de la mer d'Oman. La télévision d'Etat iranienne a annoncé, dans la matinée de jeudi, que l'armée avait procédé, pour la première fois, à des tirs de missile Shahab-3 dont la portée, selon Téhéran, serait de 2000 km. « Des missiles Shahab, avec une charge à fragmentation, capables d'avoir une portée de 2000 km, ont été tirés du désert situé dans les environs de Qom », la ville sainte située à 120 km au sud de Téhéran, rapporte la télévision iranienne.

Les experts occidentaux esti-

ment que le Shahab-3, un dérivé du missile nord-coréen Nodong (lui-même issu d'une technologie russe), a une portée comprise entre 1300 et 1500 km, ce qui permettrait potentiellement à l'Iran de frapper Israël et certains intérêts américains dans le golfe.

Au cours de ces manœuvres, intitulées « Grand Prophète II », conduites sous la direction du général Yahya Rahim Safavi, commandant des Gardiens de la révolution, d'autres missiles ont été tirés, dont des Shahab-2 (portée de 500 km), Zelzal-2 (entre 100 et 400 km) et Fateh (environ 170 km).

Ces exercices ont pour objectif de « montrer la puissance et la volonté du pays de se défendre face aux menaces », a déclaré le général Safavi, qui a précisé que les forces terrestres mèneront des « opérations hélicoptères dans la région de Hormo-

zgan [où est situé le détroit d'Ormuz] et dans certaines îles du golfe Persique ». Les forces iraniennes procéderont à cette occasion à des tirs de missiles terrestres dans le golfe Persique et en mer d'Oman.

Cette démonstration de force de Téhéran intervient alors que les Etats-Unis et cinq autres pays (Australie, France, Italie, Grande-Bretagne et Bahreïn) ont achevé, lundi 30 octobre, des manœuvres navales dans la région du golfe Persique. Cet exercice, qualifié de « manœuvres de propagande sans intérêt militaire » par le général Safavi, a eu lieu dans le cadre de l'« Initiative de sécurité contre la prolifération » (PSI), un exercice destiné à lutter contre la contrebande d'armes de destruction massive (ADM) qui constitue l'un des outils dont dispose la communauté internationale pour faire appli-

Plusieurs pays occidentaux viennent d'achever des exercices maritimes dans la même région

quer un embargo ou des sanctions, comme celles décrétées contre la Corée du Nord.

Les manœuvres iraniennes interviennent alors que les grandes puissances peinent à se mettre d'accord sur un projet de résolution des Nations unies qui imposerait des sanctions contre Téhéran, accusé de poursuivre un programme nucléaire à des fins militaires. Ce texte prévoit notamment un embargo sur tout matériel ou équipement pouvant contribuer aux programmes nucléaire et balistique de l'Iran.

Cette perspective provoque un raidissement de la position iranienne. Téhéran a annoncé qu'en cas d'adoption de la résolution présentée par les Européens, l'Iran interdira la présence sur son sol des inspecteurs de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA), et intensifiera son programme de fabrication de cascades de centrifugeuses, qui servent à enrichir l'uranium. ■

LAURENT ZECCHINI (AVEC AFP, AP.)

Nucléaire iranien : l'Elysée prône la prudence

AU MOMENT où l'Iran est menacé de sanctions au Conseil de sécurité de l'ONU pour avoir refusé de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium, des discussions parcourent l'appareil d'Etat français sur la meilleure façon de continuer à traiter ce dossier. Officiellement, la France poursuit à l'ONU des efforts diplomatiques visant à faire adopter un projet de résolution qu'elle a elle-même déposé la semaine dernière, aux côtés du Royaume-Uni et de l'Allemagne. Celui-ci prévoit des sanctions ciblant les secteurs nucléaire et balistique iraniens.

Mais, sans que cela ne se traduise par un changement dans la position officielle française, l'inquiétude augmente, à l'Elysée et au ministère de la défense notamment, s'agissant des conséquences que pourraient avoir la poursuite d'une ligne dure vis-à-vis du régime iranien et, a fortiori, la mise en place de mesures à caractère punitif.

Les craintes portent notamment sur le sort des soldats déployés dans le cadre de la Finul renforcée au sud du Liban, région

dominée par le groupe chiite Hezbollah qui est soutenu par l'Iran.

Concernant le dossier iranien, « notre position est très proche de celle des Russes », dit une source dans l'entourage du président français. « Les Russes veulent gagner du temps. Ils veulent que toute mesure concernant l'Iran ne vise qu'à inciter ce pays à aller dans le bon sens. »

A l'ONU, la Russie s'oppose au projet de résolution, jugeant qu'il « vise à isoler l'Iran ». Soutenue par les Chinois, elle négocie pied à pied des modifications qui atténueraient la portée du texte. Les tractations pourraient n'aboutir que dans « deux ou trois semaines », selon un diplomate français de haut rang.

Une source proche de la présidence française formule l'espoir que l'administration américaine opérera un revirement et explorera plus avant l'idée d'un dialogue avec l'Iran, en raison de la détérioration de la situation en Irak.

« Nous attendons les résultats des élections au Congrès américain », le 7 novembre, indique cet officiel français, « et aussi le rap-

port Baker », du nom de l'ancien secrétaire d'Etat américain James Baker, chargé de rédiger un rapport sur la situation en Irak, qui pourrait recommander un travail plus approfondi de Washington avec Téhéran et Damas.

On évoque aussi à l'Elysée un « créneau » au cours duquel

l'Iran pourrait être incité à manifester plus de souplesse sur la scène diplomatique, alors qu'il a refusé l'offre de coopération que lui ont faite, en juin, les grandes puissances. Il s'agit de la période séparant les élections municipales de décembre en Iran et le mois de mars 2007, quand s'achève, dans le calendrier iranien, l'année en cours, au terme de laquelle Téhéran a indiqué vouloir se doter de 3 000 centrifugeuses.

L'approche du président français consiste à ne pas presser le pas vers des sanctions qui seraient susceptibles de trop « mordre », et de maintenir la porte ouverte à un retour de l'Iran au dialogue. La résolution 1696 de l'ONU votée le 31 juillet prévoyait le passage aux sanctions si l'Iran ne suspendait pas l'enrichissement.

« Exposés au Liban sud »

La question peut se poser de

savoir si cette position française s'accommode particulièrement de l'obstruction des Russes à l'ONU, qui cherchent à temporiser, dans la crainte d'une répétition du scénario irakien de 2003. Pareil calcul est démenti avec vigueur à l'Elysée.

Sur le fond, l'opposition du président français à toute perspective d'une nucléarisation de l'Iran ne fait pas de doute. M. Chirac s'est prononcé pour des sanctions « provisoires et réversibles ». Mais tout en faisant l'objet d'un traitement séparé, la question du Liban et celle du dossier nucléaire iranien ont des connexions difficiles à nier.

Dans ce contexte, différentes tendances s'expriment au sein du pouvoir et des réseaux diplomatiques français sur la politique qu'il convient de mener face à l'Iran. Les uns, qualifiés par une source de « pragmatiques réalistes », prônent une prudence particulière en tenant compte des enjeux régionaux. Les autres, tenants d'une ligne plus dure, ont surtout l'œil sur la question de la prolifération. « Nous sommes exposés au Liban sud, commente une source française, nous ne pouvons faire comme si de rien n'était. » ■

NATALIE NOUGAYRÈDE

Le Monde
3 novembre 2006

DIPLOMATIE | Loin des tensions internationales, les groupes français ont décroché nombre de contrats à Téhéran.
ET BUSINESS | Banque, pétrole, automobile... Quelque 25 milliards d'euros d'investissements en quinze ans

Les bonnes affaires de la France en Iran

Les investissements français se sont multipliés en Iran. Profitant de l'absence des entreprises américaines auxquelles leur gouvernement a interdit de frayer avec des Etats qualifiés de « voyous », les multinationales européennes en général et françaises en particulier, ont monopolisé les contrats. Sur quinze ans, 20 à 25 milliards d'euros auraient été investis en Iran par des multinationales françaises.

La plupart de ces investissements ne contreviennent à aucune règle internationale. Mais face à un régime autoritaire qui parle de « rayer Israël de la carte » et masque mal sa volonté de se doter de l'arme nucléaire, plusieurs questions surgissent. Avec quelle sérénité un pays comme la France peut-il envisager de participer à une politique de sanctions internationales sachant qu'en s'y associant, il menace l'intérêt économique national ?

L'apparente facilité avec laquelle les industriels et les banquiers français sont sélectionnés dans les appels d'offres iraniens n'est pas sans interroger non plus : l'Iran ne cherche-t-il pas à empêcher la France, membre permanent du Conseil de sécurité, de rejoindre un éventuel regroupement des « durs » sur une politique de sanctions ?

Qui investit en Iran ? Principalement les banquiers, les industriels de l'énergie et les fabricants d'automobiles. Où va l'argent ? Principalement à la mise en valeur des gisements pétroliers et gaziers du pays. Le secteur énergétique concentre à lui seul une bonne part des investissements français en Iran. Les besoins de financement de l'industrie iranienne de l'énergie sont estimés à 15 milliards de dollars à court terme et à 70 milliards sur le moyen terme. Pour ce faire, le gouvernement a recours au « buy back » : le banquier ou l'industriel apporte ses capitaux et se rembourse au fur et à mesure de l'exploitation.

Ce système semble avoir séduit les banquiers français. Selon les statistiques de la Banque des règlements internationaux (BRI), les banques françaises représentent un quart de tous les crédits consentis au gouvernement de Téhéran jusqu'en mars 2006 : soit 6 milliards de dollars sur un total de 25,4 milliards. En 2006, la BNP aurait financé l'achat de 17 tankers pétroliers dont 13 supertankers, chacun pour 2 milliards de dollars environ. BNP et Commerzbank ont organisé, en 2002, la première émission obligataire du gouvernement

iranien pour un montant qui a fini par dépasser le milliard d'euros. Selon les milieux d'opposition iraniens en exil, la BNP aurait prêté directement et indirectement au régime 5,9 milliards de dollars.



Sur une plate-forme off-shore développée par Total, dans le golfe Persique. Depuis 1995, le groupe français a investi 1,65 milliard d'euros en Iran. BEHROUZ MEHRI/AFP

Accord stratégique

La Société générale n'est pas en reste. Le 19 septembre, l'agence iranienne Fars a annoncé la signature d'un accord stratégique entre la Compagnie nationale iranienne de pétrole (NIOC) et la Société générale sur le développement des phases 17 et 18 du site gazier de South Pars, ou Pars-Sud, un énorme gisement off-shore situé entre l'Iran et le Qatar. L'opération atteint 2,7 milliards de dollars. La banque française se remboursera sur les ventes de gaz de la NIOC.

Total, champion énergétique français, a, depuis 1995, investi 1,65 milliard d'euros sur quatre projets d'exploration et production en Iran. Deux de ces projets, Pars-Sud (840 millions investis) et Dorood (116 millions) n'ont pas fini d'être remboursés par la partie iranienne. En dépit des tensions internationales, Total est candidat à une nouvelle tranche d'exploitation de Pars-Sud (30 % d'un projet de 2 milliards d'euros) et s'est inscrit comme partenaire dans un projet d'usine de liquéfaction de gaz naturel.

Total n'a jamais fait mystère de l'intérêt que le pétrole et le gaz iraniens représentaient pour lui. De la présidence de la République à l'Assemblée nationale, les responsables du groupe, Thierry Desmarests, PDG, en tête, plaident ouvertement pour que les tensions internationales ne pénalisent pas leurs projets.

Gaz de France (GDF) aussi est prête à investir 300 millions de dollars aux côtés de Total dans la tranche 11 du gisement gazier de Pars-Sud. La société d'ingénierie Technip, elle, a signé entre 2000 et 2003, trois contrats pour la conception et parfois aussi la supervision de trois vapocraqueurs d'une valeur globale de 673 millions d'euros.

Hors secteur pétrolier, Peugeot fournit à Iran Khodro, premier constructeur automobile iranien, les pièces détachées des Peugeot 206 et 405 : 275 000 voitures produites en Iran en 2005. De son côté, Citroën livre depuis 2001 des Xantia, assemblées localement par Saïpa, deuxième constructeur iranien, et Renault espère produire en partenariat pas moins de 250 000 Logan à l'horizon 2008. Trois cents millions d'euros ont été investis, plus 20 millions d'euros pour importer des Mégane.

L'équipementier de télécoms Alcatel a signé en 2004 un contrat dont le montant n'a pas été communiqué pour l'installation de 100 000 connexions Internet à haut débit. Le réseau de télécommunications des tranches 6, 7, 8 du champ gazier de Pars-Sud est aussi revenu à Alcatel. A tel point qu'en avril 2006 le gouvernement américain s'est demandé s'il n'allait pas opposer son veto à la fusion avec Lucent en raison des contrats d'Alcatel en Iran. ■

YVES MAMOU

la Croix
3 novembre 2006

Le président irakien Talabani est arrivé à Paris
pour une visite officielle de deux jours en France

Jalal Talabani invite la France à investir en Irak

C'est la première fois que Jalal Talabani, 73 ans, est reçu en France en tant que président de l'Irak. L'ancien secrétaire général de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) n'a rien perdu de sa jovialité malgré les problèmes que connaît l'Irak aujourd'hui. Ravi d'être en France, «*patrie de la liberté, l'égalité et la fraternité, du socialisme et des droits de l'homme dont les portes sont toujours restées ouvertes pour nous pendant la répression de Saddam Hussein*», l'ancien résistant et combattant contre la dictature irakienne a d'ailleurs rendu hommage à Bernard Kouchner et Danièle Mitterrand pour leur aide au peuple kurde à la fin des années 1980.

Au-delà des propos flatteurs, le président irakien, accompagné de quatre ministres, dont celui des affaires étrangères, Hoshiyar Zebari, est en visite officielle de deux jours pour des rencontres politiques, alors que la pression monte aux États-Unis pour un retrait d'Irak des forces américaines, confrontées à une violence grandissante. Jalal Talabani a estimé, lors d'une rencontre à l'Institut français des relations internationales (Ifri), qu'un tel retrait «*aurait des effets catastrophiques*» pour son pays, «*mais aussi au Moyen-Orient et dans le monde entier*». «*Nous pensons que nous avons besoin de temps, de quelques années, pas de trente ans*», pour que les forces irakiennes soient capables d'assurer la sécurité sur l'ensemble de l'Irak. «*Je pense personnellement que deux ou trois années pourraient être suffisantes pour reconstruire nos forces et dire à nos amis bye bye, et merci*», a-t-il ajouté.

Le chef des forces américaines en Irak, le général George Casey, avait estimé la semaine dernière que les forces armées irakiennes devraient être en mesure d'assurer la sécurité du pays d'ici douze à dix-huit mois. Le nombre de troupes américaines en Irak atteint 150 000 hommes, son niveau le plus élevé depuis janvier. La France n'appelle pas à «*un retrait immédiat des forces étrangères*», mais prône «*une pers-*



Le président irakien Jalal Talabani (à droite) entend donner un nouvel élan aux relations de son pays avec la France

pective concertée et programmée de retrait» des troupes de la coalition dirigée par les États-Unis, selon le Quai d'Orsay.

Le président irakien est venu aussi plaider la cause de son pays auprès des investisseurs français. S'il a reconnu que «*le paysage irakien n'est pas très rose*», il a souligné que des progrès ont été faits et que le pays n'est plus «*aux mains d'un gang*». «*Les valeurs du nouvel Irak sont celles de liberté, d'égalité et de fraternité*», a-t-il déclaré en se référant à la devise de la France. «*Le but de cette visite est de donner un nouvel élan aux relations entre les deux pays*», a-t-il ajouté, en appelant les Français à regarder son pays avec «*un œil neuf*».

Il a vanté le dynamisme de l'économie libérale, la prospérité des régions du Kurdistan et du sud du pays, des «*zones sûres, pas comme Bagdad*». Pour le président Talabani, la France, qui fut un partenaire très actif de l'Irak sous le régime du dictateur Saddam Hussein, devrait investir beaucoup plus dans le pays, qui, insistait-il, se dirige vers la réconciliation

et la stabilité. Pour l'instant, la coopération avec Paris reste limitée. La France a certes décidé d'annuler

80 % de sa part de la dette extérieure irakienne, soit un effort de quatre milliards d'euros, et a accueilli l'an dernier 500 stagiaires irakiens au titre de la coopération culturelle, scientifique, technique. Mais la France ouvrira en 2007 un bureau d'ambassade à Erbil, au Kurdistan irakien, zone sous le contrôle exclusif des Kurdes.

Il a souligné aussi les très bonnes relations que son pays entretient avec l'Iran, «*le premier pays à m'avoir félicité de mon élection à la présidence et avec lequel nous avons signé de nombreux accords économiques*», et avec la Syrie qui, a-t-il souligné, «*fut l'un des rares pays à nous avoir toujours accueillis lorsque nous étions pourchassés sous le régime de Saddam Hussein*». À ceux qui s'inquiéteraient de la mainmise éventuelle des Kurdes d'Irak sur les réserves pétrolières de Kirkouk, ville revendiquée par les Kurdes, il a précisé que le pétrole et le gaz étaient une richesse nationale dont les revenus devaient bénéficier à tous les Irakiens.

AGNÈS ROTIVEL

Iraqi court sentences Saddam to death

Dancing, and some violence, in streets

By Kirk Semple

BAGHDAD: An Iraqi special tribunal on Sunday convicted Saddam Hussein of crimes against humanity and sentenced him to death by hanging for the brutal repression of a Shiite town in the 1980s.

The five-judge panel also issued death sentences for two of his seven co-defendants.

As the chief judge read aloud the verdict, a defiant Hussein shouted, "Long live the people! Long live the Arab nation! Down with the spies!" He thrust his index finger emphatically into the air as he spoke, then repeatedly chanted, "God is great!"

The judge, Raouf Rasheed Abdul Rahman, tried to calm Hussein. "There's no point," Rahman told him.

The verdict, under Iraqi law, was automatically submitted to an appellate court, which will begin its review within a month, officials said.

Still, the verdict Sunday represented a moment of triumph and catharsis for many Iraqis after decades of suffering under Saddam's tyrannical rule.

Spontaneous celebrations broke out throughout Iraq in spite of an around-

the-clock curfew imposed on the capital and other regions. People fired pistols and assault rifles into the air in a common gesture of jubilation.

Residents of Sadr City, a Shiite bastion in northeastern Baghdad, flooded the streets in defiance of the curfew, whooping and dancing and honking car horns. Even some Shiite police officers joined in the revelry, firing their weapons in the air.

"I feel happy," said a 31-year-old Shiite shop owner, who was smoking apple-flavored tobacco on the sidewalk in Karrada, an upscale neighborhood in central Baghdad. "I think he got his punishment. There was no Iraqi house that didn't have damage because of Saddam Hussein."

But a darker mood settled over predominantly Sunni Arab areas. Immediately following the verdicts, fighting broke out between gunmen and the Iraqi Army in the Sunni neighborhood of Adhamiya in northeastern Baghdad, according to an Interior Ministry official. American forces swarmed the area, however, suppressing the violence, the official reported.

In the Sunni city of Samarra, a stronghold of support for the Sunni-led insurgency, hundreds of demonstrators marched through the city's streets in violation of the curfew. They carried photographs of Saddam, who was born in the same region, and fired guns in the air in anger.

"The ground will be burned," they chanted. They were escorted by Iraqi police officers, who provided some of the demonstrators with rides through the city, witnesses said.

Iraqi and American security forces had been bracing for a violent reaction

among Saddam's armed supporters, who constitute a significant corps within the insurgency. A ban on cars and pedestrians was imposed in the capital and other areas, Iraq's security forces were put on high alert and American jet fighters roared high above the capital throughout the day on Sunday.

In a nationally televised address following the verdict, Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki said that Saddam "is facing the punishment he deserves."

"His sentence does not represent anything because executing him is not worth the blood he spilled," he said. "But it may bring some comfort to the families of the martyrs."

In recent days, Maliki publicly expressed his hope that Saddam would receive the death sentence, saying it would help to dissipate the insurgency.

The U.S. ambassador to Iraq, Khalilzad, hailed the verdict as "an important milestone in the building of a free society" in Iraq.

"Although the Iraqis may face difficult days in the coming weeks, closing the book on Saddam and his regime is an opportunity to unite and build a better future," he said in a written statement.

The long-awaited verdict on Sunday came nearly three years after Saddam was hauled from an underground hideaway by American troops, and more

than a year after he and seven co-defendants first appeared in an Iraqi court to face charges of orchestrating what the prosecution called a "widespread and systematic persecution" of the townspeople of Dujail, 35 miles, or about 55 kilometers, north of Baghdad.

The case centered on the execution of 148 men and boys from the town after an alleged assassination attempt against Saddam by men firing from a

nearby orchard on July 8, 1982. Saddam's lawyers contended at the trial that the would-be assassins were Iranian-backed Shiite militants, and that he was justified in ordering the crackdown on the town because Iraq was at war with Iran at the time.

In the Dujail case, Saddam faced multiple charges for his involvement in the crimes. He was sentenced to the death penalty for willful killings, 10 years for

forcible deportation and 10 years for torture.

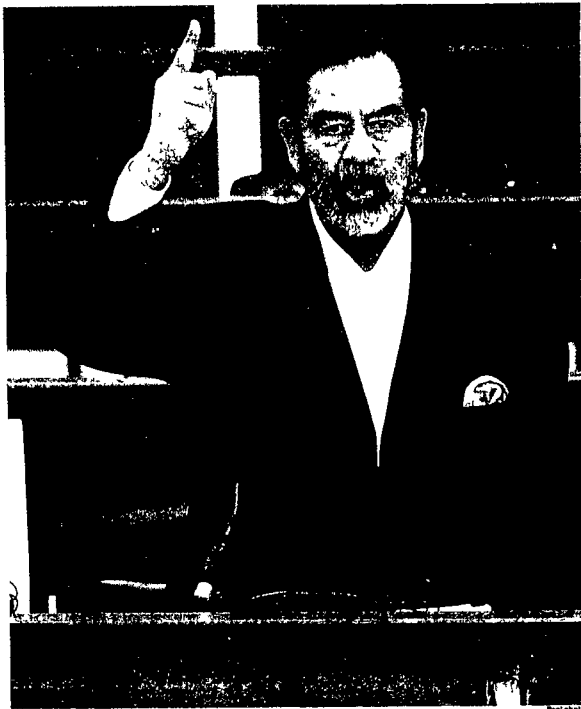
The five-judge tribunal also issued death sentences for two of his seven co-defendants: Barzan Ibrahim al-Tikriti, Saddam's half-brother, who was head of Iraq's domestic intelligence agency; and Awad al-Bandar, president of Saddam's revolutionary court. Taha Yassin Ramadan, a former vice president under Saddam, was sentenced to life in prison for his involvement in the crimes.

Barzan and Ramadan were also convicted and sentenced for enforced deportation and torture. Ramadan was given an additional sentence for "other inhumane acts."

Three local Baath Party officials — Abdullah Kadhim Ruweid, his son Mizher Abdullah Ruweid and Ali Dayeh Ali — were sentenced to 15 years in prison for willful murder and 7 years for torture; the sentences will run concurrently. Another defendant and minor Baath party official, Mohammed Azawi Ali, was acquitted because of insufficient evidence. Prosecutors had argued for lesser sentences for those officials.

Several of the defendants, including Saddam, were found not guilty for lack of evidence on the charge that they had committed "enforced disappearances."

Like the verdicts and sentences against Saddam, the verdicts and sentences against Tikriti, Bandar and Ram-



As the chief judge read the verdict aloud Sunday, Saddam shouted: "Long live the people! Long live the Arab nation! Down with the spies!" He thrust his index finger emphatically into the air as he spoke, then repeatedly chanted, "God is great!"

INTERNATIONAL
Herald Tribune
November 6, 2006

adan will come under review by the appellate chamber of the trial court.

There is no time limit for the appeal chamber's review, but Iraqi and American officials who work with the court said that the earliest realistic date for Saddam's execution, assuming it stood up to review, would be next spring.

The court has been under growing political pressure from Maliki and other Shiite officials, who believe an execution sooner rather than later would help to suppress the elements of the insurgency that have held out for a return of Saddam to power.

Saddam, along with six other defendants, is also being tried in a separate case in which they face charges of killing at least 50,000 people in the so-called Anfal military campaign in 1987 and 1988 in the Kurdish region of northern Iraq. Prosecutors are preparing numerous other cases against Saddam, and the tribunal may decide to try him on some or all of the additional charges if it wants to create a full record of the former leader's crimes.

The New York Times



Wael Al-Samuraei/European Pressphoto Agency

Saddam supporters with flags and portraits Sunday in his home town of Tikrit.

La justice irakienne condamne Saddam Hussein à mort

Le Monde

7 novembre 2006

L'ancien dictateur a explosé : « Allez au diable, vous et votre tribunal de traîtres ! »

Le second procès, pour le génocide des Kurdes, continue à Bagdad

BAGDAD
ENVOYÉ SPÉCIAL

Initialement prévu pour la mi-octobre, le verdict du premier procès pour « crimes contre l'humanité », lancé il y a treize mois, à l'encontre de Saddam Hussein et sept de ses lieutenants de l'ex-pouvoir baasiste, a été rendu, dimanche 5 novembre à Bagdad, par le Haut Tribunal pénal irakien.

Un fonctionnaire a été innocenté de toute participation dans le meurtre, en 1982, de 148 civils chiites de la localité de Doujaïl. Trois autres anciens hiérarques du parti Baas ont reçu 15 années de prison, l'ancien vice-président de la République, Taha Yassine Ramadan, a été condamné à perpétuité, et les trois derniers prévenus, dont Saddam Hussein, son demi-frère Barzan Al-Tikriti et l'ancien président du « tribunal révolutionnaire » du Baas, Awad Ahmed Al-Bandar, subiront la peine capitale.

Ramsey Clark, l'ancien ministre de la

justice américain qui conseille les avocats de l'ancien dictateur et qui a, d'entrée de jeu, dénoncé « l'étrange concomitance » du verdict avec les élections législatives américaines du 7 novembre, a été expulsé de l'audience, dès son ouverture.

Dans la soirée, deux chaînes privées de télévision tenues par des financiers sunnites et qui s'interrogeaient notamment, à l'instar d'Amnesty International et de Human Rights Watch, sur la « validité juridique » de ce procès au cours duquel trois avocats de la défense ont été assassinés, trois juges congédiés et une centaine de témoins de la défense non autorisés à déposer, ont été interdites de diffusion par le ministère de l'intérieur pour « incitation à la violence ».

La scène de ce qui pourrait bien être l'ultime défi de Saddam Hussein face à ses juges a été coupée au montage des cassettes vidéo par le tribunal et diffusées vingt-cinq minutes après que la sentence de mort eut été prononcée. Mais les deux douzaines de journalistes présents derrière une baie vitrée dans la salle de presse du tribunal, qui siège sous protection américaine au cœur de la « zone verte » ultrafortifiée de Bagdad, ont pu voir et entendre l'ancien dictateur hurler et trembler de rage quand, sur ordre du juge, deux gardes se sont saisis de lui pour le mettre debout – ce qu'il refusait de faire –

pour entendre le verdict. « Ne me tordez pas les bras ! », cria le prévenu par deux fois, alors que le juge Raouf Rachid Abdel Rahman, un Kurde, élevait la voix pour se faire entendre dans le chaos ambiant.

Quand le magistrat prononça enfin la sentence de « mort par pendaison », Saddam Hussein, qui avait réclamé en juillet d'être fusillé « comme un combattant » plutôt que pendu comme un vulgaire criminel, explosa encore : « Allez au diable, vous et votre tribunal de traîtres ! » Tandis que les gardes l'emmenaient vers le blindé qui devait le reconduire dans sa prison américaine à l'aéroport de Bagdad, l'ancien raïs lâcha une dernière diatribe : « A bas l'occupant ! A bas les traîtres ! Allah est plus grand qu'eux ! Vive le peuple irakien ! » Dernière tirade pour la postérité ? Il n'est pas sûr que le tyran, qui doit avoir 70 ans le 28 avril 2007, reparaisse jamais en public.

Le second procès pour « tentative de génocide » qui lui est intenté au nom des dizaines de milliers de civils kurdes abattus, torturés et parfois gazés, comme à Halabja durant la campagne militaire dite d'Anfal en 1987-1988, a certes commencé le 21 août et est loin d'être termi-

Il n'est pas sûr
que le tyran,
qui doit avoir
70 ans
le 28 avril 2007,
reparaisse jamais
en public

né. Mais si les trois condamnés de Doujaïl sont exécutés rapidement, a précisé Jaafar Al-Moussaoui, l'accusateur public, « le procès d'Anfal se poursuivra contre les prévenus survivants ».

Eu égard à la latitude totale dont dispose l'actuel gouvernement dominé par les islamistes chiïtes, il y a fort à parier que la

décision finale, qui appartient théoriquement à la Haute Cour d'appel, sera éminemment politique. Quelques jours avant le verdict, le premier ministre Nouri Al-Maliki, numéro deux de la formation islamiste chiïte Al-Daawa – parti alors interdit auquel appartenait les six hommes qui avaient tenté d'assassiner Saddam en pleine guerre contre l'Iran à Doujaïl en 1982, provoquant les sanglantes représailles qui allaient coûter leur vie à 148 civils –, avait

publiquement promis, « pour très bientôt, l'exécution du despote criminel et de ses lieutenants ».

Une heure après l'annonce de la sentence, le chef du gouvernement, dans une allocution télévisée, s'est félicité de l'exécution annoncée d'hommes « coupables des plus horribles crimes contre le peuple irakien ». Applaudi par la plupart des chiïtes

et des Kurdes qui, bien que nettement majoritaires, ont souvent payé un lourd tribut au pouvoir tribal sunnite qui caractérisait l'ancien régime, le verdict tombe au beau milieu d'une sanglante guérilla qui se poursuit et d'une guerre civile qui tue une bonne centaine d'Irakiens chaque jour, souvent de confession sunnite.

Pour Saleh Motlak, un dirigeant politique sunnite, « ce qui se passe en Irak sous le nez du gouvernement et avec l'appui de ses forces armées n'existait pas autrefois ». Pour beaucoup, le verdict « ne peut qu'approfondir encore le large fossé qui existe désormais entre les communautés d'Irak ».

A Tikrit, ville natale de l'ancien raïs, des dizaines d'Irakiens ont manifesté leur soutien au condamné en brandissant son portrait et en scandant : « Nous donnerons notre vie et notre sang pour toi, Saddam ! » A Bagdad, malgré le couvre-feu « total » imposé depuis samedi soir, explosions de joie et longues rafales d'armes automatiques se sont fait entendre à Sadr City, le misérable faubourg où vivent entre 2,5 et 3 millions de chiïtes, soit la moitié de la population de la capitale. Là-bas, ce n'est pas le gouvernement qui commande mais l'Armée du Mahdi, la milice fondée par le radical prêcheur antiaméricain Moqtada Al-Sadr, présentement allié politique du premier ministre. ■

PATRICE CLAUDE

APPÈS LE JUGEMENT DE SADDAM HUSSEIN

Satisfaction à Washington, réserves en Europe

AVANT de retourner faire campagne, deux jours avant les élections générales, le président américain George Bush a marqué l'annonce de la condamnation de Saddam Hussein, dimanche 5 novembre, d'une déclaration faite au pied de l'avion présidentiel.

« Ce procès est un jalon dans les efforts du peuple irakien pour remplacer la loi d'un tyran par l'Etat de droit. C'est une réussite majeure pour la jeune démocratie irakienne et son gouvernement constitutionnel », a-t-il déclaré à Waco, au Texas. Il a rappelé que ce verdict faisait l'objet d'une procédure d'appel automatique et que l'ancien président irakien continuerait « à jouir des droits qu'il a refusés à son peuple ».

Plus tard, devant un auditoire du Nebraska, M. Bush a décrit le verdict comme une justification des « sacrifices » consentis par les forces américaines et de sa décision de 2003 de renverser le dictateur. Toute la classe politique s'est jointe à la satisfaction de la Maison Blanche. Les démocrates ont ajouté que le verdict ne changeait rien à la situation désastreuse à Bagdad. « L'ampleur de l'échec n'est pas amoindrie par le résultat du procès », a ainsi déclaré Nancy Pelosi, la chef de file des démocrates de la chambre des représentants. Personne n'a contesté le fait que la peine de mort ait été prononcée.

Même satisfaction à Londres, où la secrétaire au Foreign Office, Margaret Beckett, a salué « le fait que Saddam Hussein et les autres accusés [aient] été présentés devant la justice et [qu'ils aient] à rendre compte de leurs crimes ». Le premier ministre australien, John Howard, fervent supporter de George Bush, a qualifié le verdict de « manifestation de la démocratie ».

A l'exception de la Grande-Bretagne, les pays d'Europe occidentale ont approuvé que l'ancien dictateur ait à répondre de ses actes, tout en rejetant la condamnation à

mort. « L'Union européenne est opposée à la peine capitale dans toutes les circonstances et appelle à ne pas l'appliquer dans le cas présent », a déclaré la présidence finlandaise de l'UE.

La France a déclaré « prendre acte de la sentence » en soulignant son opposition à la peine de mort. L'Italie a estimé pour sa part que le verdict reflétait « le jugement de toute la communauté internationale » sur Saddam Hussein. Le Vatican a lui aussi déploré la condamnation à mort, un verdict signifiant, selon lui, que l'Irak en est « encore au stade "œil pour œil, dent pour dent" ».

Explosions de joie au Koweït

Au Proche-Orient, les réactions ont été partagées. L'Iran, en guerre contre le régime de Saddam Hussein entre 1980 et 1988, a accueilli « favorablement la sentence ». Le ministère iranien des affaires étrangères a toutefois demandé de ne « pas oublier que les protecteurs occidentaux de Saddam, en le soutenant, avaient préparé le terrain » pour ses crimes. Au Koweït, occupé par l'armée irakienne il y a 16 ans, il n'y a pas eu de réaction officielle, mais le verdict a été accueilli dans les rues par des explosions de joie.

Pour les Frères musulmans égyptiens, les « innombrables crimes » commis par Saddam Hussein sont moindres que les « crimes commis par les occupants » occidentaux en Irak. Israël n'a pas commenté le verdict. La Chine s'est elle aussi abstenue par refus d'« ingérence dans une affaire intérieure irakienne ».

Enfin, Amnesty International a estimé que le procès avait été « une affaire glauque, marquée par de graves failles qui remettent en question la capacité du tribunal, tel qu'il est établi actuellement, à administrer une justice juste, en conformité avec les normes internationales ». ■

CORINE LESNES (À WASHINGTON), AVEC AFP

Le Monde

7 novembre 2006

L'ŒIL DE WILLEM

LIBERATION
7 NOVEMBRE 2006



Newsweek

NOVEMBER 6, 2006

America is losing, but all isn't lost.

The road out of Iraq.

By Fareed Zakaria



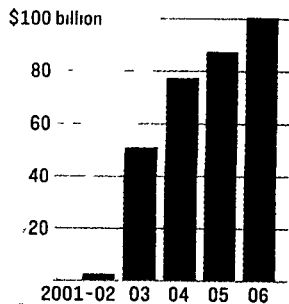
U.S. Marines on patrol near the Iraqi city of Al Qam

BY FAREED ZAKARIA

BY 1952, THE LAST year of his presidency, Harry Truman recognized that the victory he had hoped for was no longer possible in Korea. U.S. forces were not losing, but they were not winning, either. Instead they were caught up in a vast, bloody and expensive holding operation. Two thirds of the American public disapproved of the war. Truman had hoped that peace talks, underway since July 1951, would yield results, but his team was negotiating under constraints. Republicans were eager to criticize the Democrats for being soft on the communists. Others, even Democrats, asked how they could justify the deaths of 50,000 U.S. troops without a clear win.

Many, including South Korea's President Syngman Rhee, had not given up on the dream of a unified Korea that would be an ally in the war against communism.

ANNUAL COST OF WAR†



Truman's successor, Dwight Eisenhower, as a legendary general, had enormous freedom to maneuver. He used it, ending new military offensives, conceding several key points to the North Koreans and the Chinese. By some accounts, he also threatened to use nuclear weapons. On July 27, 1953, the parties to the war signed a peace treaty—all parties, that is, except the South Koreans, who believed the deal amounted to a sellout.

For Americans, the Korean War was not a defeat—the United States had gathered a coalition to resist aggression—but it was certainly not a victory. After three years of fighting and 4 million dead, Korea remained divided—the North a communist bulwark, the South itself turning

into a nasty dictatorship—Asia was bubbling over and the danger of war with the forces of international communism seemed greater than before.

Something like the close of the Korean War is, frankly, the best we can hope for in Iraq now. One could easily imagine worse outcomes—a bloodbath, political fragmentation, a tumultuous flood of refugees and a surge in global terrorist attacks. But with planning, intelligence, execution and luck, it is possible that the American intervention in Iraq could have a gray ending—one that is unsatisfying to all, but that prevents the worst scenarios from unfolding, secures some real achievements and allows the United States to regain its energies and strategic compass for its broader leadership role in the world.

But in order for that to happen, we have to see Iraq as it is now. Not as it once was. Not as it could have been.

Not as we hope it will become, but as it is today. There will be ample time to assign blame and debate "what if"s. The urgent task now is ahead of us.

"We're winning," President Bush said last week, and then explained his reasoning: "My view is that the only way we lose in Iraq is if we leave before the job is done." That circular definition of success resembles so much of the administration's Iraq policy, one that seems almost determined not to look at the country itself. Iraq, in this view, is a state of mind. If we lose faith, we lose. But there is a real country out there. And it is one in which events are increasingly moving beyond our control.

In point of fact—and it is a sad fact, but a fact nonetheless—America is not winning in Iraq, which means that it is losing. Iraq has fallen apart both as a nation and as a state. Its capital and lands containing almost 50 percent of

the population remain deeply insecure and plagued by rising internal divisions. Much of the south, which is somewhat stable, is subject to gangsterish, theocratic and thoroughly corrupt local governments. To recognize this reality does not mean that there is no hope for the years to come. There is—but hope is not a policy.

Journalists have a weakness for declaring this moment or that one as “critical.” But today, more than three years into the American-led invasion of Iraq, there is little question that we stand at, well, a critical moment. The policy we are pursuing—maintaining 144,000 U.S. troops in Iraq and hoping that things improve—is not sustainable either in Iraq or in America. President Bush has three tools at his disposal that he can (theoretically) apply to the mission at hand—more troops, money and time. At this point, none of these will make much difference.

But the way out of this stalemate is not to pack up and go home. That will surely result in a bloodbath or worse. The United States must redefine its mission, reduce and redeploy its forces and fashion a less intrusive involvement with Iraq, one that both Iraqis and Americans believe is productive and sustainable for the long term.

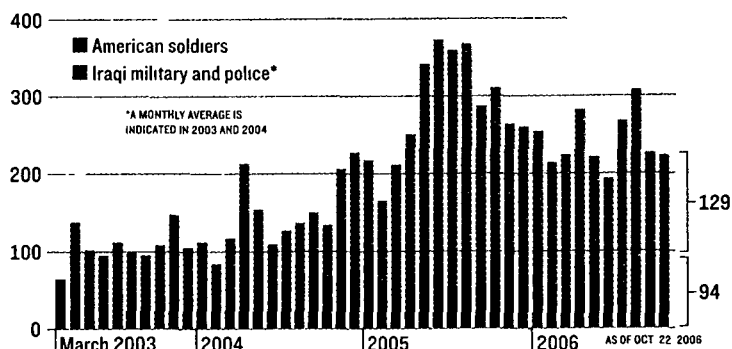
THE MOST REVEALING STATISTIC about Iraq is not the spiraling death toll but the unemployment rate, which is conservatively estimated to be around 30 to 40 percent, and has not moved much in the past two years. Given that conditions are almost normal in the Kurdish north, that means the rest of the country has an unemployment rate closer to 50 percent. Whatever we have been doing in Iraq, it is not translating into peace, normalcy and jobs. In parts of the Sunni Triangle, reports suggest that unemployment is more than 70 percent. If you think that Iraq’s tumult is a product of its culture, religion and history, ask yourself what the United States would look like after three years of 50 percent unemployment. Would there not be civil strife in Manhattan, Detroit, Los Angeles and New Orleans?

The root cause of Iraqi unemployment is, of course, the lack of security, which is endemic in much of the country. In some places the vacuum has been filled by local forces—most effectively in Kurdistan by the *peshmerga*. In parts of the south, though—Basra among them—various Shia militias are battling each other for power. In Sunni areas, particularly Anbar province, former Baathist soldiers and a smaller group of Islamic terrorists continue to mount campaigns against U.S. forces and the new Iraqi Army. They intimidate and kill Sunni leaders who help the Iraqi government or work with the United States. Whenever U.S. forces scale back in an area, the attacks begin again. The violence in Iraq is being suppressed but not solved.

The most significant new reality in Iraq—in fact, the country’s defining feature—is sectarian violence. By any reasonable definition, Iraq is mired in a low-grade civil war between its Sunni and Shia communities. Communal tensions are high, and rising—everywhere. Violence has been mounting in all areas where these communities are mixed. Ethnic cleansing, either forced or voluntary, is increasing rapidly, with 365,000 people having fled or been forced from their homes since last February’s bombing of a Shia mosque in Samarra. In Baghdad alone more than 2,600 Iraqis died in September, most of them as a result of communal attacks.

Virtually everything about Iraq today must now be seen through this sectarian prism. President Bush says that we are building an Iraqi Army and police force and that as their troops stand up, America’s will be able to stand down. In fact, we are building a largely Kurdish and Shia force. As its ranks

SOLDIER DEATHS IN OPERATION IRAQI FREEDOM



have swelled, Sunnis have felt more threatened, not less, and as a consequence have fought harder. Shia militias, many of whose members are now enlisted in the Army and especially the national police, feel empowered. They have routinely rounded up groups of Sunni men and slaughtered them in gruesome fashion. Even the country’s much-lauded elections have not proved an unmitigated good in this context. Last December’s vote empowered religious parties with their own militias, such as Moqtada al-Sadr’s Mahdi Army, and, as a result, made it more difficult to disband them.

Democratic Sen. Jack Reed of Rhode Island, a former Army paratrooper and one of the most intelligent voices on foreign affairs in the U.S. Senate, just returned from his ninth trip to Iraq, where he saw this tension between politics and progress. Six months ago, he noted, the Sunni town of Tall Afar, near the Syrian border, had been held up as an example of the success of Washington’s new “clear, hold and build” strategy. Insur-

AMERICA HAS TO SEE IRAQ AS IT IS NOW. NOT AS IT ONCE WAS. NOT AS IT COULD HAVE BEEN. NOT AS WE HOPE IT WILL BECOME.

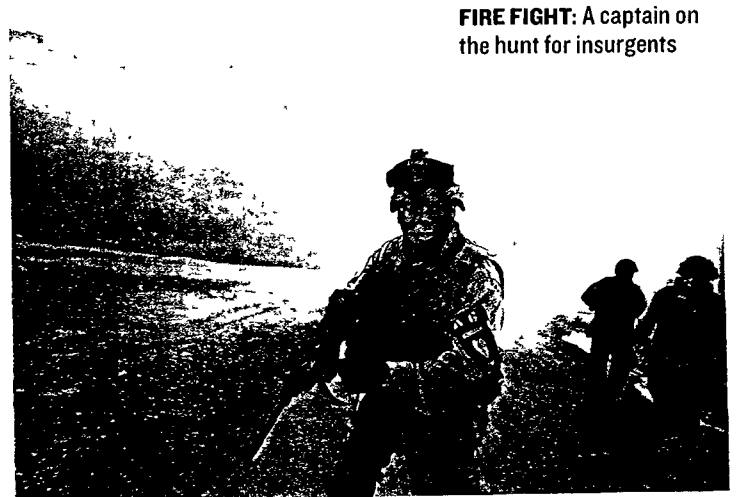
gents had taken over the town. The Third Armored Cavalry Regiment had repelled them, secured the streets and won over the local population. But the Shia-dominated government in Baghdad had since ignored all appeals for money for reconstruction (the “build” phase), which has meant few new jobs. Many Sunni areas complain of similar treatment from Baghdad. Tall Afar is now sliding back into instability. Thus a smart American strategy falls prey to the political realities in Iraq.

From the beginning of the war, the Bush administration has not wanted to think of Iraq in these sectarian terms, preferring instead to believe the country was the place it hoped it would be—united, secular, harmonious, freedom-loving. As a result, Washington massively underestimated the challenge it faced. By unseating Saddam Hussein and introducing democracy, the United States introduced Shia-majority rule to Iraq. It also disbanded the Army, with its largely Sunni officer corps, fired 50,000 mostly Sunni bureaucrats and shut down dozens of state-owned factories (many run by Sunnis). In effect, the United States destroyed both the old Iraqi nation and the old Iraqi state. And yet it had no plan, people or resources to fill the void left behind.

With all the troops in the world, America could not forge a new national compact for Iraq. That is a task for the Iraqi leadership. The outlines of the deal that needs to be made are by now obvious. Iraq would end up a loose confederation, but would divide its oil revenue so that all three regions were in-

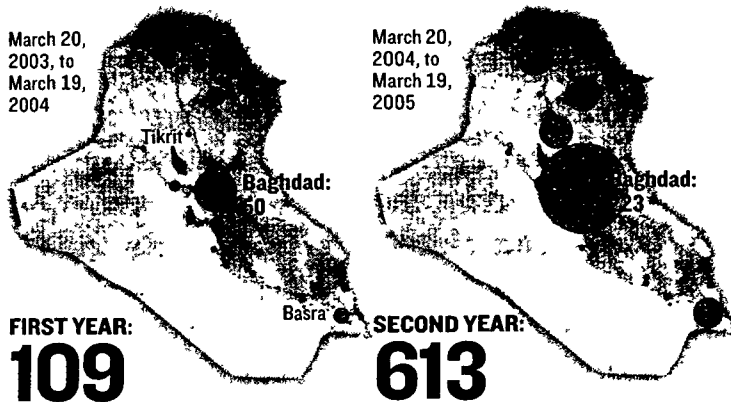


FINGER IN THE DIKE: U.S. troops keep returning to Ramadi

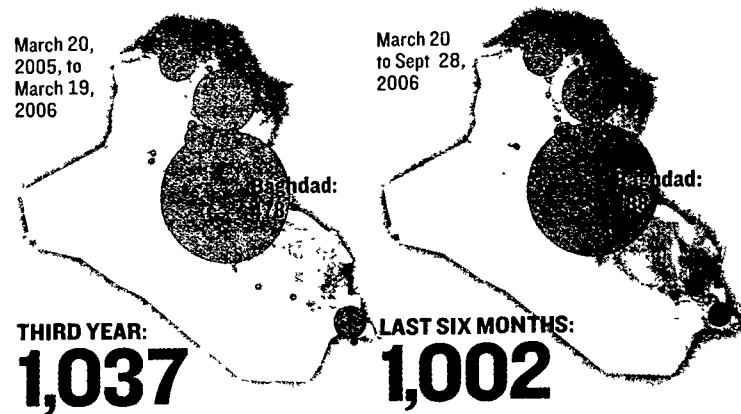


FIRE FIGHT: A captain on the hunt for insurgents

NUMBER OF BOMBINGS IN IRAQ



Since the beginning of the war, terror-related bombings have grown more frequent and widespread. Breaking down the attacks:



IF AMERICAN FORCES WERE TO LEAVE IRAQ TOMORROW, IT IS ALL BUT CERTAIN THAT BLOODLETING WOULD SPREAD LIKE A VIRUS.

vested in the new nation. A broad amnesty would be granted to all those who have waged war, which means mainly the Sunni insurgents, but also members of Shia death squads. Government and state-sector jobs, the largest share of employment in Iraq, would be distributed to all three communities, which would entail a reversal of the postinvasion purges that swept up, for example, schoolteachers who happened to be members of the Baath Party. Finally, and perhaps most urgently, the Shia militias must be disbanded or, if that becomes impossible, incorporated and tamed into national institutions.

What is equally obvious is that such a deal does not seem to be at hand. The Shia leadership remains extremely resistant to any concessions to its former Sunni overlords. The Shia politicians I met when in Baghdad, even the most urbane and educated, seemed dead set against sharing power in any real sense. In an interview with Reuters last week, Prime Minister Nuri al-

Maliki also said he believed that if Iraqi troops were left to their own devices, they could establish order in six months in Iraq. It is not difficult to imagine what he means: Shia would crush Sunni, and that would be that. This notion—that military force, rather than political accommodation, could defeat the insurgency—is widely shared among senior Shia leaders. Abdul Aziz al-Hakim, the head of the single largest political party in Parliament, has made similar statements in the past. While they will occasionally say the right things, as Maliki did in his first week in office, their reluctance to fund projects in Sunni areas, or to investigate death squads, suggests they have little appetite for broader national reconciliation.

The Sunnis, for their part, seem consumed by their own anger, radicalism and feuds. They remain so incensed with the United States for their loss of power that they have been, until recently, blind to the reality that if not for U.S. forces, they would be massacred. What political leadership the Sunnis have is weak and does not appear to have much leverage with the insurgents. There is no Sunni with whom to make a deal.

All sides in Iraq are preparing for the day the United States leaves. They are already engaged in a power struggle for control of the post-American Iraq. The Kurds have ensured that their autonomous region is governed essentially as a separate country with its own army. The largest Shia parties want to maintain their militias to bolster their own power base, independent of the state. And the Sunnis do not want to wind down the insurgency, for fear that they will be impoverished or killed in the new Iraq. Nobody believes that, after the Americans, this power struggle will be resolved with ballots.

So they are all keeping their bullets.

If the United States were to leave Iraq tomorrow, it is virtually certain that the bloodletting would spread like a virus. American troops are effective at stopping shoot-outs among militias and the worst of the sectarian killings. But if there is no progress toward a lasting political resolution, all that those soldiers are doing is keeping the lid on tensions that will continue to grow. Thus Ramadi is captured by U.S. forces, which then leave, only to have to return and retake the city again. We might be able to pacify Baghdad, but will the calm last after we leave? Even now, those places from which units have been drawn to control the capital, like Mosul, are reporting many more incidents of violence.

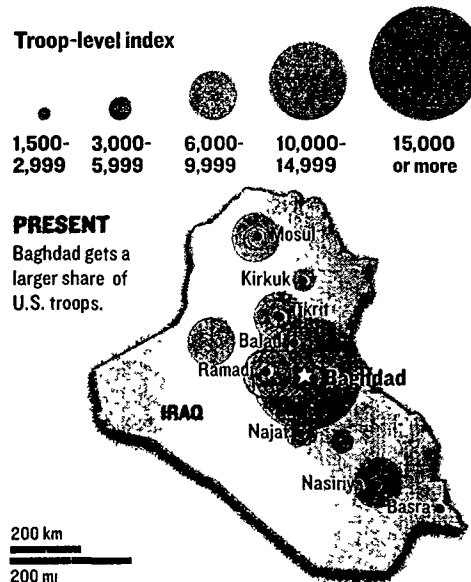
So what should the United States do? First of all, Washington has to make clear to the Iraqi leaders that its continued presence in the country at current troop levels is not sustainable without some significant moves on their part.

Iraqi leaders must above all decide whether they want America there. Perhaps the most urgent need is for them to help build political support for the continued deployment of U.S. forces. Right now the massive U.S. presence is allowing Iraq's leaders a free ride. With the exception of the Kurds, many of them play a nasty game. They publicly denounce the actions of U.S. soldiers to win popularity, and then, more quietly, assent to America's continued involvement. As a result, the proportion of Iraqis who now support attacks on U.S. troops has risen to a breathtaking 61 percent. The Iraqi people's frustration with the occupation is largely the result of its ineffectiveness, the lack of security and jobs, and abuses like Abu Ghraib. But those past errors cannot be undone. Iraqis must also realize that we are where we are, and that they can have either a country with U.S. troops or greater chaos without.

Iraq's Parliament should thus publicly ask American troops to stay. Its leaders should explain to their constituents why the country needs U.S. forces. Without such a public affirmation, the American presence will become politically untenable in both Iraq and the United States.

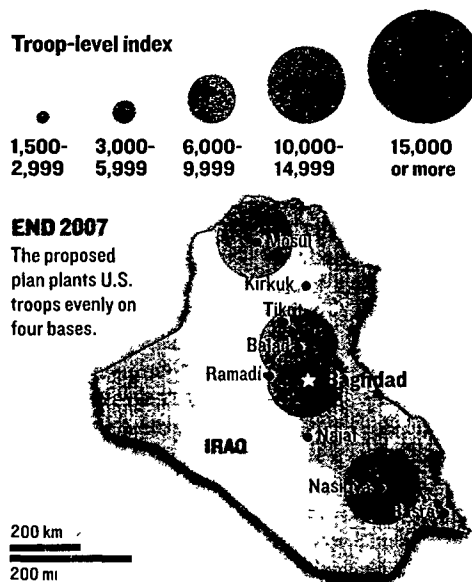
Next, Iraqis must forge a national compact. The government needs to make swift and high-profile efforts to bring the sectarian tensions to a close

Troop Levels for the Current Mission ...



144,000 TROOPS: U.S. soldiers are trying to keep an all-out civil war from erupting, but have yet to maintain complete control.

... Troop Levels for a Scaled-Back Mission



60,000 TROOPS: Four bases would each get 11,000 U.S. troops; 16,000 would also assist the Iraqi Army and police.

SOURCE: GLOBALSECURITY.ORG

and defang the militias, particularly the Mahdi Army. The longer Iraqi leaders wait, the more difficult it will be for all sides to compromise. There are many paths to help Iraq return to normalcy; jobs need to be created, electricity supplied regularly, more oil produced and exported. But none of that is possible without a secure environment, which in turn cannot be achieved without a political solution to Iraq's sectarian strife.

There is one shift that the United States itself needs to make: we must talk to Iraq's neighbors about their common interest in security and stability in Iraq. None of these countries—not even Syria and Iran—would benefit from the breakup of Iraq, which could produce a flood of refugees and stir up their own restive minority populations. Our regional gambit might well lead to nothing. But not trying it, in the face of so few options, reflects a bizarrely insular and ideological obstinacy.

Unfortunately, there's a strong possibility that these changes will not be made in the next few months. At that point the United States should begin taking measures that lead to a much smaller, less intrusive presence in Iraq, geared to a more limited set of goals. Starting in January 2007, we should stop trying to provide basic security in Iraq's cities and villages. U.S. units should instead become a rapid-reaction force to secure certain core interests.

We can explain to the Iraqi leadership that such a force structure will help Iraqis take responsibility for their own security. Currently we have 144,000 troops deployed in Iraq at a cost of more than \$90 billion a year. That is simply not sustainable in an open-ended way. I would propose a force structure of 60,000 men at a cost of \$30 billion to \$35 billion annually—a commitment that could be maintained for several years, and that would give the Iraqis time to come together, in whatever loose form they can, as a nation.

True, as we draw down, violence will increase in many parts of the country. One can only hope that will concentrate the minds of leaders in Iraq. The Shia government will get its chance to try to fight the insurgency its way. The Sunni rebels can attempt to regain control of the country. And perhaps both sides will come more quickly to the conclusion that the only way forward is a political deal. But until there is such a change of heart, the United States should stick to more limited goals.

The core national-security interests of the United States in Iraq are now threefold: first, to prevent Anbar province from being taken over by Qaeda-style jihadist groups that would use it as a base for global terrorism; second, to ensure that the Kurdish region retains its autonomy; third, to prevent or at least contain massive sectarian violence in Iraq, as both a humanitarian and a security issue. Large-scale bloodletting could easily spill over Iraq's borders as traumatized and vengeful refugees flee to countries like Iran, Syria and Saudi Arabia. Historically, such population movements have caused trouble for decades to come.

These interests are achievable with fewer forces. President Bush is fond of warning, "If we leave Iraq, they will follow us home." This makes no sense. Qaeda terrorists from Iraq could have made their way to America at any point in the last three years. In fact, Iraq's borders are more porous today than they have ever been. If a terrorist wanted to inflict harm on U.S. civilians, he could drive across Anbar into Syria, then hop a plane to New York or Washington, D.C. Does the president really believe that because we're in Iraq, terrorists have forgotten that we're also in America? Here's what we really need to worry about doing:

■ **Battle Al Qaeda.** In fact, the fight in places like Anbar is largely not a jihadist crusade against America, but a Sunni struggle for control of the country. The chances of Iraq's being taken over by a Qaeda-style group are nonexistent. Some 85 percent of the population (the Shia and Kurds) are violently opposed to such a group. And polls have consistently shown that the vast majority of Sunnis dislike Al Qaeda and Osama bin Laden. The real jihadists in Iraq are a small and unpopular band that relies on terror and violence to gain strength. They

**WERE A DEAL BETWEEN
THE SHIA AND THE SUNNI
TO BE SIGNED, AL QAEDA
WOULD BE MARGINALIZED
WITHIN A FEW MONTHS.**

do not have heavy weapons—tanks, armored vehicles—and cannot hold territory for long. Were a deal between the Shia and the Sunni to be signed, Al Qaeda would be marginalized within months. In the meantime, U.S. Special Forces could harass and chase Qaeda terrorists just as they do in Afghanistan today.

■ **Secure Kurdistan.** The Iraqi Kurdish region is the one unambiguous success story of the Iraq war. It is stable and increasingly prosperous. Its politics are more closed and corrupt than most realize—the place is essentially carved up into two one-party states—but it has aspirations to become more market-oriented and more democratic. Perhaps most crucially, it is a Muslim region in the Arab world that wants to be part of the modern world, not blow it up. The simplest way for the United States to ensure the security of Kurdistan would be to give it a security guarantee.

There are various proposals to redeploy U.S. forces in the region. Beyond a token force, this seems unnecessary. The troops would be far from the problem areas of Iraq. And what

would their mission be? To stop Kurdish secession? To get involved in battles between Kurdish separatists and the Turkish Army? Kurdistan can be defended quite easily with a political guarantee. And Kurdish leaders seem to recognize that, as with Taiwan, their de facto independence depends on their not demanding de jure independence.

■ **Prevent a bloodbath.** This is the most difficult task. The United States will not be able to stop all sectarian fighting in Iraq. It cannot do so even today. Our goal must be to ensure that any such violence remains localized and limited, and that national institutions like the Army and police work to stop it rather than participate. That will require some ability to control movement along Iraq's roads and highways. It will also require monitoring the Army and police. The strategy of pairing Iraqi Army units with U.S. advisers has worked well thus far. Iraqi forces don't fight superbly in the presence of Americans, but they fight much better and more professionally. Most important, they tend not to commit major human-rights abuses when we are around.

■ **Draw down troops and ramp up advisers.** To preserve these interests, the United States should begin drawing down its troop levels, starting in January 2007. In one year, we should shrink from the current 144,000 to a total of 60,000 soldiers, some 44,000 of them stationed in four superbases outside Baghdad, Balad, Mosul and Nasiriya. This would provide a rapid-reaction force that could intervene to secure any of the core interests of the United States when they are threatened. To preserve the basic security of Iraq and prevent anarchy, U.S. troops must also act as the spine of the new Iraqi Army and police force. American advisers should massively expand their current roles in both organizations, going from the cur-

rent level of 4,000 Americans to at least 16,000, embedding an American platoon (30 to 40 men) in virtually every Iraqi fighting battalion (600 men).

This plan might not work. And if it does not, the United States will confront the more painful question of what to do in the midst of even greater violence and chaos. The Brookings Institution's Kenneth Pollack is already working on a plan to address just such a worst-case scenario, in which U.S. forces establish "catchment basins" along the borders of Iraq to stop massive refugee flows. But there is also the possibility that Iraq's leaders will begin to face up to their challenges, move the country toward reconciliation and build up the capacities of their state. Civil strife tends not to go on forever. A new nation and a new state might well emerge in Iraq. But its birth will be a slow, gradual process, taking years. The most effective American strategy, at this point, is one that is sustainable for just such a long haul.

The Iraq war has had its achievements. A brutal dictator who tyrannized his people (killing about 500,000 of them), attacked his neighbors and for decades sought dangerous weapons is gone. One part of the country, Kurdistan, is indeed turning into a promising society. The many strains of Arab politics are negotiating for space in Iraq, through political parties and the press, in a way that one sees nowhere else in the region. But these achievements must now be consolidated, or they too will be at risk.

The lesson of Korea, where more than 30,000 U.S. troops are stationed to this day, is not that America should withdraw from Iraq completely. But to have any chance of lasting success, we must give up our illusions, scale back our ambitions, ensure that the worst does not happen. Then perhaps time will work for us for a change.

With MICHAEL HASTINGS in Baghdad

FINANCIAL TIMES TUESDAY NOVEMBER 7 2006

Idea of dividing Iraq into three wins adherents

As the US casts around for an exit strategy from the Iraq morass, the possibility of partition is increasingly talked of. But the cure could be worse than the disease, reports **Roula Khalaf**

In the run-up to the Iraq war in 2003 Arab allies of the US united in warning that regime change must preserve the country's territorial integrity

The only fear that loomed larger than the threat of Saddam Hussein was the disintegration of an important Arab states

Three years on, as Iraq is torn by sectarian strife and the US looks for an exit strategy, some voices in Washington have started to ask whether the price of territorial integrity is worth paying

The White House still maintains that partition is a "non-starter" But some form of separation has now become a fashionable concept, prominent in the US debate over Iraq's future

Advocates say the Kurds have enjoyed autonomy in the north for more than a decade and Sunni and Shia militants have been slaughtering each other for months so they too might be might be better off going their separate ways

Such a solution, the argument goes, would allow for an orderly outcome and permit US forces to withdraw

Yet implementing any plan for separation has dangerous implications that extend beyond the borders of Iraq, provoking a much nas-

tier and wider conflict over control of territory and oil resources.

While Kurds and some Shia Islamist parties indeed favour a loose federation, a survey by the US International Republican Institute in June showed most Iraqis, including in the Shia community, oppose partition

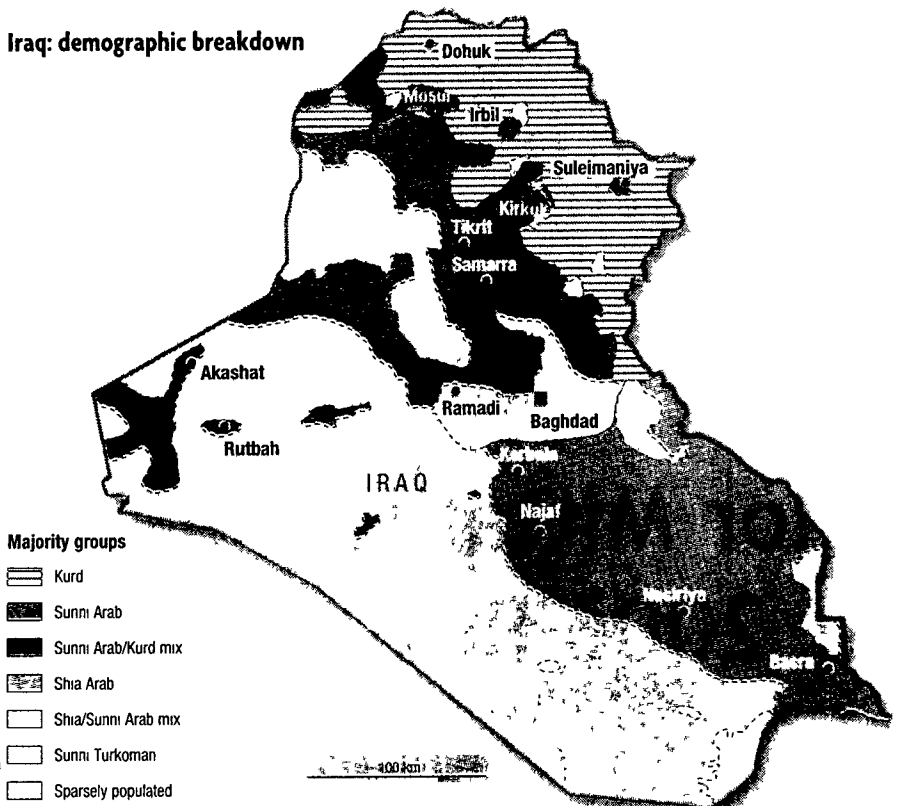
"That people are talking about it [partition] is an indication of how bad the situation is and a recognition at last that there is civil war raging," says Lakhdar Brahimi, the former UN envoy to Iraq. "But one must be extremely careful and people have to understand that the alternative to a united Iraq is not three independent entities, but chaos that will expand to all the region"

Federalism has been one of the most divisive issues since the collapse of the Hussein regime It was at the heart of the dispute over the constitution last year, with Sunni Arabs leaders opposed to Shia parties' inclusion of a clause that allows for the formation of southern fed-

eral regions, worried it would eventually lead to the break-up of Iraq and deprive their oil-poor regions of income

Another objection was over oil distribution the constitution says the central

Iraq: demographic breakdown



government should be allowed to control existing oil fields but is vague on who should control newly developed fields

In the US, advocates of partition include Senator Joe Biden, the ranking democrat on the Senate Foreign Relations Committee, and Leshe Gelb, president Emeritus of the Council on Foreign Relations They first argued in a New York Times article in May that US policy should shift to establishing three autonomous regions, each

'The minute you say we're going to make three autonomous regions, you're likely to kick off a huge civil war'

responsible for their own domestic laws, administration and internal security.

The central government would control border defence, foreign affairs, and oil revenues. Baghdad, under the plan, would become a federal zone, with areas of mixed populations receiving multi-sectarian and international police protection

But James Baker, the former US secretary of state who is leading a group set up by Congress to make recommendations on Iraq policy, has raised serious

doubts about partition, pointing out that many Iraqi cities have mixed Shia and Sunni residents

"How do you draw the boundaries?" he told ABC Television last month "And the minute you say we're going to do that and make three autonomous regions, you're likely to kick off a huge civil war."

Michael O'Hanlon, senior fellow at the Brookings Institution in Washington, says one way is for the US to help enable voluntary ethnic relocation within Iraq

Some 100,000 Iraqis already are internally displaced, he notes, arguing

that the Sunni could be persuaded to accept a form of partition if the central governing body distributed oil revenues equitably, on a per capita basis, rather than on geography

In the Arab world, dividing Iraq - taking it back to a three-province system that existed under the Ottoman empire - puts in question the whole structure of modern states in the region and sets a dangerous precedent

"Many Arabs who will certainly interpret the (partition) proposal as an effort to fragment Iraq to Israel's benefit," analyst Michael Young wrote recently in Lebanon's Daily Star.

"You will hear the familiar tropes that this is all part of a vast neo-conservative project to weaken the Arab world"

In addition to facing stiff resistance from the Sunni of Iraq, Arab analysts say that

partition would upset the balance of power in the region and potentially spark multiple conflicts

A separate Shia entity could encourage other Shia minorities to demand their own autonomy, and firmly put southern Iraq under Iranian influence. A Kurdish

entity, meanwhile, could provoke intervention from Turkey, afraid of the impact on its own Kurdish minority. A Sunni region may well be controlled by extremist Islamists, inviting intervention from Sunni Arab states

"Partition is a nightmare - you'd have a failed Sunni state, an al-Qaeda state," says Nawaf Obaid, a Saudi security analyst and government adviser

Anthony Cordesman, Middle East expert at Washington's Centre for Strategic and International Studies, says some form of partition may become inevitable but it would only be practical if it is the product of political compromise by Iraqis themselves, not an imposition from the outside

"One of the great problems is that this has to play out within Iraq," he says

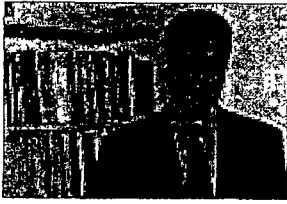
But Mr Brahimi, the former UN envoy, says the unfortunate thing about the Iraq debate is that "no one is talking about Iraq any more, but about how the British and the US will get out"

Iraqis, he adds, are divided enough as it is "Foreigners should not make divisions worse than they are"

Narrative of exile among Kurds and the formation of Diaspora

The Kurdish Globe

November 7, 2006



Khalid Khayati
Globe Political Commentator

The Kurdish author Mehmet Üzun who has been living in Sweden for more than 27 years used often to evoke the epithet *welatê gharibiyê* in his interviews and his public appearances, the Kurdish equivalent of exile which is habitually alluded to the narratives of those numerous Kurds who in one way or another have been forced to leave their native homelands throughout the centuries.

Adjacent to *welatê gharibiyê*, which is commonly used in the dialect of North Kurdish, there are further appellations such *hândāran*, *tarawgā*, *awarābun*, *mānfa* that correspond to the experiences of exile among Kurds. Accordingly, one can find similar signs, vocabularies and reflections of melancholy, anger, nostalgia and trauma in numerous Kurdish epics, traditional recitations, poems and cradlesongs.

They evoke commonly the awareness about a specific way of being or a state of mind, which is alluded not only to a traumatic experience of being away from home but also a powerful homing desire that is displayed simultaneously.

The experiences of trauma and the homesickness, which are abundantly and expressively exhibited in the narratives of the exiled Kurds, correspond to a large extent to the general social and political conditions that prevail in the Kurdish homeland. Evoking regularly some salient utterances such as discrimination, persecution, maltreatment, massacre, destruction, Anfal, forced displacement, etc. by the Kurdish refugees is a way to not only recall the experience of trauma and oppression from their homeland of origin but also an effort to legitimize their escape from it.

Estimated to be between 30 and 35 million,

the Kurds, outnumbered only by Arabs, Turks and Persians constitute the fourth largest ethno-national group in the Middle East who are denied their national rights. They are primarily divided between the

neighbouring countries of Turkey, Iran, Iraq and Syria but there are additional Kurdish populations who are scattered throughout Central Asia, Caucasus, Middle East, Western Europe, Australia, North America and many metropolitan areas such as Istanbul, Baghdad, Tehran, Izmir

and Ankara.

The outcome of this Kurdish dispersion is the emergence of a considerable Diaspora that today marks its presence beyond and within the borders of many states both quantitatively and qualitatively. Diasporian Kurds maintain their imaginary, symbolic and practical ties with their homeland of origin not only through those translational political, social, economic and cultural practices that they uphold over the borders of many nation-states but also through those narratives that

they produce in different forms. The meta-narrative of exiled Kurds which is mainly made upon the experience of repression, forced displacement, genocide, exile, etc. constitutes in one way or another the collective memory of the Kurdish Diaspora that appears at the political level as the practice of the long distance nationalism, upheld vis-à-vis the homeland of origin. The formation of the Kurdish Diaspora has both a pre-modern and a modern history.

The cartography of the Kurdish Diaspora

The presence of the Kurds outside the geographical area of the Middle East is not a new phenomenon. During the last 500 years the Kurdish tribes who lived under the aegis of the both Persian and Ot-

toman Empires have often been the subject of manipulative displacement or forced deportation; principally due to their specific position that they were holding in those conflicts that ensued between these two classic rivals. Habitually, the old empires used to resolve their differences with the Kurdish tribes most of the time through various forms of tacit agreements. The attribution of autonomous spaces to them was an effective method to prevent major conflicts. But, in spite of these regulatory mechanisms a good many of Kurdish tribes who were branded by the central empires as "trouble makers" were deported to the Central Anatolia and the region of Khorasan in the North-Eastern part of the current Iran during the 18th and 19th centuries, where they were given lands, cattle and other forms of recompense. These resettled Kurds have in spite of all odds been more or less successful in preserving their language and unity.

In the former Soviet Union, Kurds were considered as a separate ethnic group, though without any particular territory which was attributed to them. The soviet census of 1979 numbered 150,000 Kurds in the USSR, but Kurdish nationalists themselves give



The experiences of trauma and the homesickness, which are abundantly and expressively exhibited in the narratives of the exiled Kurds, correspond to a large extent to the general social and political conditions that prevail in the Kurdish homeland.

somewhat inflated estimate and much higher numbers. According to Ismet Sharif Vanly, the number of Kurds in the former Soviet Union in 1990 was about 450,000, out of which 270,000 lived in the three Transcaucasian Republics. Nevertheless, areas of the Caucasus and Turkmenistan have been the traditional places of Kurdish settlement for centuries. In a period from 1923 to 1929, there was an autonomous region called Kurdistana Sor (Red Kurdistan) in Azerbaijan. It consisted of about 25 villages in an area of 5,200 km² between Armenia and the ex-autonomous region of Nagorno Karabakh, with Lachin as the main town. This region was dismantled, and later on, many Kurds from Azerbaijan were deported to Krasnodar (Russia). In 1989, 20,000 (out of 40,000) returned to Azerbaijan. The old Kurdistana Sor area has been disputed in the Armenian-Azeri war for Nagorno Karabakh and it is mostly under Armenian control now. According to unofficial Kurdish calculations, there were more than 250,000 Kurds in Azerbaijan in 1988. Furthermore, there are several pockets of Kurdish population throughout Armenia, mostly in the northwest part of the country. Their number was estimated to be around 50,000. In Georgia there were about 34,000 Kurds in the capital Tbilisi, where there is a Kurdish quarter. In both Turkmenistan and Kazakhstan, there are several Kurdish villages that are the place for an important number of Kurds. In Kazakhstan, the Kurds have already obtained rights to use their languages in schools. The collapse of The Soviet Union which was followed by substantial political and social crisis has obliged thousands of Kurds to

leave their homes and move towards west European countries.

The arrival of the Kurds to Western Europe, North America and Australia can partly be explained by the tragic experiences of the modern immigration processes, which essentially follow the classical pattern of North/South. Prior to the Second World War, the pattern of Kurdish immigration was mainly characterized by a small group of individuals who came to Europe to carry out sporadic political and cultural activities. A few intellectuals and students came to Western Europe just after the First World War. For example Kamuran Bedr-Khan who worked at Sorbonne in Paris. The first group of students, mainly from Iraqi Kurdistan, arrived to different Eastern and Western European universities. A Kurdish Student Organization was founded in Europe in the fifties. This kind of immigrant influx took place in moderate numbers after the end of the war until 1965.

But larger groups of Kurdish immigrants started to arrive in Europe after 1965. This period is characterized by the "large movement of Kurds abroad as workers, refugees, students and family reunion cases from all parts of Kurdistan and other areas such as Lebanon and the Caucasus". The Kurds started coming to Western Europe as political refugees, essentially after the military coup in Turkey 1971, but they have continued coming since then, due to political unrest in Iran, Iraq, Turkey and Syria.

The largest majority of the Kurdish migrants in Western Europe today come from Turkey and the next largest are those from Iraq then from Iran and Syria. The largest group of Kurds resides in Germany. They arrived to this country mainly as

guest workers, in order to provide needed manpower to the flourishing German post-war industry. Their number can be estimated to be between 400,000 and 500,000. It is also important to notify that there are other significant Kurdish communities in United Kingdom, France, Holland, Belgium, Denmark, Norway, Italy, Greece, Spain, Cyprus, Finland, and Norway and also in Sweden. Today, despite many insurmountable barriers and other perilous circumstance around the citadel of Europe, the Kurds continue to emigrate in order to join their diasporian compatriots in the old continent.

The source of the narratives

The new national entities such Iraq, Turkey, Iran, Syria and even the Soviet Union of Stalin have followed in the footsteps of the Ottoman and Persian Empires when it is a matter of displacement, deportation and generally speaking maltreatment of the Kurdish people, even if it occurred in different historical and political contexts.

However, being denied to form their own nation-state and thereby having internationally recognized national territory and borders in the era of nation building, the Kurds have been instead within each country subjected to politics of assimilation and in many cases systematic violence. In Turkey, using the names of Kurd and Kurdistan has been, since the mid 1920s criminalized for being against the "indivisibility of the Turkish nation" and the "territorial integrity of the state" During the 35 years of the reign of Baath Party in Iraq, the use of violence par excellence was the only way to subordinate, discipline, exclude or, if needed, eliminate those "deviants" who did not

fit into the dominant patterns of being Iraqi. The Kurdish people who were the victim of the gas attacks and huge systematic genocide operations, commonly known as Anfal Campaign, were not seen as a decent constituent of the Iraqi nation; a nation

that found its legitimacy or *raison d'être* principally in the intersection and juxtaposition of Arab-nationalism and Islam. Even if a part of larger Kurdish territory in Iran carries the name "Kordestan" and even if the Kurdish population enjoys a limited cultural and folkloric existence but their claims for public and political recognition of their identity has been met with repressive methods. Considering the leaders and members of the Kurdish political movement as impure, antirevolutionary, blasphemous, the Islamic revolutionary leader, Ayatollah Khomeini decided to declare a "holly war" against it because its claims for the political autonomy and national rights were apprehended incompatible with the ideological and political values of the Islamic revolution in Iran. In Syria, the Kurds are not only suffering from a systematic arabization campaigns that intend to transform the physical and demographic features of the Kurdish life since 1960s but there are also more

than 200,000 Kurds who are excluded from the Syrian citizenship and in this manner their access to the national public services is gravely obstructed.

Final words

The establishment of a Kurdish autonomous political administration in Northern Iraq with its power of attraction and absorption has not only accelerated the process of transnational exchanges but also transformed the

nature of narratives and long distance nationalism among Diasporian Kurds. They sustain now significant political, economic and cultural ties with this part of Kurdistan. The cultural, social, economic and political intersections and interactions of western societies and the Kurdish homeland create a transnational social space, where the Diasporian Kurds assert to participate alongside the Kurdish politics in the normative regime, legal and institutional systems and political practices of several other nation-states.

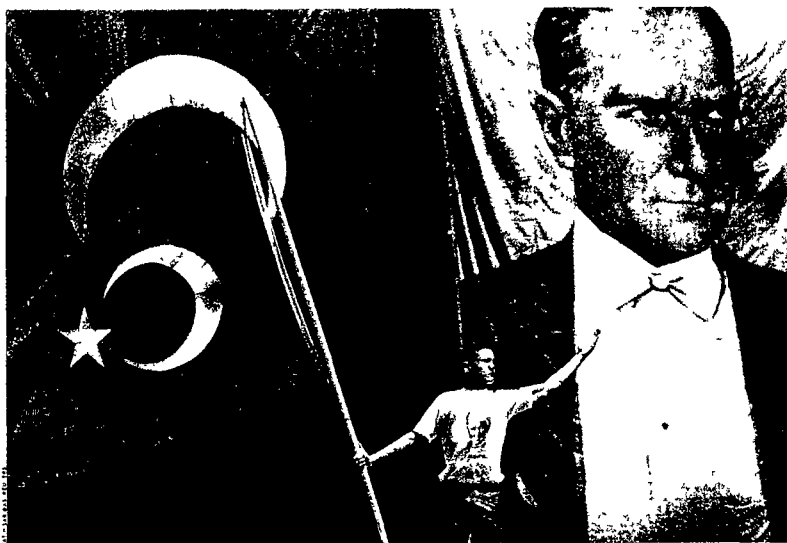
Ankara envoyé special

Le grand rêve européen des Turcs a du plomb dans l'aile, un an après le début des négociations d'adhésion, en octobre 2005. Alors que la Commission européenne rend public aujourd'hui son rapport annuel très critique sur «le ralentissement des réformes» et la mauvaise volonté du gouvernement turc à tenir ses engagements, l'euro-scepticisme de l'opinion atteint des records. Une enquête menée par Estima sur un échantillon de 1500 personnes relevait que 75,8% des sondés n'ont pas confiance dans l'Union. «A côté de ceux qui sont hostiles à l'UE pour des raisons nationalistes, souverainistes, religieuses ou "anti-impérialistes", il existe désormais en Turquie un large courant de déçus de l'Europe qui voudraient y croire encore mais sont écœurés par ce qu'ils voient comme un refus culturel persistant de la majorité des opinions publiques des Vingt-Cinq», explique Ahmet Insel, professeur à l'université de Galatasaray, à Istanbul.

Décrochage. Un sondage Eurobaromètre effectué au printemps sur un échantillon de 1000 personnes montrait déjà une europhilie au plus bas. A peine 44% des personnes interrogées voyaient dans l'adhésion de leur pays une bonne chose, contre 55% à l'automne 2005. Le niveau de «confiance» dans l'UE - 35% - est désormais avant-dernier parmi les 30 pays membres ou candidats, juste devant celui de la Grande-Bretagne (31%). Ces résultats sont d'autant plus accablants que, il y a seulement deux ans, plus de 70% des Turcs voyaient en l'UE une promesse de développement économique et une garantie pour les droits de l'homme. Le décrochage est surtout sensible chez les jeunes. Ils vivent dans une Turquie en plein boom économique et l'«Euroland», avec sa croissance molle et sa population vieillissante, les fait de moins en moins rêver. «Vous avez surtout besoin de la Turquie et de sa population jeune pour payer vos retraites», ironise un étudiant de l'université Bilkent, à Ankara. Selon une étude menée il y a un an dans cette fac d'élite et une demi-douzaine d'autres établissements supérieurs du pays, 62% des étudiants jugeaient que leur pays ne pourrait jamais entrer dans l'Union européenne et 69% assuraient que l'adhésion «ne répond pas aux besoins du peuple turc». «Les résultats très négatifs de ces enquêtes ne sont pas surprenants car le gouverne-

Euro-scepticisme en hausse, alors que l'UE demande plus de réformes à Ankara.

Le rêve européen vire à l'aigre en Turquie



Istanbul, en mai dernier, un jeune Turc agite le drapeau national devant un portrait géant de Mustafa Kemal Atatürk, le père de la Turquie moderne.

ment fait tout ce qu'il peut pour accuser l'Union européenne de ne pas jouer le jeu», expliquent les représentants de la Commission à Ankara. Les Turcs ont néanmoins de bonnes raisons d'être suspicieux et d'estimer que leur pays n'est pas placé sur un pied d'égalité avec les autres candidats. En donnant le coup d'envoi aux négociations d'adhésion, les Vingt-Cinq avaient souligné que ce processus reste «ouvert». En clair, il ne déboucherait pas nécessairement sur l'adhésion. Ils mettaient aussi en avant le concept de «capacité d'absorption» de l'Union, jamais aussi directement invoqué. Depuis, Ankara a entamé le long parcours menant à l'adoption des quelque 80000 pages de l'acquis communautaire, et le premier des 35 chapitres, sur la science et la recherche, a été clos avant l'été. Mais cela n'a pas suffi à dissiper le malaise. L'approche des élections législatives, dans un an, n'incite guère à la poursuite des réformes, même si le gouvernement AKP, issu du mouvement islamiste, clame toujours vis-à-vis des Occidentaux que «l'UE reste [sa] priorité». «En politicien

consommé, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a parfaitement compris qu'il n'y a actuellement aucun vote à gagner sur l'Europe», constate Cengiz Aktar, directeur du centre pour l'UE de l'université Bahcesehir d'Istanbul.

Dossier chypriote. Ses adversaires, tant la droite nationaliste que la gauche souverainiste, tentent de capitaliser l'euro-scepticisme montant de l'électorat. Ainsi, sur une question aussi sensible que le dossier chypriote, le gouvernement ne peut prendre aucune initiative significative sans être accusé de brader l'intérêt national. Dans un sondage de l'Institut des études stratégiques (Usak) paru hier, 7 Turcs sur 10 se prononcent d'ailleurs pour un arrêt des pourparlers avec l'UE plutôt que pour un compromis sur Chypre. Le député Egemen Bagis, conseiller d'Erdogan pour la politique étrangère, souligne: «Nous avons pris de gros risques politiques en poussant les réformes depuis 2002 et, si nous acceptons les critiques, l'UE doit soutenir et encourager le gouvernement.»

«Vous avez besoin de la Turquie et de sa population jeune pour payer vos retraites.» Un étudiant

Saddam returns to a 2nd trial

Ex-Iraqi ruler shows his shifting moods

By John F. Burns

BAGHDAD: Saddam Hussein returned to court Tuesday, to the dock where he erupted in fury and frustration against the death sentence imposed on him 48 hours earlier. But this time, it was a different Saddam who showed up, a courteous arguer of legal points who seemed to have put aside his tempestuous performance of Sunday to concentrate on his ongoing legal battles.

The former Iraqi ruler was back before the Iraqi High Tribunal, but in a different case, involving the so-called Anfal military campaign in the late 1980s in which, prosecutors contend, as many as 180,000 Kurdish civilians were killed. The Anfal case has been in progress since August, again with Saddam as principal defendant, as he was in the narrower Dujail case that brought him and two associates the verdicts of death by hanging Sunday.

The resumption of the Anfal case marked the 21st day of testimony by Iraqi Kurds who survived the chemical weapons attacks and mass graves that marked the campaign against the Kurds. Court officials have said they ex-

pect the case to last well into next year, possibly into the spring or summer. But the question now is whether Saddam will live to see its conclusion, or, as Iraqi officials say is now more likely, be taken to the gallows weeks or even months before the Anfal verdicts are delivered.

Saddam's shifting mood has been a feature at both trials. As he did Sunday, he has dismissed them as show trials, with an outcome, his execution, pre-or-

derained by the Americans. Often, he has used outbursts from the dock to call on Sunni insurgents to continue their battle to drive the Americans out.

But he has also shifted, sometimes within a minutes, to a lawyerly mode, counseling the judges on points of law, pressing for more cross-questioning of witnesses, and even, on rare occasions, advising his own defense team to calm down.

Now events outside the court appear to have moved sharply against his prospects of seeing the Anfal trial through. When plans for the trials were laid in 2004, American and Iraqi officials envisaged a series of trials at which the full range of brutalities committed during his 24 years in power would be laid

out in court.

The plan called for Saddam to appear as principal defendant in at least three or four cases, along with a shifting cast of associates drawn from 80 other "high-value" detainees held with him in U.S. custody at the Camp Cropper military detention center near Baghdad airport.

What has changed the plan is the worsening war. Senior Iraqi officials, including the prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, believe that Saddam, alive, remains a potent rallying point for Sunni insurgents fighting American troops and the American-backed, Shiite-led government.

Senior American officials, too, say privately that using a series of trials to fix Saddam's personal responsibility for a wide range of atrocities is a lower priority now in face of the Sunni rebels' unrelenting fight to regain power the Sunni minority lost with Saddam's ouster.

Beginning 30 days after the verdicts Sunday in the Dujail trial, a nine-judge appellate court will automatically review the death sentences passed against Hussein; his half-brother Barzan Ibrahim al-Tikriti, a former head of the Mukhabarat intelligence agency; and Awad al-Bandar, former head of Saddam's revolutionary court.

The three were found guilty of crimes against humanity for the persecution of the townspeople of Dujail, north of Baghdad, after an alleged assassination attempt against Saddam in 1982. A total of 148 men and youths were executed, and hundreds of others banished for years to a remote desert camp in southern Iraq.

Iraqi court officials have said since the verdicts Sunday that they foresee few reasons for protracted delay in the appeal court's review of the case, and that they expect a ruling upholding the death sentences within two or three months. That, in turn, they have said, could clear the way for Saddam's execution as early as March.

Since the death penalty in Iraq was restored by the first post-Saddam government in 2004, more than 30 men, many of them convicted of insurgent offenses, have been hanged, and more than 300 others are on death row, Iraqi officials say.

The New York Times

Turkey and the EU

Turkey's negotiations to join the European Union, begun with high hopes, have become an increasingly sour affair. The latest blow falls this week, when the European Commission releases a report accusing Turkey of slowing the pace of domestic reforms and refusing to normalize relations with Cyprus.

All true, alas. But the real question is whether Europe and Turkey still have the will to make accession work or whether both sides are cynically looking for an excuse to pull the plug. That would be a serious and fateful error.

There is no mystery to either side's declining enthusiasm. In Europe, the rise of violent Islamic radicalism and the war in Iraq have created understandable wariness over letting a huge Muslim country into the club. In Turkey, Prime Minister Recep Tayyip

Erdogan has slowed the pace of political reform, bowing to pressure from nationalists in and out of the military and Islamists in his own party.

But none of that alters the fact that Turkey's basic trajectory remains westward, and that the EU accession talks provide the strongest incentive to keep it on course. Snatching that away now would feed resentment in Turkey and further strengthen anti-Western politicians. All this is clear to European politicians; unfortunately, that doesn't prevent some, especially in France and Austria, from using Turkey to score xenophobic points at home.

On Sunday, Erdogan made an important conciliatory gesture, saying he is prepared to alter the infamous Article 301 of the Turkish penal code, which makes it illegal to insult Turkishness. Turkish nationalists have

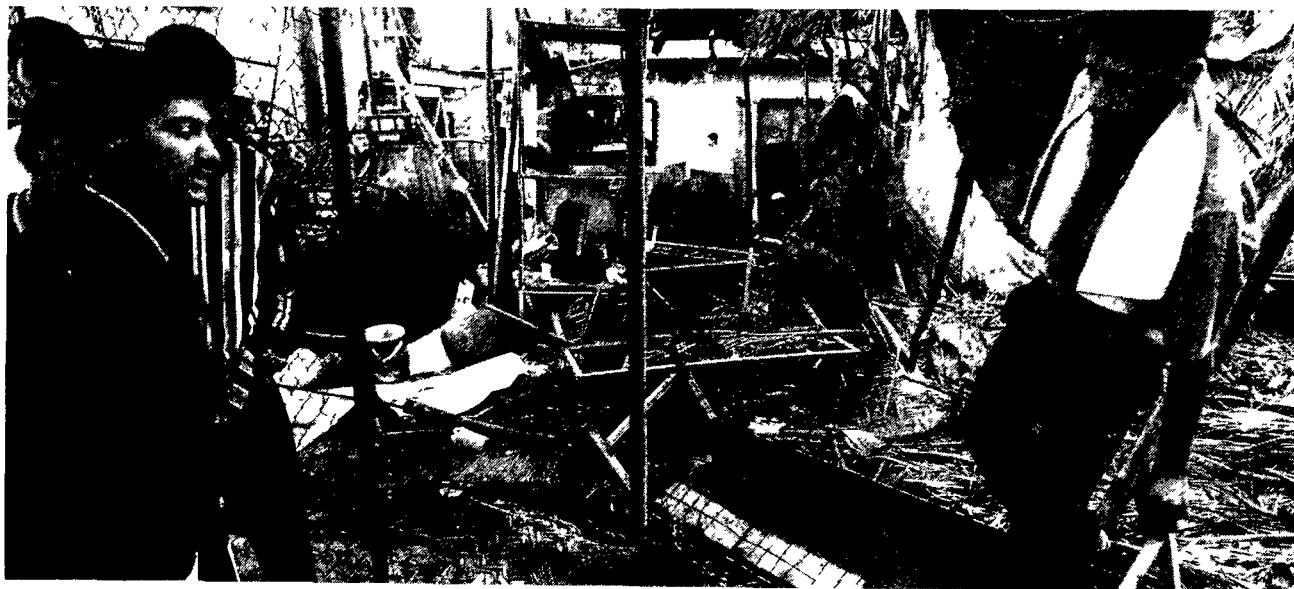
used the measure to harass pro-Western intellectuals, knowing that it will lessen Turkey's chances to join the EU. We urge Erdogan to scrap Article 301 as fast as he can.

That still leaves the vexed issue of Cyprus, which has become even harder to untangle now that the Greek Cypriot part of the island has been admitted to the EU, leaving the Turkish enclave out in the cold. Turkey has valid grievances over the EU's decision, especially since Greek Cypriots were the ones to reject a United Nations-brokered compromise for the island's future.

But the hard fact, as Chancellor Angela Merkel of Germany warned this week, is that there can be no "business as usual" so long as Turkey keeps its ports closed to ships and planes coming from Cyprus. Finland, which currently holds the EU's presidency, is trying to find a solution.

These are tough issues, but not intractable. They are certainly not a reason to abandon a process that is still very much in everyone's interest.

A Bagdad, les Irakiens affichent leur indifférence au scrutin américain



Des Bagdadis dans les ruines d'un café frappé par un attentat-suicide, commis dans la nuit de mardi à mercredi, dans une zone majoritairement chiite de la capitale irakienne. Cette attaque a tué 17 personnes et en a blessé 20 autres. THAIER AL-SUDANI/REUTERS

Mardi soir, de puissantes déflagrations de mortier et des échanges de coups de feu se sont à nouveau fait entendre en différents points de la capitale irakienne

BAGDAD
ENVOYÉ SPECIAL

L'Irak était peut-être la préoccupation numéro un des électeurs américains, mais dans un pays qui recense près d'une centaine de victimes par jour et traverse une sanglante guerre civile entre milices - 14 cadavres « seulement » retrouvés, mardi 7 novembre, à Bagdad, dont deux décapités -, le scrutin américain était loin, très loin, d'occuper la première place dans la pensée des Irakiens de la rue.

« Bush ou un autre, ça ne fait aucune différence pour nous », se fâcherait presque Abou Maryam qui tient une épicerie juste à l'extérieur de la « zone verte », le quartier central de Bagdad qui abrite, derrière trois frises de hauts remparts antibombes, non seulement le haut commandement civil et militaire américain mais aussi l'essentiel des ministères et du pouvoir irakien. Raad, un jeune client de passage, n'est cependant pas d'accord avec la position de l'épicier : « Si Bush est battu, peut-être que les Américains vont rentrer chez eux ? » Une question plus qu'une affirmation...

Un sondage réalisé, fin septembre, en Irak, avec le soutien de l'université du Maryland, montrait que 71 % des citoyens du pays, toutes confessions confondues, espéraient le départ des forces étrangères

dans les six mois. Depuis, rien de changé. Mardi soir, à partir de 18 heures environ, comme la soirée, comme la nuit précédente et comme presque tous les jours, de puissantes déflagrations de mortier et d'interminables échanges de coups de feu se faisaient entendre en différents points de la capitale tandis que les hélicoptères et les avions américains survolaient la grande cité à basse altitude.

A la télévision, l'unique passe-temps des Bagdadis depuis l'instauration, il y a plusieurs mois, d'un couvre-feu quotidien de 20 heures à 6 heures du matin, Saddam Hussein, costume noir, chemise blanche et barbe grise, est réapparu dans sa cage d'accusé au Haut Tribunal pénal. Condamné à mort dimanche pour « crimes contre l'humanité » pour une tuerie dans un village chiite, il répond maintenant de l'accusation de tentative de « génocide » contre la population kurde.

Pas de changement fondamental

Plus calme que 48 heures auparavant, l'ancien dictateur, qui rejette l'accusation, a lancé un appel « à l'unité du peuple » et à la « réconciliation » entre toutes ses composantes. Ce que beaucoup d'Irakiens appellent le « théâtre de la zone verte » se poursuit à guichets fermés sans impact visible sur la triste réalité quotidienne.

A l'intérieur de la zone ultrafortifiée où vivent et travaillent à l'abri des bombes plusieurs dizaines de milliers de privilégiés, Ali Al-Dabbagh, un universitaire irakocanadien devenu, en août, le porte-parole officiel du gouvernement, estime, quant à lui, que la victoire ou la défaite de l'administration Bush « ne changerait pas fondamen-

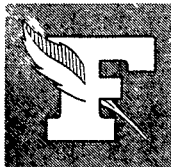
tement » la position américaine vis-à-vis de l'Irak. S'exprimant « à titre personnel » parce qu'un haut fonctionnaire étranger « n'a pas à s'immiscer dans les affaires intérieures d'un gouvernement ami », l'ex-chercheur, spécialiste du chiïsme et chiïte lui-même quoique plutôt laïc, pense qu'en dépit de la rhétorique électorale qui a fait fureur aux Etats-Unis sur le thème du « comment échapper au guépier irakien ? », la majorité démocrate qui sortirait des urnes ne pourrait guère aller plus vite sur ce point.

« Notre relation avec l'Amérique est de nature stratégique. Il peut y avoir entre les deux camps politiques américains des différences tactiques », mais guère plus. Au reste, « l'administration Bush elle-même n'envisage-t-elle pas désormais une nouvelle approche du conflit ? » Les fuites émanant du Groupe d'études sur l'Irak constitué par le Congrès américain et dirigé avec, volens nolens, l'accord de George Bush, par James Baker, ancien secrétaire d'Etat de George Bush senior, laissent accroire que l'administration pourrait enfin, de manière à enrayer la débâcle en cours, se décider à « parler aux ennemis », à savoir l'Iran et la Syrie, pour qu'ils aident à stabiliser le pays. Si cette nouvelle approche est finalement adoptée - le rapport du Groupe d'études ne devrait être rendu public qu'en décembre au plus tôt -, « nous sommes totalement pour », dit M. Dabbagh, qui ajoute : « La seule chose qui nous importe est que l'intérêt de l'Irak demeure prioritaire à Washington. Au fond, quelle que soit la majorité parlementaire, nous ne voulons pas payer les pots cassés de la consultation. » ■

PATRICE CLAUDE

Irak : aider le nouveau Bush

L'éditorial de Pierre Rousselin



Il est troublant que le monde ait été si unanime à se féliciter des déboires du président des États-Unis lors de ces élections de mi-mandat.

Au moment où chacun s'accorde à dire que la période est très délicate, l'affaiblissement politique au sommet de l'Amérique ne devrait pas donner lieu à une satisfaction aussi générale que suspecte. Si tel est le cas, c'est parce que l'on ne juge plus les affaires du monde qu'à travers le prisme de l'Irak.

La conduite de la guerre, après le renversement de Saddam Hussein, a été si catastrophique que l'on se réjouit un peu vite de la sanction qui frappe l'Administration Bush.

Malheureusement, le problème est si grave qu'il ne va pas se dissiper sous prétexte que les électeurs américains ont pris la mesure de l'impasse où ils ont été menés au Moyen-Orient.

Il y a, dans la délectation ambiante, une part de revanche, d'autosatisfaction, d'« on-vous-l'avait-bien-dit », qu'il faut dépasser au plus vite. L'enjeu, pour tous, d'un enlèvement en Irak est tel qu'aucun pays ne peut plus dire : « C'est l'affaire de Bush, à lui de s'en sortir ! »

Aux États-Unis, le processus va s'amorcer sans tarder. Les démocrates n'ont pas de solution miracle et auraient même préféré aborder la présidentielle de 2008 sans avoir à engager leur responsabilité dans cette affaire. Mais, en prenant le contrôle des deux Chambres du Congrès, ils s'obligent à mettre les mains à la pâte et ne peuvent plus se contenter de critiquer.

Le choix de Robert Gates pour remplacer Donald Rumsfeld est significatif dans la mesure où le nouveau chef du Pentagone a participé à la commission bipartite sur l'Irak conduite par l'ancien secrétaire d'État James Baker. Les recommandations qui seront faites seront d'autant mieux écoutées.

Quelle que soit leur portée, ces propositions n'auront d'effet que si au choc des élections aux États-Unis répond un choc similaire en Irak et dans l'environnement international.

Aux Irakiens de comprendre qu'une page est en train d'être tournée et qu'il leur faut maintenant prendre leur destin en main, plutôt que de jouer

un scénario écrit à Washington. À Bagdad, le pouvoir ne peut plus faire semblant de gouverner sans se donner pour objectif un retrait à terme des troupes de la coalition. Pour cela, il devra mettre au pas ceux qui, en son sein, sabotent son action, qu'il s'agisse des milices chiites ou des sunnites qui maintiennent des liens avec l'insurrection.

Quant à l'Europe, elle ne peut plus se permettre de rester à l'écart et d'attendre, en spectatrice, que le pire arrive, comme si cela ne l'affectait pas. Au moment où les États-Unis cherchent une nouvelle stratégie, il ne sert à rien de ressasser de vieilles rancunes.

On admet aisément que personne n'ait de baguette magique. On comprend que personne ne soit pressé de s'engager sur un terrain aussi difficile. Mais au lieu de nous réjouir de la déroute électorale de Bush, il vaudrait mieux nous mobiliser pour l'aider à changer la donne en Irak.

LE FIGARO

10 novembre 2006

Les dirigeants sunnites, dont le vice-président, menacent de quitter le gouvernement irakien

BAGDAD

ENVOYÉ SPÉCIAL

Brièvement suspendue, dimanche 5 et lundi 6 novembre, grâce au couvre-feu total imposé par le gouvernement, qui craignait des débordements liés au procès de Saddam Hussein, la guerre civile a repris de plus belle au cœur de la capitale irakienne. Les milices de certains quartiers chiites et sunnites du centre-ville s'entre-tuent désormais à coups de mortier.

Mercredi 8 novembre après-midi, deux obus tirés d'un quartier sunnite sont tombés en plein milieu d'un match de football qui se tenait dans le grand faubourg chiite de Sadr City, tuant au moins huit joueurs et blessant une vingtaine de spectateurs.

Durant les deux nuits précédentes, des tirs sporadiques d'obus

ont visé les quartiers sunnites d'Adhamiya et de Qahira, faisant un nombre inconnu de victimes, beaucoup de sunnites se refusant désormais à porter leurs morts dans les hôpitaux publics gérés par le ministère de la santé, contrôlé par un parti chiite extrémiste. Mardi, un café chiite de Khazimiya, situé de l'autre côté du fleuve Tigre, était le théâtre d'un attentat-suicide (21 morts, 22 blessés). Mercredi matin, c'est une mosquée sunnite de Waziriya qui était attaquée à la voiture piégée.

Au total, tandis qu'une quinzaine de corps portant d'évidentes traces de torture étaient repêchés dans le fleuve – les cadavres avaient tous un bâillon sur les yeux et les mains liées dans le dos –, ce sont, en comptant les 14 « terroristes » abattus par l'armée américai-

ne à Ramadi et à Kirkouk, au moins 66 Irakiens qui ont été tués pour la seule journée de mercredi.

Dans ce chaos, les élections américaines n'ont pas passionné les foules mais la victoire démocrate a suffisamment inquiété les politiciens des deux camps pour inciter Zalmay Khalilzad, l'ambassadeur de George Bush à Bagdad, à rassurer tout son monde dès mercredi matin, en rappelant que la Maison Blanche est « l'architecte principal de la politique étrangère américaine » et que le président Bush « demeure le commandant en chef des forces armées ». Bref, a conclu le diplomate, « les Américains sont prêts à continuer de soutenir l'Irak tandis que les Irakiens prennent les mesures nécessaires », sous-entendu pour mettre fin à la guerre civile.

« Crimes abjects »

Le gouvernement dirigé par Nouri Al-Maliki le fait-il ? C'est la question centrale de la nouvelle crise politique qui se profile à l'horizon. Mercredi, le vice-président sunnite de la République, Tarek Al-Hachémi, a publié du Qatar où il est en visite un communiqué vengeur accusant les partis majoritaires chiites, qui dominent le « gouvernement d'unité nationale », « d'accaparer tous les pouvoirs » et de « ne pas consulter [leurs] partenaires ». « Si cette politique se poursuit, a menacé M. Hachémi, et si M. Maliki ne respecte pas les engagements pris, nous étudierons la question de notre retrait du gouvernement. »

Salim Abdallah Al-Joubouri, un autre élu et porte-parole du Front

Le Monde
10 novembre 2006

de la concorde qui compte 44 députés sur 275 au Parlement, a indiqué que la principale formation de la minorité sunnite a envoyé, il y a quinze jours, une lettre au chef du gouvernement, lui « *rappelant nos demandes, à savoir un rééquilibrage de l'appareil politique et le démantèlement des milices* ». « *Si nos demandes ne sont pas satisfaites*, a déclaré cet élu à l'Agence France-Presse,

nous allons nous retirer du processus politique et nous n'aurons d'autre choix que de prendre les armes. »

Un autre dirigeant sunnite, Adnane Al-Douleimi, a accusé le gouvernement Maliki, dont la survie dépend du soutien de plusieurs partis religieux chiites qui ont des « branches armées », de « *fermer les yeux sur les crimes abjects* » commis par ces milices contre des sunnites. En termes

plus choisis, c'est un peu ce que les Américains reprochent aussi au « gouvernement d'unité nationale », dont ils ont exigé la constitution en mai et dont chacun voit bien, aujourd'hui, qu'il n'a « d'unitaire » que le nom.

M. Maliki met en avant les mesures prises depuis quelques semaines pour purger les rangs de la police – essentiellement chiite – des fanatiques sectaires et

des « escadrons de la mort » envoyés par les milices pour les infiltrer. Mardi, 57 policiers, dont un général et 19 officiers, ont été inculpés pour meurtre et tortures perpétrés sur des centaines de sunnites qui étaient secrètement détenus, affamés et maltraités dans un sous-sol du ministère de l'intérieur. ■

PATRICE CLAUDE

Abou Hamza Al-Muhajir commente les élections au Congrès dans un message audio diffusé sur Internet

Le chef d'Al-Qaida en Irak remercie le peuple américain et menace M. Bush

Le Monde

Dimanche 12 - Lundi 13 novembre 2006

BAGDAD

ENVOYE SPÉCIAL

Pour « Al-Qaida au pays des Deux-Fleuves », autrement dit l'Irak, l'occasion était trop belle. La chute du secrétaire américain à la défense, Donald Rumsfeld, unanimement considéré comme l'un des principaux responsables du sanglant chaos qui règne en Irak, constituait une opportunité de propagande en or. Abou Hamza Al-Muhajir, qui a succédé en juin à Abou Moussab Al-Zarkaoui, tué dans un raid américain, à la tête de l'organisation clandestine dans ce pays, ne l'a pas laissée passer.

Il y a seulement un an, il lui aurait fallu plusieurs semaines pour diffuser ses messages. Désormais, doté d'un système de communication efficace et réactif, l'homme le plus recherché d'Irak a mis en ligne sur Internet, vendredi 10 novembre, une cassette audio de plus de vingt minutes de commentaires sur les élections américaines.

D'abord magnanime, l'homme qui se fait aussi appeler Abou Ayoub Al-Masri (l'Égyptien) se félicite que « *le peuple américain [ait] fait, par son vote, un premier pas dans la bonne direction pour sortir de l'impasse dans laquelle il se trouve* ».

Les électeurs auraient, selon lui, « *commencé à se rendre compte de la trahison de leur président et de son inféodation à Israël* ».

La voix se fait ensuite plus insultante et menaçante. Remerciant « *le plus stupide et le pire président que l'Amérique – pays des esclavagistes et de la drogue – ait jamais eu, de nous avoir donné la meilleure opportunité d'une grande victoire historique* », Al-Masri s'adresse directement à Georges Bush pour l'inviter « *à ne pas se presser de prendre la fuite [d'Irak]* ». « *Reste sur le champ de bataille espèce de lâche !, lance-t-il. Nous n'avons pas encore éteint notre soif de votre sang !* »

Le chef d'Al-Qaida en Irak se félicite que « le peuple américain ait fait, par son vote, un premier pas dans la bonne direction pour sortir de l'impasse »

Selon la voix qui lui est attribuée, sans qu'il soit évidemment possible de confirmer s'il s'agit bien de la sienne, le chef d'Al-Qaida en Irak affirme que « [son] armée a 12 000 combattants prêts à mourir au nom d'Allah » et que « 10 000 candidats supplémentaires sont prêts à la rejoindre ».

S'adressant enfin au « *commandeur* » des croyants, l'« *honorabile cheikh* » Abou Omar Al-Bagdadi – un nom de guerre, probablement, pour celui que l'organisation a bombardé, le 15 octobre, « *émir suprême* » du « *califat islamique* » théoriquement en phase d'édification –, l'Égyptien

annonce « *la fin de la phase numéro un de la guerre sainte [dijhad] et le début d'une nouvelle étape dans notre projet de restauration de la gloire de l'islam* ». « *Nous jurons, poursuit-il, de ne pas prendre de repos tant que nous n'aurons pas explosé ce lieu ordurier qu'ils appellent la Maison Blanche.* »

Invitant en conclusion d'autres organisations islamistes sunnites combattantes comme l'Armée d'Ansar Al-Sunna, l'Armée des moudjahidins et l'Armée islamique en Irak, à reconnaître l'« *émir suprême* » et à se rallier au califat en formation, Al-Masri laisse incidemment percevoir les problèmes d'unification de la « *résistance* », dont font régulièrement état les services de renseignement américains et irakiens.

Selon eux, les différents groupes insurgés – islamistes, nationalistes laïques et saddamistes inclus –, qui combattent tout à la fois l'occupation étrangère du pays, les forces irakiennes au service de l'État en phase de reconstruction, de même que les « *Iraniens* » – sous-entendu, les chiites – qui le dominent, seraient au total « *au moins 20 000* ». ■

PATRICE CLAUDE

Le procès de Saddam, un événement historique

LE FIGARO 9 novembre 2006

La condamnation de Saddam Hussein par un tribunal arabe est un événement historique considérable, un tournant non pas seulement pour l'Irak mais dans le monde arabo-musulman. Certes, cette partie du monde est habitée par la violence depuis des siècles, et il est commun que les chefs d'État y soient passés par les armes. Mais c'est la première fois qu'une destitution est ici imposée par le droit. Le tribunal de Bagdad introduit dans la civilisation arabo-musulmane des notions juridiques qui ne doivent rien au Coran et à ses mille interprétations circonstancielles : le monde arabo-musulman passe ainsi dans le camp de l'universel : il reconnaît la notion de crimes contre l'humanité. Ce que Saddam Hussein ne peut pas comprendre ; sans doute, est-ce aussi trop tôt pour qu'une partie du monde arabe le comprenne. Mais ce monde arabo-musulman, grâce au procès, a quitté la tradition tribale fondée sur la race et la

Par Guy Sorman *



« Ce verdict renoue le fil de la modernisation arabo-musulmane, qui avait été tranché dans les années 1950 »

vengeance, pour rejoindre la norme d'une civilisation moderne.

Le verdict a également le mérite de qualifier clairement la dictature de Saddam Hussein et de bien d'autres

de ses comparses dans la région : ce n'était pas un despotisme éclairé comme Saddam sut en persuader certains en Occident ; ce n'était pas non plus un régime laïque contre l'obscurantisme islamiste. Le régime de Saddam était tout bonnement une dictature raciste, fondée sur le pouvoir exterminateur de sa tribu sunnite contre les chiïtes et les Kurdes. La qualification de crime contre l'humanité s'applique donc parfaitement à son cas. Ce verdict renoue le fil de la modernisation arabo-musulmane, qui avait été tranché dans les années 1950.

Depuis le début du XIX^e siècle jusqu'au milieu du XX^e siècle, le monde arabo-musulman s'était engagé dans la voie de la modernisation : nul ne doutait en ce temps-là que l'islam et la démocratie libérale ne soient com-

patibles. En Irak, en Syrie, en Égypte, au Liban, les droits de l'homme, le progrès économique avancèrent ensemble pendant un siècle sans que l'identité musulmane ne soit mise à

mal. C'est véritablement dans les années 1950 que l'influence soviétique, des coups d'État militaires, les affres de la décolonisation ont substitué à la démocratie libérale les passions nationalistes, racistes, tribales, puis islamistes. Saddam Hussein s'expliquait mieux par l'histoire du XX^e siècle que par la lecture du Coran.

Son procès, peut-être pas dans l'immédiat, mais dans la longue durée historique, referme la parenthèse des idéologies totalitaires et réintroduit le monde arabo-musulman dans l'évolution vers les Lumières. Ceci devrait satisfaire les centaines de millions de musulmans de par le monde qui pratiquent un islam modéré, aspirent à la démocratie libérale et pas à la restauration fantasque du califat.

Il faut envisager que Saddam Hussein, en quittant la scène, rendra enfin un service réel à son peuple : ce serait la première fois.

* Essayiste.

Zalmay Khalilzad : « L'Amérique n'abandonnera pas l'Irak »

SUITE DE LA PREMIÈRE PAGE

Un échec dans cette région « serait potentiellement extrêmement périlleux, pour les Etats-Unis mais aussi pour le monde entier, poursuit l'ambassadeur américain en Irak. Les affrontements interconfessionnels pourraient entraîner toute la région dans un bain de sang, Al-Qaïda prendrait pied dans une partie de l'Irak. »

L'ancien « vice-roi d'Afghanistan », ce pays où il naquit il y a 55 ans et où il revint comme ambassadeur de George Bush jusqu'à sa nomination à Bagdad en mai 2005, n'émet aucun doute sur la justesse de l'opération irakienne. « Quant à savoir si nos plans étaient bons en 2003, si nous avions suffisamment préparé l'avant et l'après-guerre, je laisse ça aux historiens : je n'ai pas le temps de m'en occuper. Ce qui m'importe c'est de réussir la mission en Irak. »

Malgré la guerre civile, le diplomate est convaincu que tout n'est pas perdu : « Le premier ministre [irakien] Nouri Al-Maliki sait que les milices constituent l'infrastructure de la guerre civile et qu'il est

impossible d'avoir à la fois des bandes armées et un gouvernement qui fonctionne. Il a besoin de temps pour trouver un accord avec toutes les forces politiques. C'est difficile. » D'autant plus, selon lui, que ses forces de sécurité, police et armée,

ne sont encore ni assez nombreuses, ni assez bien entraînées. Si M. Maliki décidait, ce qui paraît aujourd'hui peu probable, d'utiliser la force pour désarmer les dizaines de milliers de miliciens qui pullulent au service de presque tous les partis politiques, les soldats américains « pourraient très bien, s'il le demandait » lui apporter leur aide, précise M. Khalilzad.

31 000 hommes en plus

« Le général Casey [qui commande les 140 000 soldats américains en Irak] estime qu'il faudra douze à dix-huit mois » pour enrôler et préparer les 31 000 hommes supplémentaires dont le premier ministre estime avoir besoin. « Peut-on accélérer le mouvement ? Réduire ce délai ? Nous avons créé avec le président Bush et M. Maliki une commission visant à étudier la question. D'ici deux semaines, avant même

que le groupe Baker rende ses recommandations publiques, nous remettrons nos conclusions. »

Sur le front de la guérilla, essentiellement sunnite alors que la plupart des milices sont chiïtes, « les pourparlers que nous avons, en coordination avec le gouvernement irakien, établis avec certains groupes d'insurgés – il s'agit de nationalistes armés qui combattent l'occupation, et d'eux seuls –, se poursuivent et restent prometteurs », affirme l'ambassadeur. « Il y a, avec eux, une réelle possibilité de réconciliation », pense-t-il. Tout irait mieux si l'Irak et la Syrie, « qui soutiennent et arment les milices pour le premier, les terroristes pour la seconde, étaient amenés à changer leur attitude ».

James Baker appartient à l'école pour qui « parler avec l'ennemi » est nécessaire. Zalmay Khalilzad est sur la même longueur d'onde. Il discutait avec les Iraniens quand il était ambassadeur à Kaboul, il cherche en vain à entrer en contact avec eux sur l'Irak depuis plus d'un an. La semaine passée, Téhéran a enfin donné son accord à une discussion sur les moyens de stabiliser le pays. « Il appartiendra au groupe Baker-Hamilton et au prési-

dent Bush de voir à quelles conditions l'Iran comme la Syrie pourraient changer d'attitude. »

Au fond, pour ce diplomate un temps tenté par une carrière de stratège au Pentagone, tout se résume à une évaluation des risques. Parce que « la patience du peuple américain n'est plus ce qu'elle était », y compris lorsqu'il s'agit de soutenir des entreprises de longue haleine comme celle lancée par les Etats-Unis au Moyen-Orient, les dirigeants doivent décider si le risque d'abandonner l'Irak à son sort est plus périlleux que de « garder le cap jusqu'au succès de la mission ». ■

PATRICE CLAUDE

Le Monde
11 novembre 2006

Turkey and Iraqi Kurdistan

Don't you dare

SULAYMANIYAH

A blunt warning from Turkey to Iraq's Kurdish leaders

“WE DON'T interfere in other countries' affairs,” said Abdullah Gul, Turkey's foreign minister, with bland correctness when asked to comment on the outcome of Saddam Hussein's trial. His words would have been more reassuring to Iraq's Kurds if they had not just been exposed to a rather different Mr Gul.

On November 5th, the day of the sentencing, *Hurriyet*, a leading Turkish newspaper, published an interview with Mr Gul, in which he appeared not only to pronounce on the future of Iraq but also to hint to the country's Kurds that there might be dire consequences if they proceed with their drive for greater self-determination. In unusually blunt language, Mr Gul warned them not to pursue any dream of a separate Kurdish state, to let go of their designs on the oil-rich city of Kirkuk, and to

stop protecting the guerrillas of Turkey's Kurdistan Workers' Party (PKK), which has bases in the mountains of northern Iraq. “You are on the brink of a historic mistake,” he thundered.

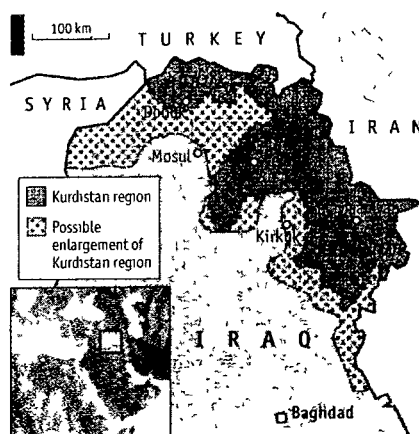
Iraq's neighbours, he said, would not stand by and watch the country being carved up. “There are those who think that dividing Iraq might be better, that this chaos might end. This is what we say: don't even think of such an alternative.” He warned Iraq's Kurdish leaders, Jalal Talabani, the Iraqi president, and Massoud Barzani, the president of the Kurdistan re-

gional government (KRG), not to rely on America's continued presence. They “should not forget that Turkey will remain in the region forever.”

Turkish observers interpreted the foreign minister's remarks as primarily for domestic consumption. His ruling AK party is under pressure from nationalists because of the continuing demands being placed on it by the European Union; taking a hard stand on the Kurds may be good tactics. But the outburst flabbergasted Iraqi Kurds. One senior adviser to Mr Barzani wondered whether “the normally wise” Mr Gul had taken leave of his senses. He said that Iraq's Kurdish leaders had been striving to build bridges and that the spiky relations between the Turkish government and Messrs Barzani and Talabani were, slowly, moving in the right direction.

Political improvement may be slow but economic links between Turkey and Iraqi Kurdistan are growing exponentially. Hotels in the main cities of Arbil, Dohuk and Sulaymaniyah are packed with Turkish businessmen haggling over deals and contracts. Petrol-tanker traffic from Turkey to the KRG area provides an economic lifeline for thousands of truckers, who hail mostly from Turkey's impoverished Kurdish south-east. Turks are also investing in the Kurds' nascent oil industry.

A KRG spokesman said that Mr Gul's remarks did not reflect reality. He said that, if



asked, the majority of Iraq's 5m Kurds would undoubtedly opt for the chance to run their own affairs in an independent state. But Kurdish leaders have recognised

the current impracticality of that goal and have exerted much energy in Baghdad trying to reshape Iraq into the kind of country in which they can live at ease—and that means a federal system.

So far as the PKK is concerned, the KRG spokesman pointed out that Iraq's Kurds were now taking part in formal discussions with Turkey and America to find a peaceful solution. They had played a big role in brokering the group's recent ceasefire declaration. Besides, Turkey already has a few thousand troops on Iraqi soil, monitoring the PKK's movements.

It was Mr Gul's caution over the status of Kirkuk that has most upset the Kurds. They insist that Saddam's systematic ethnic cleansing of Kurds and Turkomen from Kirkuk, which resulted in the “Arabisation” of the city must be reversed, and that the gerrymandering of Kirkuk's provincial boundaries be put right. After this has been done, they want the people of Kirkuk to choose in a referendum whether to join the Kurdish federal region. Iraq's new constitution provides for such a vote at the end of 2007. But Turkey opposes the whole process, fearing that control of Kirkuk's oil would give the Kurds an economic platform for independence. Thus, on Kirkuk at least, Mr Gul's warning is worrying. ■

Iraq

How much worse can it get?

BAGHDAD

Three years of bloodshed may have made Saddam's fate irrelevant

SEVERAL days before Saddam Hussein was sentenced to death for his crimes against humanity, one of his lawyers declared that executing him would “open the

gates of hell” in Iraq, fanning the flames of the country's insurgency and sectarian conflict. However, the gates of Iraq's hell have been open for so long that a further

opening may not matter all that much.

In the first year after the 2003 invasion, American officials and their Iraqi allies had great hopes for the special tribunal set up to try Mr Hussein and other members of his regime. It would slake the desire of the victims (mostly Shia and Kurdish) for revenge, it would convince partisans of the old order (mostly Sunni) that Saddam really was a monster worth overthrowing, and it would provide a showcase for impartial justice in the new Iraq.

The trials have met the first goal partially, the second two hardly at all. The subject of the first trial—a campaign of reprisals ordered in 1982 against Dujail, a Shia village where there was an assassination attempt against Mr Hussein at the

height of the Iran-Iraq war—was chosen because it was relatively simple and well-documented. To many Sunnis, however, it looked as if Iraq's current leaders, who were Iran's allies in the war, were punishing Mr Hussein for repressing enemy activity on the home front at a time of national peril. During the trial, the defendants played on America's own spotted human-rights record in Iraq to give a spurious polish to memories of the previous regime.

As for impartial justice, it is probably too early to judge whether Mr Hussein received a fair hearing. The judges are scheduled to produce a lengthy written document explaining their verdict within the next few weeks. The court admitted into evidence several documents purporting to show that Mr Hussein had approved the brutal punishment of Dujail, whose residents were arrested and taken to a desert prison, tortured, and in the case of 148 of them sentenced to death.

The trouble is that the trial did not give the appearance of impartiality. Throughout it, leading Shia politicians including Nuri al-Maliki, the prime minister, urged a guilty verdict, and sometimes complained about the presiding judge. About a third of the way through, the first judge, Rizgar Amin, resigned because of this political pressure. In a second trial, still under way, that covers the genocide of more than 100,000 Kurds in the late 1980s, the government actually ousted the presiding judge for having made remarks deemed to be sympathetic to the defendants. Little surprise that some Sunnis dismiss the trial as "victor's justice".

What happens now? Death sentences

are supposed to be carried out 30 days after the appeals are exhausted, and the duration of the appeals process is limited. Mr Maliki has said that he expects Mr Hussein to be executed before the end of this year; others expect the earliest likely date to be February. There have been calls in the Western press for Mr Hussein to be spared in the interests of national reconciliation, but this would be politically dangerous for Mr Maliki to do, even if he wanted to.

The prime minister is constantly under attack from Shia radicals who have no interest in pleasing either the Sunnis or the Americans, and even now worry that Mr Hussein's Baath party is planning a comeback. Mr Maliki seems to be taking advantage of the boost in Shia confidence to reach out to Sunnis in other ways; the government announced the day after the verdict that it had drafted a law that would allow some of the former Baathists purged from official posts to return to public life. Mr Hussein's execution might provide other opportunities for concessions.

But it could also cause a surge in guerrilla activity. The level of attacks and estimates of insurgent numbers have been remarkably constant since April 2004. The most active groups are nominally Islamist, and will probably neither be unduly outraged nor demoralised by the execution of a leader who clearly failed to protect his country against foreign invaders.

But many Iraqis admit that they still feel an involuntary shiver of terror when Saddam appears on television, or even when his name is mentioned, so fully did he dominate the country during his three de-



A premonition of things to come

cedes in power. The image of him dropping from the gallows, particularly if it is televised as many Shias demand, could cause a huge psychological jolt. Previous shocks, such as the American assault on Fallujah in April 2004, or the demolition (presumably by Sunni terrorists) of the Shias' Askariya shrine in February 2006, did indeed cause an upsurge of violence.

Three years of civil strife, anarchy, and sectarian bloodshed have so transformed Iraqi politics that the demise of a symbol of the former regime may be irrelevant. But Mr Hussein has been such a powerful presence for so long that carrying his sentence through to its grim conclusion will, like so much else in Iraq's recent history, be a dangerous leap into the dark. ■

Turkey and Europe

Pulling the rug out from under?

ANKARA AND ISTANBUL

Another European Commission report, another crisis in the European Union's relations with Turkey

"THE reform demands of the great powers never end." So wrote Abulhamid II, a sultan who ruled the Ottoman empire in its dying days. This belief, shared by millions of citizens of modern Turkey, will have been strengthened by the European Commission's latest progress report on Turkey's membership, unveiled in Brussels on November 8th.

The document may not lead instantly to a "train wreck", the term coined by the European Union's enlargement commissioner, Olli Rehn, for a decision to suspend EU membership talks with Turkey. But it leaves the threat on the table unless Turkey meets EU demands to open its ports and airports to Greek-Cypriot ships and aircraft by mid-December, when European leaders hold a summit in Brussels.

Scrambling to avert a complete breach, Turkey's moderate Islamist prime minister, Recep Tayyip Erdogan, hinted on November 6th that he might amend (but not scrap) the infamous article 301 of the penal code that has allowed the prosecution of

scores of Turkish academics and writers on charges of "insulting Turkishness". The law was harshly criticised in the commission's report, as was continued repression of non-Muslim minorities and Kurds, and inadequate civilian control over meddle-



some generals. Indeed, praise for Turkey's broader reforms was noticeable chiefly by its absence.

Despite the looming crunch in December there are few signs that Mr Erdogan will budge on Cyprus. Even as the report was being published, he repeated that, so long as the economic isolation of Turkish-occupied northern Cyprus continues, there can be no change in Turkish policy. He added that a solution to Cyprus could be reached only through United Nations mediation. This seems to brush aside last-ditch attempts by Finland, which currently holds the EU presidency, to forge a compromise deal before the summit.

Such a hardline stance provides fodder for Turkey's detractors. Chief among these is France, whose foreign minister, Philippe Douste-Blazy, told the French parliament this week that the timetable for Turkey's membership talks should be "rethought" unless it recognised Cyprus by the end of the year. The German chancellor, Angela Merkel, also declared that, if Turkey refused to shift on Cyprus, the situation would be "very, very serious".

So are Turkey's hopes of becoming the EU's first mainly Muslim member buried for good? Turkish and European officials have long acknowledged that the negotiations may never lead to actual membership. But both sides have stressed the importance of maintaining the process, as the best way of fortifying Turkey's wobbly democracy, keeping it on the path of reform and anchoring it firmly to the West.

Yet these goals are starting to look shaky. Some pundits say that the membership talks, launched a year ago, have in effect ground to a halt already. Only one of the 33 "chapters" that Turkey must negotiate with the EU (on science and technology) has been closed. Turkish intransigence over Cyprus could prompt the Greek-Cypriots to wield their veto at any moment to block talks on other chapters.

Some diplomats in Ankara blithely play down the latest crisis as a mere "time out" that may help European leaders to win over domestic public opinion, which is hostile to Turkish membership, and also let Mr Erdogan court nationalist votes ahead of a parliamentary election next November. Once the election is out of the way, the argument runs, a new government will pick up the EU baton once again. Yet this is a risky strategy.

The prickly nationalism that has engulfed Turkey has sapped support for EU membership. One poll suggests that it is down to a low of 32%, compared with 67% two years ago. At the same time, damping the hopes of 14m Turkish Kurds for a better deal as citizens of an EU member might lead some to shift their gaze longingly over the south-eastern border. There, under American protection, the Iraqi Kurds have achieved near-independence, much to the annoyance of Turkey (see page 50). A pause in the EU process might also tempt Turkey's generals to try to reclaim the power they have lost in a wave of EU-inspired reforms. And it could threaten the economic growth of recent years.

So long as Mr Erdogan displays the right kind of leadership, such doomsday scenarios can still be avoided. Encouragingly, he declared this week that, despite the ructions over Cyprus, his government remained committed to full membership of

the EU. But he is also considering his own future, and especially whether to run for president when the incumbent, Ahmet Necdet Sezer, retires in May. The lure of the country's top post may prove irresistible to a man whose first job as a teenager was selling stale buns to help his family get by.

General Yasar Buyukanit, the hawkish chief of the general staff, and most pro-secularists among Turkey's business elite think this is a dreadful idea. For them the presidency is the last secular check on Mr Erdogan and his fellow Islamists in the rul-

ing AK party. Upsetting this delicate balance could, they fear, spell an end to Atatürk's secular republic.

Such fears are surely exaggerated. But

even some of Mr Erdogan's closest allies agree that the country would be better served by a more neutral figure, whose spouse does not wear the Islamic headscarf. This would allow the AK party to win re-election in November, keep the generals at bay and let Mr Erdogan press ahead with his reforms. He would also need to avoid pre-electoral populism and stick with the IMF's austerity programme.

Speculation that, if spurned by Europe, Turkey would embrace the likes of Iran and Russia is so far proving wrong. Indeed, Mr Erdogan and the top brass are competing to repair Turkey's strategic relationship with its strongest ally, America. General Buyukanit is expected to travel to Wash-

ington in February, where he will press the Americans to act against separatist PKK Kurdish guerrillas based in northern Iraq. America's refusal to drive out the rebels, who have been fighting the Turkish army for more than two decades, is the biggest source of anti-American feeling in Turkey.

It remains unclear whether the Bush administration can respond positively to such demands, though it may be easier with a new defence secretary in place of Donald Rumsfeld. What is certain is that America will continue to lobby for Turkey's EU membership. American pressure has played a crucial role in keeping Turkey's EU aspirations on track. It may prove just as necessary in future. ■

Six rebelles kurdes et un soldat tués dans des combats en Turquie



DIYARBAKIR (Turquie), 17 nov 2006 (AFP) - 14h09 - Six rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et un soldat ont été tués dans des combats survenus dans le sud-est anatolien, à la population majoritairement kurde, en dépit d'un cessez-le-feu du PKK, ont affirmé vendredi des sources militaires.

Les combats ont débuté jeudi dans une zone montagneuse de la province de Bingöl après le déclenchement par l'armée d'une opération visant à perturber l'organisation par les séparatistes kurdes de leurs "positionnements d'hiver", ont déclaré ces sources, parlant sous le couvert de l'anonymat.

Six soldats ont été blessés, trois par balles et les autres par l'explosion d'une mine posée par les rebelles, ont-elles indiqué, ajoutant que les forces de sécurité avaient détruit plusieurs caches utilisées par le PKK.

Le gouvernorat de Bingöl avait fait état de combats dans la région jeudi, mais sans mentionner de victimes.

Le PKK a annoncé un cessez-le-feu unilatéral le 1er octobre dernier, mais les autorités turques l'ont rejeté. L'armée a promis de pourchasser les rebelles jusqu'au dernier.

TIME

November 13, 2006

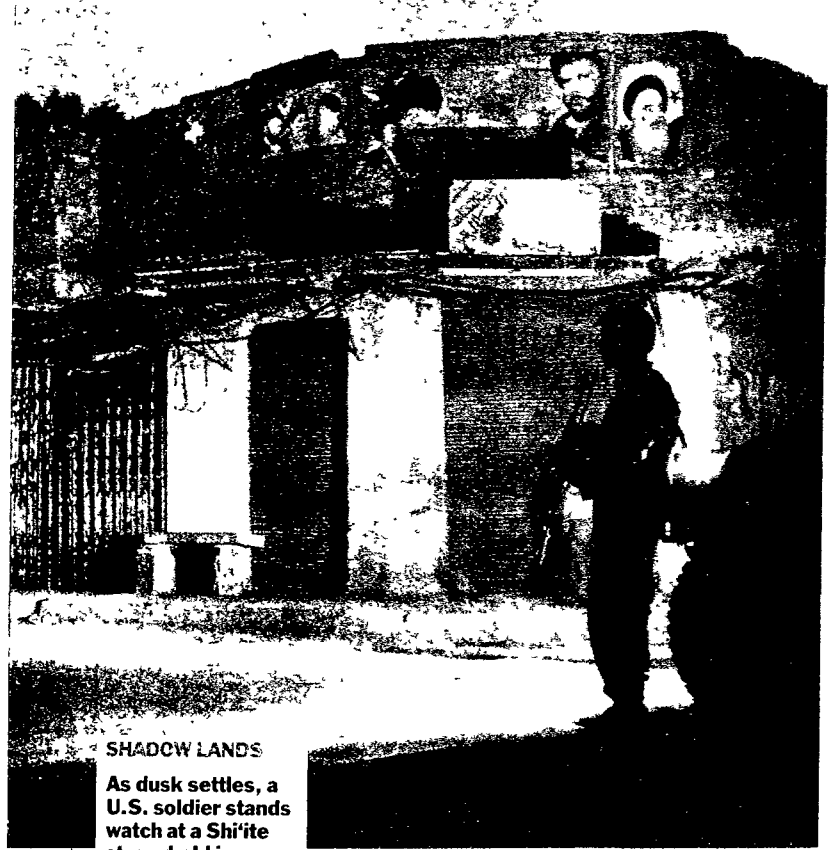
THE CASE FOR DIVIDING IRAQ

By Peter W. Galbraith
With the country descending into civil war, a noted diplomat and author argues why partition may be the U.S.'s only exit strategy

Iraq is broken.

Iraq's national-unity government is not united and does not govern. Iraqi security forces, the centerpiece of the U.S.'s efforts for stability, are ineffective or, even worse, combatants in the country's escalating civil war. President George W. Bush says the U.S.'s goal is a unified and democratic Iraq, but Americans have found no way to get there. As they search for answers, there is one obvious alternative: split Iraq into separate Kurdish, Sunni and Shi'ite states.

The case for the partition of Iraq is straightforward: It has already happened. The Kurds, a non-Arab people who live in the country's north, enjoy the independence they long dreamed about. The Iraqi flag does not fly in Kurdistan, which has a democratically elected government and its own army. In southern Iraq, Shi'ite religious parties have carved out theocratic fiefdoms, using militias that now number in the tens of thousands to enforce an Iranian-style Islamic rule. To the west, Iraq's Sunni provinces have become chaotic no-go zones, with Islamic insurgents controlling Anbar province while Baathists and Islamic radicals operate barely below the surface in Salahaddin and Nineveh. And Baghdad, the heart of Iraq, is now partitioned between the Shi'ite east and the Sunni west. The Mahdi Army, the most radical of the Shi'ite militias, controls almost all the Shi'ite neighborhoods, and al-Qaeda has a large role in Sunni areas. Once a melting pot, Baghdad has



SHADOW LANDS

As dusk settles, a U.S. soldier stands watch at a Shi'ite stronghold in Baghdad

Photograph for TIME by Yuri Kozyrev

become the front line of Iraq's Sunni-Shi'ite war, which is claiming at least 100 lives every day.

Most Iraqis do not want civil war. But they have rejected the idea of a unified Iraq. In the December 2005 national elections, Shi'ites voted overwhelmingly for Shi'ite religious parties, Sunni Arabs for Sunni religious or nationalist parties, and the Kurds for Kurdish nationalist parties. Fewer than 10% of Iraq's Arabs crossed sectarian lines. The Kurds voted 98.7% for independence in a non-binding referendum.

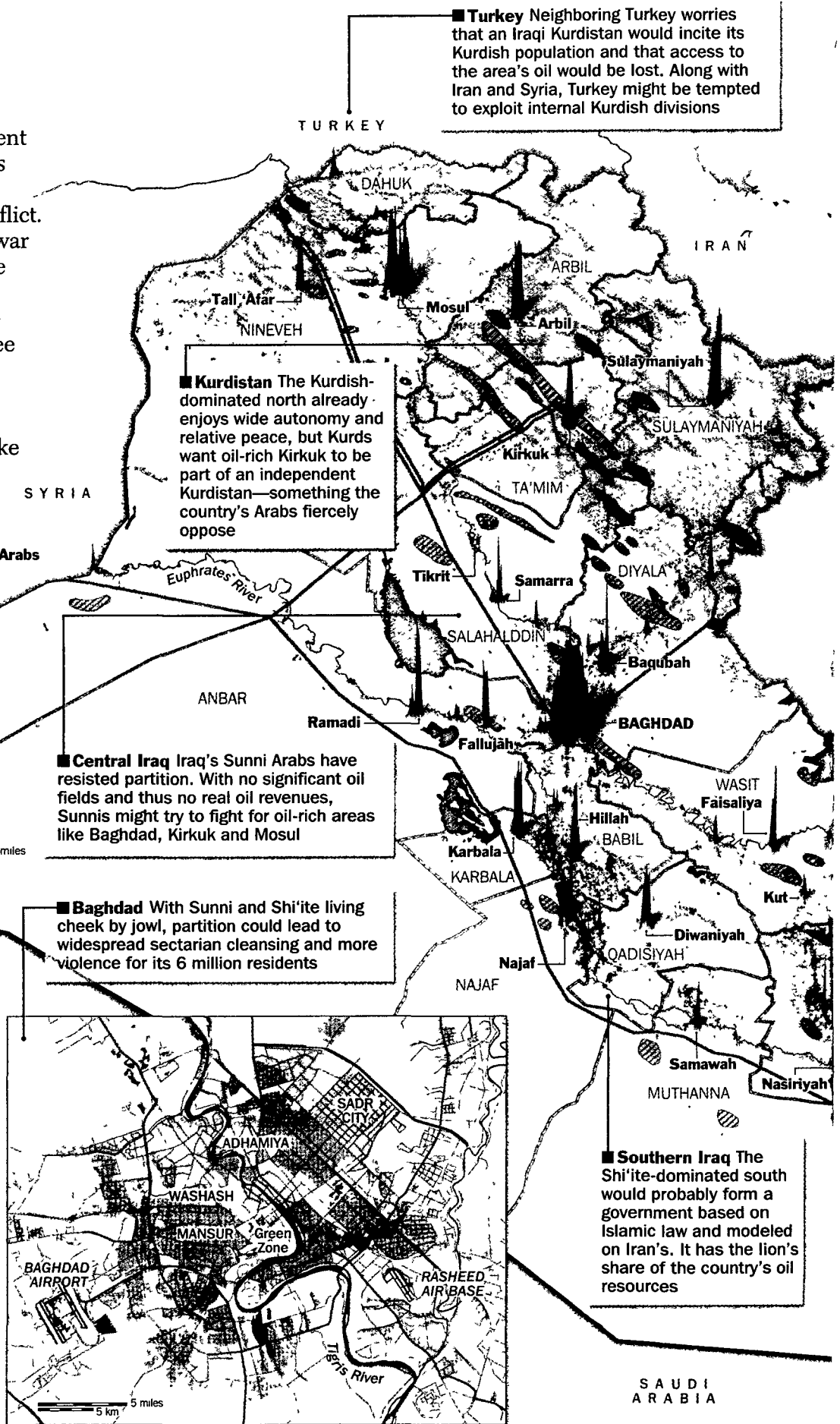
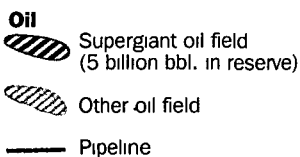
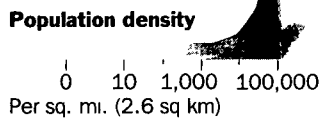
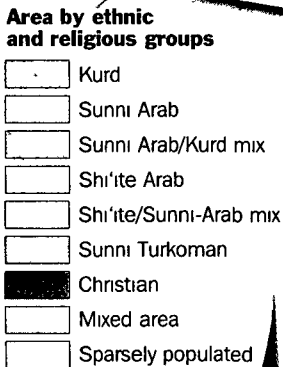
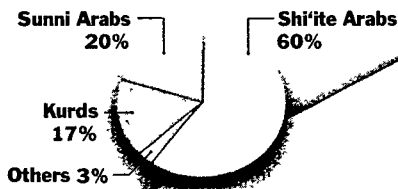
Iraq's new constitution, approved by 80% of Iraq's voters, is a road map to partition. The constitution allows Iraq's three main groups to establish powerful regions, each with its own govern-

ment, substantial control over the oil resources in its territory and even its own regional army. Regional law supersedes federal law on almost all matters. The central government is so powerless that, under the constitution, it cannot even impose a tax.

American leaders seem to be in denial about these facts. President Bush continually asserts that the Iraqi people have voted for unity, while Condoleezza Rice once told me how impressed she was by the commitment of the Iraqi Kurds to building a new Iraq. James A. Baker III, co-chairman of a congressionally mandated commission tasked with formulating new policy options, has ruled out the idea of dividing Iraq. The most prominent American politician to endorse anything resembling partition is Senator Joseph

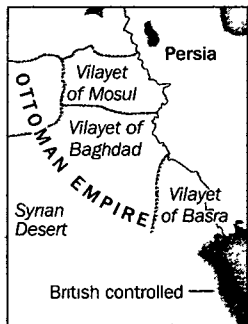
THE GREAT DIVIDE

Iraq is checkered by different religions and ethnicities, its history marked by forced relocations and bloody conflict. The current Sunni-Shi'ite war has once again changed the demographic map of Iraq, leading some to call for the country to be split into three states. But carving up Iraq could displace millions, provoke struggles for the control of territory and make the bloodshed even worse.

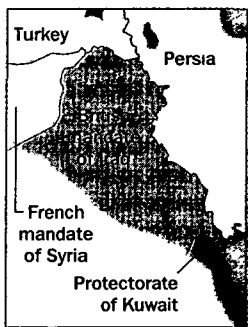


BEFORE IT WAS IRAQ

■ **Under Ottoman rule**
Until WW I, Iraq was a region divided into three provinces (vilayets), with Shi'ite Basra in the south, Baghdad in the center and a largely Kurdish Mosul in the north



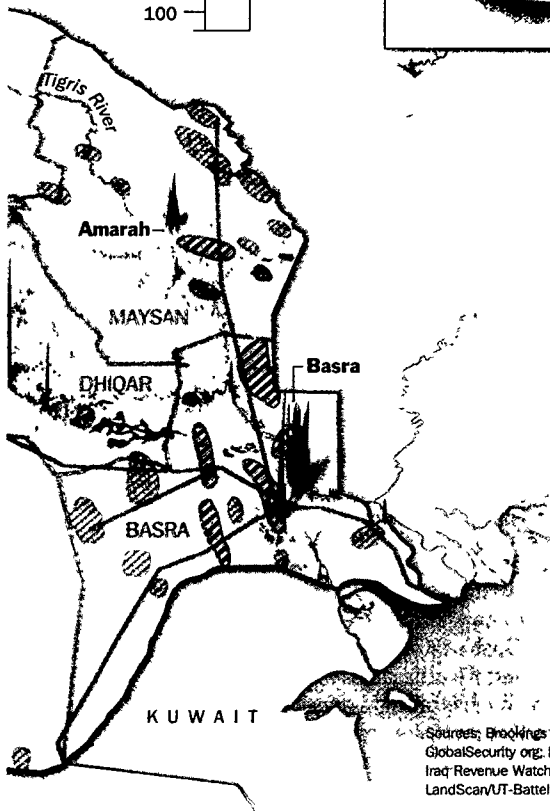
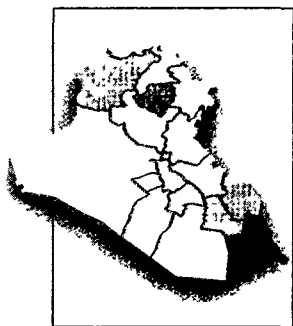
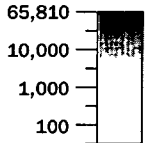
■ **Under British rule**
In the postwar division of Ottoman territory, the provinces came under British control, forming the borders for Iraq. It was granted independence in 1932



OIL RICHES

Total known oil reserves by province

Oil reserves in millions of bbl.



Sources: Brookings Institution Iraq Index; GlobalSecurity.org; HealingIraq.blogspot.com; Iraq Revenue Watch; NASA, DigitalGlobe, LandScan/UT-Battelle

TIME Map by Kathleen Adams and Joe Lertola

Biden, who, along with former Council on Foreign Relations president Leslie Gelb, proposes dividing Iraq into three regions while maintaining a "central government in charge of common interests."

U.S. officials are now asking that Iraqis agree to a program of national reconciliation, changes in the constitution to protect Sunni interests, and an oil law that would share revenues equitably. It's instructive that this initiative aimed at unifying Iraq comes from Americans and not the country's elected leaders. A U.S. effort to put Iraq back together would involve endless micromanagement of Iraqi affairs and an open-ended presence of large numbers of U.S. troops. Breaking up Iraq, on the other hand, could provide an exit strategy for U.S. troops, mitigate the worst effects of civil war and give all Iraqis a greater stake in shaping their future. Few Americans imagined that 3½ years after "liberating" Iraq, the U.S. would be presiding over the country's demise. But in a war in which there have never been good options, partition is the best option left.

Iraq has never been a voluntary union of its peoples. Winston Churchill, as Britain's Colonial Secretary, created Iraq from the wreckage of the Ottoman Empire in 1921, installing a Sunni Arab King to rule over the Shi'ite majority and a rebellious Kurdish minority. Churchill later described Iraq's forced unity as one of his biggest mistakes. In 2003 the U.S. not only unseated the last and most brutal of Iraq's tyrants but also destroyed the institutions— notably the army and the Baath Party—that held Iraq together. The

IT IS NOT POSSIBLE TO BUILD A NATIONAL ARMY WHEN THERE IS NO NATION TO BEGIN WITH

sectarian slaughter that followed the Feb. 22 bombing of the Shi'ite Golden Mosque in Samarra accelerated Iraq's disintegration.

Nonetheless, the U.S. continues to cling to the illusion of Iraqi unity. President Bush's hopes for success in Iraq depend on two pillars: Prime Minister Nouri al-Maliki's national-unity government and the establishment of security forces that are trusted and respected by all Iraqis. But both are shams. Al-Maliki leads a religious Shi'ite coalition that includes parties that operate the death squads that kill scores of Sunnis each day. While he says illegal militias should be disbanded, he has vigorously resisted every U.S. operation against them. The Sunnis in Iraq's government are, if anything, even more extreme. Mahmoud al-Mashhadani, the Speaker of the Council of Representatives and Iraq's highest-ranking Sunni, has been closely associated with Ansar al-Islam, an al-Qaeda-linked terrorist group that has targeted Shi'ites and secular Iraqis. He has blamed Iraq's problems on the Jews and has said statues should be erected to those who kill American troops. President Bush has lavishly praised both al-Mashhadani and al-Maliki, but flattery has not produced statesmanship. The real problem is that they reflect the views of their respective communities, which voted overwhelmingly for them.

Meanwhile, U.S. officials speak of Iraq's army and police as if they were neutral guarantors of public safety. Iraqis see them for what they are: Shi'ites or Sunnis who are active combatants in Iraq's civil war. Shi'ite police units have kidnapped, tortured and executed thousands of Sunnis since the Samarra bombing. Sunni policemen are often insurgents or sympathizers. The army, while

marginally better than the police, is divided along sectarian lines and is largely ineffective. Whole battalions do not show up for combat duties they don't like. It is not possible to build a national army or police force when there is no nation to begin with.

So what can be done? The most realistic option is for the U.S. to abandon the idea of creating a new, united Iraq and instead allow the country to break apart, enabling each of the country's three groups to choose its own government and provide for its own security. It is possible that Sunni and Shi'ite regions would remain together in a loose confederation, but Kurdistan's full independence is almost certainly a matter of time.

Partition is an Iraqi solution. The U.S. could help make it go more smoothly, but it mostly needs to get out of the way. The Kurds already have their region. Last month Iraq's parliament approved a law to allow the Shi'ites to merge Iraq's nine southern provinces into a single state. The one group that resists dividing Iraq is the Sunnis, some out of nostalgia for the days when they ran the country and others because they reject all that has happened since Saddam's overthrow. But with the Kurds and Shi'ites having their regions, partition becomes an accomplished fact. It is hard to see any alternative for the Sunnis except to do the same.

In fact, the Sunnis may have the most to gain from partition. The Sunni insurgency feeds on popular hostility not just to the Americans but to a Shi'ite-dominated Iraqi government. Most

THERE'S NO REASON TO BELIEVE THAT FORMALIZING THE BREAKUP WOULD MAKE ANYTHING WORSE

Sunnis don't support al-Qaeda and its imitators, but they often prefer them to Iraqi security forces, which are seen as complicit in the killings of Sunnis. If the Sunnis were to establish their own region, they could have an army and provide for their own security. Since Iraq's known oil fields are in the Shi'ite south and the Kurdish north, the Sunnis do have reason to fear being stuck in the middle with no resources of their own. So, for partition to work, the Kurds and Shi'ites would have to guarantee the Sunnis a proportionate share of Iraq's oil revenues for a period of time, as they have already agreed to do. Over the long term, exploration for oil in the largely unexplored Sunni areas provides the region its best prospect for revenues.

We should have no illusions: partitioning Iraq would not be easy. Some groups would resist bloodily. But the adverse consequences of partition have already occurred. There's no reason to believe that formalizing Iraq's breakup would make anything worse—in fact, it might even help contain the violence. It's useful to outline the three main arguments raised against partition and explain why none are as convincing as their proponents portray them to be:

The sectarian bloodbath will get worse. Iraq's Sunni-Shi'ite civil war has already claimed tens of thousands of lives and forced Sunnis and Shi'ites to abandon coexistence. This is tragic and cer-

tainly not what most Iraqi Shi'ites or Sunnis want. But once under way, civil wars tend to empower the most extreme elements. Civil wars do not end because the parties get tired of fighting. Rather, they end because of outside intervention or, more often, because one side wins. Partition will not stop the sectarian cleansing in mixed areas, but by giving Shi'ites and Sunnis their own regions, it can avoid an outcome in which Iraq's more numerous Shi'ites completely crush the Sunnis.

Iran will dominate the Shi'ite south. Iran's Iraqi allies already dominate Shi'ite southern Iraq. If the U.S. were serious about countering Iran's influence, U.S. troops would have to forcefully disarm the Shi'ite militias and dismantle the southern theocracies. But this would mean taking on a whole new enemy in Iraq and also require committing more troops. The Bush Administration has no intention of doing either. Right now, Iran's allies control both the central government in Baghdad and the south. Partition would limit Iran's influence to the southern half of Iraq.

A divided Iraq will be destabilizing to Iraq's neighbors. Iraq's Sunni Arab neighbors all fear the destabilizing consequences of partition. But they fear an Iran-dominated Iraq even more. Turkey, Iraq's other powerful neighbor, has a population that includes at least 14 million Turkish Kurds. The Turkish nightmare has been the emergence of an independent Kurdistan in Iraq. But now that it is actually happening, Turkey has responded pragmatically: it is by far the largest source of investment in Iraqi Kurdistan and has cultivated close relations with its leaders. As Turkey's more sophisticated strategic thinkers understand, Turkey and an independent Kurdistan have a lot in common. Both are secular, pro-Western, democratic and non-Arab. Not only will Kurdistan depend on Turkey economically, but it can serve as a useful buffer to an Iran-dominated Islamic Iraq.

For many Americans, the biggest appeal of partition is that it makes possible a relatively rapid U.S. exit from much of Iraq. If U.S. goals no longer include preserving national unity or establishing Western-style democracy, there is no need for U.S. troops in the Shi'ite south or Baghdad. America would leave behind a civil war and an Iran-dominated south, but that outcome would be no different if the U.S. were to stay with the current force levels and mission. One overriding interest in Iraq, however, is still achievable: that Iraq's Sunni areas not become a base from which al-Qaeda and its allies might attack the West. With the security that comes from having their own region, the Sunnis might deal more effectively with the terrorist threat, since continuing violence would prevent economic progress in the Sunni areas. While local leaders are now unwilling to fight the most radical elements of the insurgency when the beneficiary is Iraq's Shi'ites, they may be more willing to do so when it benefits them.

The U.S. will still need an insurance policy against the threat of al-Qaeda in western Iraq. This could be accomplished by deploying a small force to Kurdistan, from which the U.S. could readily move back into the adjacent Sunni areas if necessary to disrupt al-Qaeda operations. This force would discharge a moral debt to the Kurds who fought on the U.S.'s side and could help consolidate democracy in the one part of Iraq that turned out as hoped.

American administrations are instinctively committed to existing lines on the map. But not all breakups are a disaster. Although President Bush's father tried to hold the Soviet Union together, few mourned its ultimate demise. Trying to put back together Iraq, a state that has brought nonstop misery to most of its people for its entire 80-year history and is not desired by a substantial part of its citizens, will only bring about more pain and blood for Americans and Iraqis. If the country's people are to be saved, the only choice is to end Iraq. ■

Peter W. Galbraith, a former U.S. ambassador to Croatia who has advised the Kurds on constitutional issues, is the author of The End of Iraq: How American Incompetence Created a War Without End

The Cypriots and the Kurds

Turkey complains vociferously about the European Union's unfair treatment of the politically and economically isolated Turkish Cypriots. Why then shouldn't Turkey grant a big chunk of its own citizens — the Kurds — the same rights it demands for people who are not even Turkish nationals?

There are many similarities between Northern Cyprus and the Turkish southeast, where many of Turkey's estimated 15 to 20 million Kurds live. They are geographically similar and are located in sensitive areas — the one off Syria's coast, the other bordering Iran, Iraq and Syria.

Both are relatively isolated and poor, though the Kurds are a lot poorer than the Turkish Cypriots. In both cases, poverty is linked to the unresolved political and security issues around their identity and political status.

But it's the differences that are more striking. Turkey is loudly championing the rights of Turkish Cypriots in the EU. But anyone who champions Kurdish rights in Turkey risks being accused of separatism and even terrorism.

While Turkey expects international support for its Cyprus solution, based on a bizonal, bicomunal federation with political equality between the two communities, it argues the precise opposite for its own Kurdish citizens.

For many Turks, any Kurdish request for national recognition — whether to be called Kurdish citizens of Turkey rather than Turks, or for a federation, or to use the Kurdish language in schools or in the media

— is perceived as an attack on the Turkish nation and its territory.

While many Kurds are ready to remain within a unitary Turkish state so long as they can have full cultural rights, for most Turks the idea of Turkish Cypriots accepting simply minority status in a Greek-Cypriot dominated Republic of Cyprus is anathema.

The Turkish habit of stamping slogans onto mountainsides is evident both in Northern Cyprus and in southeastern Turkey. But on Cyprus, the slogans declaring the north to be the Turkish Republic of Northern Cyprus are directed at the Greek Cypriots across the Green Line, while in the desolate mountains of southeast Turkey, the slogans assert "one state, one flag, one language."

Many Turks will argue that the Cyprus problem and the Kurdish problem are not the same due to the violence of the Kurdistan Worker's Party (PKK), which has been fighting the Turkish military for over 20 years and is labeled as a terrorist group by Turkey, the United States and the European Union. But why should violence by a minority of Kurds mean curtailing the rights of the majority of Kurds?

How can there be any hope of a political solution in either place without respect for the rights of both minority groups?

Where are the political leaders? Prime Minister Recep Tayyip Erdogan is struggling on many fronts,

not least to win re-election next year in the face of a nationalist and secularist onslaught, and also to keep Turkey's EU process on track despite negative signals from Europe and waning public enthusiasm in Turkey. Thus Erdogan may not be capable of making a deal on Cyprus, nor of making any progress on the southeast in the face of growing hostility both to him and to the Kurds.

And yet while some hardline Turkish nationalists may want an independent Northern Cyprus, and some radical Kurds may dream of an independent Kurdistan, the fact is that neither Turkey's southeast, nor Northern Cyprus has a realistic future as independent state.

In both cases the best hopes for an acceptable solution lie with a continuation of Turkey's EU negotiations.

Much of the solution lies in Turkey's hands. If Turkey's government and public stand up consistently for democracy and human rights — whether in support of Turkish Cypriots or Turkey's Kurds — and against the undemocratic political pronouncements of Turkey's military and nationalists, then it will be hard for democratic European politicians to give in to their nationalists and to suspend membership negotiations with Turkey.

Kirsty Hughes is a former senior fellow of the Centre for European Policy Studies, Brussels.

What Turkey wants for Turkish Cypriots, it rejects for the Turkish Kurds.

Turkey suspends links with France

The Associated Press

ANKARA: Turkey has suspended military relations with France in a dispute over whether the mass killings of Armenians in the last century amounted to genocide, the land forces commander said Wednesday.

The move was the latest backlash against French legislation that, if approved by the French Senate and president, would criminalize denial that the World War I-era killings of Armenians in Turkey were genocide.

France and Turkey, both NATO members, have previously had close military ties, and Turkey has been a buyer of French-made weaponry. But the Turkish military has also blacklisted several French companies in the past in similar disputes over the mass killings of Armenians.

The Turkish commander, General Ilker Basbug, announced the suspension to reporters at a reception in Ankara, according to the state-owned Anadolu news agency. The lower house of the French Parliament approved the genocide-denial legislation in October.

"Relations with France in the military field have been suspended," Anadolu quoted Basbug as saying. Asked whether there had been any cancellation of military visits, Basbug said: "There are no high-level visits between the two countries."

Ankara lashes back over law on Armenia

Turkey sees the French bill as a hostile, anti-Turkish move, and has said that the lawmakers' vote has already deeply harmed Turkish-French relations. The French bill still needs the approval of the upper house and the signature of President Jacques Chirac to become law.

Turkey vehemently denies that it committed genocide against Armenians, though many nations have classified the killings as such.

Turkey acknowledges that large numbers of Armenians died in mass expulsions and fighting, but says the number of dead is exaggerated and that most were killed in ethnic conflicts as the Ottoman Empire collapsed.

Armenians and many nations say about 1.5 million Armenians were killed in a genocidal campaign devised and carried out by Turkish leaders.

The European Union and the European media have criticized the French bill, saying it is not in line with the principle of free expression and does not promote dialogue with Turkey, which wants to join the EU. The United States also criticized the bill, saying that it got in the way of Turkish-Armenian dialogue.

The Armenian issue is one of the most divisive and emotional in Turkey. Those who classify the killings as genocide are often accused of treason.

■ EU rebuffed over Cyprus

Turkey will not succumb to European Union "blackmail" in the dispute over the divided island of Cyprus and its bearing on Ankara's prospects of joining the bloc, the Turkish foreign minister said Wednesday, according to The Associated Press and Reuters in Nicosia.

The EU has told Turkey it must open its seaports and airports to ships and planes from Cyprus to avoid a breakdown in EU membership talks, but Ankara does not recognize the government of Cyprus.

"We won't bow to blackmail, in the same way that we did not bow to blackmail in the past," Foreign Minister Abdullah Gul of Turkey said in a speech on the Turkish Cypriot side of the island's capital, Nicosia.

Cyprus has been split between the Greek Cypriot south — whose government is recognized by the international community — and the Turkish Cypriot north since 1974, when Turkish forces invaded in response to an attempted coup by military officers who were trying to unite the island with Greece. Only Anka-

ra recognizes the Turkish-run north.

On another issue that has clouded Turkey's ties to the EU, meanwhile, officials said Wednesday in Ankara that it planned to amend a law that the EU asserts curbs freedom of expression in time for an EU summit meeting in December.

The law, Article 301, which makes it a crime to insult "Turkishness," has been used by nationalists to prosecute writers and intellectuals, although most cases have ended in acquittals. The Justice Ministry is exploring new forms of wording that would make it more difficult for politically motivated lawyers to open cases.

Turkey has warned the EU not to try to arbitrate in the dispute, saying the 25-nation bloc could not help secure a balanced solution because Cyprus is already one of its members.

Gul said that the United Nations should play the role of mediator. "To expect concessions from Turkey by moving the question from the United Nations to the EU is a dead-end road," Gul said.

Thomas L. Friedman

The roads left in Iraq

I had to submit this column before knowing the results of Tuesday's election, but here is one thing I know already: This needs to be America's last election about Iraq.

The Iraq war has turned into a sucking chest wound for the United States — infecting its unity at home and its standing abroad. No one can predict what Iraq will look like 10 years from now. I wish it well. But in the near term, it is clear, nothing that Americans will feel particularly proud of, nothing that we'll feel justifies the vast expenditure of lives and treasure, is going to come out of Iraq.

America's only two options left today in Iraq are "tolerable" and "awful." "Good" is no longer on the menu. When you read stories from Iraq saying that all we Americans need to do is get rid of all the police there, get one-third of the soldiers in the Iraqi army to actually report to duty regularly, and replace all the ministers who are corrupt, you know why "good" is not on the menu anymore.

It's time to make a final push for the tolerable, and if that fails, quit Iraq and insulate ourselves and our allies from the awful. This can't go on.

That's sad. Iraq was always a struggle of hope against history. After Sept. 11, and the Arab Human Development Report detailing the increasingly dysfunctional Arab-Muslim world — which produces way too many terrorists — we had a real interest in collaborating with Iraqis to try to build one decent, progressive, democratizing society in the heart of the Arab East.

But to succeed we needed to establish a secure order in Iraq and prevent the

murderous Sunni/Baathist attacks on Shiites. The Bush team, arriving in Iraq with too few troops and no plans, failed to do either. And therefore the natural tribalism of Iraqis surfaced and the minimal trust between citizens needed to forge a real democracy never emerged. Now we have a tit-for-tat civil war.

The "tolerable" outcome that might be self-sustaining and stable would require reshaping Iraq as a loose federation of predominantly Kurdish, Shiite and Sunni zones. To make even that work, though, would probably require cutting a new deal with Iran and its Iraqi Shiite clients, and Syria and its Sunni Baathist allies, and the Kurds.

America's only two options left today in Iraq are 'tolerable' and 'awful.'

Iraq would retain a central government in Baghdad, but power and oil income would be more radically decentralized among the different sects. Democracy would be subordinated to stability.

A small U.S. or UN force could remain in Iraq to police the boundaries between the three communities and make sure the ongoing violence is contained. To produce even this, though, the United States will probably need to set a date and threaten to leave. Otherwise, the parties won't negotiate seriously.

"Awful" would be carrying out that

threat to leave Iraq by a fixed date because Iraqis prove too angry and atomized to reach any deal. The fires of madness now raging in Iraq — people beheading each other, blowing up each other's mosques — would all intensify.

A U.S. withdrawal under such conditions would be messy and shameful. But when people are that intent on killing each other there's not much we can do. As badly as we've performed in Iraq, what Iraqis have done to each other, and the little that other Muslims have done to stop them, is an even bigger travesty.

Still, we'd need to give visas to Iraqis who wanted to flee the madness; we'd need to give a security umbrella to the Kurds, so that Syria, Turkey or Iran did

not invade them if we left; and we'd need to protect Jordan from the spillover.

But there would be some strategic benefits. Syria would have to support the Sunnis in Iraq, and Iran would have to back the Shiites, so these two "allies" would be on opposite sides of the civil war. Iran would also have to manage the chaos in southern Iraq, particularly the Shiite militias, and this would be a permanent migraine for Tehran. U.S. troops would no longer be in range of Iranian retaliation, and therefore would be much freer to confront Iran's nuclear challenge. The United States would also be able to extract itself from the Abu Ghraib/occupation syndrome and could start combating Islamist radicalism by being the best America rather than the worst.

Finally, Iraqi instability would push oil to \$80 a barrel. That would mean more people buying hybrid cars and investing in alternative energy, so that we end our dependence on this region sooner.

These are America's real choices in Iraq now: tolerable and awful. It's time we choose. No more expending lives and treasure for nothing good. The only way we can pursue good in the world again is by either shrinking our presence in Iraq, if Iraqis will step up, or leaving entirely, if they won't.

Herald Tribune
November 13, 2006

Democrats and Iraq: America is waiting

The Democrats will not be able to savor their victory for long. Americans are waiting to hear if they have any good ideas for how to get out of Iraq without creating even wider chaos and terrorism.

Criticizing President George W. Bush's gross mismanagement of the war was a winning electoral strategy. But criticism will not exorcise the United States from this mess, nor will it persuade voters that the Democrats are ready to take back the White House.

Let us be clear. The responsibility for all that has gone wrong lies

squarely with Bush. Even with control of the Congress, the Democrats' role in changing things will be hortatory. And while we, too, are eager to hear the recommendations of the Iraq Study Group — better known as the (James) Baker commission — it should be the start, and not the end, of a bipartisan discussion on Iraq strategy. The Democrats need to be ready to play a full role.

Under Republican control, Congress has exercised virtually no oversight of the administration's misconduct of the war, and the new Democratic leadership is eager to conduct extensive hearings. The

public deserves a full accounting (backed by subpoenas, if necessary) of how prewar intelligence was cooked, why American troops were sent to war without adequate armor, and where billions of dollars in reconstruction aid disappeared to.

The Democrats will also need to look forward — and quickly. So far they have shared slogans, but no real policy. During the campaign, their most common call was for a "phased redeployment" — a euphemism for withdrawal — of U.S. troops starting

before the end of this year.

Threatening to pull out may be the only way to get cooperation from Iraq's prime minister, Nuri al-Maliki, who is thwarting even the most limited U.S. efforts to disarm militias and set timetables for genuine political compromise on the most funda-

mental issues, like protecting minority rights and fairly apportioning Iraq's oil wealth.

Unless America's exit plans are coupled with a more serious effort to build up Iraq's security forces and mediate its sectarian divisions, a phased withdrawal will only hasten Iraq's descent into civil war — while placing U.S. soldiers who remain behind in even greater danger. We also fear that Iraqis will have no interest in anything but retribution, until they see that security and rebuilding

are possible. For that reason we have suggested one last push to stabilize Baghdad. That would require at least a temporary increase in American and Iraqi troops on Baghdad streets.

We are skeptical of calls, by some Democrats, to divide Iraq into three ethnically based regions. Most Iraqis — except for the Kurds — show little enthusiasm for the idea. And while there has been horrific ethnic cleansing, it hasn't yet got to the point that boundaries could be drawn without driving many more

people from their homes.

Such ideas deserve a full discussion, something America has not had since its troops first rolled into Iraq. We are not sure that any shift in strategy can contain the disaster. But even a few weeks more of drift and confusion will guarantee more chaos and suffering once American troops leave. Voters gave the Democrats the floor — and are now waiting to hear what they have to say.

Moyen-Orient Ehoud Olmert à Washington pour évoquer l'Iran, l'Irak, le Liban et le conflit israélo-palestinien

Le Monde
14 novembre 2006

Israël et son allié américain face à la menace iranienne

JÉRUSALEM
CORRESPONDANT

Pour la deuxième fois depuis son accession à la tête du gouvernement israélien, Ehoud Olmert devait rencontrer, lundi 13 novembre, le président américain, George Bush, à Washington. Cette visite aux Etats-Unis se poursuivra à Los Angeles pour l'Assemblée générale des communautés juives américaines, à laquelle participe également une grande partie du cabinet israélien.

Les entretiens entre M. Bush et M. Olmert se situent dans un contexte totalement différent de ceux du 23 mai. Depuis cette date, il y a eu la guerre au Liban contre le Hezbollah et la victoire des démocrates aux élections américaines du 7 novembre, qui ont changé la donne. « *Le soutien des Etats-Unis à Israël dépasse les frontières des partis et je ne vois aucune raison pour que cela change* », a expliqué M. Olmert aux journalistes, dans l'avion qui l'emmenait aux Etats-Unis, afin de se rassurer sur le changement de majorité politique au Congrès.

Le premier ministre israélien savait déjà que son fidèle allié avait opposé, samedi, son veto à une résolution du Conseil de sécurité des Nations unies après la tuerie de Beit Hanoun. Comme l'indique Walid Awad, membre de la commission des médias du Fatah, c'est la 35^e fois depuis 1986 que l'administration américaine s'oppose à une résolution condamnant Israël. Le soutien de Washington ne devrait donc pas se réduire. Malgré tout, cette rencontre a lieu entre deux dirigeants affaiblis et M. Olmert entend jauger sa marge de manœuvre face à d'éventuelles inflexions de la politique américaine.

L'Iran et la menace nucléaire qui se profile devraient être au centre des conversations. Israël ne cache plus son inquiétude face à la montée du péril ira-

nien. « *Le président Ahmadinejad est un homme prêt à commettre des crimes contre l'humanité et il faut l'arrêter* », a déclaré M. Olmert à l'hebdomadaire américain *Newsweek*, se déclarant favorable à des sanctions, car, a-t-il estimé, « *il faut que l'Iran commence à avoir peur* ». Ayant totalement « *confiance* » dans le président Bush, le chef du gouvernement israélien va plaider en ce sens afin d'empêcher que le régime des mollahs ne poursuive son programme d'enrichissement d'uranium en installant 3 000 centrifugeuses, comme l'a annoncé Mohammad Ali Hosseini, porte-parole du ministère des affaires étrangères iranien.

Montée des extrémismes

M. Olmert a comparé le président Ahmadinejad à Hitler et indiqué que « *le gouvernement et le peuple iranien doivent comprendre que s'ils n'acceptent pas les requêtes de la communauté internationale, ils vont le payer très cher* ». Questionné sur l'option militaire, il a fait remarquer qu'« *Israël avait plusieurs options* » sans préciser lesquelles. Téhéran a immédiatement répliqué à cette menace à peine voilée. « *Israël n'a pas les moyens ni la capacité pour oser menacer l'Iran, car sa situation intérieure et sécuritaire est fragile* », a dit M. Ali Hosseini, ajoutant : « *Si Israël fait une telle bêtise, la République islamique et ses défenseurs donneront une réponse destructrice et cela ne prendra pas une seconde.* » Le vice-ministre de la défense israélien, Ephraïm Sneh, avait précisé, dimanche, que l'option militaire « *doit être considérée comme un ultime recours car ses conséquences seraient graves* ».

Si le dossier iranien doit être au cœur des entretiens de Washington, l'Irak sera aussi au menu ainsi que la situation au Liban. M. Olmert s'inquiète de la montée des extrémismes dans la région avec le Hezbollah à sa frontière nord et la possibilité

d'un retrait américain d'Irak. « *L'Amérique devra envisager les retombées possibles sur les pays arabes voisins et leurs gouvernements modérés* », a-t-il confié au *Washington Post*.

Alors que la stabilité au Proche-Orient est de plus en plus menacée et que Condoleezza Rice, la secrétaire d'Etat américaine, indique, dans un entretien au quotidien israélien *Maariv*, que « *la Syrie est un*

Etat dangereux qui se comporte dangereusement », Israël fait de plus en plus figure, pour Washington, de rempart contre la montée des menaces. M. Bush devrait continuer de fournir un appui inconditionnel à M. Olmert tout en lui suggérant de réduire les tensions intérieures en lâchant du lest vis-à-vis des Palestiniens.

Ehoud Olmert avait déjà annoncé, le

9 novembre, que lorsqu'il rencontrerait Mahmoud Abbas, le président de l'Autorité palestinienne « *serait surpris de constater jusqu'où nous sommes prêts à aller* ». « *Je peux lui proposer beaucoup* », avait-il ajouté. Voilà néanmoins deux mois que M. Olmert se dit prêt à rencontrer M. Abbas sans que rien ne se concrétise. ■

MICHEL BÔLE-RICHARD

Le président allemand appelle les Européens à s'engager sur l'Irak

Horst Köhler estime qu'il serait « stupide et myope » de « rester les bras croisés » et de laisser les Américains seuls face au « désastre » irakien. Il évoque un programme de reconstruction

BERLIN

CORRESPONDANT

Tout opposés à la guerre en Irak qu'ils aient pu être, l'Allemagne et les autres Etats européens ne peuvent pas se permettre de rester les bras croisés face au chaos qui règne dans ce pays. En lançant cet appel, le président de la République allemande, le chrétien-démocrate Horst Köhler, a déclenché outre-Rhin un débat sur la responsabilité des Européens en Irak, au lendemain des élections américaines qui, selon lui, devraient modifier l'attitude des Etats-Unis sur ce dossier.

Le revers enregistré par les républicains américains, le 7 novembre, « va plutôt renforcer l'intérêt des Etats-Unis pour une coopération entre partenaires. L'Europe sera alors invitée à davantage annoncer la couleur », a estimé M. Köhler dans un entretien publié, samedi 11 novembre, dans le quotidien *Frankfurter Rundschau*.

La sécurité d'abord

Le moment est venu pour les Européens, selon le président allemand, de nouer le dialogue avec les Etats-Unis et les pays de la région. « La guerre a conduit au désastre. Mais nous ne pouvons nous croiser les bras et dire que c'est le problème des Américains. Ça serait stupide et myope », a-t-il insisté, en estimant qu'il était aussi de l'intérêt de l'Europe que la situation se stabilise en Irak.

Le président, un homme qui, en Allemagne, n'a pas de réel pouvoir politique mais jouit d'une certaine autorité morale, évoque « un programme massif de reconstruction économique et sociale pour l'Irak et la région ». Il semble, en revan-



Des Bagdadis fuient, dimanche 12 novembre, le site d'un attentat. Cinquante-quatre Irakiens et sept soldats étrangers sont morts, dimanche, en Irak. THAIER AL-SUDANI/REUTERS

che, exclure toute participation militaire de l'Allemagne à la coalition menée par les Etats-Unis. Une telle participation se heurterait à une vive opposition de la plupart des partis politiques allemands, com-

me l'ont montré les premières réactions aux propos du président.

« Nous risquerions alors d'enregistrer des pertes que nous ne pourrions pas justifier auprès de la population », a commenté Eckart von Klaeden, expert en affaires étrangères à l'Union chrétienne-démocrate (CDU), le parti de la chancelière Angela Merkel. De l'avis général, aucune action d'assistance ne pourra être entreprise en Irak tant que l'insécurité régnera sur place.

Avec Paris et Moscou, le gouvernement allemand, alors dirigé par le social-démocrate Gerhard Schröder, avait conduit en 2003 le front du refus à la guerre en Irak. Depuis l'automne 2004, Berlin tente, sous la houlette de M^{me} Merkel, de relancer le partenariat transatlantique. ■

Tony Blair doit plaider pour un dialogue avec l'Iran et la Syrie

Tandis que le président américain, George Bush, entame, lundi 13 novembre, des consultations sur un changement de stratégie en Irak, le premier ministre britannique, Tony Blair, doit, selon un communiqué, se déclarer favorable à un dialogue avec l'Iran et la Syrie sur la crise irakienne. M. Blair devait, au cours d'un discours, lundi à Londres, « établir auprès de l'Iran et de la Syrie les bases sur lesquelles ces deux pays peuvent s'appuyer pour aider à un développement pacifique

de la situation plutôt que de l'entraver ». Le secrétaire général de la Maison Blanche, Josh Bolton, a indiqué que « toutes les options sont ouvertes » sur cette question et qu'« une approche nouvelle est nécessaire » sur l'Irak. Alors que les démocrates américains, vainqueurs des élections au Congrès du 7 novembre, débattent de l'opportunité d'un retrait d'Irak, le président Bush reçoit, lundi, les membres du Groupe d'études sur l'Irak, présidé par James Baker. — (AFP.)

ANTOINE JACOB

Affaibli politiquement, le Président américain est poussé au dialogue avec la Syrie pour sortir du piège irakien.

DAMAS, L'AXE DU MOINDRE MAL POUR BUSH

Les ingérences payent. Damas, qui l'an passé se trouvait encore au ban des nations, vient de le démontrer en retrouvant un rôle d'interlocuteur, aussi bien sur le dossier irakien que sur le Liban et la Palestine. Depuis la défaite électorale des républicains, qui ont perdu les deux chambres du Congrès le 7 novembre, l'administration américaine n'exclut plus de devoir dialoguer avec le régime de Bachar al-Assad – de même qu'avec celui de Téhéran –, qu'ils placent pourtant l'un et l'autre dans l'«axe du mal». George Bush, qui avait constamment refusé d'engager un dialogue avec la Syrie et l'Iran, a rencontré hier le groupe d'étude sur l'Irak, chargé de formuler des recommandations sur des changements de stratégie, dont l'une des propositions phares serait l'ouverture de nouvelles discussions avec l'Iran et la Syrie. **Eclairéur.** Officiellement, pourtant, pas de changement de cap. Ainsi, en présence d'Ehud Olmert, Bush a écarté hier aussi la possibilité de telles dis-

cussions. Cependant, il semble être revenu à Tony Blair de jouer les éclaireurs pour le compte de son fidèle allié américain: hier soir, dans un discours de politique étrangère, il a insisté sur la nécessité d'une «stratégie d'ensemble», dans laquelle, apparemment, Damas – qu'il avait placé sur le banc des accusés – et Téhéran pourraient devenir des interlocuteurs. Même Paris, adversaire déterminé de Damas depuis l'assassinat de l'ex-Premier ministre Rafic Hariri, a jeté du lest, comme en témoigne la venue d'un nouvel ambassadeur dans la capitale syrienne, Michel Duclos, et sa rencontre avec le vice-président syrien, Farouk al-Chareh. C'est d'abord l'enlisement en Irak qui pourrait pousser l'administration Bush à revoir sa position. L'insurrection, estime les responsables américains, pourrait être mieux combattue sans l'implication

Même Paris, adversaire déterminé de Damas depuis l'assassinat de l'ex-Premier ministre libanais Rafic Hariri, a jeté du lest.

de Damas et Téhéran. Récemment, un haut responsable du gouvernement irakien, proche de Washington, de passage à Paris, affirmait que «la plupart des kamikazes opérant en Irak viennent de Syrie». «L'agenda syrien, ajoutait-il, est de s'opposer au nouveau régime irakien. Quant au régime de Téhéran, il soutient le gouvernement de Bagdad, mais, en même temps, s'ingère dans nos affaires pour rendre la vie difficile aux forces

de la coalition.» Même souci pour Londres, confronté à une opposition chiite de plus en plus agressive, notamment dans le Sud irakien. Paris, de son côté, s'inquiète de ses soldats engagés dans la Finul renforcée au Sud-Liban. Or la clé de leur sécurité se trouve également à Damas. Rome et Berlin, qui participent à la force onusienne, poussent aussi à une reprise du dialogue. Pour Bachar al-Assad, la situation s'est retournée. Il y a seulement un an, les analystes occidentaux planchaient sur la manière dont le régime allait bientôt s'effondrer. Aujourd'hui, ils travaillent sur la façon dont il faut composer avec lui. Pourtant, même si les Occidentaux le courtisent, le pouvoir syrien ne don-

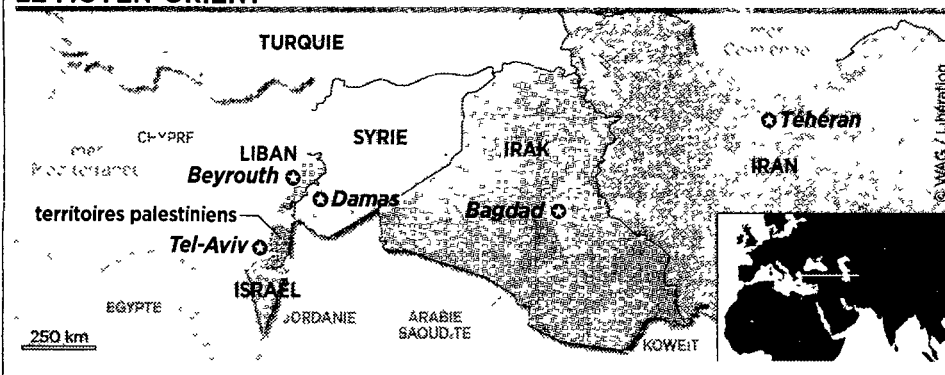
ne aucun gage. D'abord, parce qu'il se sent à nouveau fort. «On le voit à la façon dont il s'acharne sur l'opposition. Il sait qu'il ne peut plus être renversé ni de l'intérieur ni de l'extérieur», souligne un politologue syrien, qui a requis l'anonymat. Ensuite, parce qu'il veut voir s'éloigner la menace d'un tribunal international, prévu par un projet de résolution de l'ONU, qui pourrait mettre en accusation certains

dignitaires du régime dans l'assassinat de Hariri.

Epreuve de force. Aujourd'hui, c'est une nouvelle fois au Liban que Damas manœuvre. Comme il n'a pas renoncé à restaurer son influence, il cherche à en faire tomber l'actuel gouvernement issu de la révolte antisyrienne dite du «14 mars» (2005). Le 15 août, au lendemain de la guerre entre Israël et le Hezbollah, Bachar al-Assad a même appelé dans un discours à son renversement. S'y emploient ses alliés libanais, le Hezbollah et Amal (autre formation chiite pro-syrienne), dont cinq ministres ont démissionné samedi dans le but de faire chuter le cabinet Siniora. Dans l'urgence, celui-ci a adopté hier à l'unanimité le projet de résolution proposé par l'ONU en l'absence des démissionnaires. L'épreuve de force risque de déborder dans la rue. Dans cette nouvelle approche occidentale se devine aussi un calcul: essayer de séparer la Syrie de l'Iran afin d'isoler un peu plus Téhéran sur le dossier nucléaire. Mais il est sans doute trop tard. Pendant son isolement, Damas s'est encore rapproché de Téhéran au point d'apparaître aujourd'hui comme un satellite du régime islamique. ◀

JEAN-PIERRE PERRIN

LE MOYEN-ORIENT



Le pari turc de Jacques Chirac

Lorsqu'il parle de la Turquie, Jacques Chirac évoque rarement la promesse, faite en 1963 par de Gaulle et Adenauer, d'intégrer un jour ce pays dans l'Europe. En onze ans de pouvoir, le président français ne s'est jamais rendu en Turquie en visite d'Etat. En 1998, Jacques Chirac accueillait pour tant son homologue turc, Suleyman Demirel, à Paris. C'était la première visite du genre depuis 1967. La diplomatie turque attendait, en retour, un déplacement de M. Chirac, en se souvenant que le général de Gaulle, lui, avait fait le voyage d'Ankara en 1968.

Cette visite qui n'a pas eu lieu, M. Chirac l'envoyait pourtant pendant son premier mandat. A partir de 2002, la chose est devenue difficile. Le rejet montant de la Turquie dans l'opinion française, les doutes inspirés par le grand voisin musulman de 70 millions d'habitants, la lassitude face aux élargissements européens, tout cela a concouru à une omission. M. Chirac a bien fini, en septembre, par aller contempler le mont Ararat, mais c'était du côté arménien de la frontière. Pourtant, à entendre ses conseillers, M. Chirac est resté, toutes ces années, fermement convaincu de la « vocation européenne » de la Turquie.

Sur ce point, il n'a pas évolué. Ce qui a changé, ce sont les circonstances, et notamment le tournant pris en 2002 par les Turcs, lorsqu'ils ont élu un gouvernement, certes modéré, mais islamiste. Sur la question turque, M. Chirac s'est mis à composer, au risque de brouiller le message.

On lui a connu, par le passé, de forts élans pro-turcs. En 1999, au lendemain du Conseil européen de Luxembourg qui avait accordé le statut de « pays candidat » à la Turquie, M. Chirac avait prêté son avion à l'émissaire européen, Javier Solana, pour qu'il apporte la bonne nouvelle à Ankara. En 1997, le président français regrettait publiquement que la Turquie ne soit pas invitée à rejoindre l'Europe au même titre que les pays de l'Est. Et, en 1995, c'est grâce aux efforts de son ministre des affaires étrangères, Alain Juppé, qu'une union douanière était conclue entre la Turquie et l'Europe.

Le tropisme turc de M. Chirac a ceci de particulier que, contrairement à la politique qu'il a longtemps menée en direction d'autres pays du Proche-Orient et du monde musulman, cette approche n'a jamais reposé sur un fort lien personnel avec tel ou tel dirigeant local. Certains évoquent, certes, l'amitié nouée dans les années 1980 par M. Chirac, alors maire de Paris, avec l'ambassadeur turc de l'époque. Mais Ankara a connu depuis le début des années 1990 une succession de gouvernements différents sans que M. Chirac devie de sa ligne.

ANALYSE NATALIE NOUGAYRÈDE

Celle-ci repose sur plusieurs considérations. L'aspect stratégique et géopolitique : l'Europe aurait intérêt à s'élargir à la Turquie pour contribuer à la stabilité de ces régions orientales, et sa puissance n'en sera que renforcée (sur ce point M. Chirac est en parfait accord avec la diplomatie britannique). La question de l'islam et de la laïcité : l'Etat turc, avec son héritage kémaliste inspiré des valeurs de la République française, a valeur d'exemple dans un monde musulman travaillé par les extrémismes. L'intérêt propre de la France : en étant l'avocat de la cause turque, Paris conforte ses liens spécifiques avec le monde arabo-musulman. Enfin, il y a l'effet pédagogique : en lui ouvrant la porte, l'Europe aide la Turquie à se réformer, estime le président français.

Depuis quelque temps, M. Chirac manifeste pourtant bien plus d'ambiguïté que d'enthousiasme sur ce dossier. En octobre 2004, après que son parti, l'UMP, se fut prononcé contre l'intégration de la Turquie dans l'Union, il annonçait que la question, le moment venu, serait soumise à un référendum. En 2005, au lendemain du rejet par les Français de la Constitution européenne, son gouvernement pesait auprès des « Vingt-Cinq » pour que la reconnaissance de Chypre devienne une obligation pour Ankara.

En septembre, pendant sa visite à Erevan, c'est le déni turc du génocide arménien qui a été érigé par M. Chirac en nouvel obstacle à l'adhésion, sans que cette position soit endossée par l'Union européenne, qui s'en tient aux critères dits « de Copenhague ». M. Chirac, qui évitait encore en 2004 d'employer le terme « génocide » pour désigner les événements de 1915, n'a pas toujours tenu le même discours. Il était peu favorable, en 2001, au vote d'une loi française reconnaissant le génocide arménien.

Inflexions successives

Ces inflexions successives font que M. Chirac a aujourd'hui de grandes peines à rassurer les responsables turcs. L'Elysée a été décontenancé d'entendre le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, présenter comme des « regrets » les paroles que lui avait tenues M. Chirac au téléphone, le 14 octobre, deux jours après le vote de la proposition de loi sur la pénalisation du déni du génocide arménien. M. Chirac voulait, dit son entourage, simplement se démarquer d'une loi qu'il juge inutile, tout en soulignant la nécessité du travail de mémoire.

Alors, que croire ? « Jacques Chirac a sans doute convaincu les Turcs, ces derniers temps, qu'il était un adversaire de l'intégration de leur pays », constate Kirsty Hugues, de l'institut « Amis de l'Europe » à Bruxelles. « Mais la réalité, c'est qu'aux moments cruciaux il a toujours pesé dans le bon sens : pour l'intégration. La question de Chypre, qui pourrait faire dérailler les négociations, sera, d'ici au mois de décembre, un test important de l'attitude de M. Chirac. »

Les flottements de M. Chirac ont pu être attribués à l'instrumentalisation de la question turque dans le débat français. « Sur ce dossier, il fait œuvre tactique », observe Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut des relations internationales et stratégiques (IRIS), à Paris, « mais il reste fondamentalement favorable à une entrée de la Turquie dans l'Europe ». Le refus de la Turquie, en 2003, de laisser les troupes américaines utiliser son territoire pour la guerre en Irak, et, plus récemment, l'envoi d'un contingent turc au Liban, sont des gestes qui ont plu à l'Elysée.

Pour y voir plus clair, peut-être faut-il se pencher sur les termes exacts de M. Chirac : « Négociation ne veut pas dire adhésion », déclarait-il en décembre 2004. Le processus prendra « probablement dix ou quinze ans », ajoutait-il, et « s'il s'avérait que la Turquie ne veut, ou ne peut pas, adhérer à l'ensemble des réformes [qui lui sont demandées, NDLR], l'Union mettra alors en place un lien suffisamment fort, qui ne soit pas l'adhésion ».

La grande inconnue résiderait donc dans les intentions de la Turquie. Il sera toujours temps, ensuite, d'ajuster l'offre des Européens. Pour M. Chirac, l'adhésion est destinée à une Turquie hypothétique, réformée en profondeur, résolument démocratique, laïque, alignée sur les normes de l'Europe. Il ne sait s'il elle existera un jour, mais il en fait le pari. ■

Le gouvernement israélien s'inquiète d'un éventuel départ de la coalition

Israël redoute de se retrouver en première ligne, notamment face à la menace nucléaire iranienne.

De notre correspondant à Jérusalem

LA PERSPECTIVE, même lointaine, d'un retrait américain d'Irak inquiète à ce point le gouvernement israélien, que le premier ministre, Ehoud Olmert, a pris parti dans le débat entre républicains et démocrates sur cette question. Au risque de froisser la nouvelle majorité démocrate au Congrès, Olmert a rendu un hommage appuyé à la politique de l'Administration Bush en Irak.

« Nous suivons la politique américaine en Irak depuis longtemps et nous sommes très impressionnés et encouragés par la stabilité que la grande opération américaine en Irak a apportée au Moyen-Orient »,

a déclaré Ehoud Olmert lors de sa visite à la Maison-Blanche. Le quotidien *Haaretz* affirme que les propos du premier ministre ont provoqué la « fureur » des démocrates et déplore qu'en s'exprimant publiquement sur cette question, M. Olmert se soit « placé en opposition

vis-à-vis des nouveaux dirigeants démocrates au Congrès, qui ont gagné les élections la semaine dernière en raison de leur opposition à la guerre en Irak ».

Pour les analystes israéliens, les déclarations d'Ehoud Olmert sont un appel au secours déguisé en compliment, traduisant l'appréhension israélienne vis-à-vis de tout changement de la politique américaine au Moyen-Orient. « Nous sommes très inquiets, confirme un responsable israélien cité par le *Haaretz*. Le retrait américain d'Irak aura un impact extrêmement négatif pour Israël. »

« Syndrome du Vietnam »

Les experts israéliens du Moyen-Orient jugent que la disparition de la présence militaire américaine en Irak pourrait faire peser une menace directe sur l'État hébreu. « Si l'Irak sombre dans la guerre civile, ce sera un camouflet pour la politique américaine d'intervention militaire, juge Cameron Brown, directeur adjoint pour les affaires internationales au centre interdisciplinaire d'Herzliya. Cela provoquera un nouveau syndrome du Vietnam et les États-Unis pourraient hésiter à intervenir militairement à l'avenir. » Israël redoute que cela n'affecte la crédibilité des États-Unis vis-à-vis de la menace nucléaire iranienne, plaçant ainsi Israël en première ligne.

Mark Heller, directeur à l'Institut de recherche pour les études sur la sécurité nationale, estime que l'instabilité résultant d'un retrait

américain rendrait l'Irak plus vulnérable à l'influence iranienne. « L'influence de l'Irak aura un effet de débordement au Liban et en Syrie, ajoute-t-il. En plus, les radicaux sunnites d'Irak pourraient s'infiltrer en Jordanie. » Cela aurait pour résultat de « rediriger les efforts des terroristes actuellement concentrés sur les forces américaines en Irak, contre Israël », affirme Heller.

Israël redoute aussi que les États-Unis ouvrent de nouvelles discussions avec l'Iran et la Syrie, pour contribuer à restaurer la stabilité chez leur voisin irakien. La disparition de « l'axe du Mal » pourrait placer Israël dans une position inconfortable dans les dossiers libanais, syrien et palestinien. Car une véritable stabilisation de la région passe par un règlement de ces questions, dont le conflit en Irak avait détourné l'attention.

PATRICK SAINT-PAUL

La France favorable à un retrait américain d'Irak

Paris pousse au désengagement militaire américain mais s'interroge sur ses conséquences.

LA FRANCE est favorable à un retrait progressif des forces internationales d'Irak tout en redoutant que cette évolution, favorisée par la récente victoire des démocrates au Congrès, ne se traduise par un alourdissement du « fardeau » supporté par les Européens. Sans mentionner de calendrier, on estime important à Paris de fixer une « perspective de retrait » pour les troupes de la coalition dominée par les Américains (150 000 hommes). Jacques Chirac l'avait dit au début du mois, en recevant à l'Élysée son homologue irakien, Jalal Talabani. Des propos soulignés par le nouveau cap qui se profile en Irak après les élections de mid-term.

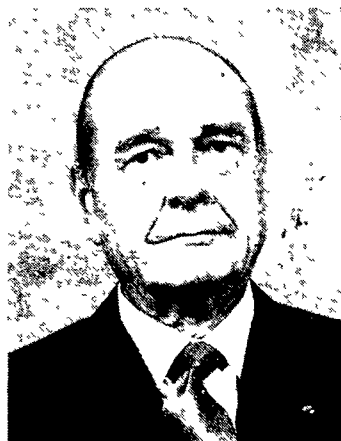
Côté français, on estime que l'horizon d'un tel désengagement est indispensable pour enclencher le processus qui permettrait enfin aux Irakiens de prendre en main leurs propres affaires. Un transfert de souveraineté véritable qui demeure entravé par la tutelle américaine à Bagdad, estiment certains observateurs. Dans le même

temps, on ne manque pas de s'interroger à Paris sur les implications d'un désengagement américain que l'on souhaite voir s'effectuer sans précipitation. « Une Amérique plus multilatéraliste pourrait presser les Européens d'accroître leurs effectifs militaires en Afghanistan et de s'engager en Irak », souligne un diplomate. Cette dernière hypothèse est catégoriquement récusée à Paris.

Irréaliste

« Qui voudrait aller en Irak ? », s'interroge un autre diplomate, en soulignant qu'il serait irréaliste « d'échanger dans ce pays une force internationale contre une autre force internationale ». La tentative d'impliquer l'Otan, envisagée en 2004, a fait long feu, rappelle-t-on également à Paris.

Le groupe d'étude sur l'Irak (dont l'un des chefs est l'ex-secrétaire d'État James Baker) pourrait également recommander une participation accrue des Européens aux efforts de reconstruction. Une éventualité qui suscite, là encore, des réticences à Paris où l'on invoque les efforts déjà consentis. La France a en effet décidé d'annuler 80 % de sa part de la dette exté-



Jacques Chirac avait jugé important de fixer une « perspective de retrait » pour les troupes de la coalition en Irak. Kovarik/AFP

rieuse irakienne, ce qui représente 4 milliards d'euros. Côté français, on se refuse à remettre la main au portefeuille tant que le gouvernement irakien n'aura pas fait la preuve de sa capacité à lutter contre la corruption et d'endiguer les détournements de fonds. Par ailleurs, quelque 500 stagiaires irakiens ont été accueillis en France l'an dernier au titre de la coopération culturelle, scientifique et technique. Une aide à la formation qui pourrait éventuellement être accrue. C'est bien, à ce stade, le seul tribut que la France est prête à payer aux « nouvelles perspectives » américaines en Irak.

ALAIN BARLUET

LE FIGARO

15 novembre 2006

Le Monde
15 novembre 2006

Etats-Unis Le Groupe d'études sur l'Irak consulte alors que les démocrates plaident pour un retrait de l'armée

George Bush souhaite « réussir » en Irak sans se renier

NEW YORK
CORRESPONDANT

George Bush a reçu, lundi 13 novembre, les responsables du Groupe d'études sur l'Irak, formé à l'initiative du Congrès et conduit par l'ancien secrétaire d'Etat républicain James Baker et l'ancien parlementaire démocrate Lee Hamilton. Cette commission devrait rendre publiques ses conclusions le mois prochain. Elles s'annoncent cruciales à la fois pour trouver une stratégie de sortie des troupes américaines d'Irak et établir un consensus entre l'administration et l'opposition démocrate désormais majoritaire au Congrès.

Le président américain a réaffirmé son objectif : « *Un gouvernement irakien qui peut durer, gouverner et se défendre et qui soit un allié dans la guerre contre le terrorisme.* » Il a salué le travail de la commission. « *Ils veulent que nous réussissions en Irak, comme je veux que nous réussissions : nous avons eu une bonne discussion.* »

Le porte-parole de la Maison Blanche, Tony Snow, a souligné qu'il ne s'agissait pas pour le Groupe d'études de présenter des recommandations, ni même de révéler ce qu'elles pourraient être. « *C'est une conversation dans laquelle les deux parties ont échangé des points de vue et des idées* », a-t-il déclaré. Le groupe a passé la journée à la Maison Blanche et rencontré les principaux membres de l'administration. Il doit s'en-

tretenir, mardi, via une liaison vidéo, avec le premier ministre britannique Tony Blair, et rencontrer les responsables démocrates du Congrès, qui réclament un calendrier de retrait d'Irak.

« *Nous ne pouvons protéger les Irakiens contre eux-mêmes. Nous avons besoin de commencer une phase de redéploiement des forces d'Irak dans les 4 à 6 mois* », a déclaré, dimanche, le démocrate Carl Levin sur la chaîne de télévision ABC. M. Levin devrait devenir président de la commission des forces armées du Sénat. Il a affirmé, lundi, qu'une résolution fixant le calendrier d'un premier retrait de troupes américaines obtiendrait un large soutien au Congrès y compris dans les rangs républicains.

« Un retrait ou fixer une date de retrait mènerait au chaos dans la région », estime le sénateur républicain John McCain

Un autre sénateur démocrate, Joseph Biden, qui devrait prendre la tête de la commission des relations extérieures, a apporté son soutien à M. Levin. Il a également réclamé la tenue d'une conférence internationale sur l'Irak à laquelle participeraient l'Iran, la Syrie et la Turquie.

Le numéro un démocrate au Sénat, Harry Reid, a une position un peu différente.

Il est favorable à « *un redéploiement* », mais ne veut « *surtout pas* » fixer de date. Quant au sénateur républicain John McCain, il a réaffirmé, dimanche, son opposition à tout retrait, d'après lui prématuré, des troupes. « *Un retrait ou fixer une date de retrait mèneraient au chaos dans la région* », a-t-il affirmé sur NBC. M. McCain plaide au contraire pour une augmentation du contingent américain.

George Bush a répété depuis la défaite électorale républicaine qu'il est prêt à examiner la situation avec « *un regard neuf* » et a qualifié le nouveau secrétaire à la défense, Robert Gates, d'« *agent du changement* ».

Jusqu'où est-il prêt à aller ? Selon des fuites, le Groupe d'études sur l'Irak pourrait recommander un retrait graduel et l'ouverture de négociations avec la Syrie et l'Iran pour parvenir à une stabilisation du pays. M. Bush a cependant réaffirmé, après sa rencontre lundi avec le premier ministre israélien, Ehoud Olmert, que le préalable à toute discussion avec l'Iran restait la suspension de ses activités d'enrichissement d'uranium. ■

ERIC LESER

EFFECTIFS MILITAIRES EN IRAK

Etats-Unis : le nombre des militaires américains déployés en Irak a atteint 150 000 au début de novembre. Il s'agit du chiffre le plus élevé depuis le début de l'année, selon le Pentagone.

Grande-Bretagne : le deuxième contingent étranger en effectifs est constitué par les 7 200 soldats britanniques présents sur place

Autres : les troupes coréennes, troisièmes en importance, comptent 2 800 hommes, devant l'Italie (1 600), la Pologne (900), la Géorgie (900), l'Australie (900), la Roumanie (890) et le Danemark (470)

Irak : les forces de sécurité irakiennes (armée et police) comptent 310 000 hommes. L'objectif est d'atteindre le chiffre de 325 000 d'ici la fin de l'année



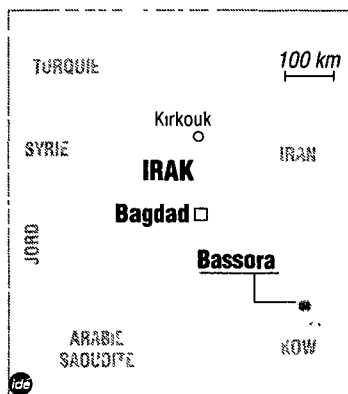
Le nouveau secrétaire à la défense, Robert Gates (à gauche), qui a succédé à Donald Rumsfeld après la victoire démocrate aux élections législatives, chante l'hymne national américain, samedi 11 novembre, dans un stade à College Station, au Texas. DAVID J. PHILLIP/AP

LE FIGARO vendredi 17 novembre 2006

Sanglante lutte pour le pouvoir à Bassora

IRAK

Le retrait des soldats britanniques approchant, les milices chiïtes s'affrontent dans la rue pour consolider leur mainmise, avant les élections provinciales.



UNE NOUVELLE liste de personnalités à exécuter circule depuis quelques semaines à Bassora. « Chacun se demande s'il n'est pas dessus. La peur règne », dit un observateur sur place. Longtemps épargnée par les attentats, la seconde ville d'Irak s'enfoncé à son tour dans la violence. Une violence, certes moindre qu'à Bagdad, mais de nature, surtout, différente. Dans la cité méridionale à majorité chiïte, ce ne sont pas les affrontements confessionnels avec les sunnites qui déchaînent les passions. Mais la lutte pour le contrôle de cet important centre d'exportation pétrolier, à laquelle se livrent les milices des deux principales factions chiïtes, l'Armée du Mahdi de Moqtada Sadr et la Force Badr, liée au Conseil suprême de la révolution islamique en Irak. Une lutte aggravée par la multiplication des gangs criminels, reliés à d'obscurs commanditaires. « La polarisation de la situation est aiguisée par le départ sans doute plus très lointain des 7 200 soldats britanniques et la tenue des élections provinciales, sans cesse reportées », ajoute l'observateur.

En armes, les sadristes contrôlent la rue et certains quartiers pauvres, comme Hanya. Puissants dans la police et les services de renseignements, les miliciens badristes, eux, sont spécialisés dans les assassinats ciblés d'anciens baasistes et de « collaborateurs » des Anglais.

« On les voit s'entraîner à moto, le soir, sur certaines avenues, ils s'arrêtent brusquement puis font demi-tour après avoir simulé une attaque », raconte Ali, un habitant de Bassora.

La « franchise » Sadr

Les sadristes sont a priori les plus forts. Mais l'Armée du Mahdi est handicapée par son éclatement croissant. « C'est devenu une franchise, tel imam de quartier se réclame de Sadr, mais il ne lui obéit plus, en fait », ajoute Ali. Les Anglais ont fait des sadristes leur principale cible car depuis un an ces derniers ont accru leur emprise sur Bassora. « Les Britanniques veulent les affaiblir avant leur départ », explique l'observateur. D'où les nombreuses arrestations de miliciens, détenus dans la prison surpeuplée de Bouca, dont certaines auraient été opérées grâce aux informations fournies par leurs rivaux de la Force Badr.

Malgré la répression qui les frappe, les sadristes parviennent à infliger des coups de plus en plus durs aux militaires britanniques. Ils ne se contentent plus d'attaquer leurs convois de nuit. Depuis un mois, ils multiplient les offensives durant la journée, tout en diversifiant leurs modes opératoires (tirs de roquettes Katioucha par exemple). « Dans de telles conditions, il est difficile de penser que la milice de Sadr ne bénéficie pas d'un appui logistique extérieur », relève un diplomate. L'Iran voisin est régulièrement accusée de soutenir certaines factions armées irakiennes, mais Téhéran dément.

Conséquence de cette pression maintenue, les troupes britanni-

ques se font de plus en plus discrètes dans les rues de Bassora. « Elles ne sortent plus qu'avec leurs chars », dit un autre habitant. La semaine dernière, quatre soldats anglais ont été tués. « Ils sont en train de prépa-

rer leur retrait », affirme un membre d'une ONG. Les Anglais ont déjà regroupé une partie de leurs installations autour de l'aéroport. Et les Danois en ont fait de même. Des signes qui ne trompent pas une

population écartelée entre le désir de voir partir les « occupants » et la crainte du vide créé par leur départ.

Six mois après sa visite à Bassora, le premier ministre Nouri al-Maliki a échoué à reprendre le

contrôle de la ville. L'armée et la Garde nationale ne font toujours pas le poids face aux milices, tandis que le gouverneur continue de garder la haute main sur une partie de la contrebande de pétrole. Comme à Bagdad, l'État n'existe pas. Pour Ali, « la situation est si mauvaise que certains en viennent à regretter Saddam Hussein ». Il ne reste plus qu'une quarantaine de familles chrétiennes. Beaucoup d'autres ont fui vers le nord l'islamisation des milices. Mais ces derniers mois, plusieurs d'entre elles sont revenues. « Quitte à mourir, autant mourir chez soi », reconnaît une mère, évoquant les pressions auxquelles ils ont été soumis. À Mossoul, par exemple, les familles chrétiennes arrivées du sud étaient contraintes de donner un fils à la guérilla sunnite.

Conséquence de ce ras-le-bol,



Les troupes britanniques, de plus en plus discrètes dans les rues de Bassora, veulent affaiblir les sadristes avant leur départ.

Polémique autour d'une prise d'otages

Le gouvernement continue de se diviser sur une prise d'otages au ministère de l'Enseignement supérieur, mardi. Pour le titulaire du portefeuille, Abd Dhiab, un sunnite, soixante-dix employés sont toujours détenus par leurs ravisseurs, qui en auraient libéré quatre-vingts. Certains ont été torturés et tués. Le premier ministre, Nouri al-Maliki, soutient au contraire qu'il ne reste plus qu'une quarantaine d'otages entre les mains d'une faction, vraisemblablement chiite. Par ailleurs, vingt-quatre civils ont été tués hier en Irak, dont neuf employés d'une boulangerie du quartier de Zayouna, à Bagdad. Une voiture piégée a explosé près d'un tribunal, dans le quartier à majorité chiite de Sadr City, faisant deux morts. À Baqouba, à 60 kilomètres au nord de Bagdad, dix civils ont péri au cours de plusieurs attaques armées.

- G. M.

une coalition de partis « sécularistes », regroupée autour des communistes et de l'ancien premier ministre, Iyad Allaoui, vient de naître, pour s'opposer aux formations religieuses lors des élections provinciales. De quoi alimenter encore les tensions.

GEORGES MALBRUNOT

Les Américains doivent-ils quitter l'Irak avant la fin du mandat de Bush ?

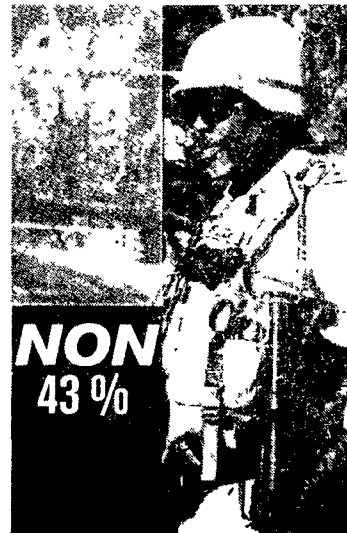
C'EST la Maison-Blanche qui l'a révélé juste après le départ de son locataire pour le sommet Asie-Pacifique : la « révision » du dossier Irak est à l'ordre du jour. Il faut dire que le Congrès, fraîchement rendu aux démocrates, piaffe d'impatience. Il faut dire que même le général Abizaid, chef du commandement central de l'armée américaine, laisse entrevoir, avec un optimisme modéré quant à la possibilité pour son pays de stabiliser la région, un retrait « flexible » et progressif dans les douze mois à venir. D'où notre question : les Américains doivent-ils quitter le borbier irakien avant l'échéance présidentielle de 2008 ? D'où vos réponses par l'affirmative pour 57 % des lecteurs-internautes sur *lefigaro.fr*. D'où, aussi, l'argument massue des 43 % qui souhaitent le maintien des troupes : puisqu'ils y sont, qu'ils y restent. Ou : tel est pris qui croyait prendre. Ou pire : les casseurs doivent être les payeurs.

Un peu de douceur dans ce monde anti-yankee. Dan, emporté par son élan : « La politique déstabilisatrice que même l'Irak en Irak ne doit pas nous faire douter de la valeur des engagements de l'Occident. »

D'autres rappellent que « si les Ricains n'étaient pas là... » : « Un retrait précipité des « boys » rendrait inutile le sacrifice courageux de ceux déjà tombés au champ d'honneur. Les États-Unis, eux au moins, agissent et se donnent les moyens de leur politique. » Un certain Lolo soutient l'Amérique mordicus : « La démocratie est aujourd'hui trop fragile en Irak pour être livrée à ses ennemis chiïtes et sunnites. Courage, M. Bush ! »

Les autres partisans du non sont moins lyriques. Le camp des « Fallait pas y aller » se déchaîne. « Les dirigeants américains ont voulu la guerre, moins à des fins humanitaires que pétrolières. Devant le désastre, ils doivent assumer leur choix. » Armand redoute une sortie précipitée des États-Unis, qui « aboutirait certainement, après des années de massacres supplémentaires, à une partition du pays ». Raphaël, radical : « Qu'ils partent ou qu'ils restent, cela n'a plus aucune importance. Washington a donné l'Irak à l'Irak, bravo... »

Dans la tranchée adverse, il peut arriver que certains tenants du oui expriment une neutralité presque suisse. Jean, qui semble



Mahnoud Raouf Mahnoud

expert dans l'art de comparer les incomparables : « L'histoire nous prouve que le départ des Américains est inéluctable. La France a dû quitter l'Indochine et l'Algérie, les Américains ont dû quitter le Vietnam, les Russes ont dû quitter l'Afghanistan. » Guilou mise prudemment sur la stratégie domestique : « Le joueur réfléchi n'est-il pas celui qui sait s'arrêter avant de tout perdre ? D'un point de vue purement politique, l'entêtement ne servirait qu'à enfoncer les républicains. »

Reste la phalange des irréductibles anti-Bush, toujours fidèles au poste et impatients que l'armée américaine quitte le sien. Mireille résume ce flot de « je l'avais bien dit » : « Ils sont incapables de maîtriser la situation en Irak, comme c'était prévu par tout le monde sauf par eux. » Et Julien enfonce le clou : « Une fois de plus les États-Unis ont montré leur capacité à déstabiliser le monde et leur incapacité à résoudre quoi que ce soit ! »

VÉZIANE DE VEZINS

Un retrait risquerait de laisser l'Irak aux mains des minorités radicales, faute d'alternative satisfaisante à la présence des troupes américaines. Notre opposition à Bush ne fait que renforcer les radicaux qui maintiennent la région dans le chaos. »

Alexandre

Il ne faut pas attendre une sortie glorieuse de cette guerre injustifiée.

Face à cet échec, autant limiter le nombre de morts américains et anglais. Qu'ils se retirent tout de suite. »

Suzanne

De même que les États-Unis n'auraient jamais dû intervenir en Irak, ils sont condamnés à y rester au risque de provoquer un embrasement de toute la région, voire du reste de la planète. Ils doivent aller jusqu'au bout, mais sont-ils prêts à en payer le coût humain ? »

Hippolyte

On ne gagne pas une guerre d'invasion.

Vouloir que tous les pays du monde aient la même organisation démocratique est une utopie. Oui, les Américains et leurs alliés doivent se retirer d'Irak, et rapidement ! »

Pat

A Washington, optimisme du général Abizaid et pessimisme du chef de la CIA sur l'Irak

LA MAISON BLANCHE a révélé, mercredi 15 novembre, avoir engagé une revue d'ensemble de sa politique en Irak. Le conseiller du président Bush à la sécurité nationale, Stephen Adley, a indiqué que ce réexamen devrait mener à la rédaction d'un rapport. Les experts s'interrogent sur les recours dont dispose M. Bush entre le maintien d'un cap qu'il a défendu pendant des mois mais

qui ne paraît plus tenable et un retrait des forces américaines qui équivaldrait à abandonner l'Irak à la guerre civile.

S'exprimant mercredi devant le Congrès, le général John Abizaid, qui supervise les opérations en Irak en tant que chef du « commandement central » couvrant la zone s'étendant de la Corne de l'Afrique à l'Afghanistan, s'est déclaré « optimiste sur le fait que

[les États-Unis] peuvent stabiliser l'Irak ». Il a déconseillé d'augmenter ou de réduire les effectifs sur le terrain et affirmé que le niveau de violence a baissé : « Je ne dirais pas que nous avons franchi un tournant dans ce domaine, mais [la situation] n'est plus aussi mauvaise qu'en août. »

Egalement entendu, le général Michael Hayden, directeur de la CIA, a dressé devant le Congrès

un tableau beaucoup plus sombre : « Des milices chiïtes radicales et des groupes dissidents alimentent la violence, tandis que les attaques sunnites font douter même les chiïtes modérés de la possibilité d'une réconciliation. »

Evoquant les difficultés qu'affronte le gouvernement irakien, le général Hayden a expliqué que « la violence endémique en Irak ronge la capacité de gouverner » et

que « les forces de sécurité sont ravagées par les divisions confessionnelles ». L'administration civile, « étouffée par la corruption, l'incompétence et le contrôle des partis, n'est pas à la hauteur ».

Pour « compliquer » le tout, a ajouté le chef de la CIA, Al-Qaida « continue à fomenter les violences confessionnelles et cherche à expulser les forces de la coalition ». Or, a-t-il mis en garde, « une victoire

d'Al-Qaida en Irak signifierait un Etat fondamentaliste servant de rampe de lancement pour des opérations terroristes dans la région et aux Etats-Unis ».

Par ailleurs, l'armée américain

ne a indiqué, mercredi, que l'un des quatre soldats poursuivis pour le viol et le meurtre d'une Irakienne de 14 ans et de sa famille à Mahmoudiya a plaidé coupable. - (AFP, Reuters.) ■

Le Monde 18 novembre 2006

La Turquie promet de soutenir l'Irak à condition que son unité soit préservée

A Ankara, le premier ministre turc a répété à son homologue irakien son opposition à toute indépendance du Kurdistan

ISTANBUL
CORRESPONDANCE

La Turquie a de nouveau reçu, jeudi 16 novembre, le premier ministre irakien alors qu'elle refuse toujours d'inviter son président - le Kurde Jalal Talabani -, qui suscite la plus grande méfiance à Ankara où l'on est déjà mal à l'aise avec ses propres citoyens d'origine kurde.

A l'issue d'entretiens à Ankara avec Nouri Al-Maliki, son homologue turc, Recep Tayyip Erdogan, a annoncé qu'il était prêt à fournir à l'Irak un soutien multiforme - culturel, commercial et militaire, sous forme d'entraînement de son armée et de sa police -, mais seulement « à condition que l'unité du peuple irakien soit préservée ». La plus grande crainte d'Ankara res-

te qu'un Kurdistan indépendant en Irak ne vienne redonner des aspirations indépendantistes à ses propres Kurdes.

Lors d'une conférence de presse commune, M. Erdogan a précisé que « l'intégrité territoriale et politique de l'Irak est essentielle », en soulignant que pour « garantir la sécurité et la stabilité » de ce pays, ses problèmes « doivent être résolus par consensus », particulièrement à Kirkouk. « Il faut un plan pour Kirkouk qui englobe tous ses groupes ethniques », a-t-il ajouté.

La Constitution de l'Irak prévoit la tenue d'un référendum dans cette région avant fin 2007 pour déterminer son avenir. Les Kurdes d'Irak, redevenus majoritaires à Kirkouk et dans sa région riche en pétrole, entendent en faire la capitale de leur entité autonome. Répondant aux inquiétudes turques, M. Maliki a assuré que « Kirkouk est une cité irakienne, elle restera en possession de l'Irak ».

Selon un quotidien turc, la visite de M. Maliki, prévue quatre jours plus tôt, a été reportée, non

pas - comme cela fut annoncé - en raison d'une tempête de sable, mais à cause de différends entre les deux parties sur la composition de la délégation irakienne. Les Kurdes refusaient la présence du chef du Front turkmène d'Irak, soutenu par la Turquie. Ankara ne voulait pas accueillir un représentant officiel du Kurdistan d'Irak, dont la très large autonomie est pourtant inscrite dans la Constitution de ce pays.

« Terroristes du PKK »

Une présence fut pourtant remarquée dans la délégation irakienne : celle du général à la retraite et ministre d'Etat pour la sécurité nationale, Shirwan Al-Waili. C'est lui qui a été nommé représentant de l'Irak « pour la lutte contre les terroristes du PKK », le parti de la guérilla des Kurdes de Turquie qui dispose de bases en Irak. Le général Waili a rejoint deux autres généraux à la retraite, l'un américain, l'autre turc. Leur nomination, cet été, fut la réponse trouvée par Washington pour calmer une opinion publique turque outrée

par la poursuite des attentats du PKK en Turquie, et pour dissuader l'armée turque qui menaçait d'intervenir en Irak.

Au sujet du PKK, M. Maliki s'est borné à assurer que son gouvernement « ne laissera aucun groupe mener des activités armées en Irak ». Cette déclaration paraît dérisoire. Les pouvoirs de ce gouvernement s'étendent avec peine hors de la « zone verte » de Bagdad, où il siège. Et il ne dispose d'aucune troupe au Kurdistan, sans même parler de l'extrême nord montagneux de cette région où le PKK est retranché.

Pour autant, les contacts pris par le général américain avec ses collègues turcs et avec les dirigeants kurdes d'Irak - eux-mêmes en contact avec le PKK - ont abouti à l'annonce, par ce dernier, d'un nouveau cessez-le-feu. Bien que rejeté, comme d'habitude, par les militaires turcs, cette trêve tient encore. Elle laisse planer quelques lueurs d'espoir de « paix non déclarée » sur cette frontière sensible. ■

SOPHIE SHIHAB

Ankara gèle ses relations militaires avec la France

LA FRANCE s'est efforcée, jeudi 16 novembre, de minimiser la décision de geler les relations militaires franco-turques, annoncée la veille par le général Ilker Basbug, chef d'état-major de l'armée de terre. A l'occasion d'une réception marquant le 23^e anniversaire de la République (autoproclamée) de Chypre du Nord, le « numéro deux » des forces armées turques avait indiqué : « Les relations dans le domaine militaire avec la France ont été suspendues. »

Si elle se confirmait (ni le Quai d'Orsay, ni le ministère de la défense n'ont reçu d'avis officiel),

cette décision constituerait la première mesure de représailles contre la France après l'adoption, le 12 octobre, par l'Assemblée nationale, d'une proposition de loi réprimant la négation du génocide arménien de 1915.

Mehmet Dülger (AKP), président de la commission des affaires étrangères du Parlement turc, a expliqué que la Turquie n'avait pas d'autre choix, le vote de l'Assemblée nationale étant considéré comme « un acte d'hostilité contre la Turquie ». « Nous devons agir, on ne s'attend pas à un tel geste de la part d'un ami », a-t-il ajouté, dans

une déclaration rapportée par l'*International Herald Tribune*.

Les diplomates français ont rappelé à leurs homologues turcs que le vote d'une proposition de loi (d'initiative parlementaire) ne se traduit pas forcément par une loi, le Sénat n'ayant d'ailleurs pas inscrit ce texte à son ordre du jour.

« Les Turcs ont voulu marquer le coup sur le plan intérieur. Après le vote de 2001 [la loi reconnaissant le génocide arménien], il y avait eu une période de refroidissement, pendant dix-huit mois, puis tout est rentré dans l'ordre », assure-t-on au ministère de la défense, où l'on confirme cependant qu'une réunion franco-turque destinée à adopter un « plan de coopéra-

tion » militaire, prévue en décembre, a été annulée par Ankara.

Cette décision pourrait cependant avoir des conséquences, dans la mesure où la France et la Turquie ont d'étroits liens militaires (notamment via l'OTAN), au travers d'opérations extérieures (Afghanistan, Bosnie, Kosovo, Liban et Centrafrique).

Eurocopter est, d'autre part, en compétition pour un marché d'environ 1,5 milliard d'euros portant sur la vente de quelque 52 hélicoptères Cougar et NH90 à l'armée turque. ■

LAURENT ZECCHINI

Le Monde
18 novembre 2006

Bush faces chorus of dissent on Iraq

Kissinger can't see a 'military victory'; Republican senators urge more troops

By Brian Knowlton

WASHINGTON: Former Secretary of State Henry Kissinger, a man who regularly advises President George W. Bush on Iraq, said Sunday that a full military victory was no longer possible there. He thus joined a growing number of leading conservatives openly challenging the administration's conduct of the war.

"If you mean, by 'military victory,' an Iraqi government that can be established and whose writ runs across the whole country, that gets the civil war under control and sectarian violence under control in a time period that the political processes of the democracies will support, I don't believe that is possible," Kissinger told the British Broadcasting Corporation.

In Washington, a leading Republican supporter of the war, Senator John McCain of Arizona, said that U.S. troops in Iraq were "fighting and dying for a failed policy." But he continued to argue vigorously for a short-term surge in U.S. forces, and he gained a vocal ally in Senator Lindsey Graham of South Carolina, another influential Republican, who said, "We're going to lose this war if we don't adjust quickly."

The comments came at a sensitive time, just as the Bush administration, deeply frustrated by the persistent chaos in Iraq — where more than 50 people died in violence Sunday — and stung by Republicans' electoral setbacks Nov. 7, has undertaken an intense search for new approaches to the war.

Kissinger, in the BBC interview, said that the United States must open a dialogue with Iraq's neighbors, pointedly including Iran, if progress is to be possible. Bush has said the United States was ready for such talks, but only if Iran moved to halt its nuclear enrichment work. U.S. officials say low-level talks with Syria have produced little progress.

But Kissinger also said that a hasty withdrawal from Iraq would have "disastrous consequences," leaving not only Iraq but neighboring countries with large Shiite populations destabilized for years. He said the United States would probably have to chart a road between military victory and total withdrawal.

The comments reflected a markedly more pessimistic view than Kissinger had expressed publicly in the past. The book "State of Denial" by Bob Woodward quotes Kissinger as saying in

September 2005 that the only exit strategy for Iraq was victory.

Analysts of the Pentagon, State Department and other agencies are working feverishly to complete a report for the White House meant to lay out U.S. options in Iraq.

They hope to do so before a much-awaited review from a bipartisan commission headed by former Secretary of State James Baker, which is expected by mid-December. The Baker group has sought Kissinger's advice.

As those projects go forward, three proposals — not necessarily mutually exclusive — have emerged, and on Sunday, senior lawmakers argued them all: to quickly begin a phased troop withdrawal as a means to compel the Iraqi government to seize greater responsibilities; to temporarily increase U.S. troop strength to bolster security before initiating a withdrawal; and to engage Iraq's neighbors in talks aimed at halting their support for unrest in Iraq.

McCain, a respected figure on military matters who is exploring a presidential campaign in 2008, has argued before for more troops, and he made the case passionately on Sunday.

"I believe the consequences of failure are catastrophic," McCain said on ABC-TV. "It will spread to the region. You will see Iran more emboldened."

Graham, a fellow member of the Armed Services Committee, hinted on Wednesday, when his committee questioned General John Abizaid, commander of U.S. forces in the Middle East, that he backed McCain; and he made that clear on Sunday.

"We need an overwhelming presence in Iraq for the short term," he said on CBS-TV.

Abizaid said Thursday that while the U.S. military could find an additional 20,000 troops for a short deployment, the ability to stay longer was "simply not something that we have right now with the size of the army and the Marine Corps."

Graham said he disagreed with Kissinger about the impossibility of a military victory. But as someone who was able to visit the souks of Baghdad to buy a rug on his first Iraq visit — but had to travel in a tank during his latest — Graham said that matters were "absolutely" worse.

And Kissinger said that a rapid withdrawal could have "disastrous consequences."

"If you withdraw all the forces without any international understanding

and without any even partial solution of some of the problems, civil war in Iraq will take on even more violent forms and achieve dimensions that are probably exceeding those that brought us into Yugoslavia with military force," he said.

Senator Carl Levin of Michigan, a Democrat who will chair the Armed Services Committee when the new Congress convenes in January, has led the calls for a phased withdrawal, to begin within months, as a way to jolt Iraqi leaders into grasping greater control.

"If you don't do that, they're going to continue to have the false assumption that we're there in some kind of open-ended way," he said Sunday on CNN.

But a phased withdrawal could leave Iraq perilously vulnerable, analysts say, not just to internal violence but to its neighbors — Iran, Syria and possibly even Turkey, should it decide to send forces into the north to pursue Kurdish guerrillas.

A growing number of lawmakers, and reportedly the Baker commission, favor intense direct negotiations with those neighbors to ensure their cooperation.

Senator John Kerry of Massachusetts, the Democratic presidential candidate in 2004, cited Kissinger's own negotiations with the North Vietnamese in arguing for engagement with Iran and Syria.

"If you pursue legitimate diplomacy, the way Henry Kissinger did when he made multiple trips, night after night, day after day, twisting arms, working; if you make the effort that Jim Baker did to build a legitimate coalition, I'm confident we can do what's necessary to get the neighborhood — and I include in that Iran and Syria — to take greater stakes," Kerry said on Fox-TV.

McCain said he was not opposed to talks with Syria and Iran, but he questioned whether Iran had sufficient reason to cooperate. "Iranians are on the ascendancy if we fail" in Iraq, he said, "so it's going to be very difficult to find common interests."

Several neoconservatives who had strongly supported the war have since fallen out with the administration. One of them, Kenneth Adelman, a former assistant secretary of defense, said on CNN that the management of the war "just breaks your heart."

Adelman, who had predicted that the invasion of 2003 would be a "cakewalk," criticized the decisions that allowed widespread looting after the fall of Baghdad, as well as the dismissals of Iraqi military and civilian officials.

He is no longer on speaking terms with Vice President Dick Cheney, according to The Washington Post, which quoted him Sunday as saying: "This didn't have to be managed this bad. It's awful."

A cycle of revenge drives Iraq killings

New pattern of attack and counterattack

By Sabrina Tavernise

BAGHDAD: In a flash of gunfire on a sunny September morning, eight Shiite friends were killed as they put up a poster of a cleric. In the following days, Sunni men in the area began to quietly disappear. The bodies of at least 20 were found in Shiite areas.

As Iraq sinks deeper into war, a new pattern of revenge has become the driver of violence in the capital. First seen by military commanders in May and June, the cycle is a rhythm of attack and counterattack, in which Sunni militants stage spectacular strikes and Shiite militias hit back quietly with targeted killings, with similar or even greater numbers of victims.

"The problem is that every time there's a sensational event, which is mostly Sunni extremists, that starts the whole sectarian cycle again," said Major General William Caldwell Jr., the chief spokesman for the American military in Iraq. "If we could stop the cyclical nature in Baghdad, we could really change the dynamics here."

The cycle, the product of calculated war between two major fighting groups, has hardened Iraqis against one another, as the highly personal violence chips away at the trust between the two communities and radicalizes larger portions of their fringes.

Those fresh hatreds raise new questions about the role of the American military, which now faces an Iraqi landscape now vastly more complicated than it was a year ago, in which larger numbers of ordinary Iraqis are participating in the killing.

"We shouldn't talk in a false way, that we are all brothers," said Faaz, a young Shiite graduate student, who follows Abu Dera, a militant leader. "We have to admit there is a wound. It is a vicious, destructive war."

The pattern — now the defining feature of the war in the capital, home to a quarter of the country's population and the heart of the American military's effort — has unleashed a whole new reality on its streets.

Militias come to funerals and offer to carry out revenge. Gunmen execute blindfolded people in full public view. Mortars are lobbed between Sunni and Shiite neighborhoods.

There are even new words for the culture of killing. Sakaka: death squad member. Tali: lamb, a Sunni victim. Batta: car used by Shiite militias.

Killings are "more hastily done with



Photographs by Scott Nelson/World Picture Network for The New York Times

Muhammad Faisal has taken care of his nephew, Muhammad Bakr, since the boy's father, Othman, was killed along with seven others in Baghdad. Left, children looking at a soccer field in the capital where eight were killed by a mortar shell, an increasingly common way to carry out retaliatory attacks.

less brutality, and tend to be more frontal," Caldwell said.

The price for the killing of the Shiites was steep. After the Sept. 23 shooting, gunmen in cars began seizing Sunni men. Some were taken in front of their families, with guns pointed at heads, forced into cars outside their houses. Others simply disappeared. Their bodies began to surface in vacant lots near a Shiite militia stronghold. Families counted 20 to 40 dead, including a man, his son and his 14-year-old grandson. Americans tracking the deaths verified 17, according to residents whom they questioned.

An uneasy suspicion fell over the neighborhood. The police station, largely infiltrated by a Shiite militia, the Mahdi Army, did not even have a record of the disappearances. Muhammad Faisal, the brother of one of the slain Shiites, said he did not believe the Sunni families. The funerals for the eight Shiites drew large crowds. The Sunni ones did not.

"Where were their funerals?" he said, sitting in his tiny room in the neighborhood, Na'ariya, holding his dead brother's 5-month-old baby. "We didn't see their numbers."

The kidnappings seemed calculated to wipe away any remaining trust. Sunnis started to leave the neighborhood — about 50 families, according to a rough count by Sunni residents and a police official — but some time later, mosques said it was safe to return.

Hamid Salman al-Dulaimy, 65, was happy to return. He had found living with friends uncomfortable, carrying a toothbrush, a dishdasha and a small transistor radio in an old-fashioned leather bag. But several hours after they

arrived, gunmen in four cars, pointed guns at the heads of two of his sons and asked for identification cards. They took Dulaimy and his brother. Their bodies were found in a Shiite area several days later.

"You said we could come back here," one of the sons, Zaid, recalled saying to the gunmen. Zaid himself was taken a week after the interview. He is still missing.

It is a long way between the pain of loss and the cold steel of killing. But militias, which move freely in the lawlessness in Iraq, shorten the path.

Two sedans of Mahdi militiamen arrived at a funeral this spring of a man who was killed, with five of his friends in a Sunni area on his way back from a fish restaurant. According to an account by a relative, the men called family out to the street and opened the trunks. People were inside, the relative said. The men offered to kill them. The family refused.

For those who do not agree to killings, militias offer other help. Arkan, a poor worker from northeastern Baghdad, began receiving the equivalent of \$50 a month from the Mahdi Army after his father, a truck driver, died from wounds he received in a sectarian attack in September. Arkan said his family advised him against trying to seek revenge; it is dangerous business and he is the only working member in the family. Still, he has known others who have.

"There are many people like this," he said. "They bring a normal Sunni and say, this is revenge for my brother. Some say it's enough, killing two or three. Some continue."

Killing is an ugly thing, and, like racism, not something people speak about openly. But its traces are everywhere, even in public places. Arkan lives in Ur,

a neighborhood in northeast Baghdad that borders the area of the Shiite militant Abu Dera. He has seen at least five executions of Sunnis, including one of an Egyptian man who did not die.

The statistics tell the tale: In January, the authorities there found 18 bodies, in

June, 30, and in August, the figure had tripled to 90, the police authorities in the neighborhood said.

The killings follow the cycle of revenge. The executions in Ur jumped several days after the shooting deaths of Shiite pilgrims in August. One witness in the area of the killing, a construction materials market, said he saw 14 killings in the days that followed.

In Sugel Uleh, a market area in Sadr City where a Sunni bomb had gouged out a large crater this summer, Shiite gunmen shot and killed at least eight men in the center of the hole during funerals for some of the Shiites killed in the bombing, one attendee said.

"This fighting, killing Sunnis and Shias, this is deep into the history of these tribes," said Husham al-Madfai, an architect and history buff. "They call it revenge. This is in the history of the country, in the blood of the people."

A safer and increasingly common way to carry out retaliatory attacks is by mortar. In the three days that fol-

lowed the death sentence for Saddam Hussein, a source of bitterness for Sunni Arabs, 10 different strikes around the capital killed at least 15 Iraqis and wounded 87, including at least three Shiite boys who were watching a soccer game in Sadr City. The American military conducted operations to sweep areas from which they were launched.

"Sadr City is 100 percent Shiite — 100 percent," said Muhammad al-Musawi, the father of one of the boys. Some of the surrounding areas are Sunni, and the two are fighting.

The problem, he said, sitting in a white plastic lawn chair in his son's funeral tent, as a prayer was sung behind him, is that the Sunnis were used to being in control. "They put in their minds that Shiites were the servants and they are the lords."

A nephew of the Shiite killed with his five friends said Shiites had simply had enough. "You can't expect people with all this tragedy in all these years not to have any reaction."

The increasingly personal violence has hardened Iraqis against one another. When Jamal first saw his uncle's broken body stuffed in the trunk of a car, he was overcome by anger.

"The feeling of revenge overwhelmed me," he said in a house in Sadr

City, next to a door-making shop. "I said to myself, 'I will kill all the Sunnis.'"

He said he did not resort to the killing of strangers, as some Iraqis have begun to do, but did engage tribal and militia connections to track down the killers. Now he is harder and less trusting, a feeling many share.

"On the surface, people say they trust," said a policeman in Na'ariya who asked that his name not be used because he could be killed. "Inside they don't each other trust at all."

A Shiite government employee said: "My family, they are not aggressive, but it's the feeling inside, the hatred. They believe Sunnis are doing all of this."

As the capital becomes more violent, many of those who refuse to give in to it, leave. Hassan Jabr, a Shiite whose 12-year-old son was kidnapped and murdered this spring, said he was forever changed when he first saw his son's small, broken body in the morgue. He moved to Jordan this fall with his wife, and one remaining son.

Before he left, he was waiting to register the death certificate at a government ministry when he struck up a conversation with a man in his 20s whose only brother had been killed. The man said he had killed three Sunnis to avenge the death, Jabr said.

The man was surprised at Jabr's restraint. "Are you a coward — why don't you take revenge?"

Damas prêt à aider le gouvernement irakien

LE FIGARO

21 novembre 2006

MOYEN-ORIENT

Ce changement de cap est sans doute un message aux États-Unis, principal soutien militaire de Bagdad.

De notre envoyé spécial à Beyrouth

DAMAS a accompli un geste spectaculaire en envoyant son ministre des Affaires étrangères, Walid Mouallem, à Bagdad. Il s'agit de la première visite d'un chef de la diplomatie syrienne en Irak depuis la chute de Saddam Hussein, en avril 2003. Mouallem a assuré le gouvernement irakien du soutien de Damas « au gouvernement né des élections », et, se disant « prêt à fournir toute l'aide possible pour que l'Irak maintienne son unité », car « la sécurité de l'Irak est aussi celle de la Syrie ». Le ministre syrien et son homologue irakien, Hoshyar Zebari, ont appelé à une « normalisation des relations bilatérales ». De hauts responsables du gouvernement irakien ont dé-

claré hier à l'AFP que les deux pays pourraient annoncer la reprise de leurs relations diplomatiques, interrompues en 1980, avant la fin, aujourd'hui, de la visite du chef de la diplomatie syrienne en Irak.

Ce changement de cap au moins verbal semble adresser un message aux États-Unis, principal soutien militaire de Bagdad. Washington refuse de parler à la Syrie, qu'il accuse de soutenir l'insurrection contre le gouvernement à dominante chiite : en laissant passer les combattants du djihad international à travers sa longue frontière avec l'Irak, et en soutenant certains groupes sur place. Le porte-parole de l'armée américaine a affirmé hier que près de cent combattants étrangers franchissent chaque mois la frontière syrienne pour se rendre en Irak.

Il en faudra peut-être plus pour convaincre George Bush. Mais c'est la première fois que la Syrie prend en considération les demandes américaines. La visite de Mouallem à Bagdad intervient en outre après que l'ambassadeur syrien à Wash-

ington, Imad Moustapha, a révélé avoir rencontré en compagnie de Walid Mouallem l'ancien secrétaire d'État James Baker, codirigeant du groupe d'études sur l'Irak, chargé par Bush d'étudier un plan d'action diplomatique. Moustapha affirme avoir dit à Baker que la Syrie pouvait « jouer un rôle important dans la restauration de la stabilité », une façon de reconnaître qu'elle peut aussi jouer le rôle inverse.

« Calendrier de retrait »

Toujours selon lui, le ministre des Affaires étrangères syrien a reconnu l'influence de la Syrie sur les sunnites irakiens, qui « se tournent vers nous pour leur protection », ainsi que sur le dirigeant politico-militaire chiite Moqtada al-Sadr, inspirateur d'une nébuleuse combattante anti-américaine opposée au gouvernement de Bagdad. Mouallem aurait rappelé aux Américains l'alliance de 1991 entre la Syrie et les États-Unis dans la première guerre du Golfe, conclue entre Hafez el-Assad, le père de l'actuel président, et James Baker,

alors en fonction. Ce dernier a qualifié le compte rendu de Walid Mouallem de « généralement correct ».

Reste que la Syrie entend vendre cher sa contribution à la « guerre contre le terrorisme ». À Bagdad, Mouallem a appelé à un « calendrier de retrait » des troupes américaines. Selon des sources syriennes, Damas, qui voit les États-Unis en position de faiblesse, pourrait poser d'autres exigences : concessions sur l'enquête onusienne sur l'assassinat de l'ex-premier ministre libanais Rafik Hariri, règlement global dans le conflit palestinien, reprise des négociations sur le Golan, et même un changement de politique américaine sur le nucléaire iranien.

Toutes choses que les États-Unis ne sont pas prêts à accepter pour le moment. En attendant, au Liban, les alliés de la Syrie, Hezbollah en tête, font monter la pression pour l'installation d'un gouvernement d'union nationale qui pourrait entraver la création du futur tribunal international sur l'assassinat de Hariri.

PIERRE PRIER

Syria says it's ready to help end Iraq strife

By Kirk Semple

BAGHDAD: The foreign minister of Syria, on the first visit of a senior Syrian official to Baghdad since the ouster of Saddam Hussein, said Sunday that his government was prepared to help end the rampant violence in Iraq and repair the country.

The visit by the foreign minister, Walid Moallem, took place on a day of deadly sectarian attacks in Iraq, including a suicide bombing targeting a group of day laborers in the southern Shiite city of Hilla that killed at least 17 people and wounded 49, officials said.

U.S. and Iraqi officials have been scrambling to find solutions to the soaring sectarian violence in Iraq.

In recent weeks, Iraqi and some Western officials have begun to talk about the necessity of actively involving Syria and Iran in the discussions.

"We in Syria are ready to give all our support for the unity of Iraq's people and land," said Moallem, the highest-ranking Syrian official to visit Iraq since Saddam Hussein was removed from power in 2003.

Moallem also called for a withdrawal of U.S. troops, saying that it would "help in reducing violence and preserving security."

The Bush administration has accused both Syria and Iraq of providing financ-

ing and weapons to militias in Iraq and has refused to open high-level talks with their governments. But as the administration conducts a broad reassessment of its Iraq policy, President George W. Bush has come under pressure to amend that policy.

Prime Minister Tony Blair of Britain recently urged the United States to get involved with Iraq's two neighbors. And according to the Syrian ambassador to Washington, James Baker, the Republican co-chairman of a bipartisan group examining strategic options in Iraq, has met several times with Syrian officials to discuss how they might cooperate with the United States.

But Moallem said that his visit to Iraq was not related to any pressure by the Americans. "I came here to please the people of Iraq and the people of Syria," he said.

Mowaffak al-Rubaie, Iraq's national security adviser, said in an interview this week that Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki had been working hard to bring Iraq's neighboring countries into the discussions on how to achieve stability in Iraq.

The White House said Friday that Syria could play a positive role in the region, if it desired.

"The United States and the international community have made very clear the constructive role that Syria can play in the region," said Dana Perino, a deputy White House press secretary.

In the Shiite town of Hilla on Sunday, a man driving a minibus loaded with explosives pulled alongside a group of day laborers and blew himself up, according to a local police official. It was the deadliest attack of the day in Iraq.

By nightfall, three suspects had been captured in a town west of Hilla, including one Iraqi and two Egyptians, including Major General Qais al-Mamouri, the police chief in Babil, near Hilla. They told the authorities that the suicide bomber was Syrian, the general said.

In northern Baghdad on Sunday, heavily armed gunmen dressed in Iraqi military uniforms stormed the house of a deputy health minister and kidnapped him in a convoy of vehicles, officials said.

The kidnapping of the deputy minister, Ammar al-Saffar, had sectarian overtones. Saffar is Shiite and a member of Maliki's Dawa Party, and the ministry has been widely accused by Sunni leaders of favoring Shiite and even harboring Shiite death squads that target Sunnis.

The abduction may also have been retributive: It came five days after Shiite militiamen dressed in government police uniforms kidnapped dozens of people from the Ministry of Higher Education, which is overseen by a Sunni minister and has long been viewed as a bastion of Sunnis.

Iraqi police officers in the southern city of Basra said they had captured 200 suspected insurgents during a search for four U.S. security contractors and an Austrian who were kidnapped on Thursday, according to The Associated Press. The police invited the media to view the suspects, who were blindfolded and forced to sit on the ground outside a police station, the news agency reported.

The four U.S. security guards and their Austrian co-worker have been missing since suspected militiamen dressed in Iraqi police uniforms ambushed their truck convoy on a highway near Sa'wan, a largely Sunni Arab city on the Kuwait border.

Three car bombs detonated almost simultaneously in a bus depot in a predominantly Shiite eastern Baghdad neighborhood, killing at least 10 people, wounding another 45 and destroying vehicles and shops in the area, witnesses and officials said.

A group of witnesses and residents who gathered at the site soon afterward angrily blamed Sunni Arab insurgents for the attacks.

M. Kissinger juge impossible une victoire américaine

L'ANCIEN secrétaire d'Etat américain Henry Kissinger a alimenté le concert des critiques contre la politique américaine en Irak, en jugeant impossible une victoire militaire. « Si vous voulez dire par victoire militaire claire, un gouvernement irakien dont l'autorité s'étend à l'ensemble du pays, qui en finisse avec la guerre civile et les violences interconfessionnelles, je ne pense pas que cela soit possible », a-t-il indiqué, dimanche 19 novembre, dans un entretien à la BBC.

« Il faudrait convoquer une conférence internationale à laquelle participeraient les voisins [de l'Irak], peut-être les membres permanents du Conseil de sécurité et les pays qui ont grand intérêt à ce que la situation soit résolue », a ajouté M. Kissinger, régulièrement consulté par George Bush sur les questions internationales.

L'idée de conférence internationale a les faveurs d'élus démocrates. Le séna-

teur Carl Levin, appelé à présider la commission des forces armées du futur Congrès, a souligné, dimanche sur CNN, que la recherche d'une solution passait par l'implication de deux pays voisins, l'Irak et la Syrie, « que nous l'aimons ou pas, et nous ne l'aimons pas ».

Selon le *New York Times* du samedi 18 novembre, l'ancien secrétaire d'Etat américain, James Baker, républicain, aurait rencontré à plusieurs reprises des responsables syriens au cours des dernières semaines pour examiner comment la Syrie pourrait agir en coopération avec les Etats-Unis pour stabiliser la situation en Irak. M. Baker codirige le groupe d'études sur l'Irak qui doit formuler de nouvelles propositions pour la politique américaine en Irak. L'administration Bush, qui a rappelé son ambassadeur à Damas, a régulièrement accusé la Syrie de soutenir les insurgés irakiens.

Alors que le coût de la guerre en Irak ne cesse d'augmenter – selon le quotidien *USA Today* du vendredi 17 novembre, une rallonge d'environ 150 milliards de dollars serait à l'étude –, la nouvelle majorité démocrate au Congrès plaide en faveur d'un désengagement militaire.

Le sénateur républicain John McCain, candidat potentiel à l'investiture de son parti pour l'élection présidentielle de 2008, a défendu au contraire une nouvelle fois dimanche l'idée d'une augmentation des troupes. Il a précisé qu'il demanderait un retrait rapide des forces américaines en cas de refus de M. Bush.

« Ce que je ne peux pas faire, c'est de demander à nos troupes de risquer leur vie pour retarder notre défaite de quelques mois ou d'un an, ce serait immoral », a-t-il indiqué sur ABC. M. McCain a reçu le soutien du sénateur républicain Lindsey Graham. – (AFP, Reuters.) ■

L'Iran lance une invitation à Bagdad et à Damas

GOLFE

Le président irakien, Jalal Talabani, est attendu ce week-end en Iran pour discuter du chaos dans son pays.

L'IRAN a choisi de prendre les devants. À quelques semaines de la publication d'un important rapport américain, qui préconiserait l'ouverture d'un dialogue avec Téhéran et Damas pour stabiliser la situation en Irak, la République islamique veut être maîtresse de son agenda. Son président, Mahmoud Ahmadinejad, a décidé d'inviter ce week-end ses homologues irakien Jalal Talabani et syrien Bashar al-Assad. La présence de ce dernier n'est pas encore confirmée.

« Les Iraniens et leurs alliés Syriens veulent montrer qu'ils sont solidaires actuellement », affirme un expert des affaires iraniennes à Téhéran. « Qu'ils ont une vision commune de la situation en Irak et une approche commune pour trouver une solution au chaos à Bagdad. »

L'Irak et la Syrie sont régulièrement accusés de soutenir des groupes armés qui combattent les forces américaines en Irak. Jusqu'à présent, Georges Bush a toujours refusé d'associer l'Irak et la Syrie à la recherche d'une solution à Bagdad. Mais il pourrait changer d'avis, après les conclusions du rapport de James Baker, l'ancien secrétaire d'État, qui recommande au contraire de « parler aux ennemis » syrien et iranien, pour ramener un peu de calme en Irak.

Depuis l'invasion américaine de l'Irak, chacun à leur manière, Téhéran et Damas ont patiemment bâti une capacité de nuisance chez leur voisin, qu'ils n'entendent pas dilapider, sans contrepartie. Face au probable changement de cap américain, l'Irak et la Syrie tiennent désor-

mais à montrer leur disponibilité à œuvrer positivement sur le cours des choses dans l'ancienne Mésopotamie. « Les Iraniens comme les Syriens sont attachés à un Irak uni », ajoute l'expert à Téhéran. La crainte de voir la guerre civile déborder à leurs frontières inquiète Téhéran et Damas. Les deux alliés ne tiennent pas davantage à ce que certaines de leurs minorités suivent l'exemple des Kurdes irakiens pour réclamer leur indépendance. Mais la coopération irano-syrienne a un prix. « Les Américains doivent établir un calendrier de retrait de leurs troupes d'Irak », explique notre interlocuteur, qui ajoute : « L'Irak en effet veut que l'Irak redevienne un vrai État indépendant, sans bases américaines chez les Kurdes, faute de quoi personne ne sera prêt à aider les Américains à se sortir du bourbier. » Aux yeux des Iraniens, ce minisommet pourrait offrir une porte de sortie aux Américains, à condition que ceux-ci acceptent in fine « une discussion globale » sur les différends qui les opposent à Téhéran, du nucléaire au soutien aux islamistes palestiniens du Hamas.

Puissants relais iraniens en Irak

Des trois protagonistes, Téhéran est indiscutablement le mieux armé pour affronter une nouvelle donne régionale. La République islamique garde toute latitude pour continuer d'utiliser ses relais en Irak. Sans parler de son « levier d'action » sur le Hezbollah chiite libanais, résolu à faire tomber le « gouvernement proaméricain » à Beyrouth. Les Syriens, eux, font figure de maillon faible. « Quel est leur intérêt de faire un cadeau à un gouvernement irakien très affaibli ? », se demande un expert du dossier syrien. Accusé par la communauté internationale d'être derrière l'assassinat de l'ancien pre-



Les ministres des Affaires étrangères syrien et irakien, Walid al-Moualem et Hoshiyar Zebari, ont annoncé hier, à Bagdad, le rétablissement des relations diplomatiques entre leurs deux pays. Getty/AFP

mier ministre libanais Rafic Hariri, le régime syrien veut sans doute desserrer l'étau autour de lui, et faciliter un dialogue avec les États-Unis. « Le marché irakien et le pétrole sont très importants également pour les Syriens », ajoute Kais al-Azaoui, journaliste irakien. « Mais les Syriens ne peuvent pas livrer les dirigeants baasistes à un gouvernement proaméricain », poursuit l'expert des affaires syriennes. Le voyage à Bagdad de leur ministre des Affaires étrangères Walid al-Moualem, couronné par le rétablissement hier des relations diplomatiques avec l'Irak, s'inscrit dans ces velléités d'apaisement sur le dossier irakien.

Des intentions qui restent à se traduire en actes : chaque mois, entre 70 et 100 djihadistes passent la frontière syrienne pour

aller combattre en Irak, selon des estimations américaines. L'assassinat hier à Beyrouth de Pierre Gémyal, imputé par de nombreux Libanais à la Syrie, vient déjà contredire la thèse d'une nouvelle posture syrienne. Ce qui n'étonnera pas tous les sceptiques habitués au double jeu syrien : calmer le front irakien tout en continuant la déstabilisation du Liban.

Quant aux responsables irakiens, leur marge de manœuvre est faible face à Téhéran. Une précédente visite de Jalal Talabani avait été reportée le mois dernier. Mais les récentes déclarations de son premier ministre Nouri al-Maliki sur la volonté de Bagdad de garder dans le giron irakien la ville pétrolière de Kirkouk, réclamée par les Kurdes, ont apaisé Téhéran.

GEORGES MALBRUNOT

Irak Le premier ministre, qui veut remanier son cabinet, a échoué à désarmer les milices et à éviter la guerre civile

A Bagdad, le gouvernement Maliki face au chaos

BAGDAD

ENVOYÉ SPÉCIAL

Une nouvelle tempête politique, menaçant d'emporter le « gouvernement d'unité nationale » piloté depuis le mois de mai par Nouri Al-Maliki, a éclaté ces derniers jours à Bagdad. C'est un mandat d'arrêt lancé contre le principal cheikh religieux sunnite du pays, Hareth Al-Dhari, président du puissant Conseil des oulémas, qui a mis le feu aux poudres. Cette mesure avait été réclamée, jeudi 16 novembre, par le ministre chiite de l'intérieur, aussitôt entérinée par un magistrat chiite sans l'avis du ministre de la justice, laïc, puis annulée le lendemain par le premier ministre, chiite.

La situation était déjà très échauffée par l'enlèvement collectif de plusieurs dizaines de personnes, mardi, par 80 miliciens chiites en uniformes de police, en plein Bagdad, au ministère de l'enseignement supérieur.

Le titulaire sunnite de ce portefeuille a été suspendu de ses fonctions « tant que toutes les personnes enlevées » – essentiellement sunnites, puisqu'une cinquantaine d'otages chiites ont, depuis, été libérés par leurs ravisseurs – ne seraient pas relâchées.

Tandis que le pays continue d'être saigné à blanc (plus de 150 morts samedi et dimanche, dont 46 cadavres torturés retrouvés dans Bagdad), la confusion gouvernementale est totale, le désarroi général. Samedi, alors qu'on était sans nouvelles de quatre agents de sécurité privée américains et d'un Autrichien,

enlevés la veille avec une vingtaine de camions qu'ils escortaient dans le sud prétendument « pacifié » du pays, l'ambassadeur d'Irak au Nations unies à Genève, le chiite Ali Adhad, était assassiné avec son épouse dans un quartier sunnite de Bagdad.

Dimanche, c'est Ammar Al-Saffar, un autre chiite, vice-ministre de la santé et membre du parti de M. Maliki, qui a été enlevé à son domicile par des inconnus armés. Entre les attentats-suicides – 24 civils chiites déshabillés à Hilla, dimanche – et les raids américano-iraquiens contre l'insurrection sunnite – 30 morts à Ramadi samedi, au moins autant le lendemain à Baqouba –, il serait fastidieux d'égrener tous les épisodes des guerres qui ensanglantent le pays.

Six mois après avoir été nommé chef du gouvernement par consensus, jugé « homme de la situation » par le président américain George Bush, Nouri Al-Maliki apparaît plus faible, plus contesté et plus impuissant que jamais.

« Un cabinet paralysé »

Les Américains, qui comptaient sur ce politique chiite islamiste « modéré » pour stabiliser la situation, freiner la guerre civile en s'attaquant aux milices de sa communauté, développer un processus de réconciliation avec la minorité sunnite et ainsi désamorcer ne serait-ce qu'une partie de l'insurrection, ne se font plus guère d'illusions.

Sunnites et chiïtes, Arabes, Kurdes ou Assyriens, les politiciens interrogés à Bagdad sont à peu près tous d'accord, sinon sur les causes de l'impuissance, au moins

sur le diagnostic. « Ce cabinet est complètement paralysé », nous dit le docteur Alaa Maki, numéro trois du Parti islamique, qui fournit l'essentiel des 44 parlementaires du Front de la concorde (sunnite). « L'armée et surtout la police sont totalement infiltrées par les milices chiïtes et M. Maliki multiplie les promesses de purge sans jamais les mettre en œuvre. »

« Faux ! », s'insurge Falah Shanshal, chef du groupe parlementaire des 26 élus chiïtes du Mouvement sadriste, dirigé par le jeune prêcheur anti-américain Moqtada Al-Sadr. « La vérité est que ce gouvernement, sous la pression des Américains, est en train de rappeler tous les baasistes et les sadristes éliminés après l'invasion étrangère d'avril 2003. Nous ne pouvons l'accepter. »

Désormais scindée en au moins trois factions, dont deux n'obéissent plus au « sayyed Moqtada », l'Armée du Mahdi, milice du mouvement (7 000 hommes), souvent accusée par la vox populi, et par les Américains, des pires crimes de nettoyage ethnique en cours à Bagdad, n'est, selon lui, « constituée que de patriotes qui protègent les chiïtes des exactions des takfiris », les extrémistes sunnites.

Vieil élu kurde modéré, proche de Jalal Talabani, le président (Kurde) de la République, Mahmoud Othman juge « la situation très sérieuse » et estime que « le remaniement complet du gouvernement [demandé par le premier ministre] ne changera rien ».

Numéro deux du parti islamiste Al-Daawa, M. Al-Maliki ne contrôle que 25 mandats sur 275 au Parlement. Pour le reste, il est dépendant du bon vouloir des élus, majoritaires, chiïtes du Conseil suprême de la révolution islamique (CSRII) et de leurs rivaux sadristes, ce qui explique, d'après M. Othman, « pourquoi, sauf à perdre son poste, il ne peut pas agir contre les milices armées de ces deux formations ». Créée en Iran en 1982, la « brigade Badr » du CSRII comprend au moins 10 000 miliciens armés qui s'affrontent sporadiquement avec ceux de l'Armée du Mahdi.

Yonadam Kanna, unique élu assyrien chrétien de l'Assemblée et membre du Comité de réconciliation nationale, a rencontré ces dernières semaines hors d'Irak « au moins 150 anciens baasistes et cheikhs tribaux et religieux » proches de la rébellion sunnite. Dans un tel contexte, la grande conférence de réconciliation maintes fois repoussée « a bien peu de chances de se tenir à court terme ». ■

PATRICE CLAUDE



Trois explosions simultanées ont fait au moins six morts et plus de trente blessés dans une station de bus, dans un quartier chiite de Bagdad, dimanche 19 novembre. Ce même jour, le vice-ministre de la santé, Ammar Al-Saffar, a été enlevé à son domicile. AMEEN/REUTERS

Iran asks Iraq and Syria to summit

Move by Tehran seen as preempting Washington strategy

From news reports

BAGHDAD: Iran has invited the presidents of Iraq and Syria to Tehran for a weekend summit meeting with President Mahmoud Ahmadinejad to come up with ways to cooperate in curbing the runaway violence that has taken Iraq to the verge of civil war and threatens to spread through the region, key Iraqi lawmakers said Monday.

President Jalal Talabani of Iraq has accepted the invitation and will fly to the Iranian capital Saturday, a close parliamentary associate said.

Also Monday, Iraq announced that diplomatic relations between Baghdad and Damascus — severed nearly a quarter-century ago — would be restored this week during the visit of Syria's foreign minister, Walid Moallem.

Syria broke diplomatic ties with Iraq in 1982, accusing it of inciting riots by the banned Muslim Brotherhood in Syria. Damascus also sided with Iran in the 1980-88 Iran-Iraq war. Trade ties were restored in 1997.

The Iranian diplomatic move appeared designed to upstage expected moves from Washington to include Syria and Iran in a wider regional effort to clamp off violence in Iraq, where more than 1,300 people have been killed in the first 20 days of November.

The violence continued Monday, when assassins killed a popular TV comedian and a college professor but failed in attempts to kill two Iraqi government officials. In all, 21 Iraqis were killed in a series of attacks around the country.

The Iranian move was seen as a display of its increasingly muscular role in the Middle East, where it has already established deep influence over Syria and Lebanon.

"All three countries intend to hold a three-way summit among Iraq, Iran and Syria to discuss the security situation and the repercussions for stability of the region," said Ali al-Adeeb, a lawmaker of Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki's Dawa Party and a close aide to the prime minister.

Syria is widely believed to have done little to stop foreign fighters and recruits to Al Qaeda in Mesopotamia from crossing its border to join Sunni insurgents in Iraq. It has also provided refuge for many top members of Saddam Hussein's former leadership and political corps, which is thought to have organized arms and funding for the insurgents. The Sunni insurgency, since it sprang to life in late summer 2003, has been responsible for most of the American deaths in Iraq.

Iran is deeply involved in training, financing and arming the two major Shiite militias in Iraq, where Tehran has deep historic ties to the current Shiite political leadership. Many Iraqi Shiites spent years in Iranian exile during Saddam's decades in power in Baghdad. One militia, the Badr Brigade, was trained in Iran by the Revolutionary Guard.

An Ahmadinejad spokesman said Talabani's visit was scheduled several weeks ago for late November to work on improving bilateral relations. But Talabani confidants said the invitation was issued on Thursday by the Iranian ambassador, Hassan Kazimi Qumi.

It was not clear whether President Bashar al-Assad would attend, a close associate of Talabani said.

On Monday, Moallem, the Syrian foreign minister, met with Iraqi officials, including Maliki, on the second day of a landmark visit to Baghdad.

Moallem pledged Syria's cooperation in tackling violence that has raised the specter of civil war, saying it was prepared to work "hand in hand to achieve the security of brother Iraq." It was the first time a Syrian minister had visited Iraq since the 2003 invasion and is a rare visit by any senior Arab official.

The civilian victims of the widespread attacks Monday in Iraq included Walid Hassan, a famous comedian on Al Sharqiya TV, who was shot and killed while driving in western Baghdad. He had performed in a comedy series called "Caricature," which mocked coalition forces and the Iraqi governments since the U.S.-led invasion.

Assailants also shot and killed Fulaieh al-Ghurabi, a Shiite professor at Babil University in the province south of Baghdad, as he was driving home from the school at midday, the police said.

In addition to the 21 killed Monday, the bodies of 26 Iraqis who had been kidnapped and tortured were found on the streets of the capital; in Dujail, north of Baghdad; and in the Tigris River in southern Iraq, the police said.

Minister of State Mohammed Abbas Auraibi, a member of Iraq's Shiite majority, said a roadside bomb hit his convoy at about 9:30 a.m. Monday in eastern Baghdad, wounding two of his bodyguards.

Hakim al-Zamily, a Shiite deputy health minister, also escaped unhurt when gunmen fired at his convoy in central Baghdad at noon on Monday, killing two of his guards, the minister said.

A U.S. soldier was killed by a roadside bomb in Baghdad on Saturday night

and a U.S. marine died during combat in Anbar Province on Sunday, the military said, raising to at least 2,865 the number of U.S. service members who have died since the beginning of the war. This month in Iraq, 47 American service members have been killed or have died.

Coalition forces again raided Baghdad's Sadr City, the stronghold of a Shiite militia suspected of having carried out a mass kidnapping at the Ministry of Higher Education last week.

Iraqi forces searched and damaged a mosque during the operation, but made no arrests, the U.S. military said. The Iraqi forces, acting with the assistance of U.S. military advisers, also destroyed

a vehicle near the mosque that was posing a threat to the ground forces, the coalition said.

Meanwhile, British and Iraqi forces raided homes in southern Iraq on Monday and arrested four suspects in the kidnapping of four American security guards and their Austrian co-worker, an official said.

The raid, which began late Sunday and ended early Monday morning, took

place in Zubair, a mostly Sunni-Arab enclave about 32 kilometers, or 20 miles, south of Basra. (AP, Reuters)

■ Iraqi deployment urged

The United States should push for available and trained Iraqi security forces to be sent to the front lines of the fight to stabilize the war-torn country,

the chairman of the House Armed Services Committee said Monday, according to The Associated Press in Washington.

"We need to saddle those up and deploy them to the fight" in dangerous areas, said the Republican chairman, Representative Duncan Hunter of California. He took a different tack from Senator John McCain, Republican of Arizona, who has urged that additional U.S. troops be sent there.

Herald INTERNATIONAL Tribune

Tuesday, November 21, 2006



An Iraqi Kurd proudly shows his grandson to a U.S. soldier waiting in his Humvee during a search of houses for weapons and contraband in a Kurdish neighborhood in Tuz, Iraq, on June 19, 2005. The war in Iraq is nothing but about power. The ongoing semi-civil war between Sunnis and Shiites is not due to religious differences or centuries of hatred, it is rather due to losing or gaining power, writes Globe's Azad Aslan.

Towards a strategic alliance?

Globe Editorial

Since the defeat of the Republicans in the mid-term Congressional elections, Washington's policy in Iraq has become even more confused and critics of official policy of Iraq in Washington have become stronger. There are number of ideas and proposals flying around Washington pressuring the White House to readjust or rather alter its Iraq policy.

One of the main reasons for Washington's confused state of Iraqi affairs is due to US indifference to historically accumulated ethnic and religious conflicts. The US's simplistic perception of Iraq and its naive expectation of an early victory proved to be disastrous. This simplicity and naivety have been compounded with the intrigues of regional powers in Iraqi affairs, which have made the situation worse. Even the closet ally of the US in the region, Turkey, has not refrained from causing obstacles for the US in order for its policy to fail in Iraq.

Without doubt, one of the most serious issues that faces the US in Iraq is the Kurdish national question. Determined to protect its hard earned national and demo-

cratic rights, the Kurdish leadership, with the full support of the Kurdish population, have resisted against the pressure exerted by Arab nationalists and regional powers. The US position with regard to this pressure and resistance is not clear at all.

The war in Iraq is nothing but about power. The ongoing semi-civil war between Sunnis and Shiites is not due to religious differences or centuries of hatred, it is rather due to losing or gaining power. Sunnis fear to remain in a land with no natural resources and the lose of power they have held for more than eight decades. This has translated into terrorist activities against the Shiites with an expectation to uphold the processes of democratization of Iraq. The Kurds' insistence on federalism is the main source that inflates the Sunnis fear. In a unitary state model the Sunnis have less worry as they would share sovereignty, as long as the sovereign has full control of natural sources. A unitary state model represents everything that the Kurds have fought against for decades. In that sense reconciliation between various ethnic and religious groups in Iraq is almost an impossible task. Iraq is a cracked egg and no

power can put it back together again. Within these chaotic and complicated circumstances, the US position with regard to Iraq is pivotal.

Despite the continual flow of unconfirmed reports that US policymakers are considering troop withdrawal, such a move is highly unlikely. Failure in Iraq would be the end of the much-propagated US Greater Middle-Eastern project. This means that the US would lose its influence and power in the region to the EU, China and Russia. The prestige of the US military would be lost. For the US the stake is not only Iraq but its global capitalist interests. Within this context, the consideration of an early withdrawal for Washington is not an option. At most, the White House may consider troop redeployment in Iraq.

In such an eventuality, US troop redeployment in the Kurdistan region would be a serious issue for the Kurdistan Regional government to consider. The US troop deployment in Kurdistan region may strengthen the Kurds' hand against both the Arab nationalists and neighbouring countries. Qubad Talabani, the Kurdistan Regional Government representative in Washington, is right to state that 'it would be mean-

ingful if the US forces are dispatched to northern Iraq in the event of the redeployment of the US forces within Iraq.'

Such a possible development, however, must be based on a mutual understanding between the Kurds and the US. The White House should develop a clear and coherent Kurdish policy should they wish to keep their friendly relations with the Kurds. The Kurds who had been left in the lurch by the Great Powers in the past have many reasons to be cautious in their relations with the US.

The Kurdistan Region does not need US troops for its internal security. The Peshmerga forces in Kurdistan are capable of securing the region without the help of US forces. It is because of this reason alone redeployment of the US forces in Kurdistan region is a matter of a strategic rather than a security issue. The US should make it clear that the Kurds are a strategic ally of the US in the region. Only with such confirmation would the Kurds welcome US troops in their land and provide all the necessary facilities required.

Azad Aslan
Globe Political Editor

Al-Maliki visit to Turkey

Erdogan urges Iraqi PM to maintain balance of power in Kirkuk

By Vanessa Able
Globe-Istanbul

The continuing problem of the PKK presence in northern Iraq, and the future of the Kirkuk region were high priority topics in discussions between Iraqi Prime Minister Nuri al-Maliki and his Turkish counterpart, Recep Tayyip Erdoğan in Ankara last Thursday.

Prime Minister al-Maliki visited Turkey last week

along with Foreign Minister Hushyar Zebari in what was a brief meeting between ministers to update policies and relations between the two countries.

Ankara maintains that the status of the Iraqi province of Kirkuk is also an issue for Iraq's neighboring countries, and Turkey's Prime Minister Erdoğan urged Mr. al-Maliki to uphold a balanced power structure between ethnic groups in the region.

The Iraqi government's line is that Kirkuk lies in Iraqi territory and so belongs to all Iraqis, and that any wealth generated in the region should be shared equally by all its ethnic groups.

Foreign Minister Zebari emphasized his government's policy on keeping Kirkuk's fortunes an internal matter, by stating that Kirkuk is not a Turkish province. In an interview with Turkey's private CNN

channel, Zebari went on to say that the future of the province would be decided by a census and a referendum at the end of 2007.

“We understand Turkey's sensitivity,” he said in reference to the issue of the hotly-contested multi-ethnic Kirkuk, “But there needs to be mutual respect. Iraq's sensitivities also need to be taken into consideration.”

Other topics on the agenda were security in the north of Iraq, an area that still hosts

many members of the outlawed insurgent group the PKK. Prime Minister al-Maliki assured Mr. Erdoğan that PKK offices would not be permitted to re-open in Iraq, and Mr. Erdoğan in return urged Mr. Maliki to speak with deeds rather than words about efforts to thwart the PKK.

He told his counterpart: “Ending the activities of the terrorist organization in Iraq is of vital importance. We should act in cooperation on this issue, which has been harming our relations.”

The meeting between the two leaders coincided with the visit of deputy chief of Turkish General Staff, Ergin Saygun, to Washington DC where he met with the vice chairman of the US Joint Chiefs of Staff and stated to the effect that the tripartite mechanism between the US, Turkey and Iraq was not successful in tackling the problem of the PKK in Iraq.



Turkish prime minister Recep Tayyip Erdogan holds his Iraqi counterpart

al-Maliki's arm as they walk before their meeting in Ankara, 16 November 2006.

Al-Maliki is in Turkey for an official one-day visit.

Yazidi families flee Mosul and leave Army

A reliable Yazidi source announced that more than two hundred Yazidi families have fled Mosul since the beginning of this year. No more than ten to fifteen Yazidi families have remained so far in Mosul, the Yazidi source, under the condition of anonymity, said.

Forcing them to flee their businesses has resulted in huge economical losses. “Thousands of workers used to work in the city. Their families, most of whom are farmers, used to sell their products in Mosul,” the source, who has been residing in Mosul for the past few years, added.

A few Yazidi townships surround Mosul. These townships include Talkef, 20 km; Shekan, 50 km; Basheke, 15 km; and Shangal 120 km to the west of the city.

Yazidis are recognized as Kurds who have adopted Yazidism as religion.

“The Yazidis who are still living in Mosul might be forced to flee,” said M. S. who refused to give out his real name for security reasons. M. S. still lives in Mosul and thinks that religious extremism has put more pressure on Yazidis.

“Many of them have been assassinated,” he said

Last month an engineer was killed, a vehicle belonging to a Yazidi farmer was confiscated from him and a member of the Iraqi National Guard ING was also killed in Shekan, he said.

“I am scared; terrorists may occupy my house,” said Shaker K. who escaped the city recently after an upsurge of violence.

Tens of Yazidis have fled the Ira-

qi army for fear of terrorist attacks. Most of them were positioned in Kask Camp, 45 km northwest of Mosul.

“We noticed that the racial discrimination had increased against us,” says Dakil Elias from Shangal. He deserted the Iraqi Army four months ago.

“But the Iraqi authorities did nothing to stop that, and that is when I deserted the army.”

In the last two years, there were hundreds of Yazidi soldiers, Elias said, but since many of them were killed, not so many of them join the army any more.

“Two of my brothers, a cousin and another relative, all of whom were soldiers, were killed because of racial hatred,” Dakil said. “There is great discrimination in the new Iraqi army in Mosul; there were

terrorists who had filtered into the army and those provided the terrorist groups in the Talaffar area with their names, locations and the roads they took to get home.”

In addition to these tragic incidents, tens of Yazidi teachers and students have also fled the University of Mosul and transferred to the universities in Kurdistan.

“Despite the fact that Mosul University is the closest to Yazidi residents,” J. K., a university professor, said.

“It has almost become evident that no Yazidi student or teacher will remain in the university.” He added that widespread religious fanaticism against other religious and ethnic minorities has had forced those minority members to flee their homes.

The Globe

Turks snub EU deadline

Foreign minister cites 'blackmail' on Cyprus

By Dan Bilefsky

BRUSSELS: Turkey said Tuesday that it would not respond to a European Union deadline demanding that it open its ports to Cyprus, raising the stakes in a showdown that could derail Ankara's EU membership talks.

"Issues like Cyprus cannot be solved by blackmail or setting deadlines," Foreign Minister Abdullah Gul said in Ankara after meeting with the chief EU negotiator for Turkey, Ali Babacan, and Prime Minister Recep Tayyip Erdogan.

The warning came just a day after the Finnish prime minister, Matti Vanhanen, whose country holds the rotating EU presidency, called on Turkey to open its ports to EU member Cyprus by early December. He said that time was running out for Turkey and that its membership bid faced "an uncertain future" if the Cyprus issue remained unsolved.

But Turkish officials say they will not compromise on Cyprus unless the EU lifts an international embargo against the northern Turkish-speaking part of the divided island, which Turkey alone recognizes.

The EU enlargement commissioner, Olli Rehn, on Tuesday told the European Parliament's foreign affairs committee in Brussels, according to Bloomberg News: "We need less talk about blackmail and red lines. It is, I find, rather outdated talk."

In an effort to overcome the impasse, Finland has proposed that the northern Cypriot port of Famagusta be placed under EU management and be opened to trade with the EU. The United Nations would take over control of the neighboring town of Varosha, which the Greek Cypriots claim as their own. But so far, Turkey has rejected the proposal.

EU officials said that Turkish intransigence made it increasingly likely that the EU would be forced to partly suspend the negotiations with Turkey, when leaders hold a two-day summit meeting Dec. 14. That would be unprecedented in the history of the 25-member bloc. "We seem to have reached a dead end," said a senior Finnish official, requesting anonymity because the talks are continuing.

The European Commission, the EU's executive branch, will issue a recommendation in the matter Dec. 6. In the absence of a diplomatic breakthrough, EU officials say the Commission is quite likely to recommend suspending talks on up to six of the more than 30 remaining chapters Turkey must negotiate before it can join the Union.

Gul, who will go to Helsinki on Sunday for talks on the Cyprus impasse, said he was still hopeful that diplomacy could work. "The Finnish are spending great efforts to resolve the issue and we are supporting them," Gul said. "If a solution can be found, we would gladly say 'yes.'"

Attitudes toward Turkey are hardening in the EU, where public opinion remains deeply skeptical of admitting a large, Muslim country of 71 million that many do not consider to be a part of Europe.

At a meeting of foreign ministers in Brussels last week, the French minister for European affairs, Catherine Colonna, said the EU would be forced to consider partly suspending its talks with Turkey if Ankara refused to compromise. Austria and Cyprus were blunter, calling for a halt in the negotiations if Turkey refused.

But France and Britain are reluctant

to stop the talks altogether because of concerns that such a move would prompt a backlash in Turkey that could make it difficult to revive the negotiations.

Even a partial derailing of the talks could have far-reaching consequences in Turkey, where skepticism of the EU is increasing. Analysts warn that a rebuff would strengthen the hand of Islamists and nationalists, a growing number of whom are arguing against Turkish economic and political reforms that would be required for membership in the Union.

Turkish officials say the EU is applying a double standard and that it is not well placed to mediate over Cyprus since the Greek-speaking part of the divided island is already a member of the Union. They note with frustration that a United Nations plan to reunify the island failed in 2004 after it was rejected by the Greek Cypriot population and government, but was backed by the Turkish Cypriots.

"There are issues which the EU can no longer be objective or fair about," Babacan, the Turkish EU negotiator, said during a recent debate in Brussels over Turkey's EU ambitions.

A recent European Commission report assessing Turkey's membership progress rebuked the country for its failure to meet minimum standards on human rights and cited concerns over the rights of women.

It also highlighted "serious economic and social problems" facing the minority Kurdish population in the southeast of the country and chastised Turkey for its resistance to amending Article 301 of its penal code, which makes "insulting Turkishness" a crime and has been used to press charges against writers, including the 2006 Nobel literature laureate, Orhan Pamuk.

Accusée par Washington d'« entretenir le terrorisme », la Syrie promet d'aider à stabiliser l'Irak

Le Monde

23 novembre 2006

BAGDAD

ENVOYÉ SPÉCIAL

Arrivé dimanche à Bagdad pour rétablir avec une certaine pompe les relations diplomatiques entre son pays et l'Irak, Walid Al-Moallem, le ministre syrien des affaires étrangères, venait tout juste de signer les documents afférents sous les caméras et de quitter la capitale irakienne, mardi 21 novembre, lorsqu'on a appris l'assassinat de Pierre Gémayel à Beyrouth. Aussitôt pointés du doigt – avec l'Iran – par un George Bush désormais sur la défensi-

ve, les Syriens, invités par Tony Blair à « aider » Bagdad à stabiliser la situation irakienne, venaient de faire une promesse en ce sens, dans la perspective d'une normalisation.

S'il était impossible d'évaluer immédiatement les conséquences de l'assassinat, un haut diplomate irakien confiait mardi soir que « si l'un des acteurs de la région cherchait à envenimer un peu plus les relations entre Washington et Damas pour entraver celles que la Syrie veut resserrer avec nous, cela ne marchera pas ».

« Nous avons besoin des Syriens, comme des Iraniens, des Saoudiens et des Jordaniens, qui sont tous nos voisins, pour stabiliser notre pays », ajoutait-il.

Toujours compliquées et heurtées, les relations entre l'Irak et la Syrie, alors tous deux gouvernés par des régimes baassistes rivaux, s'étaient envenimées dès le début de la guerre déclenchée, en 1980, par Saddam Hussein contre l'Iran khomeiniste. En opposition à l'ensemble des puissances occidentales, Europe et Amérique comprises, qui soutenaient alors l'Irak,

Damas s'était solidarisé avec l'Iran et lui avait même fourni des armes, suscitant la rupture des relations diplomatiques en 1982, à l'initiative de Bagdad. En 1991, la Syrie avait également participé, à la demande du président Bush senior, à la coalition multinationale qui avait chassé les armées de Saddam Hussein du Koweït.

Reprises en 2001 au niveau des chargés d'affaires, puis à nouveau distendues après l'invasion de l'Irak par les Etats-Unis et le Royaume-Uni en mars 2003 – Damas s'était prononcé contre

la guerre –, les relations diplomatiques sont donc redevenues, comme disait mardi M. Moallem, « pleines et entières ».

Ce qui ne signifie pas que le voisinage est dénué de nuages. Depuis le début de l'occupation militaire, Washington et Londres reprochent régulièrement à Damas de « ne rien faire », voire d'« entretenir le terrorisme en Irak » en fermant les yeux sur le passage par son territoire de centaines de « combattants étrangers armés » qui vont rejoindre l'insurrection sunnite irakienne.

600 km de frontière poreuse

A Bagdad, sans accuser directement le pouvoir syrien, « dont on ignore le rôle dans cette affaire », le major général américain William Caldwell, porte-parole de la coalition militaire, évaluait encore lundi « de 70 à une centaine » le nombre de « terroristes étrangers, sadamistes et djihadistes d'Al-Qaida, qui franchissent chaque mois la frontière syro-irakienne ».

La Syrie, qui héberge à présent plusieurs centaines de milliers de réfugiés irakiens qui fuient la guerre civile dans leur pays, réplique régulièrement qu'elle a renforcé ses contrôles frontaliers, qu'elle a arrêté des centaines de candidats combattants et qu'il lui est impossible de surveiller l'ensemble de ses 600 km de frontière – poreuse et désertique – avec l'Irak. Damas invite également périodiquement l'armée de son voisin – et, indirectement, leurs alliés américains – à renforcer elle-même la surveillance de son côté.

Mardi, à Bagdad, M. Moallem a promis à ses « frères irakiens » que le fameux « comité conjoint de sécurité », dont la création avait déjà été annoncée, fin 2004, lors d'une visite à Damas de l'ancien premier ministre irakien Iyad Allaoui, serait véritablement activé avec des rencontres régulières entre les experts de sécurité des deux pays. Le chef de la diplomatie syrienne, qui a appelé les Américains à « établir un calendrier de retrait d'Irak, ce qui pourrait diminuer les violences », a fait savoir à ses hôtes que son pays souhaitait « un Irak stable, prospère et pacifié ».

Il a répété, sans forcément convaincre tout le monde, notamment M. Blair, qui a tout de même « salué » sa visite à Bagdad, et Washington, qui attendent maintenant « des preuves » du changement promis, que la stabilité de l'Irak est « dans l'intérêt » de Damas.

Le président irakien, le Kurde Jalal Talabani, qui doit se rendre en fin de semaine à Téhéran pour rencontrer le président iranien

Mahmoud Ahmadinejad, a été invité à se rendre ensuite à un sommet avec Bachar Al-Assad à Damas. ■

PATRICE CLAUDE

M. Bush veut contrer la formation d'un axe Syrie-Irak-Iran

Le Monde
24 novembre 2006

WASHINGTON

CORRESPONDANTE

L'administration américaine multiplie les efforts pour tenter de contrecarrer l'influence de l'Irak au Proche-Orient. Le président George Bush va se rendre à Amman, en Jordanie, le 29 novembre, pour une rencontre au sommet avec le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, accusé par les Américains de ne pas agir assez énergiquement contre les milices chiïtes à Bagdad. Le vice-président Dick Cheney a, de son côté, prévu de se rendre dès vendredi en Arabie saoudite, alliée des sunnites irakiens, pour s'entretenir « de la situation dans la région » avec le roi Abdallah.

M. Bush quittera Washington lundi 27 novembre pour l'Estonie et la Lettonie, où il participera au sommet de l'OTAN. De là, il se rendra à Amman. Selon son conseiller à la sécurité nationale, Steve Hadley, M. Bush a l'intention de faire le point avec le premier ministre irakien des progrès accomplis par le « comité conjoint sur le transfert de la responsabilité de la sécurité ». Cet organisme avait été créé le 28 octobre, alors que M. Bush était pressé par son parti d'annoncer un changement de stratégie avant les élections du 7 novembre. Depuis la victoire électorale des démocrates, un vaste débat est engagé sur l'Irak, tant dans l'administration que dans l'opposition.

Selon la Maison Blanche, la rencontre entre M. Bush et M. Maliki doit être aussi l'occasion d'évaluer « le rôle de la région dans le soutien à l'Irak ». Elle interviendra après deux visites historiques : celle que vient d'effectuer le ministre syrien des affaires étrangères à Bagdad, renouant des relations diplomatiques après vingt-six ans de rupture, et celle que doit effectuer, en fin de semaine, le président irakien, Jalal Talabani, à Téhéran. La plupart des observateurs estiment que les Etats-Unis sont désormais confrontés à la formation d'un axe Damas-Bagdad-Téhéran, consacrant la montée des chiïtes et l'affaiblissement de la puissance américaine dans la région. Le président syrien a

aussi été invité à la réunion de Téhéran.

M. Bush a décidé de ne pas attendre les recommandations de la commission Baker-Hamilton sur l'Irak pour tenter de reprendre l'initiative. Il ne s'est d'ailleurs jamais engagé à les adopter. En parallèle, une floraison d'évaluations comparables ont été lancées, l'une au Conseil national de sécurité, l'autre au Pentagone. Selon le correspondant militaire du *Washington Post*, Tom Ricks, l'armée aurait identifié trois options : augmenter massivement (de 20 000 à 30 000 hommes) le nombre de troupes pour rétablir l'ordre (« go big ») ; retirer les troupes (« go home ») ; ou réduire le nombre des soldats tout en allongeant la durée de la présence américaine (« go long »).

Pour stabiliser
l'Irak, la commission
Baker pourrait
prôner l'ouverture
de pourparlers
directs avec Damas
et Téhéran

L'une des principales idées prêtées à la commission Baker est l'ouverture de pourparlers directs avec Damas et Téhéran sur la stabilisation de l'Irak. L'un de ses membres, l'ancien secrétaire d'Etat de George Bush

père, Lawrence Eagleburger, donnait encore ce conseil, mercredi, à l'actuel président : organiser une conférence internationale, et faire clairement savoir aux responsables irakiens que les Etats-Unis « ne peuvent pas rester là encore cinq ans à gérer leur pays ». L'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger, qui conseille le président Bush, souhaite lui aussi, désormais, une conférence internationale où seraient associés non seulement les voisins de l'Irak mais les membres permanents du Conseil de sécurité ainsi que l'Inde et le Pakistan.

L'assassinat du ministre libanais Pierre Gemayel est venu compliquer la tâche des partisans de cette formule. Sans mettre l'attentat directement sur le compte de Damas, la Maison Blanche a clairement indiqué où se portaient ses soupçons. Les critiques font remarquer qu'une fois de plus, la démocratisation prônée par M. Bush est entrée en conflit avec la réalité d'une région multiconfessionnelle. En plaidant pour la démocratisation, Washington a fait le jeu des chiïtes, plus nombreux que les chrétiens au Liban. ■

CORINE LESNES

144 killed in series of bombings in Baghdad

Indefinite curfew set after one of deadliest attacks of the war

By Kirk Semple

BAGHDAD: In one of the deadliest sectarian assaults since the removal of Saddam Hussein, explosions from at least three powerful car bombs and a mortar shell tore through teeming intersections in the Shiite district of Sadr City on Thursday, killing at least 144 people and wounding 206, the authorities said.

The coordinated bombings followed a two-hour siege by about 30 insurgents early Thursday afternoon of the headquarters of the Shiite-run Health Ministry in northern Baghdad, about a kilometer west of Sadr City. The gunmen, shooting from nearby buildings and surrounding streets, pelted the ministry with mortar shells and gunfire but fled when Iraqi troops and American military helicopters appeared, officials and witnesses said.

The attacks against targets with strong Shiite identities seemed intended to stoke sectarian fury and threatened to accelerate the cycle of retributive killings that has pushed Iraq to the brink of all-out civil war.

The car bombs sent thick pillars of smoke into the air, destroyed dozens of vehicles and shop fronts, and scattered charred, bloodied bodies. Rescuers desperately evacuated wounded victims from the bomb sites using cars and wooden carts, as residents and Shiite

militiamen flooded the streets of the working-class enclave, waving assault rifles, shouting epithets against Sunni Arabs and the government and vowing revenge.

"I'm very, very angry because the government did nothing for us," said Muhammad Ali Muhammad, a 27-year-old laborer in Sadr City. "There's no protection for us."

Government security forces, in an effort to prevent a chain reaction of violence, flooded the neighborhoods around the Health Ministry and Sadr City, setting up cordons around both areas. The government imposed an indefinite curfew on the capital, according to Iraqi state television, quoting an Interior Ministry official.

Top government officials held an emergency meeting at the home of the Shiite leader Abdul Aziz al-Hakim, which was also attended by President Jalal Talabani, Vice President Tariq al-Hashimi and the American ambassador, Zalmay Khalilzad, an aide to Hakim told The Associated Press.

The curfew, beginning at 8 p.m. Thursday, ordering all people and vehicles off the streets until further notice. It closed Baghdad International Airport to all commercial flights, Brigadier Abdul-Karin Khalaf, an Interior Ministry spokesman, told The AP.

The measures suggested that the government was intent on avoiding a repeat of the violent fallout that followed the bombing of a major Shiite shrine in Samarra in late January, which set off waves of sectarian killings and kidnappings that quickly spun out of the control of government security forces.

But in spite of the precautions, Shiite fighters responded to the car bombings, firing 10 mortar rounds at the Abu Hanifa mosque in Adhamiya, one of the holiest Sunni shrines in the capital, the American military command said. The attack killed at least one person and wounded 14, The AP reported.

The attack on the Health Ministry building was the third against the ministry's employees in less than a week. On Sunday, gunmen kidnapped a deputy health minister from his home

in northern Baghdad. The following day, another deputy health minister narrowly escaped an ambush when gunmen opened fire on his convoy, though two of his bodyguards were killed.

The health minister, Ali al-Shemari, is a loyalist of the Shiite cleric Moktada al-Sadr, and the ministry is widely perceived by Sunni Arabs as a bastion of Shiite favoritism.

The campaign of violence against the ministry this week had the aspect of sectarian revenge. On Nov. 14, Shiite militia men raided a building belonging to the Sunni Arab-run Ministry of Higher Education and abducted scores of people, some of whom remain missing, according to the higher education minister.

The Health Ministry is set within a primarily Sunni Arab enclave on the eastern bank of the Tigris River in northeastern Baghdad. Officials said the gunmen appeared to have come from Fadhil, a predominantly Sunni neighborhood east of the ministry.

According to witnesses, the assault on Thursday began around noon with a volley of three mortar shells hitting the ministry. Gunmen on the upper floors of surrounding buildings then opened fire on the ministry, pinning down hundreds of workers inside. Ministry security guards responded with gunfire and managed to keep the insurgents at bay until Iraqi and American troops responded two hours later, officials said.

"The gunmen fled as American helicopters and Iraqi armored vehicles arrived," a ministry spokesman, Qassim Yehya, told The AP.

He said that employees were able to leave the building about 3:15 p.m.

At least seven ministry guards were wounded, First Lieutenant Maitham Abdul-Razaq of the Iraqi police told The AP.

At about that time, the first of the Sadr City car bombs exploded, the police said. The others were detonated at 15-minute intervals, the police said. At least one mortar shell exploded at about the same time in Sadr City.

The death toll from the coordinated attacks appeared to be the second-highest since the American-led invasion of Iraq. A coordinated series of attacks in March 2004 in Baghdad and Karbala left at least 181 dead. The single deadliest bombing, which took place in Hilla on Feb. 28, 2005, killed at least 122 people and wounded 170.

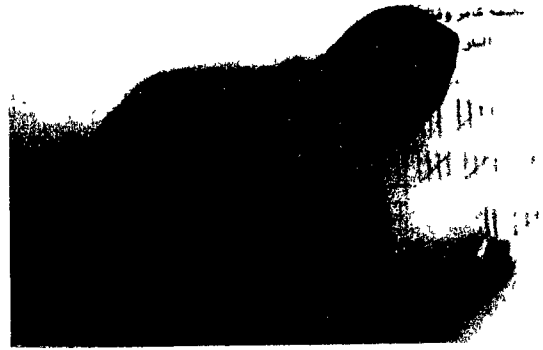
The American military said Thursday that three Marines were killed while fighting in Anbar Province, a wellspring of the Sunni Arab insurgency.



A woman waiting Thursday to claim the body of her son, killed in Baquba, and a man whose son was killed in the Sadr City raid.

Le Monde
23 novembre 2006

Juba le mythe du sniper irakien



« Juba » coche une 37^e victime sur son tableau de chasse, avec un sens aigu de la mise en scène. DR

Tireur d'élite solitaire, il a filmé ses « exploits » – au moins 37 soldats américains tués – et les a mis en ligne. La jeunesse de Bagdad voit en lui un « véritable héros de la résistance »

PATRICE CLAUDE
ENVOYÉ SPÉCIAL

A quoi pensait-il ce jeune GI derrière la visière transparente de son casque ? Était-il heureux d'avoir quitté sa Californie ou son Texas natal ? Satisfait de se trouver là, sous un beau soleil d'automne, en plein cœur d'une ville en fièvre nommée Bagdad ? Comptait-il plutôt avec angoisse les jours qui le séparaient de la quille ? Avait-il peur de mourir ? Avait-il jamais tué quelqu'un avec cette grosse mitrailleuse qu'il empoignait ce jour-là dans la tourelle de son blindé ?

A 200 mètres de là, de l'autre côté du grand carrefour, Juba l'Irakien ne se posait sans doute pas ces questions. Allongé sur un matelas à l'intérieur d'un minibus aux vitres teintées, Juba était là pour tuer. L'œil vissé à son viseur, la respiration lente, il prenait son temps, étudiait le vent qui s'engouffrait dans les feuillages d'un eucalyptus, corrigeait sa visée en fonction, cherchait sa cible, le meilleur angle de tir pour son fusil à lunette.

Le viseur du Dragonov de fabrication russe qu'il soignait comme un trésor passait d'une cible potentielle à l'autre. Elles étaient quatre. Serait-ce ce soldat harnaché comme un templier des temps modernes qui s'éloignait du blindé, s'appro-

chait du trottoir, observait une à une les voitures qui passaient lentement devant lui dans le grand charivari urbain ? Ou bien cet autre, là derrière, les mains crispées sur son fusil d'assaut, qui dévisageait les passants d'un œil soupçonneux, tandis qu'eux-mêmes le contournaient sans le regarder, s'efforçant de l'ignorer et poursuivant leur chemin ?

Juba n'a pas droit à l'erreur. Une seule balle doit être tirée, une seule. C'est une règle de survie. Ensuite, comme à l'accoutumée, il faudra dégager, doucement, sans se presser, et sans attirer l'attention, se perdre dans le grand flot mécanique. La caméra qui tient toute la scène dans son collimateur zoome alternativement sur chacun des soldats. L'objectif s'arrête un instant sur le servent de la mitrailleuse. Est-ce lui le maillon faible ?

Sur le trottoir, les soldats marchent, s'arrêtent, font demi-tour, repartent. Lui, le mitrailleur, est coincé dans sa tourelle. Statique par nature. Impossible de deviner ses traits. Trop loin. On n'aperçoit que sa tête casquée, ses bras, le haut du torse. Le zoom repart, revient, s'arrête définitivement sur lui. Son destin est tranché. Un claquement sec, une éphémère volute de fumée qui s'échappe de son casque, les bras qui se lèvent dans un ultime spasme, l'homme s'effondre comme une poupée de chiffon derrière son blindage. La balle, calibre 7,62, lui a fracassé la tête.

Distribué fin octobre à la sortie des

mosquées avec les friandises traditionnelles des fêtes de l'Aïd qui marquent la fin du ramadan, la mort du GI enregistrée sur un DVD dont *Le Monde* s'est procuré une copie est devenue un véritable « hit », le « must » d'une jeunesse irakienne désemparée par la guerre, aux trois quarts sans travail, totalement désœuvrée. Les bons jours, moins d'un tiers des étudiants de la ville ose encore se rendre à des cours le plus souvent désertés par des enseignants qui fuient le pays en masse. Il y a maintenant près de quatre ans que les cinémas, les théâtres et les salles de jeu de la capitale ont fermé leurs portes. De toute façon, avec le couvre-feu qui commence chaque soir à 20 heures, il n'y a plus que la télé, les centaines de chaînes satellites qu'on peut désormais capter. Et l'Internet. Sous la dictature de Saddam Hussein, tout cela était interdit. Merci l'Amérique...

Grâce à elle, outre les enregistrements offerts et échangés sous le manteau, le mythe de Juba est un immense succès en ligne. Les « exploits » du franc-tireur ont été vus par au moins 35 000 Irakiens sur les sites appropriés. Pour les garçons et filles qui se bousculent dans les cafés Internet ouverts un peu partout depuis l'invasion d'avril 2003, Juba est devenu un héros, peut-être le seul de cette épouvantable période. Entre 100 000 et 650 000 Irakiens – nul ne sait précisément, les estimations s'envolent – ont perdu la vie depuis près de quatre ans. Près de 2 millions d'autres, les élites surtout, ont abandonné leur pays pour se réfugier ailleurs.

Un pays qui vit au moins deux guerres simultanées, celle menée par, au bas mot, 20 000 « insurgés » contre l'occupation militaire étrangère et celle qui oppose les milliers de gangsters et de miliciens affiliés aux diverses formations politico-religieuses en lutte pour le contrôle d'une

parcelle de pouvoir. Les Arabes chiïtes et sunnites irakiens ont des visions diamétralement opposées de la situation politique. Les assassinats sectaires, les enlèvements collectifs et les attentats aveugles qui tuent chaque jour des dizaines de civils et de policiers irakiens terrorisent à

peu près tout le monde et ne sont ouvertement soutenus par personne. Qui pourrait applaudir pareille boucherie qui sature les cimetières ?

A en croire les sondages, dont les conclusions se reflètent largement dans les conversations qu'on peut encore avoir à Bagdad avec des Irakiens « ordinaires » de toutes confessions, le seul dénominateur commun entre les deux grandes communautés arabes du pays est la détestation de « l'occupant ». D'où l'indiscutable succès de « Juba le sniper » qui lui, comme le souligne gravement Taher M., un jeune Bagdadi de 21 ans, « ne tue que des infidèles ». « Dans le carnage ambiant, explique un ami sociologue, les actions de Juba paraissent au moins dans la norme des guerres. »

Qui est ce mystérieux « Zorro arabe » qui laisse presque à chaque fois sur les lieux un papier ou un graffiti de deux lignes disant à peu près que « ce qui a été pris par le sang ne peut être repris que dans le sang » ? A la vérité, nul n'en sait trop rien. « C'est une légende urbaine fabriquée par la propagande terroriste via un habile montage de séquences qui mettent probablement en scène plusieurs snipers », explique-t-on au quartier général américain à Bagdad. Peut-être.

Une seule chose est sûre, le ou les tireurs semblent bel et bien appartenir à un même groupe armé, dénommé « Armée islamique en Irak », une organisation clandestine formée dès l'été 2003 et essentiellement constituée, semble-t-il, de nationalistes irakiens sunnites plutôt proches des Frères musulmans. N'appartenant pas à la mouvance d'Al-Qaïda en Irak – l'Armée avait par exemple appelé à voter en 2005 contre la nouvelle Constitution irakienne, alors que l'organisation fondée par Oussama Ben Laden juge l'exercice du vote « non

islamique par nature » –, l'objectif annoncé de « Jaish al-Islami », son nom en arabe, est d'expulser toutes les forces étrangères de l'ancienne Mésopotamie.

Il y a quelques mois, un premier film de treize minutes de propagande estampillé de la même « armée » avait été distribué dans les mosquées. Les images étaient souvent floues et d'assez mauvaise qualité. Dans le second film de quinze minutes, intitulé « Juba, le sniper de Bagdad, 2^e partie », les images sont nettes, le son et le montage techniquement de bonne qualité. Outre de nouvelles scènes de tir au but sur des soldats, y apparaissent deux personnages assez massifs qui pourraient n'être qu'un seul et même homme.

Filmé dans une pièce immaculée, le visage du premier est dissimulé sous une cagoule noire, façon GIGN. L'opérateur le montre poser un pistolet, un talkie-walkie et un fusil à lunette sur une table avant d'ajouter posément, au stylo feutre, une 37^e petite barre sur un papier accroché au mur : son « tableau de chasse », suppose-t-on. On le voit ensuite transcrire quelques fortes paroles en arabe dans un cahier. Innovation qui montre bien que la cible de la propagande va bien au-delà des Irakiens, son texte est sous-titré en anglais. « Nous sommes la tempête qui détruit les soldats américains », écrit l'inconnu. « Nous sommes le feu qui ne dort ni ne se repose jamais. » Un appel est lancé à « la nation musulmane », une sorte d'invitation à rejoindre la « résistance ».

« Comment peut-on manger, boire et dormir quand nos fils, nos frères, sont parqués dans des prisons d'infidèles ? Abou Ghraïb, Guantanamo, Afghanistan, Palestine... Que dira-t-on demain à Allah quand Il demandera ce que nous avons fait quand

l'ennemi est entré sur nos terres, détruisant nos mosquées, violant notre honneur, insultant notre saint Coran ? » Et puis, en voix

« C'est une légende urbaine fabriquée par la propagande terroriste via un habile montage »

Le quartier général américain

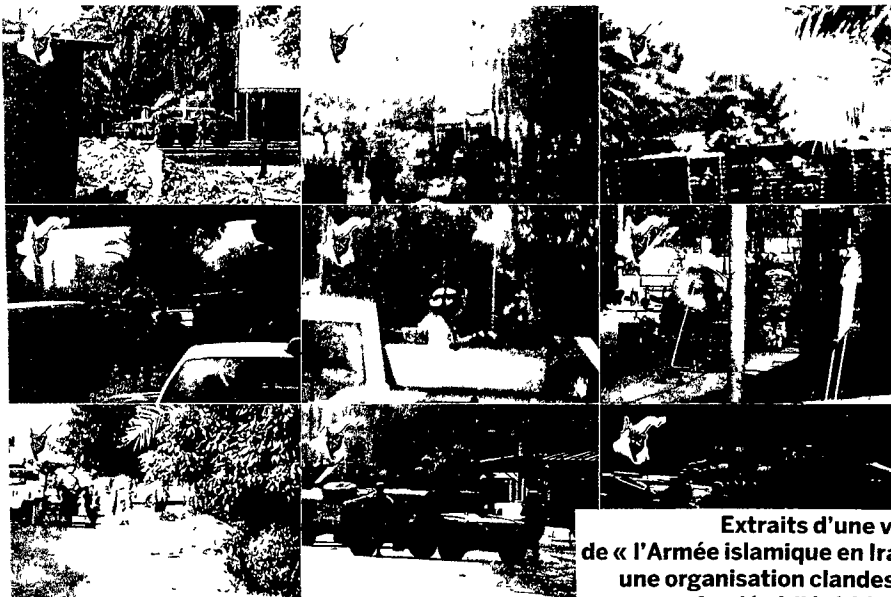
off, un sauvage « appel à la jeunesse musulmane : Ne leur montrez aucune pitié ! Tuez-les tous ! Ils ont détruit notre pays et notre bien-aimée Bagdad. Faites de leur vie un enfer ! ».

Plus posé, le second personnage porte un keffieh à damier rouge et blanc. Son visage est flouté. S'adressant à la caméra, il explique que « ce sont les Américains qui ont baptisé [les] francs-tireurs "Juba" ». Présenté comme le « commandant des unités de tireurs d'élite de l'Armée islamique à Bagdad », l'homme affirme disposer d'un « nombre relativement important » d'as de la gâchette. « Il y a des centaines de Juba ! », prétend-il. Il dit aussi que l'organisation a « développé son expertise », qu'elle a trouvé « de nouvelles méthodes pour transporter et cacher les snipers ».

Il explique surtout qu'un livre leur est « très utile : il s'agit de The Ultimate Sniper, écrit par un ancien sniper des marines américains, le major John Plaster ». Le Monde a vérifié. L'intéressé a non seulement actualisé son ouvrage – initialement publié en 1993 – pour « aider la guerre globale contre le terrorisme » en 2005, mais il dispose d'un site Internet où chacun peut acheter des DVD et des conseils pour « acquérir la bonne arme » et ne jamais « manquer sa cible ».

Que pense le haut commandement militaire américain de cette fatale ironie ? Impossible de le savoir. La consigne, récente, est de ne plus commenter les « exploits » de Juba par crainte, nous explique-t-on, de susciter des vocations. L'idée de filmer les opérations et de diffuser les vidéos, confirme le « commandant » des snipers irakiens, « a été prise quand on s'est rendu compte que l'effondrement du soldat sous nos balles a bien plus d'impact sur l'ennemi qu'aucune arme ». Guerre psychologique ? En réalité, les soldats savent pertinemment à quoi ils s'exposent quand ils circulent en zone urbaine. Les films servent surtout à accroître les chances de recrutement. « Nous savons, expliquait la semaine passée le capitaine de marines Glen Taylor au New York Times, que dans certaines villes de la province d'Al Anbar – principal bastion des insurgés sunnites –, des types circulent avec des haut-parleurs invitant les hommes à devenir sniper et leur offrant trois fois leur salaire actuel. »

Sur les 2 860 GI tués en Irak depuis le début de l'expédition, plus d'un tiers sont morts dans des attaques souvent imprévisibles et indétectables à l'engin piégé. Mines dissimulées dans des sacs à ordures posés sur les routes et les boulevards empruntés par les convois militaires, dis-



Extraits d'une vidéo de « l'Armée islamique en Irak », une organisation clandestine fondée à l'été 2003. DR

positifs enterrés sous le macadam et déclenchés à distance par un guetteur, charrettes à bras, ânes et kamikazes saturés d'explosifs, etc. Les morts attribuées sans distinction à des « tirs d'armes de poing » par un site américain qui traque les pertes de l'US Army en Irak (www.icasualties.org) seraient autour de 270, dont 80 depuis janvier.

Combien ont été victimes des snipers ? Mystère. Selon le « département médias de l'Armée islamique » qui n'évoque à aucun moment les enlèvements suivis d'assassinats, notamment de journalistes étrangers, qui sont aussi une des

méthodes moins glorieuses à laquelle elle a eu recours, 630 militaires américains auraient été tués par ses combattants depuis le début de l'invasion. Parmi eux, affirme-t-elle, 23 officiers et 11 snipers. Beaucoup pour un seul groupe. Trop pour un seul homme, fût-il nommé Juba ?

À la mi-août, un périodique américain spécialisé, *Army Times*, publia l'entretien d'un sniper militaire déployé à Bagdad. Le sergent Randal Davis, 25 ans, expliqua comment, après des heures d'attente, il parvint à loger une balle de son M14 dans la poitrine d'un « confrère »

irakien. « Il y avait du sang partout sur le mur », expliqua le jeune soldat. Un autre sniper, le caporal Mike, 31 ans, commenta « la différence qu'il y a entre un professionnel et un maniaque de la gâchette ». Puis il afficha son propre palmarès : « quatorze tués en Somalie, trois en Afghanistan, un en Irak ». En ces temps de « guerre globale contre le terrorisme », l'industrie du « sniping » est une affaire qui marche... ■

IRAK

3 709 morts : le nombre de civils tués a atteint un record en octobre, selon l'ONU

Le Monde

Jeudi 23 novembre 2006

BAGDAD. Le nombre de civils tués en Irak en un mois a atteint un niveau record en octobre avec 3 709 morts, selon un rapport des Nations unies publié, mercredi 22 novembre, à Bagdad. Le chiffre, fondé sur des données

recueillies à travers les hôpitaux et les morgues, prend en compte

les dizaines de cadavres que la police continue de retrouver chaque jour. Le rapport indique que l'aggravation des violences inter-

communautaires a accru la pauvreté et provoqué des mouvements de population « sans précédent ». Près de 100 000 personnes fuient chaque mois en Syrie ou en Jordanie. 1,6 million d'Irakiens sont partis à l'étranger depuis l'intervention américaine, en mars 2003. — (AFP, Reuters.)

À Bagdad, un attentat antichiite fait 152 morts

MOYEN-ORIENT

Plusieurs voitures piégées ont explosé dans le bastion chiite de Sadr City à Bagdad. Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière depuis la fin de la guerre en 2003.

VOITURES en flammes, nombreux cadavres recouverts de tissus, échoppes ravagées : la banlieue chiite de Sadr City à Bagdad offrait le visage de la désolation, après un attentat suicide, hier après-midi, qui a tué au moins 152 personnes et blessé 236 autres. Il s'agit de l'attaque la plus meurtrière depuis la fin de la guerre en 2003.

Selon le général Abdel Karim Khalaf, porte-parole du ministère de la Défense, « huit voitures piégées sont entrées dans Sadr City, quatre ont explosé, une a été interceptée par la police qui a arrêté le chauffeur, et trois autres sont manquantes et sont recherchées par la police ».

Un couvre-feu a été instauré pour une durée indéterminée. Toute circulation est interdite dans la capitale. L'ayatollah Ali Sistani, plus haute autorité chiite

d'Irak, a appelé dans la soirée « au calme et à la retenue ». Outre les voitures piégées, une dizaine d'obus de mortiers sont tombés sur le bidonville de Sadr City, bastion chiite fidèle au leader radical Moqtada Sadr. Un marché a éga-

lement été touché par l'une des explosions, de très forte intensité, dans ce quartier populeux de 2,5 millions d'habitants. Immédiatement après, des centaines de proches des victimes se sont rassemblés devant les hôpitaux où s'entassaient les blessés. La télévision irakienne montrait des images de blessés soignés à même le sol.

Assaut contre le ministère de la Santé

Un peu avant les explosions à Sadr City, une centaine d'hommes masqués et armés ont attaqué le ministère de la Santé, contrôlé par Ali al-Chemmari, un proche de Moqtada Sadr. « Cela a commencé par des tirs de mortier en provenance du quartier voisin d'al-Fahdel. Puis une centaine d'hommes masqués avec des armes automatiques ont attaqué le ministère », se-

lon al-Chemmari. Lundi, le vice-ministre de la Santé, Hakim al-Zamili, avait échappé à un attentat, qui avait coûté la vie à deux de ses gardes, au lendemain de l'enlèvement d'Ammar al-Saffar, un autre vice-ministre de la Santé, dont on est toujours sans nouvelles.

Par ailleurs, l'armée américaine a été accusée d'avoir ouvert le feu sur un minibus transportant des civils allant au travail, tuant quatre personnes et en blessant huit dont deux femmes.

G. M.



Deux Irakiens pleurent la mort de leur père tué dans l'attentat de Sadr City, la banlieue chiite de Bagdad. Kareem Rahemme/Reuters

LE FIGARO vendredi 24 novembre 2006

Violence mounts as Shiite gunmen defy curfew

November 25-26, 2006

INTERNATIONAL
Herald Tribune

By Edward Wong

BAGHDAD: Defying a government-imposed curfew, Shiite militiamen stormed Sunni mosques in central Iraq on Friday, shooting guards and burning down buildings in apparent retaliation for a series of devastating car bombs that killed hundreds of people the previous day in a vast Shiite slum of Baghdad, residents and police officials said.

As the death toll from those bombings rose above 200, gunmen drove through several neighborhoods in Baghdad and the nearby provincial capital of Baquba, taking aim at mosques with rifles and rocket-propelled grenades on the Muslim holy day, when many Iraqis go to the mosque to pray.

Sunni residents blamed the Mahdi Army, the militia loyal to the Shiite cleric Moktada al-Sadr, for the attacks Friday. From morning until afternoon, at least four mosques were attacked in a single mixed neighborhood in the capital. Two were destroyed, and at least 5 Sunnis were killed and 10 wounded. Iraqi security forces were absent, unwilling or unable to stop the gunmen.

"I live near Akbar al-Mustafa

mosque, which came under attack by gunmen around 7 this morning," said a man who gave his name as Abu Ruqaiya and lives in Hurriya, the Baghdad neighborhood where violence raged all day. "Around 3 in the afternoon, those gunmen bombed this mosque and destroyed part of it. They left only after American and Iraqi soldiers arrived."

Some fighting continued into the evening as gunmen in the neighborhood battled the invading fighters, the Interior Ministry official said.

President Jalal Talabani urged calm after an evening meeting of Iraq's top leaders and said the defense minister had told him no mosques had been destroyed. Talabani also said he was postponing a weekend trip to Iran because the government had shut down Baghdad International Airport.

In the far north, a suicide car bomber and a suicide belt bomber exploded at an outdoor car dealership in the city of Tal Afar, killing at least 20 people.

The bloodletting over 24 hours amounted to one of the worst spasms of violence since the Americans toppled Saddam Hussein in 2003.

The wave of revenge attacks in Bag-

dad took place despite a traffic ban the Iraqi government had imposed across the capital, starting Thursday evening.

Most of Baghdad remained quiet Friday, with children playing soccer in the empty streets, but the attacks underscored the ineffectiveness of the Iraqi security forces in tamping down violence that is widening the Sunni-Shiite sectarian divide and pushing the country toward full-scale civil war. The assaults against Sunnis on Friday evoked the rampages by Shiite gunmen after a revered Shiite shrine was bombed by insurgents last February in Samarra, even if this latest violence took place on a much smaller scale.

U.S. troops stepped up patrols across Baghdad.

An attack helicopter destroyed a rocket launcher seen firing from Sadr City into the nearby Sunni neighborhood of Adhamiya, the military said. An official from the Sadr office said at least three civilians were wounded.

The mosque attacks on Friday, part of the deepening cycle of vengeance between Sunnis and Shiites, underscored the dangers posed by the militias, and highlighted the means by which they

are ratcheting up, day by day, the civil strife.

"My daughter lives near Mishhada mosque in this neighborhood, and she says gunmen killed and wounded some people there," Abu Ruqaiya said. "There were clashes with the guards of the mosque."

Another resident of the Hurriya neighborhood said militiamen had burned down the empty home of a former member of the ruling Baath Party. Fanned by fear, rumors spread quickly throughout the day. In the evening, a resident named Imad al-Hashemi said during an interview by telephone on Al Jazeera, the Arab news network, that gunmen had doused some people with gasoline and set them on fire. Other residents reached by telephone denied this.

In Baquba, northeast of Baghdad, gunmen opened fire on a Sunni mosque, setting off a battle with guards there, a police official said. Militants also shot at the provincial government center and the police headquarters.

Contributing reporting were Omar al-Neami, Qais Mizher, Hosham Hussein and Abdul Razzaq al-Saiedi.



Mohammed Ibrahim/The Associated Press

A police officer inspecting the scene Friday where a suicide car bomber and a suicide belt bomber exploded at an outdoor car dealership in Tal Afar, killing at least 20 people.

LE FIGARO

27 novembre 2006

Voyage sous tension de Benoît XVI en Turquie

Les derniers chrétiens de Turquie attendent le Pape

Benoît XVI entame demain sa première visite dans un pays musulman. Longtemps majoritaires à Istanbul, les chrétiens d'Orient arméniens, grecs orthodoxes ou assyro-chaldéens subissent un déclin inexorable. Ils souhaitent une intégration de leur pays à l'UE pour bénéficier de nouveaux droits. Un porte-parole du Vatican a affirmé hier que la Turquie devrait être autorisée à rentrer dans l'UE si elle remplit les critères fixés par les Vingt-Cinq.

De notre envoyé spécial à Istanbul

S'IL N'EN RESTE QU'UN, ce pourrait être lui. Vicaire patriarcal, le père François Yakan veille d'un œil malicieux sur la petite communauté des Assyro-Chaldéens. À Istanbul, dans le quartier de Beyoglu, les fauteuils des bureaux du père François sont recouverts de toile plastifiée. L'immeuble est en chantier depuis l'attentat suicide de novembre 2003 perpétré par un commando islamiste contre le consulat général de Grande-Bretagne. Ses fenêtres donnent sur les dépendances de la chancellerie toujours en travaux de réfection.

Le prêtre a épousé une Bretonne. « Jésus et ses apôtres n'ont rien imposé sur le sujet du mariage », dit-il. Beaucoup de ses fidèles se sont installés en France, la « fille aînée de l'Église ». Les départs ont pris des allures d'exode dans les années 1980, au plus fort des combats dans le sud-est anatolien entre l'armée et les rebelles kurdes du PKK. « Il est périlleux d'être neu-

100 000 chrétiens pour 65 millions d'habitants

La Turquie compte 100 000 chrétiens pour environ 65 millions d'habitants.

La communauté arménienne, qui comprend 80 000 individus, est la plus nombreuse.

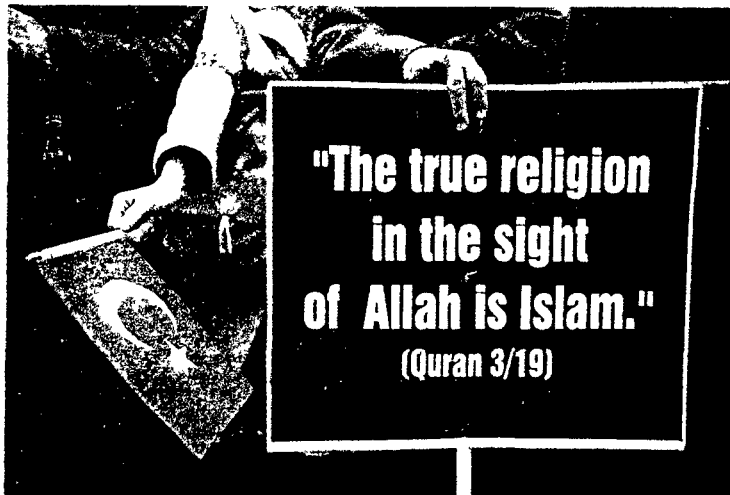
Les orthodoxes grecs de Turquie sont à peine 3 000 mais plusieurs millions à travers le monde.

Le patriarche de Constantinople, Bartholomé 1^{er}, est l'héritier de l'Église byzantine.

tre dans une guerre. Les milliers d'Assyro-chrétiens originaires de la région ne savaient plus où trouver refuge. Ils se sont regroupés à Diyarbakir, la métropole du sud-est, où la violence se déchaînait, puis à Istanbul avant de passer en Europe de l'Ouest. Il n'y a plus que

trois familles à Diyarbakir. Les chrétiens, là-bas, c'est fini ! Dommage ! » explique, navré, le père François Yakan. Les Assyro-Chaldéens turcs ne sont plus que 627. Ils étaient 12 000 en 1980.

Seul prêtre turc de cette branche des églises d'Orient, il met en avant un passé glorieux. Il évoque l'élan missionnaire qui poussa sur les routes de la Soie jusqu'en Chine les premiers chrétiens. Son patriarche, Emmanuel III Dely, vit barricadé à Bagdad. La proximité avec un Irak à feu et à sang vaut au prêtre un regain d'activité. 3 800 chrétiens irakiens se sont expatriés à Istanbul pour échapper à la mort qui rôde dans les rues de Bassora, de Mossoul et de Bagdad. Ils se réunis-



Islamistes et nationalistes avaient appelé hier les Turcs à manifester contre la venue du Souverain Pontife. REUTERS/Pawel Kopczynski

20 000 islamistes manifestent contre Benoît XVI

■ « Jésus n'est pas le fils de Dieu, c'est un prophète de l'islam », « Non à un Vatican à Istanbul », pouvait-on lire sur les pancartes brandies par une foule hostile. Une manifestation pour protester contre la venue du pape Benoît XVI en Turquie a rassemblé 20 000 personnes hier à Istanbul. Mais le mot d'ordre « Nous ne voulons pas du Pape » n'a pas mobilisé les masses et, malgré les bus affrétés pour convoyer les militants de toute la région, on était loin du million d'opposants promis par le Parti de la félicité, la formation islamiste qui avait appelé à manifester. « Demande pardon aux musulmans avant de fouler cette terre sacrée ! » a harangué Recai Kutan, le président de ce petit parti,

qui a réalisé 1,5 % aux dernières législatives. « Libérez Sainte-Sophie », ont repris dans un même élan les femmes voilées, rassemblées dans leur espace réservé. « Elle est à nous, il y a notre sang dessus, celui des musulmans », expliquait didactiquement un vieil homme religieux, furieux que « ce pape sournois » pénètre dans l'ancienne basilique byzantine, transformée en mosquée à la chute de Constantinople. Islamistes et nationalistes sont persuadés que la rencontre entre le Souverain Pontife et le patriarche orthodoxe Bartholomé 1^{er} constitue la preuve d'une ligue chrétienne contre l'islam. Ils ont dénoncé « la mentalité de croisés ».

LAURE MARCHAND

sent le dimanche matin à Saint-Anoine, la dernière église latine construite par les Franciscains avant la chute de l'Empire ottoman sur Istiqlal Cadessi, la grande avenue de la partie européenne de la ville. L'office est célébré dans la crypte en araméen, la langue du Christ.

Entrave au respect des minorités religieuses

Les Irakiens surnomment le père François « l'aumônier des humiliés ». « Ils se passent mon numéro de téléphone pour me demander un peu d'aide », indique-t-il. « Ils n'ont pas le soutien du HCR ou des

Nations unies. Il y a aussi des Iraniens et des gens du Caucase qui arrivent. J'essaye de les orienter pour leur éviter de tomber entre les mains des réseaux de passeurs. »

Les Assyro-Chaldéens sont favorables à l'entrée de la Turquie dans l'Union européenne. Avant tout parce que les réformes nécessaires à l'adhésion renforcent leurs droits. Un point de vue partagé par les orthodoxes grecs du Fener, l'une des plus anciennes institutions de la Corne d'Or, considérée par des millions de fidèles dans le monde comme leur Vatican. Le patriarche Bartholomé 1^{er} est en

opposition sur cette question avec Benoît XVI. « *Le cardinal Ratzinger avait déclaré qu'il était hostile à l'entrée de la Turquie dans l'Europe. Mais il ne s'exprime plus aujourd'hui en tant que représentant de la congrégation pour la foi, il est devenu Benoît XVI et nous allons écouter avec attention ce qu'il va dire* », avance son représentant, Guenadios, évêque de Sasima. « *Le patriarcat est favorable à une admission dans la famille européenne à condition que la Turquie soit prête* », poursuit-il.

La partie est loin d'être gagnée. Car le fondamentalisme musulman et surtout le nationalisme restent une entrave au respect des minorités religieuses, l'un des dossiers sensibles de la candidature turque à l'UE. De nationalité grecque, Guenadios, évêque de Sasima, n'a pas de permis de travail. Il est considéré par les autorités turques comme un « *touriste* ». Des biens de la minorité orthodoxe sont soustraits par l'État à sa communauté. Quant au patriarche, Ankara lui refuse ce titre au nom du traité de Lausanne datant de 1923.

Bartholomé I^{er} réclame un statut juridique de caractère ecclésiastique international pour faire face à la disparition de ses ouailles. Une nouvelle législation lui permettrait de s'appuyer sur un clergé de qualité ne possédant pas forcément la nationalité turque et de rouvrir l'école de théologie de Halki fermée en 1971 au lendemain du coup d'État militaire. Situé sur une des îles des Princes en mer de Marmara à une heure trente de bateau d'Istanbul, le séminaire est une oasis de tranquillité. Dernière enclave du cosmopolitisme d'antan, l'île est recouverte de forêts de pins et de maisons en bois de style Art nouveau. On y circule à pied ou en calèche. C'est dans ce cadre au charme suranné que les orthodoxes grecs jouent leur survie. Dans dix ans, les évêques âgés auront disparu et il ne restera presque plus de prêtres locaux.

« *Si rien ne change, Bartholomé I^{er} ne sera peut-être pas le dernier, mais l'avant-dernier patriarche de Constantinople* », reconnaît un intellectuel orthodoxe. Il ajoute : « *Les relations sont plus faciles avec les islamistes qu'avec les représentants des nationalismes. C'est le cas*

en Cappadoce où les orthodoxes ont des lieux vénérés. Là-bas, ce sont les Loups gris (extrême droite) qui s'en prennent aux chrétiens, pas les élus du PJD (le Parti de la justice et du développement) ».

Un climat de paranoïa

Construit sur les bords du Bosphore, le Fener s'appuie sur la vieille muraille maritime qui enserait la rive sud. « *Elle nous protège des tremblements de terre* » assure un gardien. Et en principe des bombes. Surveillés par des caméras, les hauts murs sont couverts de barbelés. En octobre 2004, un engin piégé a explosé dans les jardins, un mois après une manifestation où l'on brûla une effigie du patriarche. « *La Turquie, aimez-la ou quittez-la* », criaient les extrémistes prompts à dénoncer les « *sous-marins* » de l'Occident. Ce climat de défiance entretient un climat de paranoïa typiquement proche-oriental.

Voilà un siècle, les habitants du Fener parlaient arménien, grec, ladino, turc dans une cité à majorité chrétienne. Le quartier était le fief des notables grecs puis de Grecs moins aisés. Il est désormais habité par d'anciens paysans anatoliens plutôt miséreux venus des villages du centre du pays.

Victimes d'une politique de sé-

paration ethnique et religieuse, les Grecs d'Istanbul ont d'abord échappé aux échanges massifs de population de 1924, au cours desquels 1,3 million de personnes furent déplacées entre la Grèce et la Turquie. Mais ils ont baissé les bras après le pogrom de 1955, la nuit de Cristal d'Istanbul. Cette année-là, une foule haineuse fondit sur les ghettos grecs et juifs. Les riches commerçants prirent la route de l'exil, suivis par le reste de la population chrétienne lors de la crise chypriote de 1974. Les Roums, les Turcs d'origine grecque, ne sont plus que 3 000. « *Je me souviens de 1955 : les émeutiers avaient saccagé le restaurant qui m'employait comme serveur. On a toujours été là depuis des générations. Je n'ai pas voulu partir* », commente Georges Okumus, le patron d'Imbrus, un restaurant du quartier de Galatasaray. Âgé de 85 ans, il est originaire du même village que Bartholomé I^{er}, situé sur Gökçe Ada, une île au

large des Dardanelles. Gökçe Ada fut transformée au siècle dernier en prison à ciel ouvert. Les détenus y circulaient librement. Puis on y déporta des Kurdes chassés par la construction d'un barrage. Les Grecs ont quitté l'île. Ils reviennent depuis peu en été pour assister à des fêtes religieuses.

Bartholomé I^{er}, le patriarche de Constantinople, entretient des relations complexes et empreintes de méfiance, avec ses rivaux catholiques latins. « *Il faut comprendre que nous venons de loin. Les choses ont commencé à bouger avec le concile de Vatican II. Lorsque je suis arrivé en Turquie en 1970, catholiques et orthodoxes commençaient juste à se parler après des siècles d'anathèmes* », rappelle M^{gr} Louis Pelâtre, le représentant du Saint-Siège à Istanbul.

De son côté, l'orthodoxe Guenadios de Sasima considère le pape comme un « *grand chef spirituel* », mais le qualifie d'« *évêque*

de Rome ». Benoît XVI va visiter le Fener le jour de la Saint-André, l'équivalent de la Saint-Pierre pour les orthodoxes. « *C'est un signe positif* », note le prélat à la langue de bois bien pendue.

Ici, les récents propos de Benoît XVI sur la violence de l'islam ont irrité. Ils sont jugés comme un coup porté aux chrétiens d'Orient qui sont confrontés au quotidien à une difficile cohabitation avec l'islam. Ils avivent la crainte d'être condamnés à devenir un peuple sans terre. « *La virulence des réactions musulmanes aurait tendance à lui donner raison. Et après tout, le pape est libre de s'exprimer comme il l'entend* », tempère toutefois l'Assyro-Chaldéen François Yakan.

Les chrétiens arméniens ont, eux aussi, des soucis avec les Occidentaux. À la différence des Arméniens d'Europe, ils n'exigent pas la reconnaissance du génocide par la Turquie comme préalable à l'adhésion de leur pays à l'UE. « *Pour nous, le problème le plus important - celui de la reconnaissance de nos fondations - est réglé. Il nous permet depuis 2002 de gérer des biens immobiliers et donc de financer nos écoles* », affirme Luiz Bakar, le porte-parole du patriarcat arménien. Les chrétiens sont 80 000 en Turquie. Plus d'un million d'Arméniens ont été

massacrés et déportés en 1915. Les coups d'État de 1971 et 1980 et la violence politique ont engendré de nouveaux départs. « *C'est un regain de démocratie et de bien-être qui peut pousser les Turcs d'origine arménienne à rester chez eux* », estime Luiz Bakar.

Cette année, Luiz Bakar fêtera Noël au balcon. La date fixée pour célébrer la naissance de Jésus ainsi que l'épiphanie est le 6 juin. Un peu après les Pâques orthodoxes. D'ici là, les citoyens turcs non musulmans continueront à réclamer de ne plus être traités en étrangers dans leur propre pays. La visite du Pape a, pour eux, valeur de test : elle va permettre, au-delà des débats sur l'œcuménisme, de mesurer la capacité de tolérance d'une nation où il ne fait pas toujours bon appartenir à une minorité.

THIERRY OBERLÉ

Iraq rebels financing themselves

Insurgency is raising millions, report finds

By John F. Burns and Kirk Semple

BAGHDAD: The insurgency in Iraq is now financially self-sustaining, raising tens of millions of dollars a year from oil smuggling, kidnapping, counterfeiting, connivance by corrupt Islamic charities and other crimes that the Iraqi government and its U.S. patrons have been largely unable to prevent, a classified U.S. government report concludes.

The report, obtained by The New York Times, estimates that groups responsible for many of the insurgent and terrorist attacks are raising \$70 million to \$200 million a year from illegal activities. It says \$25 million to \$100 million of that comes from oil smuggling and other criminal activity involving the state-owned oil industry, aided by "corrupt and complicit" Iraqi officials.

As much as \$36 million a year comes from ransoms paid for hundreds of kidnap victims, the report says. It estimates that unnamed foreign governments — previously identified by senior U.S. officials as including France and Italy — paid \$30 million in ransom last year.

A copy of the seven-page report was made available to The Times by U.S. officials who said the findings could improve understanding of the challenges the United States faces in Iraq.

The report offers little hope that much can be done, at least soon, to choke off insurgent revenues. For one thing, it acknowledges how little the U.S. authorities in Iraq know about key aspects of insurgent operations, three and a half years after the invasion that toppled Saddam Hussein. For another, it paints an almost despairing picture of the Iraqi government's ability, or willingness, to take steps to tamp down the insurgency's financing.

"If accurate," the report says, its estimates indicate that these "sources of

terrorist and insurgent finance within Iraq — independent of foreign sources — are currently sufficient to sustain the groups' existence and operation." To this, it adds what may be its most surprising conclusion: "In fact, if recent revenue and expense estimates are correct, terrorist and insurgent groups in Iraq may have surplus funds with which to support other terrorist organizations outside of Iraq."



Alaa al-Marjan/The Associated Press

Suspected fighters in custody Sunday at an Iraqi base in Baquba. Insurgents are raising up to \$200 million a year, a U.S. report said.

Some terrorism experts outside the government who were given an outline of the report by The Times criticized it as imprecise and speculative. Completed in June, the report was compiled by an interagency working group investigating the financing of militant groups in Iraq.

A Bush administration official who spoke on the condition of anonymity confirmed the group's existence. He said it was led by Juan Zarate, deputy national security adviser for combating terrorism, and was made up of about a dozen people drawn from the Central Intelligence Agency, the Federal Bureau of Investigation, the Defense Intelligence Agency, the State Department, the Treasury Department and the military's Central Command.

The group's estimate of the financing for the insurgency, even taking the higher figure of \$200 million, underscores the David-and-Goliath nature of the war. Iraqi and coalition forces are fighting an array of shadowy Sunni and Shiite groups that can draw on huge armories left over from Saddam's days and benefit from the willingness of many insurgents to fight for little or no pay. If the \$200-million-a-year estimate is close to the mark, it amounts to less than what it costs the Pentagon, with an \$8 billion monthly budget for Iraq, to sustain the U.S.-led war effort here for a single day.

But other estimates suggest the sums involved could be far higher. The Oil Ministry, for example, estimated this year that 10 to 30 percent of the \$4 billion to \$5 billion in fuel imported for public consumption in 2005 was smuggled back out of the country for re-

er the U.S.-led Freedom, were put on the can had been million people, and in so works were on rain in the world. That's to take hold. tary involvement in Iraq

more from fuel smuggling alone.

For Washington, the most daunting finding may be that the insurgency now survives off money generated from activities inside Iraq and no longer depends on sums Saddam and his associates seized as his government collapsed.

U.S. officials said that as their troops entered Baghdad, Saddam's oldest son, Qusay, took more than \$1 billion in cash from the Central Bank of Iraq and stashed it in steel trunks aboard a flat-bed truck. Large sums of cash were found in Saddam's briefcase when he was captured in December 2003.

But the report says Saddam's loyalists "are no longer a major source of funding for terrorist or insurgent groups in Iraq."

Part of the reason, the report says, is that an U.S.-led effort has frozen \$3.6 billion in "former regime assets." Another reason, it says, is that Saddam's former loyalists, realizing that "it is increasingly obvious that a Baathist regime will not regain power in Iraq," have turned increasingly to spending the money on their own living expenses.

The New York Times

NOVEMBER 26, 2006



Gerald Herbert/
Associated Press

JOSEPH R. BIDEN JR. Democratic Senator from Delaware, incoming Foreign Relations Committee chairman

Proposes division of Iraq along ethnic and religious lines, with three autonomous regions: Kurdish, Sunni and Shiite. Each would have its own domestic laws and internal security. A central government in Baghdad would control borders, foreign affairs and oil revenues. The mixed population of Baghdad would receive both multisectional and international police protection

Washington tente encore de juguler l'influence de Téhéran

La Maison Blanche engage une offensive diplomatique, sans exclure des frappes sur les sites nucléaires.

Washington de notre correspondant

Face au fiasco irakien, les Etats-Unis sont tiraillés entre deux directions opposées. La nouvelle majorité démocrate, qui siègera en janvier au Congrès, souhaite l'amorce d'un retrait d'Irak. Elle préconise également l'ouverture de négociations avec l'Iran et la Syrie - une option soutenue également par certains républicains et le Groupe d'études sur l'Irak dirigé par l'ex-secrétaire d'Etat James Baker. La Maison Blanche, elle, paraît choisir la voie inverse. Le président George W. Bush, alarmé par les gains stratégiques d'un Iran qui se pose en puissance régionale, a lancé une nouvelle initiative visant à contenir le régime chiite, avec l'aide des pays arabes à majorité sunnite. Le chef de la CIA, Michael Hayden, s'inquiétait la semaine dernière que l'Iran ne cesse d'accroître son influence en Irak, où il poursuit une «dangereuse politique triomphaliste».

Pourparlers. Le vice-président Dick Cheney devait arriver samedi en Arabie Saoudite pour rencontrer le roi Abdallah. Au menu: l'Irak, le

Liban et le conflit israélo-palestinien. Evoquant l'influence grandissante de l'Iran chiite, le gouvernement saoudien a exhorté lundi les forces américaines à mettre fin à l'«hégémonie extérieure» en Irak. La secrétaire d'Etat Condoleezza Rice doit entamer le 30 novembre une série de pourparlers avec les ministres des Affaires étrangères d'Arabie Saoudite, d'Egypte, de Jordanie et des six pays du Conseil de coopération du Golfe. George W. Bush doit, lui, rencontrer, les 29 et 30 novembre à Amman (Jordanie), le Premier ministre irakien Nouri al-Maliki. Ils discuteront de la situation intérieure et du «rôle que peuvent jouer des pays voisins pour un retour à la stabilité en Irak». Sur le terrain, les soldats des Etats-Unis et de plusieurs pays du Golfe ont conduit des manœuvres le mois dernier, à quelques encablures des eaux iraniennes. **Faucons.** Ce déploiement diplomatique-militaire, destiné dans un premier temps à faire

«Une action militaire est extrêmement improbable au cours des deux dernières années d'une présidence qui fait face à un Congrès hostile.»

Henry Kissinger dans le *Washington Post*

LE MOYEN-ORIENT



pression sur l'Iran, est assorti de menaces plus ou moins concrètes. Certains «faucons» appellent à une frappe préventive contre les installations nucléaires iraniennes. «Nous n'avons plus que deux options: accepter un Iran doté de l'arme nucléaire ou bien user de la force pour l'empêcher», écrivait le 19 novembre dans le *Los Angeles Times* Joshua Muravchik, de l'American Enterprise Institute, un *think tank* néoconservateur. Si l'Iran a la bombe, explique-t-il, «tout ce que Bush a cherché à accomplir serait réduit à néant, car nous serions beaucoup moins en sécurité que lorsqu'il a commencé son mandat». Muravchik préconise

une «campagne aérienne» de «quelques jours ou quelques semaines» pour détruire les «1500 sites nucléaires» iraniens. Plutôt que de négocier avec ce pays de «l'axe du mal», estiment plusieurs experts, tel John Pike, directeur d'un centre d'analyses sur

les questions militaires, Bush pourrait effectivement choisir d'attaquer.

Arrêt. «Une action militaire est extrêmement improbable au cours des deux dernières années d'une présidence qui fait face à un Congrès hostile», jugeait pour sa part vendredi, dans le *Washington Post*, l'ancien secrétaire d'Etat Henry Kissinger, qui conseille parfois la Maison Blanche. **Mais Téhéran ne peut certainement pas ignorer la possibilité d'une frappe israélienne si les voies de négociations se ferment.**

L'administration Bush, qui le jour de l'assassinat de Pierre Gemayel au Liban a fustigé «les tentatives de la Syrie, de l'Iran et de ses alliés de fomenter l'instabilité et la violence», a rappelé qu'elle attendait de Damas qu'il empêche les combattants de passer en Irak. A l'Iran, elle demande un arrêt du soutien matériel aux milices chiites impliquées dans les violences confessionnelles. «Cela doit cesser», a déclaré le numéro 3 du Département d'Etat, Nicholas Burns. ◀

PHILIPPE GRANGEREAU

26 NOVEMBRE 2006



Turkey's Place in Europe

THE WALL STREET JOURNAL.

NOVEMBER 28, 2006

By Hugh Pope

ISTANBUL—The Istanbul professor who is a leading character in "Bliss," a lyrical novel by singer Zülfü Livaneli, imagines the Turkish intellectual as an acrobat swinging through the air. He lets go of his trapeze, sure in the belief that his European partner and inspiration waits on the other side, ready to catch him. Too late, he discovers his mistake.

If the much-bruised Turks agonize long and loud about when they'll ever be accepted as Europeans, the Europeans seem willfully blind to the Turks. Another crisis looms in the long-running negotiations over Turkey's possible membership of the European Union, this time over the conveniently distracting issue of access to Turkish ports for Cypriot ships. Meanwhile the reigning pope, who wants to reclaim Europe for Christianity to the exclusion of the Turks, today touches down in this Muslim land. So it's worth thinking again about who the Turks are, what they want, and how helpful to Europe their practice of Islam really is.

* * *

No clear answer exists, of course, to the question of whether the Turks are Europeans. There are just too many subjective variables. There is plenty of official hypocrisy, too. Europe has never negotiated with Ankara in wholly good faith, and Turkey has never been wholly sincere in its stated goal of joining the EU as it is today. But before muskets and scimitars are brought down from the attics of history, one must note that the Turks are already much more European than most Europeans realize.

The land of modern Turkey has always been part in, part out of Europe. The Roman Empire included most of today's Turkey, which has also gone by other names like Anatolia or Asia Minor. The most easterly Roman forts are inside Georgia on the foothills of the Caucasus Mountains. To the southeast, the main Roman customs houses were along the Euphrates—roughly where the Kurdish-majority areas of Turkey begin today.

The subsequent Turkish conquest of Anatolia, and two sieges of Vienna, has not always meant a historic exclusion from Europe. The Ottomans had strategic alliances with France and Britain, among others. They were briefly part of the "Concert of Europe" in the late 19th century, were thought of in decline as the "Sick Man of Europe" (not Asia) and were the allies of Germany and Austria in World War I. In the Cold War, Turkey joined the North Atlantic Treaty Organization and guarded a whole third of Europe's front line with the Warsaw Pact.

Institutionally and commercially, Turkey is already deep in modern Europe. Formal Turkish-EU ties have deepened through nearly half a century of intense negotiation, including a customs union since 1996. Turkey is a member of the Council of Europe; its well-trained soldiers are projecting European political

resolve in Afghanistan, Kosovo, Lebanon and Congo; its sports teams play in European leagues; and it takes part in and once won the Eurovision song contest.

Arguments that Turks are somehow ethnically Asiatic and non-European also hold little water. Yes, the original Turkish tribes and dynasties like the Seljuks and Ottomans came from Central Asia. Turkey is the most powerful state in what can be seen as an emerging Turkic-speaking world, which counts 140 million people from Kashgar to Cologne. But the six main Turkic states do not form a political bloc and, although not EU applicants, and most share Turkey's ambition to be seen as part of a European or Western culture.

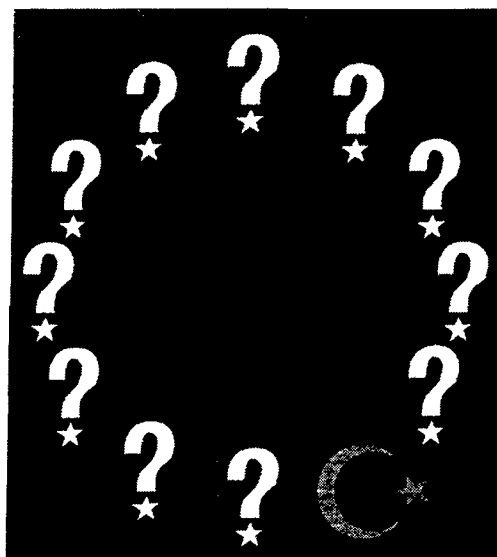
Furthermore, the 70 million people in modern Turkey may be Turkic in name and language, but are not so genetically pure. The main influx of Central Asian Turks to Turkey ended in the 13th century. Overall it seems to have added only about 10% of the population to the existing middle of ancient Anatolian populations. Western Turkey, at least, is not much different from other east European members of the European Union, where Bulgars, Finns and Hungarians also have origins in the eastern steppe. Turkey's Kurds, meanwhile, speak an Indo-European language.

Nobody doubts, however, that Europe's cold shoulder to Turkey is mainly due to its Muslim identity. As a cardinal in 2004, Pope

Benedict XVI put this argument in terms of Turkey as being "in permanent contrast to Europe." But Europe cannot just wish Islam away. Some 15 million to 20 million Muslims already make up nearly 5% of the EU's population; that number includes 3.5 million Turks. Europe is deluding itself if it thinks can isolate itself from engagement with not just Turkey but its whole Islamic backyard around the Mediterranean Sea.

In contrast to the narrow defensiveness of some European opinion leaders who treat a "clash of civilizations" as inevitable, Turkey's current leaders have been reaching out to create an "alliance of civilizations." When Europe meets them half-way, as in last phase of Euro-Turkish rapprochement, in 1999-2005, which culminated with the opening of talks on membership in the union, pro-Western Turks feel strengthened. When Europe turns its back, as this year, the local nationalist backlash forces them onto the defensive.

Turkish Prime Minister Tayyip Erdogan was indeed once a hard-line Islamist. Yet, reflecting a broader change in the country, he had to split with the fundamentalists in order to win power in 2002 with a new, more center-right party that was acceptable to 35% of the Turkish population. He has presided over an economic and commercial convergence with Europe that has put more European names than ever on Turkish products and high street stores and banks.



Turkey started its acrobatic effort to assimilate European culture in the early 19th-century Ottoman Empire. In the 1920s, the present Turkish Republic took Europe as its model for almost everything, since back then Europe equaled modern progress. The new state dumped almost all the hallowed pillars of Islamic culture: Islamic law, dervish lodges, even the Muslim caliphate.

Europe has long been slow to appreciate these changes. In 1949, the Times of London's opinion page thought Turkey had no place in Europe because it used the Arabic script: in fact, that too had been discarded two decades previously. More recently, one of Germany's ambassadors to Turkey surprised a visiting Bundestag politician by giving him the news that Turkey had repudiated Islamic punishments like cutting the hands off thieves nearly a century ago.

A recent socio-economic survey by TESEV, one of Turkey's new think tanks, shows piety on the rise in Turkey—just as in Europe. It also found that, contrary to perceptions, the number of women covering their hair had decreased in the past seven years. Only 1% of women surveyed wear the full black face and body covering, and that 1% is almost entirely older, rural women. Support for the use of Islamic law has fallen to 9% from 21%, and 81% condemn suicide bombing as un-Islamic, whether in Palestine or Iraq. Opinion has been liberalized, the study found, by rising wealth, stability, education and urbanization—the same factors that have slowly improved Turkey's human-rights and democratic records in recent years.

Until recently, the pollster's question "Do you want to join the European Union?" put to a Turk was enthusiastically approved as meaning "Do you want to be rich?" Support has however plummeted as Turks have learned of European hostility, often whipped on by European politicians trying to blame external causes for internal ailments. Yet

polls don't show everything. Turkey still does a booming half of its trade with the EU and more than half of its 21 million tourists come from Europe. Similarly, the negative image of Turkey elicited in Europe by the question "Do you want Turkey in the EU?" is not the whole truth. Change the question to "What do you think of Istanbul?" and many Europeans describe the city as cool or full of desirable commercial energy.

Rudyard Kipling's old saying that "East is East and West is West"—or its modern incarnation, "the clash of civilizations"—is not the right paradigm for Turkey, which feels increasingly confident as part of both. The West is now all over the East and the East is firmly camped in the West. Indeed, Tur-

key's republican founder Kemal Atatürk believed that the "East is East" idea was fostered by Western powers to justify clinging to power over their former colonial subjects.

* * *

A train wreck next month between Turkey and Europe, which has threatens to freeze accession talks unless Ankara kowtows to its demands on the shipping, would be unfortunate and, on past diplomatic form, unlikely. Both sides would suffer too much commercial and political damage. The wider Islamic world, having reacted with delight to the EU's apparent decision to accept Turkey as an equal, would revert even more stubbornly to its default position that it is impossible to expect fair

treatment from the West.

A pause for reflection seems in order for both sides. An acrimonious standoff with the EU in the late 1990s cleared the way for Turkey's great leap forward of 1999-2005. A Dutch ambassador at the core of those EU-Turkish negotiations once described the relationship as a wrestling match, with no time clock but no alternative. Neither Europe nor Turkey can "win." But neither side can afford to let go.

Mr. Pope is author, most recently, of "Sons of the Conquerors: The Rise of the Turkic World" (Overlook Duckworth, 2005).

Les nouvelles ambitions régionales de Téhéran

LE FIGARO

27 novembre 2006

MOYEN-ORIENT

La visite du président irakien, Jalal Talabani, a été reportée en raison du couvre-feu en Irak. Mais il est attendu cette semaine à Téhéran.

Téhéran

EN DÉROULANT pour la deuxième fois le tapis rouge au président irakien, Téhéran cherche à s'imposer comme un acteur régional incontournable et à user de son influence sur ses pays voisins. Pourtant, par les temps qui courent, les préoccupations d'ordre sécuritaire ont tendance à l'emporter sur l'aspect purement idéologique. « *Le souci majeur de l'Iran, c'est sa sécurité* », remarque Denis Bauchard, spécialiste du Moyen-Orient.

La République islamique se trouve dans une situation ambivalente. « *Elle se sent dans une position de force depuis la fin du régime taliban en Afghanistan et la chute de Saddam en Irak. De plus, elle est confortée par l'embourbement américain dans la région* », confie Ali Ansari, expert à l'université de Saint Andrews, en Grande-Bretagne. Mais l'éventualité d'une frappe américaine contre les installations nucléaires iraniennes ne peut être totalement exclue. Quant au chaos qui prévaut en Irak, il pourrait finir par déborder sur le territoire iranien.

Les récents soubresauts qui ont agité le Moyen-Orient ont, dans l'ensemble, joué en faveur de la République islamique. La chute de Saddam, un arabe sunnite, ennemi

juré de l'Iran chiïte, a provoqué un « réveil chiïte » dans la région. À Bagdad, où les factions chiïtes sont désormais prédominantes dans les sphères du pouvoir, mais également à Bahreïn, au Koweït, en Arabie saoudite, où les populations chiïtes ont commencé à hausser le ton pour revendiquer leurs droits.

Plus récemment, la crise israëlo-libanaise a permis aux diatribes anti-américaines et anti-israéliennes du président iranien Ahmadinejad de cristalliser les frustrations du monde musulman et de la « rue arabe ». « *Téhéran a fédéré autour de lui un front du refus* », remarque Olivier Roy, spécialiste de l'Iran. En témoigne cette photo représentant Ahmadinejad posant aux côtés de Hassan Nasrallah, le leader du Hezbollah libanais et de Bachar el-Assad, le président syrien. Téhéran, capitale d'un État religieux chiïte, et Damas, dirigé par un régime sunnite à tendance laïque, n'ont pourtant rien en commun. Mais, face à deux ennemis communs, Israël et l'Amérique, les deux pays savourent un mariage de convenance.

« Solidarité musulmane »

L'influence idéologique irannienne, qu'elle soit purement chiïte ou qu'elle s'appuie sur une coalition panislamique, a pourtant ses limites. « *Si les chiïtes de la région sont d'une certaine mesure pro-iraniennes, ils verraient d'un mauvais œil la création d'un Grand Chiïstan* », remarque Olivier Roy. Et face aux craintes, évoquées par le roi de Jordanie de voir émerger un

« croissant chiïte », Ali Ansari appelle que « *le monde chiïte est loin d'être homogène* » : le nombre d'imams chiïtes à vénérer varie d'un pays à l'autre, et l'allégeance au dogme du velâyat-e fâghî (la suprématie du guide religieux), clef de voûte du système iranien, est loin de faire l'unanimité.

La « solidarité musulmane » mise en avant par les responsables iraniens, pourrait également se heurter à des résistances. « *Je doute que l'Iran chiïte soit accepté comme une puissance régionale par l'Égypte, l'Arabie saoudite ou le Pakistan* », relativise ainsi le professeur de relations internationales, Davoud Hermidas Bavand.

La République islamique en est la première consciente, à voir les alliances stratégiques qu'elle a tissées avec certains pays voisins non musulmans. À commencer par la Russie, où, rappelle Denis Bauchard, « *on constate que les Iraniens restent très discrets sur la question des musulmans tchétchènes* ». Téhéran ne veut pas froisser Moscou, son principal partenaire en matière de technologie nucléaire. Les motivations régionales iraniennes sont également animées par des ambitions purement économiques. Pour anticiper d'éventuelles sanctions occidentales, Téhéran a renforcé ses liens économiques avec les pays d'Asie, l'Inde, la Chine, le Japon.

Au-delà de la propagande islamique, la conscience d'État et les préoccupations d'ordre sécuritaire ont finalement souvent tendance à l'emporter sur l'aspect purement religieux et idéologique. « *Ces pré-*

occupations relèvent d'ailleurs d'une conscience "persane" plus qu'"islamique". D'après moi, en Iran, l'islam n'est qu'un moyen pour aboutir à certaines fins », commente Ali Ansari. Téhéran, qui se plaît à jouer la carte islamique, dispose ainsi d'autres cartes dans son jeu, quand il s'agit de défendre ses intérêts sécuritaires. La République islamique, dont l'idéologie politique se trouve aux antipodes du régime d'Ankara, entretient, par exemple, une coopération militaire étroite avec la Turquie sur la question du PKK, le mouvement séparatiste kurde, par crainte de voir sa propre minorité kurde revendiquer son indépendance. Et comble du paradoxe pour un pays qui ne cesse de défier le « Grand Satan américain » : des voix évoquant le risque d'un retrait trop précipité des GI du territoire irakien se font entendre dans les sphères du pouvoir iranien. Le sujet sera sans doute évoqué, à huis clos, avec le président irakien.

DELPHINE MINOUI

Jalal Talabani à Téhéran pour discuter de la sécurité en Irak

LE FIGARO

28 novembre 2006

Cette visite intervient au moment où George Bush est attendu en Jordanie pour y rencontrer le premier ministre irakien.



Jalal Talabani (à gauche) a été reçu par le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, hier à Téhéran. Reuters

Téhéran

LE PRÉSIDENT irakien Jalal Talabani est finalement arrivé hier à Téhéran sur fond de violences dans son propre pays et de manœuvres diplomatiques en Iran, en Jordanie et en Arabie saoudite destinées à enrayer le chaos.

Son objectif, annoncé la semaine dernière devant les caméras : « Renforcer les relations avec l'Iran et la sécurité irakienne. » Initialement prévue pour samedi, la visite du chef d'État irakien a été repoussée à cause du couvre-feu et de la fermeture de l'aéroport de Bagdad, à la suite du carnage de la cité chiite de Sadr City.

D'après un communiqué publié par son bureau, il devait rencontrer, dès son arrivée, son homologue iranien Mahmoud Ahmadinejad ainsi que d'autres officiels de la République islamique. Une rencontre avec le guide religieux, l'ayatollah Ali

Khamenei devrait également avoir lieu, mais elle n'a pas été confirmée.

Jalal Talabani est accompagné d'une importante délégation, comprenant Houshiar Zebari, le ministre irakien des Affaires étrangères, ainsi que les ministres du Pétrole, de l'Éducation, des Sciences et de l'Industrie. Plusieurs membres du Parlement irakien

ont également fait le déplacement jusqu'à Téhéran.

Cette visite intervient au moment même où George W. Bush est attendu, mercredi, à Amman, pour y rencontrer le premier ministre irakien, Nouri al-Maliki, et quelques jours après la visite de Dick Cheney, le vice-président américain en Arabie saoudite.

Embrouvés en Irak, les Américains s'efforcent, par tous les moyens, de limiter les dégâts et de se retirer prudemment et progressivement. À Washington, tout le monde est dans l'attente du fameux rapport du GEI (Groupe d'études sur l'Irak) dirigé par l'ancien secrétaire d'État James Baker destiné à trouver une solution à la crise irakienne. Les États-Unis accusent Téhéran et Damas de contribuer à cette crise, en soutenant, les milices chiites, – pour l'Iran –, et en laissant la frontière ouverte au passage des kamikazes sunnites, – pour la Syrie.

Sommet à trois

Téhéran, qui nie tout en bloc, a néanmoins saisi l'occasion pour s'imposer comme un acteur régional incontournable. La République

islamique s'est ainsi empressée d'anticiper la sortie du rapport Baker, en recevant en grande pompe le président irakien. La semaine dernière, elle a même tenté d'initier un sommet à trois en invitant également le président syrien Bachar el-Assad. Mais la Syrie semble avoir rejeté l'offre.

Jalal Talabani connaît bien les

Iraniens. Cet ancien chef de l'Union patriotique du Kurdistan, parfaitement persanophone, a vécu en exil en Iran, à l'époque où ses forces combattaient Saddam Hussein. En avril 2005, il a déjà fait le déplacement à Téhéran en tant que chef d'État irakien. Mais il est également un allié stratégique des États-Unis. À l'inverse des Arabes sunnites et de certaines factions chiites, les Kurdes n'ont jamais condamné l'invasion et l'occupation américaine de l'Irak.

Au-delà des discussions d'ordre sécuritaire, sa visite s'annonce donc comme une belle occasion de faire la médiation entre Téhéran et Washington, qui ne se parlent plus officiellement depuis vingt-sept ans.

DELPHINE MINOUI

Irak: affrontements entre rebelles kurdes et soldats iraniens

SOULAIMANIYAH (Irak), 25 nov 2006 (AFP) - 18h32 - Des soldats iraniens ont attaqué samedi un poste rebelle kurde à la frontière irakienne, a-t-on appris auprès des forces armées kurdes et des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

"Des membres des forces armées iraniennes ont attaqué un poste frontière du PKK, sans toutefois franchir la frontière", a indiqué Moustapha Sayyed Kader, commandant adjoint des peshmerga (combattants kurdes) de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK).

Mais pour le PKK, les soldats iraniens sont bel et bien entrés sur le territoire irakien.

"Des soldats iraniens ont pénétré samedi matin en Irak dans la région frontalière de Nowzang. Ils se sont heurtés à une unité du Pejak pendant près d'une heure avant de battre en retraite", a assuré Jingawr, un chef local du PKK, en référence au Parti pour une vie libre, un groupe indépendantiste kurde iranien.

Le PKK, qui a pris les armes en 1984 contre le gouvernement turc pour arracher l'indépendance du sud-est anatolien, à la population majoritairement kurde, dispose de bases dans la région du Mont Qandil, qu'il partage avec le Pejak.

L'Iran lutte régulièrement contre les tentatives d'infiltration de combattants du Pejak, allant parfois jusqu'à bombarder ses bases en territoire irakien.

Un traité signé entre les deux pays prévoit que l'Iran lutte contre le PKK, tandis que la Turquie combat l'opposition armée au régime des mollah, les Moujahidine du peuple.

Le Kurdistan irakien, autonome depuis 1991, est partagé entre les administrations de l'UPK, du président irakien Jalal Talabani et du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani.

Le Monde

Mardi 28 novembre 2006

La guérilla irakienne est financièrement autonome, selon un rapport américain

En Irak, l'insurrection ne serait plus dépendante des fonds étrangers et disposerait de ressources annuelles évaluées entre 70 et 200 millions de dollars

NEW YORK
CORRESPONDANT

Selon une synthèse établie pour le gouvernement américain, l'insurrection en Irak serait autonome sur le plan financier et disposerait de ressources annuelles évaluées entre 70 et 200 millions de dollars.

Elle ne serait plus dépendante de fonds étrangers et surtout des sommes détournées par les membres du régime de Saddam Hussein au moment de son effondrement. Le fils aîné de l'ex-dictateur, Qoussai Hussein, avait emporté à lui seul un milliard de dollars volés à la banque centrale.

L'existence et le contenu du document confidentiel de sept pages remis à l'administration ont

été révélés par le *New York Times* du 26 novembre. Terminé en juin, il a été réalisé sous l'autorité du conseiller adjoint à la sécurité nationale, Juan Zarate, avec la collaboration de spécialistes de la CIA (Agence centrale de renseignement), du FBI (police fédérale), de la « Defense Intelligence Agency » (Agence de renseignement de l'armée), du département d'Etat, du département du Trésor et du commandement central.

Les sources de financement de la guérilla irakienne sont la contrebande de pétrole, les enlèvements, la contrefaçon, d'autres activités illégales et la connivence d'institutions charitables islamiques. Le document souligne que ce financement est « indépendant de sources étrangères » et « suffisamment important pour soutenir les activités des groupes ».

Le rapport évalue entre 25 et 100 millions de dollars par an les

revenus issus de la contrebande de pétrole rendue possible par la « complicité et la corruption » de responsables irakiens. Jusqu'à 36 millions de dollars proviendraient de rançons obtenues pour faire libérer des centaines de personnes enlevées. Les sommes versées par les gouvernements étrangers,

notamment la France et l'Italie, auraient atteint 30 millions de dollars en 2005. Et même si les fidèles de Saddam Hussein « ne sont plus une source importante de financement », ils disposent encore « de dizaines ou de centaines de millions de dollars ».

Le document laisse peu d'espoir sur la possibilité de parvenir à entraver le financement de l'insurrection. Car les réseaux sont discrets, les transferts se font en liquide et les efforts américains sont annihilés par la faiblesse et la mauvaise volonté du pouvoir irakien.

Le rapport souligne enfin que « si les estimations de recettes et de dépenses sont exactes, les terroristes et les groupes insurgés peuvent avoir suffisamment de fonds en excédent pour soutenir d'autres organisations terroristes en dehors de l'Irak ». La possibilité que l'Irak devienne pour les groupes terroristes un sanctuaire d'où ils puissent préparer des opérations, comme l'a été l'Afghanistan des talibans, est un argument souvent avancé par l'administration Bush pour justifier la nécessité de poursuivre la guerre.

Plusieurs experts américains indépendants contestent toutefois les conclusions du rapport, le jugeant à la fois imprécis et spéculatif. Ils soulignent qu'il n'y a aucune information spécifique sur la façon dont les différents groupes se financent. « Ce sont des estimations. Ils n'ont pas été capables de pénétrer ces groupes », affirme au *New York Times* W. Patrick Lang, ancien responsable du Moyen-Orient de la « Defense Intelligence Agency ». ■

ERIC LESER

Le rapport évalue entre 25 et 100 millions de dollars par an les revenus issus de la contrebande de pétrole

Le Monde

28 novembre 2006

Querelles de stratèges sur l'engagement en Irak

Le chiffre s'étale en première page du *Washington Post*. « Trois ans, huit mois et sept jours. » Depuis lundi 27 novembre, la guerre en Irak a dépassé en durée l'engagement américain dans la seconde guerre mondiale, le conflit auquel le président Bush fait souvent référence pour appeler ses concitoyens à la patience. Dans l'histoire moderne, seule la guerre du Vietnam aura été plus longue (huit ans et cinq mois). Les GI avaient combattu 19 mois lors de la première guerre mondiale et 37 mois en Corée.

Ce cap symbolique a été franchi à un moment d'intense débat aux Etats-Unis. A la veille du sommet de l'Otan à Riga et de sa rencon-

tre, en Jordanie, mercredi 29 et jeudi 30 novembre, avec le premier ministre irakien Nouri Al-Maliki, le président américain est soumis à toutes sortes de suggestions. Celles-ci vont de la réintroduction de la conscription à l'envoi de 40 000 troupes supplémentaires, en passant par le retrait graduel, proposition la plus répandue, ou encore à la « partition douce » de l'Irak, consistant à favoriser le regroupement des communautés.

Le seul consensus existant : signifier au premier ministre irakien que les Américains n'hésiteront pas à le laisser tomber s'il n'est pas prêt à démanteler les milices chiïtes et les « escadrons de la mort ». Le sénateur républicain Trent Lott a estimé qu'il était

temps de « se montrer agressif ». Autre républicain, le sénateur Sam Brownback a appelé M. Bush à « contourner » M. Maliki et à « travailler avec d'autres groupes ». Pour le démocrate Carl Levin, « on ne peut pas sauver les Irakiens d'eux-mêmes ».

Le sénateur républicain Chuck Hagel, un possible prétendant à l'élection présidentielle de 2008, a plaidé dans le *Washington Post* pour une « sortie honorable ». Selon lui, il est trop tard pour envoyer plus de troupes. « Nous avons mal interprété, mal lu, mal planifié et mal géré nos bonnes intentions en Irak en nous intoxiquant nous-mêmes », écrit-il.

M. Bush a déjà indiqué qu'il n'entend rien décider avant

d'avoir entendu le compte rendu du chef d'état-major des armées, celui de son Conseil national de sécurité, ainsi que les recommandations de la commission Baker-Hamilton. Celle-ci débute, lundi, ses délibérations finales, mais la date de publication de son rapport reste imprécise, en l'absence de consensus entre les membres démocrates et républicains du panel. Selon le *New York Times*, qui publie certains documents, la commission est favorable à un dialogue diplomatique avec Téhéran et Damas, mais elle ne propose pas de calendrier de retrait. ■

CORINE LESNES
(WASHINGTON,
CORRESPONDANTE)

LE FIGARO mardi 28 novembre 2006

Londres blâme l'Iran et espère se retirer d'Irak

MOYEN-ORIENT

Le ministre britannique de la Défense ne veut pas qu'« un seul soldat reste en Irak plus longtemps que nécessaire ».

DURANT la seconde moitié de l'année 2002, la politique étrangère du Royaume-Uni fut entièrement tournée vers la préparation de l'intervention en Irak aux côtés des Américains, dont le principe avait été arrêté lors du sommet Bush-Blair du mois d'avril, au ranch de Crawford. Pour la seconde moitié de l'année 2006, c'est la démarche inverse qui agite Whitehall : comment réussir à quitter

l'Irak au plus vite ? C'est dans le cadre de cette nouvelle stratégie du blairisme finissant que s'inscrit le discours qu'a prononcé hier, devant le Royal Institute of International Affairs (RIIA), le ministre britannique de la Défense, Des Browne. « Je peux vous dire que, d'ici à la fin de l'année prochaine, je m'attends à ce que nos troupes soient réduites de manière significative, de plusieurs milliers d'hommes », a déclaré le ministre.

Quelque 7 100 militaires britanniques sont déployés en Irak, principalement dans le sud du

pays, région très majoritairement peuplée d'Arabes musulmans chiites. Au total 126 soldats de Sa Majesté sont morts en Irak depuis le début de l'invasion, le 20 mars 2003. La coalition occidentale est désormais en guerre entre le Tigre et l'Euphrate depuis plus longtemps que les États-Unis ne le furent contre l'Allemagne pendant le second conflit mondial (11 décembre 1941-8 mai 1945).

Haut niveau de violence

Le patron de l'armée britannique a indiqué que la planification de ce retrait espéré avait commencé « il y a quelques mois déjà », et il a insisté sur le fait qu'il ne voulait pas qu'« un seul soldat reste en Irak plus longtemps que nécessaire ». Par ailleurs, Des Browne a estimé que la « stratégie de la coalition faisait des progrès en Irak », sans toutefois apporter de preuves matérielles de ce qu'il avançait. Le ministre a imputé le haut niveau de violence dans le pays premièrement à al-Qaïda, puis a affirmé que les Anglo-Américains avaient compris « comment répondre à ce très sérieux défi ».

Mais le chef des soldats de la Couronne a quand même reconnu que l'Organisation inspirée par Oussama ben Laden et, de manière

générale, les insurgés irakiens sunnites, n'étaient pas les seuls responsables de ces violences. En ne quittant jamais le champ de la litote, afin de ne pas prononcer le redoutable mot de « guerre civile », le ministre a abordé le conflit chiites-sunnites interne à l'Irak par le biais

du rôle qu'y joue l'Iran voisin. Il a accusé le régime islamiste chiite de Téhéran d'alimenter la guerre civile en Irak - jamais nommée pour cause d'*understatement* britannique -, attitude qu'il a jugée « inacceptable ». « L'Iran a une influence en Irak : le pouvoir d'abaisser ou d'augmenter la tension, d'ouvrir ou de fermer le dialogue, a dit M. Browne. Il n'use pas bien de cette influence. Le soutien, de l'intérieur, va à des groupes qui attaquent nos forces, mais aussi à des groupes qui alimentent la violence communautaire. C'est inacceptable. » Le ministre n'a toutefois

rien proposé de concret pour ramener le régime des mollahs de Téhéran à la raison, qu'il a menacé d'un simple « isolement croissant », au cas où il ne répondrait pas à l'offre de la coalition de devenir un « partenaire constructif ».

rien proposé de concret pour ramener le régime des mollahs de Téhéran à la raison, qu'il a menacé d'un simple « isolement croissant », au cas où il ne répondrait pas à l'offre de la coalition de devenir un « partenaire constructif ».

RENAUD GIRARD



Patrouille britannique à Bassora le 10 octobre. Sur les 7 100 soldats de Sa Majesté présents en Irak, 126 sont morts depuis le début de l'invasion, en 2003. AP.

Iran's leader pledges to aid Iraqi security

The Associated Press

The president of Iraq, Jalal Talabani, on Monday sought to enlist Iran's help in quelling the escalating violence that threatens to tear his country apart.

"The issue of establishing security in Iraq is the most important part of our talks. We are in dire need of Iran's help in establishing security and stability in Iraq," state-run television quoted Talabani as saying after he met with the Iranian president, Mahmoud Ahmadinejad, in Tehran.

The meeting between Talabani and Ahmadinejad, which was delayed for two days amid a security clampdown in Iraq, comes as Tehran is trying to assert its role as the top regional power broker. The United States wants the Iranian

government to do more to help Iraq's Shiite-dominated government stem the surge in sectarian violence. Talabani is a member of Iraq's Kurdish minority, but he had close ties with Iranian officials before Saddam Hussein was driven out by the U.S.-led invasion in 2003.

Ahmadinejad pledged Tehran's support in helping to improve security in Iraq. "Definitely, the Iranian government and nation will stand next to its brother Iraq and will do every help it can to strengthen security in Iraq," he was quoted as saying.

Talabani had planned to visit Iran on Saturday but had to postpone his trip until Baghdad's airport, which was closed after an especially deadly week, reopened Monday.



But violence flared again Monday night, as a mortar attack ignited a huge fire at an oil facility in northern Iraq, shutting the flow of crude oil to a major refinery. Two mortar rounds hit the pipeline filtering facility, 24 kilometers, or 15 miles, northwest of Kirkuk, according to an official at North Oil.

November 28, 2006

INTERNATIONAL
Herald Tribune

U.S. hopes to keep Mideast talks among friends

By Helene Cooper

WASHINGTON: As they try to arrest the downward spiral in the Middle East, President George W. Bush and his top diplomats appear intent on their strategy of talking only to Arab friends, despite increasing calls inside and outside the administration for them to reach out as well to Iran and Syria.

Bush and Secretary of State Condoleezza Rice are traveling to Jordan this week for talks that will include Iraq's prime minister and a number of Sunni Arab leaders, but will exclude Iran and Syria, despite the influence that both wield in Iraq and Lebanon.

Meanwhile, one of Rice's most trusted aides, Philip Zelikow, announced Monday that he was resigning his post. Zelikow, widely viewed as a voice of candor in the administration on the Iraq crisis, said in his resignation letter that he would return to teaching at the University of Virginia. Administration officials said Zelikow had been increasingly frustrated with administration policy on Iraq, the Middle East and even North Korea.

Zelikow resigned as signs of a siege atmosphere increased within the administration, particularly at the State Department, where career foreign service officials have argued for increased

dialogue with Iran and Syria to try to stem the violence in Iraq and Lebanon. "We've got a mess on our hands," a senior State Department official said.

When Bush and Rice arrive in Amman on Wednesday, they will try to obtain help from Sunni Arab leaders to try to rein in the violence in Iraq by putting pressure on Sunni insurgents. That was part of Vice President Dick Cheney's message to King Abdullah of Saudi Arabia during a brief visit Saturday, administration officials said. Bush will repeat that entreaty with King Abdullah of Jordan, as will Rice when she meets for scheduled talks with foreign ministers from the Gulf region at the Dead Sea on Thursday and Friday, the officials said.

Specifically, the United States wants Saudi Arabia, Jordan and Egypt to work to drive a wedge between Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki of Iraq and the anti-American Shiite cleric Moktada al-Sadr, a senior administration official said. That would require getting the Sunni Arab nations to work to get moderate Sunni Iraqis to support Maliki, a Shiite. That support would theoretically give Maliki the political backbone necessary to take on Sadr's Shiite militias.

"There's been some discussion about whether you just try to deal first with the Sunni insurgency, but that would

mean being seen to be taking just one side of the fight, which would not be acceptable," the senior official said, speaking on condition of anonymity under normal diplomatic rules.

But getting the Sunni Arab nations to urge Iraqi Sunnis to back Maliki in the hopes of peeling him away from Sadr would be difficult under any circumstances, and it was made even more so

last week after the killing of more than 200 people in a Shiite district of Baghdad, the deadliest coordinated attack since the American invasion. Violent reprisals followed.

Further complicating Bush's strategy is that administration officials still have not settled on whether the United States will give the Arab countries what they seek in return: a renewed push for an Israeli-Palestinian peace agreement.

In a speech to the Washington Institute for Near East Policy in September, Zelikow said that the United States needed to make progress on solving the Arab-Israeli dispute to get moderate Arabs "to cooperate actively with the United States on a lot of other things that we care about." A State Department spokesman was quick to distance the department officially from Zelikow's remarks.

But Rice may add stops in Israel and the Palestinian territories to her itinerary this week as part of a renewed push, administration officials said.

November 30, 2006

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Benedict urges unity during trip to Turkey

Pope seeks to smooth bonds with Orthodox

The Associated Press

ISTANBUL: Pope Benedict XVI began his pilgrimage among Turkey's tiny Christian communities Wednesday by paying homage to an Italian priest killed during Islamic protests and expressing sympathy for the pressures facing religious minorities in the Muslim world.

The messages — made at one of the holiest Christian sites in Turkey — could set the tone for the remainder of Benedict's first papal trip to a Muslim nation as he tries to strengthen bonds with the spiritual leader of the world's Orthodox Christians.

The pope is expected to sharpen his calls for what the Vatican calls "reciprocity" — that Muslim demands for greater respect in the West must be matched by increased tolerance and freedom for Christians in Islamic nations.

But too much pressure by the Roman Catholic pontiff could risk new friction with Muslims after broad gestures of goodwill in the opening hours of the trip Tuesday that sought to ease simmering Muslim anger over the pope's earlier remarks on violence and the Prophet Muhammad.

A statement claiming to be from Al Qaeda in Iraq denounced the pope's visit as part of a "crusader campaign" against Islam and an attempt to "extinguish the burning ember of Islam" in Turkey.

A Vatican spokesman, Federico Lombardi, said the declaration, which was posted on several Islamic militant Web sites, shows the need for faiths to fight "violence in the name of God." He said "neither the pope nor his entourage are worried."

The pope's deepening ties with the ecumenical patriarch, Bartholomew, called the "first among equals" of the Orthodox leaders, also is watched with suspicion in Turkey as a possible challenge to state-imposed limits on Christian minorities and others. Benedict has declared a "fundamental" commitment to try to heal rifts between the two ancient branches of Christianity, which split nearly 1,000 years ago over disputes, including papal authority.

At Bartholomew's walled compound in Istanbul, the pope stood amid black-robed Orthodox clerics and urged both sides "to work for full unity of Catholics and Orthodox."

The pope began the day at the ruins of a small stone home at the end of a dirt road near the Aegean Sea, the site where the Virgin Mary is thought to have spent her last years.

At an outdoor Mass attended by 250 invited guests, the pope noted the challenges facing the "little flock" of Christians in Turkey.

"I have wanted to convey my personal love and spiritual closeness, together with that of the universal church, to the Christian community here in Turkey, a small minority which faces many challenges and difficulties daily," the pope said.

At times, he smiled and showed flashes of the pastoral flair of his predecessor, John Paul II, in one of the most intimate papal gatherings since John Paul's trip to remote Mount Sinai during a trip to Egypt in 2000.

Benedict went on to honor the memory of a Catholic priest who was slain in Turkey amid Muslim anger over the publication in European newspapers of caricatures of Muhammad.

"Let us sing joyfully, even when we're tested by difficulties and dangers as we have learned from the fine witness given by the Reverend Andrea Santoro, whom I am pleased to recall in this celebration," said Benedict, who later walked amid the crowd as people reached to touch his gold and white robes and cried "Viva il Papa" and "Benedetto," his name in Italian.

In February, a Turkish teenager shot

the Italian priest as he knelt in prayer in his church in the Black Sea port of Trabzon. The attack was believed to have been linked to outrage over the cartoons. Two other Catholic priests were attacked this year in Turkey, where Christians have often complained of discrimination and persecution.

On Tuesday, the pope urged religious leaders of all faiths to "utterly refuse" to support any form of violence in the name of faith. He also said religious freedom was an essential element of democratic values.

He sought a careful balance as he held out a hand of friendship and brotherhood to Muslims, and expressed support for measures that Turkey has taken in its campaign to join the European Union.

But winning over Turkish sentiments may be easy compared with the complexities ahead.

The legacy of Christianity in Turkey is a tangle of historical and religious sensitivities. Turkish armies captured the Byzantine capital Constantinople — now Istanbul — in 1453 to begin a steady decline for Christians, who had maintained communities in Asia Minor since the time of the Apostles.

As the Ottoman Empire collapsed in the early 20th century, large numbers of Armenian Christians perished in mass expulsions and fighting. Turkey vehemently denies that it committed genocide against Armenians, though many nations have classified the World War I-era killings as such.

Bartholomew heads the remnants of the Greek community in Istanbul that now number no more than 2,000 among about 90,000 Christians in Turkey.



In Turkey, pope speaks of unity

Pope Benedict XVI began his pilgrimage among Turkey's tiny Christian communities Wednesday by seeking unity with Orthodox Christians and expressing sympathy for the pressures facing religious minorities in the Muslim world. He also told Prime Minister Recep Tayyip Erdogan that he wished "for Turkey's entry into the European Union," according to the prime minister's account of the meeting.



Gel partiel des négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE

La Commission européenne donne à Ankara jusqu'au 11 décembre pour ouvrir ses ports et aéroports aux navires et avions chypriotes-grecs.

Bruxelles (UE) de notre correspondant
La Commission pouvait difficilement faire moins, sauf à perdre définitivement la face. Tirant les conséquences du refus persistant d'Ankara d'ouvrir ses ports et aéroports aux navires et avions chypriotes-grecs, comme elle s'y était engagée lors de l'ouverture de ses pourparlers avec l'Union en octobre 2005, l'exécutif européen a recommandé aux Vingt-Cinq de geler – très – partiellement les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE. Mais, comme l'a fortement souligné Olli Rehn, le commissaire européen chargé de l'élargissement, *«il ne s'agit pas d'un déraillement, d'un gel ou d'une entrée en hibernation»*: *«Les négociations vont se poursuivre, mais plus lentement.»*

Chapitres. De fait, le coup de semonce envoyé par Bruxelles est calculé au millimètre près:

si les ministres des Affaires étrangères des Vingt-Cinq suivent la Commission, lors de leur réunion du 11 décembre, ce sont seulement huit chapitres de négociations sur trente-cinq qui seront gelés; ce qui n'est pas énorme. Seront concernées toutes les matières liées à la crise chypriote:

«Les négociations vont se poursuivre, mais plus lentement.»

Olli Rehn, commissaire européen chargé de l'élargissement

libre circulation des personnes, des marchandises et des services, transport, politique étrangère, services financiers, etc. La Commission suggère, en outre, de ne pas clôturer officiellement tous les chapitres déjà conclus ou en cours de conclusion tant que la Turquie ne respectera pas pleinement le «protocole d'Ankara», qu'elle a signé mais non ratifié, et qui étend la libre

circulation aux dix nouveaux Etats membres, y compris à la République de Chypre qu'elle se refuse à reconnaître.

Enchères. La Commission veut clairement esquiver une crise de grande ampleur. Afin d'éviter que les Etats membres les plus réservés sur l'adhésion turque ne fassent grimper les enchères, après l'échec, lundi, d'ultimes négociations sur la question chypriote menées par la présidence fin-

landaise de l'Union, elle a avancé d'une semaine sa proposition. Ainsi la France militait-elle pour que la suspension touche au moins la moitié des chapitres ouverts... *«Si on avait attendu le 6 décembre, Jacques Chirac et Angela Merkel auraient donné le ton»*, confiait-on dans les couloirs de la Commission...

Cela étant, *«la Turquie peut marquer un but en or»*, comme

l'a joliment noté le Finlandais Olli Rehn, si, d'ici le 11 décembre, elle ouvre l'accès de ses ports et aéroports aux Chypriotes. Dans ce cas, la proposition de gel partiel tombera automatiquement. Il faut cependant reconnaître que c'est plutôt mal parti: Recep Tayyip Erdogan, le Premier ministre turc, a immédiatement qualifié la proposition de la Commission d'*«inacceptable»*, tandis que le négociateur turc, Ali Babacan, excluait tout geste tant que l'UE ne romprait pas l'isolement économique de la République turque de Chypre du Nord (non reconnue par la communauté internationale). Et, dans un geste de défi sans précédent, le président turc Ahmet Necdet Sezer a opposé son veto, hier, à une demande clé de l'Union: un texte de loi visant à améliorer le droit de propriété des communautés chrétiennes et juives. ◀

JEAN QUATREMER

Iraq and the facts of life

At this point it is hard to tell who is more out of touch: President George W. Bush, who continues to insist that Iraq has not descended into civil war, or Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, who appears to believe that Americans will prop him up indefinitely.

The two were scheduled to meet Wednesday in Jordan. We hope they used the time — finally — to impress on each other the brutal facts of life in their respective capitals.

Bush needs to make clear that Americans' patience has all but run out and that he will start bringing the troops home unless Maliki moves to rein in sectarian bloodletting and Iraqi troops start shouldering more of the burden. Maliki needs to make Bush understand Iraq's full desperation — and his own desperate political weakness. So long as Baghdad remains in chaos — and militias are better armed and more motivated than the Iraqi army — he has

no chance of ending the blood feuds or breaking the cycle of retribution.

This sort of truth-telling does not come easily to either man, and at this point there may not be anything that can salvage Iraq. But more denial and drift will only lead to more chaos. The very fact that the meeting Wednesday was being held in Jordan — explanations range from concerns about safety in Iraq to the White House's desire to pry Maliki away from his more unsavory backers — should leave no doubt about the urgent need for a change in strategy.

Bush needs to start by giving the Iraqi leader a clear deadline for beginning national reconciliation talks, preferably as soon as Maliki returns to Baghdad. And he should insist that the talks continue until some agreement is reached on protecting minority rights, equitably dividing Iraq's oil wealth, and demobilizing sectarian militias. Bush does not need to insult Maliki by barking out orders. But he does need to make

clear that he can hold off demands for an American withdrawal for only so long.

Bush should not be the only demander. Reconciliation talks will go nowhere until Iraqis see evidence that there is at least some hope for a better life. Maliki needs to give his own deadline to the Americans for starting a truly make-or-break campaign to retake the streets of Baghdad.

Maliki also needs to tell Bush that the American training of the Iraqi Army is failing, and without a more aggressive program, the army will collapse at the first sign the Americans are leaving. And he must warn that Bush's insistence on talking only to friends won't halt meddling by Iran and Syria.

King Abdullah II of Jordan, host to the meeting Wednesday, is warning that unless something drastic happens soon, the Middle East will face three full-blown civil wars: in the Palestinian territories, Lebanon and Iraq. If Iraq's desperate reality is not enough to inspire Bush and Maliki to tell each other the truth, perhaps a look into that wider abyss will.

EU weighs suspending key areas of talks on Turkish membership

Blair cautions members on 'serious mistake'

By James Kanter

BRUSSELS: Turkey's prospects for membership in the European Union dimmed on Wednesday with recommendations to suspend key areas of negotiation, even as Prime Minister Tony Blair of Britain followed Pope Benedict XVI in urging positive signals to Ankara.

Olli Rehn, the EU enlargement commissioner, said Turkey had failed to keep its promise to open up trade with another EU member, Cyprus, forcing the European Commission to recommending freezing about a quarter of the negotiation program.

"The ball is now in Turkey's court," said Rehn. "Failure to meet legal obligations cannot remain without consequences."

Rehn said eight areas of negotiation relating to trade such as customs, transportation, fisheries, financial services and external relations, should be frozen. EU governments must decide whether to approve the Rehn's plan at a summit meeting in mid-December.

Seeking to shore up support for Turkey amid fears that an EU decision to slow the entry talks would likely cause an irreparable rift, Blair on Wednesday encouraged EU governments to look beyond such concerns.

Blair warned it would be "a serious mistake for Europe long-term" to deny Turkish ambitions to join the European

Union. Prime Minister José Luis Rodríguez Zapatero of Spain also urged leaders to keep the prospect of full membership open to Ankara.

But Chancellor Angela Merkel of Germany strongly endorsed the EU stance, demanding that Turkey keep to its earlier promise to open trade with Cyprus.

Reversing earlier personal objections to Turkish membership, the pope said Tuesday that dialogue between Turkey and the European Union should lead to integration with Europe.

Rehn sought to portray the recommendations as a further encouragement to Turkey to undertake reforms, rather than a flat rebuke for failing to resolve the Cyprus problem.

Rehn said that putting a limited number of areas of negotiation off-limits until the standoff with Cyprus was resolved was the best way to keep hopes for Turkey's eventual accession alive.

"We confirm that these negotiations continue, although with a slower pace," Rehn said. "Europe needs a stable, democratic and increasingly prosperous Turkey," he said.

Even so, the decision appeared to inflame the perception in Turkey that Europe had been negotiating in bad faith.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan of Turkey called the decision unacceptable, according to a report by The Associated Press that quoted Turkish television. "We will not allow anyone to trample on our rights," said Ege-men Bagis, an aide to Erdogan, according to the AP report.

Turkish leaders would still try to avert a partial suspension, Bagis was

quoted as saying.

Talks with Turkey began 13 months ago but have stumbled over the standoff, lasting decades, with Cyprus over the status of the Mediterranean island. Turkey does not recognize the Cypriot government and backs the Turkish Cypriot mini-state, which no other country recognizes.

Deep skepticism in countries like France, Germany and Austria about the economic and political costs of inte-

grating a large and predominantly Muslim nation into the European family also has cast doubts over the eventual outcome of the talks with Ankara.

Turkey has been slow to respond to calls to expand religious and press freedoms, further stirring doubts about its candidacy.

Rehn declined to lay down a timetable for Turkey to reach an accord over Cyprus and said the matter should pass to the United Nations because EU ultimatums had failed so many times.

The European Union so far has closed only one chapter, concerning science and research, with Turkey out of 35 chapters that pave the way for a country to accede to the bloc.

Procedures to open 26 other chapters could begin at any time — although completing a chapter can take years.

Despite the deadlock, the background work to prepare a chapter, which is a process known as screening, still can continue. But those activities have been frozen for the past two months in what Rehn called an "undeclared strike" by EU governments.

6 powers easing on Iran sanctions

By Helene Cooper

WASHINGTON: The six world powers seeking to rein in Iran's nuclear ambitions are circulating a significantly weakened draft for a UN Security Council resolution against its nuclear program, in an attempt to keep their fragile coalition from falling apart.

The new text under consideration has dropped all mention of sanctions against Iran's first nuclear power plant at Bushehr, European diplomats said.

The United States had initially proposed including Bushehr on the list of programs to single out, but Russia, which has been helping to build the power plant with the Iranians, balked.

Diplomats from the six countries, including Britain, France, Germany and China, have been squabbling about the draft resolution for three months.

Complicating the matter are calls, from inside and outside the Bush administration, for President George W. Bush to initiate talks with Iran over the worsening violence in Iraq.

"This has to be carefully managed," said a European diplomat, speaking on the condition of anonymity under normal diplomatic practice. "It's important for the U.S. to separate the two issues, because the Iranians would like everything to be combined."

It has been six months since the six powers offered Iran a list of incentives

to stop enriching uranium and threatened sanctions if Iran did not.

The growing call for Washington to initiate talks with Tehran over Iraq is only one of the complicating factors. Also holding things up is the fact that Russia and China — but Russia in particular — dislike the idea of punitive sanctions, and have been dragged along unwillingly, according to diplomats.

U.S. officials have sought a strongly worded resolution that would prohibit any technical or financial assistance that could benefit Iran's nuclear program, and would impose a ban on visas for any Iranians involved in nuclear activities, according to U.S. and European diplomats involved in the talks.

Points chauds

La situation culturelle des Kurdes

Le 4 octobre 2006, lors de sa 28^e séance, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe a adopté la résolution 1519 (2006) afin de soutenir, sinon de sauver le patrimoine kurde.

Résolution 1519 (2006) de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (*) et exposés des motifs, par **Lord Russell-Johnston**, rapporteur (**).

Photo ci-contre :

Les murs de la ville de Diyarbakir, dans le Sud-Est de la Turquie, en 2004. La dynastie kurde des Marwanides dirigea la région de Diyarbakir du XI^e au XII^e siècle. Après la bataille de Manzikert, la ville passa sous l'autorité des Turcs oghouzes (© Bertil Videt).

Avec ce rapport, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) attire l'attention sur la situation culturelle des 25 à 30 millions de Kurdes qui habitent principalement la région montagneuse où l'Iran, l'Irak, la Syrie et la Turquie se rencontrent et qui constituent l'une des plus grandes « nations apatrides » du monde.

L'Assemblée réaffirme que la diversité culturelle et linguistique est une précieuse ressource qui enrichit le patrimoine européen et consolide l'identité des pays et de chacun. Elle propose l'assistance du Conseil de l'Europe pour aider les pays concernés dans la protection de cette culture spécifique.

L'Assemblée encourage la Turquie, en sa qualité de pays membre du Conseil de l'Europe, mais également l'Iran, l'Irak et la Syrie à reconnaître que la langue et la culture kurdes font partie de leur patrimoine et qu'elles constituent une richesse qui mérite d'être préservée et non une menace contre laquelle il faut lutter et leur demande de prendre les mesures nécessaires.

Les motifs exposés par Lord Russell-Johnston

66. Comme le disait déjà Mehrdad Izady en 1992, « il est étonnant, pour ne pas dire embarrassant, que pas un seul objet archéologique n'ait jamais été identifié comme « kurde » dans aucun musée au monde » (in *The Kurds: A Concise Handbook*, USA, 1992).

67. La situation des Kurdes varie considérablement selon le pays où ils vivent.

Turquie

68. Une importante minorité de citoyens turcs sont des Kurdes : ils sont principalement concentrés dans le Sud-Est de l'Anatolie, mais habitent aussi

Plusieurs raisons expliquent cet état de choses : l'isolement de la région, sa structure sociale (on y trouve encore des vestiges du système féodal, comme les Agas) et son économie (fondée surtout sur l'agriculture et l'élevage).

70. Certains disent que la montée du fondamentalisme religieux explique



dans les grandes villes comme Istanbul (il n'y a pas de statistiques officielles, mais on estime que 12 à 15 millions de Kurdes vivent en Turquie).

69. Le Sud-Est de l'Anatolie est aussi la région la moins développée de Turquie.

aussi le retard de cette région, mais on n'en a aucune preuve et, selon certaines informations, des mollahs auraient soutenu ceux qui font campagne contre les crimes d'honneur.

71. La flambée de terrorisme du PKK

dans le Sud-Est de la Turquie en 1984 et sa répression par l'armée turque ont fortement aggravé la situation. D'un point de vue culturel, par exemple, le taux d'alphabétisation de la région a

domaine culturel, il faut noter des émissions en kurde (kurmandji et zaza) à la télévision nationale turque et l'auto-risation d'enseigner la langue kurde. Les livres, disques et concerts en kurde ne

“ Il est étonnant, pour ne pas dire embarrassant, que pas un seul objet archéologique n'ait jamais été identifié comme « kurde » dans aucun musée au monde. ”

Mehrdad Izady in *The Kurds : A Concise Handbook* (USA, 1992).

considérablement chuté au cours des 15 dernières années, surtout chez les femmes, ce qui est une conséquence directe de la guerre (les parents ont peur d'envoyer leurs filles à l'école, notamment parce que les enseignants et les écoles ont été la cible du PKK).

72. Pendant des décennies, les Kurdes n'ont pas été reconnus par les autorités turques : ils n'étaient pas autorisés à utiliser leur langue et on ne trouvait aucune mention des dialectes kurdes dans l'enseignement ou dans les médias. Un petit peu de folklore était juste permis de temps à autre. Tous ceux qui essayaient de faire valoir leurs droits culturels étaient considérés comme des traîtres et traités comme tels. Durant ce qui était une guerre civile *de facto*, un Turc qui niait tout simplement l'existence d'une culture kurde a rejoint le groupe libéral de l'Assemblée.

73. Par leur attitude de rejet, les autorités turques ont alimenté le séparatisme kurde qu'elles dénonçaient et contre lequel elles se battaient, à un coût très élevé pour les Kurdes, les Turcs et tout le pays.

74. En 2004, la situation a paru changer, notamment avec l'arrivée du nouveau gouvernement. Que cela soit dû à la pression des institutions européennes, comme le pensent les Kurdes, ou à une prise de conscience du gouvernement, comme celui-ci le prétend, n'a guère d'importance. L'essentiel, c'est que l'on enregistre des changements au niveau officiel et dans l'opinion publique turque dans son ensemble.

75. Parmi les changements dans le

sont plus interdits, mais on m'a affirmé qu'ils se heurtent encore à des obstacles administratifs déraisonnables. [...]

76. La Turquie compte environ 1 440 bibliothèques publiques, dont environ 200 dans les régions où les Kurdes sont majoritaires. M. Tekelioglu m'a informé en janvier dernier que rien qu'en 2005, plus de 100 nouveaux livres en kurde ont été publiés en Turquie. Il est toutefois impossible de trouver un seul ouvrage dans cette langue (publié en 2005 ou non, en Turquie ou à l'étranger) dans l'une quelconque de ces bibliothèques publiques.

77. Un autre exemple des obstacles administratifs déraisonnables auxquels se heurtent les Kurdes nous est fourni par la dernière foire du livre organisée à Diyarbakir en collaboration avec la préfecture. Les éditeurs d'ouvrages en kurde n'y ont pas été invités. Quand ils ont demandé à y participer, ils n'ont pas été autorisés à le faire, et quand ils ont demandé à d'autres éditeurs de présenter certains de leurs ouvrages, ceux-ci leur ont répondu que les autorités leur avaient interdit de le faire.

78. Les changements sont encore timides : il semblerait que les émissions soient programmées trop tôt le matin, sur des sujets triviaux et sans la moindre participation des Kurdes proprement dits, et que les rares cours de langue proposés soient au format de l'enseignement du kurde comme une langue étrangère (et donc sans aucune utilité pour les Kurdes). Après quelques mois, ces cours ont cessé en raison de la demande insuffisante.



Photo ci-dessus :
Un coffee shop à Diyarbakir en 1909 (DR)

79. En janvier 2006, l'on a annoncé que deux chaînes régionales privées de télévision et une station radio commencent à diffuser de brèves émissions en kurde pour la première fois en Turquie. Des représentants de Gün TV, de Söz TV et de Medya FM, tous trois basés dans le Sud-Est du pays à majorité kurde (Diyarbakir et Sanliurfa), ont signé un accord avec l'organe de surveillance turc de la radiodiffusion en vertu duquel ils devaient commencer à diffuser leurs émissions à partir du jeudi 23 mars. Cette nouvelle a été confirmée par une lettre du représentant permanent de la Turquie auprès du Conseil de l'Europe. La télédiffusion en kurde est toutefois limitée à quatre heures par semaine et à maximum 45 minutes par jour (d'après certaines sources, ces limites ne s'appliquent pas aux longs métrages et aux émissions musicales).

80. Si l'on compare cette situation avec celle qui existait encore naguère, quand il était inconcevable qu'un politique ou un fonctionnaire turc prononce le mot « kurde », on réalise l'ampleur considérable de ce changement.

81. Il indique qu'un processus est en marche et qu'il devrait être irréversible. Les changements sont certes petits mais ils vont dans la bonne direction. C'est à l'Europe et à ses institutions, aux Kurdes eux-mêmes et aux Turcs favorables à la préservation de la culture kurde de maintenir la pression sur le Gouvernement turc pour qu'il élargisse et accélère le processus.

Pour aller plus loin :

Résolution 1519 (2006) - La situation culturelle des Kurdes, 4 octobre 2006
Disponible en ligne sur : <http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/AdoptedText/ta06/FRES1519.htm>

Doc. 11006 - La situation culturelle des Kurdes, 7 juillet 2006.

Rapport de la commission de la culture, de la science et de l'éducation, rapporteur Lord Russell-Johnston, Royaume-Uni, Alliance des Démocrates et des Libéraux pour l'Europe.
Disponible en ligne sur : <http://assembly.coe.int/Mainf.asp?link=/Documents/WorkingDocs/Doc06/FDOC11006.htm>



82. Il n'en reste pas moins qu'il faut aussi noter que si l'on peut changer la législation en un seul jour, le changement dans les attitudes et les mentalités demande plus de temps. Et de nombreux Kurdes et Turcs doivent revoir certaines de leurs attitudes.



Deux enfants kurdes à Erbil, photographiés par des militaires américains au cours de l'opération *Iraqi Freedom*, le 21 août 2005. Pour cette ville, nommée « Hewler » en kurde, il est difficile de connaître exactement le nombre d'habitants : probablement 1,5 million de personnes et de nombreux réfugiés des 4 000 villages kurdes rasés par les autorités irakiennes dans les années 1970-1980. (© DoD/Jim Gordon, CIV)

83. Au début du mois d'avril 2006, de violents affrontements ont opposé les Kurdes et les forces de sécurité dans le Sud-Est de la Turquie. Des rapports font état d'au moins 15 morts pendant les protestations, et il est à craindre que les maigres avancées obtenues par les Kurdes au fil des dernières années pourraient être annulées en quelques jours.

Irak

84. On dénombre cinq millions d'habitants au Kurdistan irakien dont les principaux centres sont Dohuk, près de la frontière turque, Erbil et Suleimaniya. Ils parlent le dialecte kurmanji dans le Nord et le sorani dans le Sud.

85. Après la fin de la guerre du Golfe de 1991, l'opération *Provide Comfort* a été lancée pour créer une zone sûre pour les Kurdes dans le Nord de l'Irak. Les troupes occidentales alliées ont persuadé les Kurdes de descendre des montagnes dans la plaine où des camps ont été dressés. La partie de l'Irak située au-dessus du 37° parallèle – qui comprend Arbil, Mosul, Zakho et Dahuk – a été déclarée zone d'exclusion aérienne et régulièrement patrouillée par les avions américains, britanniques, français et turcs.

86. En octobre 1991, le gouvernement

irakien s'est retiré de la région kurde. Les premières élections régionales ont eu lieu au milieu de 1992 et les premiers gouvernement et parlement kurdes irakiens ont été constitués. Depuis, les Kurdes d'Irak sont *de facto* autonomes et indépendants.

87. Depuis 1991/1992, les Kurdes peuvent enseigner leur langue et, selon la nouvelle constitution irakienne, le kurde est à présent la deuxième langue officielle du pays. Jusqu'en 2003, les Kurdes n'étaient pas admis dans les universités irakiennes et ont, par conséquent, créé leurs propres universités.

88. La réussite des Kurdes irakiens dans le domaine de la langue et de l'éducation leur a permis de créer un corpus littéraire impressionnant et une langue écrite pleinement fonctionnelle et a produit une génération de Kurdes qui ont reçu un enseignement primaire et secondaire en kurde. Ces résultats aideront sans aucun doute les Kurdes d'Irak dans leurs futurs efforts de préserver leur identité ethnique et culturelle.

89. Les Kurdes ont très peu de contacts avec le monde extérieur, hormis avec quelques groupes musicaux kurdes d'Iran. Jusqu'à une date récente, ils n'avaient pas de passeport. L'isolement reste le problème principal.

Le Kurdistan politique

Le Kurdistan n'a politiquement existé que quatre fois au cours de l'Histoire. En 1920, le traité de Sèvres prévoyait la création d'un État kurde sur les restes de l'Empire ottoman détruit, comme pour les autres peuples de la région. Mais par le traité de Lausanne de 1923, le Moyen-Orient est divisé en plusieurs pays qui ne prennent pas en compte le droit des Kurdes à disposer de leurs terres. Le Royaume-Uni et la France se voient confier des mandats sur les nouveaux États : sur l'Irak pour la première, la Syrie et le Liban pour la seconde. Les populations, notamment kurdes, ne tarderont pas à se révolter contre la nouvelle domination européenne. Churchill, secrétaire à la Guerre au Royaume-Uni, fait raser par la Royal Air Force des villes et des villages kurdes. En 1925, une arme chimique, l'ypérite, est utilisée sur la ville kurde de Souleimaniye. Le Kurdistan est devenu depuis le début du siècle une zone de conflit intense impliquant les différents pays limitrophes, mais aussi les États-Unis depuis le début du conflit avec l'Irak en 1991. Cette situation entraîne un accroissement de l'émigration kurde vers les pays de la région ou vers l'Europe.

Le Royaume du Kurdistan (1922-1924)

Établi dans le Nord de l'Irak en 1922 par le cheikh Mahmud de Suleymania, il est dissous par les Britanniques en 1924.

Le Royaume du Kurdistan (1925)

Établi dans le Sud-Est de la Turquie en 1925, il disparaît au bout de deux mois.

La République d'Ararat (1927-1931)

État kurde autoproclamé situé dans l'Est de l'actuelle Turquie (province d'Agn), cette

république tire son nom du mont Ararat, utilisé comme symbole national (Agn est le nom turc du mont Ararat, et dérive du mot kurde qui signifie « feu », faisant allusion à la nature volcanique du mont). La République est proclamée en 1927 durant une rébellion kurde. Les Kurdes s'attendaient à disposer d'un État issu du démembrement de l'Empire ottoman, mais furent déçus dans cet espoir. Les Kurdes sont définitivement vaincus en 1931, et la Turquie reprend le contrôle du territoire. La République d'Ararat n'a jamais été reconnue par les autres États.

La République du Mahabad (république du Kurdistan) (1946-1947)

Elle est établie dans le Kurdistan iranien en 1946. Sa capitale est la ville kurde de Mahabad dans le Nord-Ouest de l'Iran. Son existence est liée à la crise irano-soviétique entre les États-Unis et l'URSS. Elle est présidée par Qazi Muhammad, avec Moustafa Barazani comme ministre de la Défense et Hadschi Baba Scheich comme Premier ministre. Elle déclare son indépendance le 22 janvier 1946, mais est battue un an plus tard par l'armée régulière iranienne. Après la disparition de la république, Qazi Muhammad est exécuté en public au centre de Mahabad. Le président actuel du Kurdistan irakien, Massoud Barazani, est né à Mahabad. Son père, le général Moustafa Barazani, était le général en chef de Mahabad. Dans *La République kurde de Mahabad*, Archibald Roosevelt (fils du président Roosevelt) a écrit que le principal problème de la République de Mahabad était qu'elle avait besoin de l'aide soviétique. Mais cette alliance avec l'Armée rouge provoqua un désaccord avec de nombreuses tribus kurdes. (Source : Wikipedia)



90. Les crimes d'honneur sont une pratique barbare qui ne concerne pas uniquement les Kurdes. On l'observe dans les régions les plus reculées du Proche-Orient. Le développement économique s'est accompagné d'un recul de ces pratiques. Les associations de femmes jouent un rôle important en Irak.

Iran

91. Selon les chiffres officiels de 1997, l'Iran compte 7 à 8 millions de Kurdes (7 % de la population). D'après l'opposition, ils seraient de 11 à 12 millions. En Iran, les Kurdes habitent l'Ouest et le Nord-Ouest du pays, aux frontières de la Turquie, de l'Irak et de l'Azerbaïdjan, mais aussi

privées, mais à Téhéran et pas dans les régions habitées par les Kurdes. Par contre, les publications estudiantines sont interdites.

95. De nombreux intellectuels kurdes éminents ne savent pas écrire dans leur langue. Ce n'est qu'au bout de six ans de démarches pour trouver un financement qu'un projet de dictionnaire persan-kurde pourrait voir le jour en 2006.

96. La musique et le folklore sont florissants, tout comme le cinéma et le théâtre, malgré l'absence totale d'aides de l'État. Certains réalisateurs ont été distingués lors de festivals cinématographiques à l'étranger.

97. La situation des femmes est l'une

“ Les Kurdes ont très peu de contacts avec le monde extérieur, hormis avec quelques groupes musicaux kurdes d'Iran. Jusqu'à une date récente, ils n'avaient pas de passeport. L'isolement reste le problème principal. ”

les grandes villes comme Téhéran et la région du Khorasan, bordant le littoral oriental de la mer Caspienne. Du point de vue économique, ces régions sont les moins développées d'Iran. Le revenu moyen est de quatre dollars américains par jour dans les zones urbaines et d'un dollar américain par jour seulement dans les zones rurales. Ils n'ont aucune industrie.

92. Depuis l'époque de Reza Chah (1925-1941), le persan est la langue officielle de l'Iran. La législation adoptée par la République islamique autorise les langues régionales, mais les autorités n'ont rien fait pour mettre en œuvre ces dispositions.

93. Il existe des médias en langue kurde mais ils sont soumis à la censure comme tous les autres médias du pays. Les médias ne sont, par exemple, pas autorisés à aborder les questions politiques. L'autocensure est largement répandue. Il n'y a pas de chaîne de télévision kurde mais certaines émissions sont diffusées en kurde sur les chaînes générales.

94. Il n'y a pas d'école publique kurde en Iran. Il y a toutefois des cours de kurde dans les universités tant publiques que

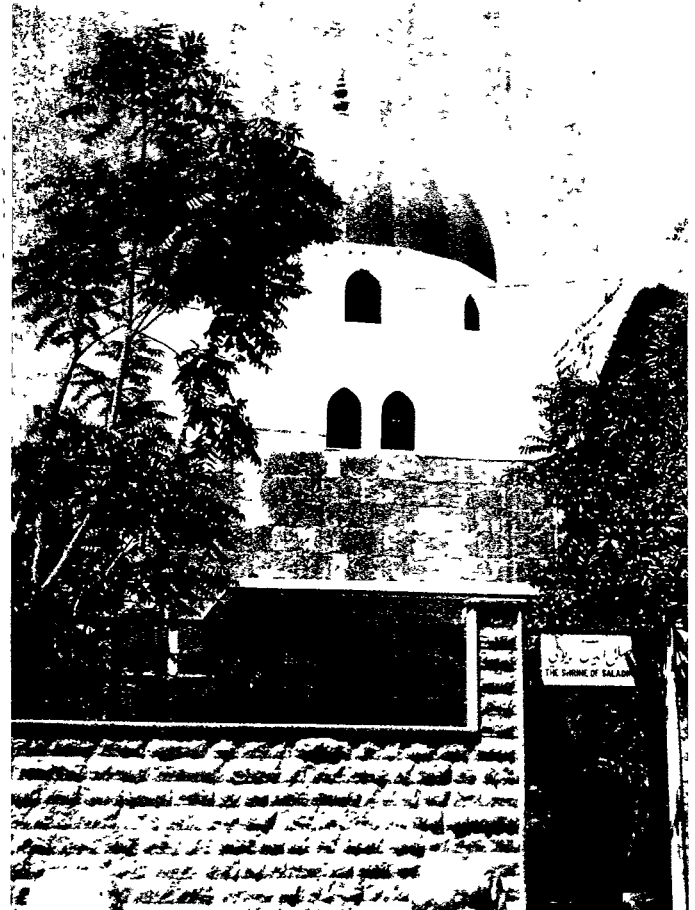
des pires de la région : les filles peuvent être mariées à partir de 9 ans ; elles sont exposées à la polygamie, à la lapidation et aux « crimes d'honneur ». Il en résulte un taux de suicide très élevé chez les femmes (notamment par immolation).

98. L'Iran ne reconnaît pas aux Kurdes de droits autres que culturels. La République islamique n'est pas neutre et la récente montée de l'intégrisme salafi pourrait menacer la démocratie dans le pays. La vie n'est pas toujours facile pour les musulmans sunnites, comme la plupart des Kurdes, dans un pays chiite. Les émissions de radiodiffusion par satellite en kurde sont considérées comme un danger par les autorités qui font la chasse aux antennes paraboliques. Il n'y a aucun gouverneur de province ou ministre kurde en Iran.

99. Il y a très peu d'échanges avec les Kurdes de Turquie, malgré une langue commune.

Syrie

100. Il y a entre 1 et 2 millions de Kurdes en Syrie (sur un total d'environ 19 millions d'habitants).



101. Dans les années 1940, il y a eu deux chefs d'État kurdes, un chef suprême des armées et de nombreux fonctionnaires de haut rang. Toutefois, aujourd'hui, il n'y a pas même un brigadier-chef kurde dans les forces de police. Depuis l'indépendance de la Syrie en 1946, les Kurdes sont persécutés et il est strictement interdit de parler kurde à l'école.

102. Les Kurdes représentent environ 60 % de la population scolaire dans les régions septentrionales mais ils ne disposent ni de livres, ni d'aucune autre publication et n'ont pas d'associations. 200 000 d'entre eux ont été privés de leur nationalité et n'ont aucun droit. Le nom kurde de plus de 750 villes et villages a été remplacé par un nom arabe. Les noms kurdes ne sont autorisés ni pour les personnes, ni pour les entreprises.

103. En 1972, des étudiants kurdes ont été expulsés des établissements scolar-

Photo ci-dessus :

La tombe de Saladin (1137-1193) près de la mosquée des Omeyyades à Damas (Syrie) Saladin a appartenu (tout comme son père et son oncle) à la tradition militaire kurde au service de Nur add-Din, émir turc d'Alep Ce dernier l'envoie en Égypte pour soutenir la dynastie fatimide, menacée par les Croisés En 1169, il succède à son oncle au poste de vizir du Caire Après avoir relancé l'économie égyptienne et réorganisé son armée, il abolit le califat fatimide en 1171 Il prend le pouvoir en Égypte sous le titre de sultan de nombreux Turcs seldjoukides refusent alors de servir sous les ordres d'un Kurde (DR)



Aires de diffusion des populations kurdes au Moyen-Orient et en Asie

--- Zones traditionnellement peuplées par des Kurdes et englobant un « Kurdistan politique ».

© AREFON/CAPRI

res ; en 1986, la police a tiré sur une foule kurde ; en 1989, la musique kurde a été interdite lors des mariages et les intellectuels kurdes sont régulièrement licenciés.

104. Depuis la mort du président Hafez al-Assad en juin 2000, les autorités syriennes sont accusées de capturer des membres du PKK pour les livrer aux autorités turques.

Diaspora

105. Au fil de leur histoire mouvementée, les Kurdes ont subi plusieurs déportations qui ont donné le jour à de nombreuses communautés kurdes dispersées, parfois à des milliers de kilomètres du Kurdistan.

106. Il existe encore des preuves vivantes de ces déportations dans des pays aussi distants les uns des autres que la Kirghizie, le Kazakhstan, le Yémen, la Somalie et l'Érythrée. L'on trouve des communautés qui ont conservé leur langue et leurs coutumes au Turkménistan (40 000), en Azerbaidjan (150 000), en Arménie (45 000), en Géorgie (60 000), en Afghanistan (200 000) et au Liban (80 000). Une des plus grandes de ces communautés est celle des Kurdes déportés au XVII^e siècle par le Chah Abbas vers Khorasan, dans l'Est de l'Iran, qui compte aujourd'hui près de 700 000 personnes.

Elles utilisent encore le dialecte du Nord (kurmandji). Les communautés kurdes d'Anatolie centrale, qui sont formées par des tribus déportées depuis le Sud du Kurdistan vers les provinces de Konya et d'Ankara par les Ottomans, ont également préservé leur langue et leurs coutumes.

107. Les événements politiques de ces dernières décennies ont poussé des millions de Kurdes vers les grands centres urbains tels qu'Istanbul (3 millions de Kurdes), Izmir, Adana et Mersin en Turquie ; Bagdad en Irak et Téhéran et Tabriz en Iran, à tel point que l'on estime qu'aujourd'hui près d'un tiers des Kurdes vivent en dehors du Kurdistan.

108. La formation d'une diaspora kurde en Europe est un phénomène récent. Dans les années 1960, des Kurdes de Turquie ont commencé à arriver en Allemagne, dans les pays du Bénélux, en Autriche, en Suisse et en France en qualité de travailleurs immigrés, dans le cadre de contrats liés à des accords intergouvernementaux sur ces travailleurs. Après la révolution islamique de 1979 en Iran, le coup d'État militaire de 1980 en Turquie et la très longue campagne d'extermination des Kurdes (Anfal) par le régime irakien, des vagues successives de réfugiés politiques kurdes sont arrivées en Europe occidentale et, dans une moindre mesure, en

Amérique du Nord. L'exode des Kurdes vers l'Europe s'est encore accéléré en raison de la campagne, lancée en 1992, d'évacuation forcée et de destruction des villages kurdes parallèlement à une politique d'assassinat des élites kurdes suivie par les conflits entre Kurdes au Kurdistan irakien après 1994.

109. Aucun recensement précis et fiable de la diaspora kurde en Europe n'a été fait récemment, et les statistiques indiquent les pays d'origine mais non l'appartenance ethnique, mais les estimations les plus généralement admises évaluent leur nombre à 1 300 000 en Europe occidentale, répartis comme suit :

Pays	Fourchette basse	Fourchette haute
Allemagne	700 000	800 000
France	120 000	150 000
Royaume-Uni	80 000	100 000
Suède	80 000	100 000
Pays-Bas	70 000	80 000
Suisse	60 000	70 000
Autriche	50 000	60 000
Grèce	20 000	25 000
Belgique	10 000	15 000
Danemark	8 000	10 000
Norvège	4 000	5 000
Italie	3 000	4 000
Finlande	2 000	3 000

Lord Russell-Johnston